



En riposte aux décisions des Douze

L'Iran rappelle ses ambassadeurs dans la CEE

L'Europe face au défi

La concertation politique européenne n'a pas joué pour une fois le rôle d'arbitre : les Douze ont répondu, tardivement certes, mais d'une seule voix au défi de l'imam Khomeiny, sans recourir aux facilités de l'habituel plus petit commun dénominateur. Est-ce assez ? L'Europe en sort-elle renforcée face aux débordements de l'intégrisme islamique ? L'expérience des dix dernières années enseigne à prendre au sérieux les anathèmes de l'imam, et le sont-ils ? Les Douze ont répondu, tardivement certes, mais d'une seule voix au défi de l'imam Khomeiny, sans recourir aux facilités de l'habituel plus petit commun dénominateur. Est-ce assez ? L'Europe en sort-elle renforcée face aux débordements de l'intégrisme islamique ? L'expérience des dix dernières années enseigne à prendre au sérieux les anathèmes de l'imam, et le sont-ils ?

Trois Britanniques sont retenus en otage au Liban, ce qui explique sans doute la mollesse des réactions initiales de Londres. Poussée par son opinion publique, la Grande-Bretagne est finalement allée plus loin que ses partenaires européens, puisqu'elle a notamment décidé de rapatrier tout son personnel diplomatique en poste à Téhéran. La RFA, bien que premier partenaire économique de l'Iran, a pris une position en flèche en faveur de la fermeté.

La France a aussi suivi l'exemple de la Grande-Bretagne. Mais, si sa proposition de rappeler en consultation les ambassadeurs a été adoptée à Bruxelles, l'ambiguïté de sa position n'en a pas moins fait l'objet d'un certain désaveu. M. Roland Dumas ne se disait-il pas prêt à retourner en Iran, au nom du dialogue nécessaire, quelques heures seulement avant qu'on décide à Bruxelles de suspendre les visites à haut niveau dans ce pays ?

Le ministre français a exprimé son souci d'éviter l'"amalgame" entre autorités religieuses et politiques en Iran, et de ne pas hypothéquer, par des mesures mal pesées, les efforts de ceux qui recherchent en Iran une plus grande ouverture. Cette approche explique qu'on ne soit pas allé plus loin à Bruxelles.

N'y a-t-il pas cependant quelque illusion, voire quelque complaisance, à continuer à miser sur les "modérés" iraniens ? Quelle est la part de ceux qui, lors de précédents épisodes de la lutte pour le pouvoir à Téhéran, ont largement contribué à éliminer les "modérés" de l'époque ? Ainsi du président du Parlement, l'hojatoleslam Hachemi Rashedi, qui doit l'ascension de la révolution après la prise en otage de diplomates américains en 1979.

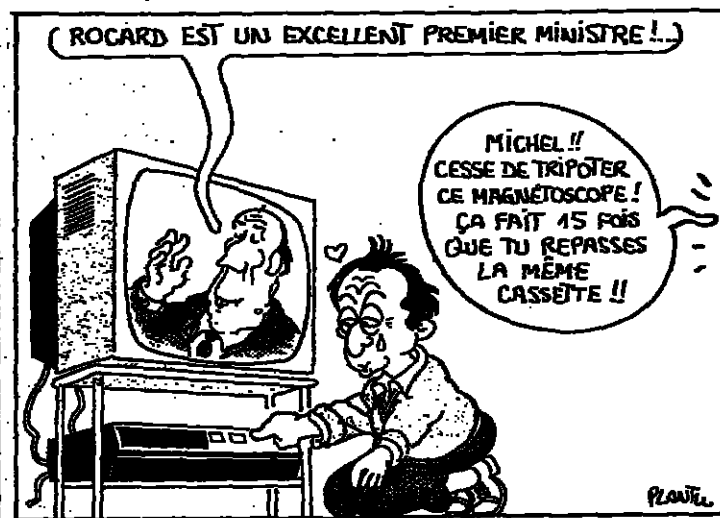
La distinction entre "politiques" et "religieux" est le langage que tiennent aux Européens les pseudo-modérés d'un régime dont le caractère théocratique saute aux yeux. Mise à part la décision de Téhéran de rappeler ses ambassadeurs dans la CEE, nul ne peut prédire les conséquences des mesures adoptées par les Douze. Mais il est manifeste que les Européens attendent de ceux qui les gouvernent que, dans le doute, ils aient tous le réflexe de s'en tenir rigoureusement aux principes sur lesquels repose la démocratie.

En Iran, une formidable volonté de reconstruction économique. Lire page 32 le reportage de VÉRONIQUE MAURIS

Dans le secteur privé comme dans le public

M. Rocard craint une poussée des revendications salariales

M. Michel Rocard présentera, au conseil des ministres du mercredi 22 février, une communication consacrée à la rénovation du service public. Le premier ministre redoute une poussée revendicative des salariés au printemps et il espère que l'annonce de cette réforme ouvrira un espace de négociation suffisant pour canaliser ces mouvements.



Lire page 9 l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Le destin de l'Allemagne

Une même déchirure

par ANDRÉ FONTAINE

RIEN n'est plus utile à la cohésion des empires que l'existence d'un ennemi en bonne et due forme, d'un loup-garou qui fait se serrer les peuples autour de leur protecteur. Les Soviétiques ont fini par le comprendre qui, après avoir longtemps misé sur la peur qu'ils inspiraient, ont entrepris aujourd'hui de rassurer tous azimuts. Nul n'a mieux résumé leur pensée - ou leurs arrière-pensées - sur ce point que leur expert numéro un en affaires nord-américaines, Giorgi Arbatov, aujourd'hui conseiller très écouté de Gorbatchev : « Nous sommes en train de vous [Américains] faire quelque chose de terrible, à-t-il dit en mai de l'an dernier. Nous sommes en train de vous priver d'ennemi (1). »

Peut-être avait-il sous-estimé le choc en retour de cette assertion : si l'URSS n'est plus l'ennemi de l'Occident, les États-Unis ne font plus figure d'ennemi des pays socialistes. Or chacune des périodes de détente qui se sont succédées depuis la mort de Staline a montré un peu plus la vérité de la prophétie faite par Churchill dans l'hiver 1944-1945 au général de Gaulle : « Pour la Russie, c'est un gros animal qui a eu faim très longtemps. Il n'est pas possible aujourd'hui de l'empêcher de manger, d'autant plus qu'il est parvenu en plein milieu du troupeau des victimes. Mais il s'agit qu'il ne mange pas tout. Je tâche de modérer Staline, qui, d'ailleurs, s'il a grand appétit, ne manque pas de sens pratique. Et puis, après le repas, il y a la digestion. Quand l'heure viendra de digérer, ce sera, pour les Russes assoupis, le moment des difficultés. Saint Nicolas pourra peut-être, alors, ressusciter les pauvres enfants que l'ogre aura mis au saut. (2) » A Varsovie, à Budapest, dans les Républiques baltes, le miracle annoncé s'accomplit sous nos yeux.

Reste qu'Arbatov avait raison et que le bloc de l'Est n'est pas seul affecté par le relâchement des alliances.

(Lire la suite page 6.)

(1) Time Magazine, 23 mai 1988.

(2) Charles de Gaulle, Mémoires de guerre, tome III, « Le Salut » (Plan).

Les funérailles de Hirohito

Un débat au Japon autour des cérémonies religieuses

PAGE 4

Les entretiens israélo-égyptiens

Divergences sur la plupart des questions entre M. Mubarak et M. Arens

PAGE 36

Municipales à Lyon

Une petite place pour la gauche...

PAGE 8

Le zèle de M. Carignon

Le maire de Grenoble « piégé » par son goût pour la « communication »

PAGE 7

Des professeurs « prolongés »

Le ministère prépare la rentrée scolaire de septembre et proposera à des retraités de continuer à enseigner

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 36

Plusieurs milliers de transfusés contaminés

Un fonds de solidarité pour le sida

Le gouvernement étudie actuellement les solutions permettant de venir en aide aux milliers de personnes - hémophiles et polysurtransfusés - qui ont été accidentellement contaminées par le virus du sida. Un Fonds national de solidarité pourrait rapidement être constitué.

On est bien loin d'en avoir fini avec le sida. Alors que l'épidémie continue à progresser à travers le monde - comme en témoigne le dossier que nous publions dans « Le Monde sciences et médecine » - notamment chez les personnes hétérosexuelles à partenaires multiples, il faut aujourd'hui prendre en compte les conséquences, toujours dramatiques, de la contamination accidentelle par le virus à l'origine de cette maladie.

Le gouvernement s'apprête à venir financièrement en aide à tous ceux qui ont été contaminés à partir de sang (ou de

médicaments dérivés du sang) infecté et qui sont dans une situation difficile. Près de cinq cents personnes ont déjà été victimes de la maladie et plusieurs milliers d'autres, hémophiles ou polysurtransfusés, sont concernés.

Il semble aujourd'hui acquis qu'un Fonds national de solidarité sera créé. La contamination accidentelle par le virus du sida avant la fin de l'année 1985 (le dépistage chez les donneurs de sang avait été rendu obligatoire en août de la même année) serait alors, dans cette hypothèse, considérée au même titre qu'une catastrophe naturelle.

Plusieurs pays européens ont déjà admis le principe d'une indemnisation (via les compagnies d'assurances) ou d'un geste de solidarité nationale. Aux États-Unis, des banques de sang ont été jugées responsables de la transmission du sida.

En France, les associations qui défendent les droits des hémophiles et des polysurtransfusés ne

cachent plus leur mécontentement devant l'attentisme des pouvoirs publics. Quelle que soit la solution retenue, les problèmes soulevés - notamment pour démontrer a posteriori les liens de causalité - seront très complexes, et les sommes nécessaires d'un montant considérable, puisque l'on sait que plusieurs milliers de personnes sont concernées.

JEAN-YVES NAU.

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Aux foyers de la pandémie

■ Reportage au Zaïre, au Congo et en Thaïlande

■ France : des milliers de transfusés séropositifs

Découverte archéologique

à Louxor

La conquête de Titan

Pages 17 à 21

Un point de vue du secrétaire d'Etat au plan

Vers un nouveau Karl Marx ?

par Lionel Stoléru

La lutte des classes s'estompe, la gauche s'est réconciliée avec l'entreprise, l'idée que « le patron peut payer » se manifeste de l'idée qu'il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or, le capital et le travail cessent de s'affronter pour commencer à s'associer, bref, le marxisme était en train de prendre un sérieux coup de vieux, voire d'archaïsme, depuis une vingtaine d'années.

Oserai-je briser cette vision consensuelle et idyllique pour prétendre au contraire que ce qui se passe au niveau financier mondial est en train de nous préparer un nouveau Karl Marx et un nouveau vers le monde ? Voyons les faits en essayant de les mettre dans leur perspective à long terme.

En 1960, les milieux financiers commencent à être sérieuse-

ment exaspérés par la multiplication des réglementations nationales sur leurs activités : la France avec l'encadrement du crédit, bien sûr, mais aussi les États-Unis avec une volonté de contrôle de la masse monétaire, le Japon avec une volonté de maîtrise des flux financiers. En 1961, la goutte d'eau qui fit déborder le vase fut la « régulation Q » aux États-Unis qui limitait la liberté des banques dans la rémunération de leurs dépôts.

Alors germa une idée simple et lumineuse digne de l'œuf de Christophe Colomb. Puisqu'il y avait tant de difficultés à travailler aussi bien le dollar à New-York que le yen à Tokyo, pourquoi ne pas tout simplement travailler du dollar à Tokyo et du yen à New-York ? On serait alors totalement affranchi de toute tutelle nationale ! Ainsi naquirent les euromonnaies et les euromarchés.

Bien sûr, une telle idée n'aurait pas pu déboucher si elle n'avait pas eu de support économique réel. En fait, les circonstances s'y prêtèrent bien : de nombreuses entreprises opérant sur tous les marchés souhaitaient garder des dollars à Francfort ou des yens à Los Angeles. A cette demande d'entreprises s'ajouta en 1971 une demande financière de diversification des monnaies lorsque celles-ci commencèrent à flotter, puis en 1973 une demande de recyclage des pétrodollars engendrés par le quadruplement des prix du pétrole, puis, vers 1980, une demande de dollars liée à l'endettement du tiers-monde.

Bref, en vingt ans, la taille des euromarchés passa de 0 à 2 000 milliards de dollars, c'est-à-dire à huit fois les réserves de change de l'ensemble des pays industriels.

(Lire la suite page 2.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Grèce/Fédération, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Italie, 180 cc. ; Japon, 80 p. ; Liban, 1 700 L. ; Libye, 0,450 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Singapour, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (hors-NY), 2 \$.

مركزنا من الأصل

Débats

CONTINENT

Paris, capitale de l'Europe

par HERVÉ LAVENIR (*)

DEVANT la tentative de remise en cause des accords fixant le siège du Parlement européen à Strasbourg, le président de la République et le gouvernement français sont parfaitement fondés à réagir comme ils le font et à exiger le respect de ces accords : *pacta sunt servanda*. Ils ont tout fait pour préparer et de prendre toutes les mesures permettant de garder en main l'atout que représente Strasbourg dans le jeu de la France, puisque, tôt ou tard, une négociation devra bien s'ouvrir sur le choix d'un siège définitif pour les institutions communautaires - dont Bruxelles et Luxembourg, tout autant que Strasbourg, ne sont que des sièges provisoires.

Cette négociation s'imposera tôt ou tard parce que, de fait, il y a beaucoup de vrai dans les rapports qui ont souligné les inconvénients de la dispersion des institutions européennes entre ces trois villes. Le coût en temps et en argent de cette dispersion n'a cessé de s'aggraver au fil des années, et l'implantation dispersée des institutions dans trois villes d'importance secondaire, toutes trois incapables de jouer le rôle de véritable capitale européenne, prive la Communauté en formation du centre d'attraction et de rayonnement qui lui est indispensable.

L'Europe, disait le chancelier Adenauer en visite à Paris, a besoin

d'une capitale où batte le cœur du continent. Je salue ici la capitale de l'Europe...

Adenauer, malheureusement, n'a pas été entendu. Incroyablement, c'est du fait de la France que Paris n'est pas devenu le siège des services de la Communauté européenne, avec tous les avantages qu'en tirait celle-ci du fait de la situation géographique de Paris, de sa qualité de grande métropole continentale et de capitale culturelle mondiale.

Ratages...

Il a suffi, lorsque s'est posée la question du choix du siège des institutions nées du traité de Rome, que le chef du gouvernement français d'alors, également maire de Strasbourg, refusait de présenter la candidature de Paris, sur laquelle déjà s'était faite une quasi-unanimité des parlementaires européens consultés par le Mouvement paneuropéen, le Conseil de l'Europe votant lui-même pour son transfert à Paris... Et c'est aussi la France qui ne saisit pas au bon moment les négociations sur l'admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, l'idée d'un Néerlandais, M. Luns, de donner deux compensations à la France : la capitale européenne à Paris et le choix du français comme langue véhiculaire de l'Europe...

Il est peut-être flatteur pour la France d'avoir été toujours beaucoup plus désintéressée que la Belgique et le Luxembourg - pays pour lesquels, en raison de leur taille, l'impact économique est incomparablement plus important que pour la France. Mais, dans le choix d'un siège définitif des institutions européennes, ce ne sont pas les intérêts locaux ni les préférences des fonctionnaires ou des parlementaires européens qui sont à considérer. Il est clair que l'intérêt de la Communauté européenne est de disposer d'une véritable capitale à rayonnement mondial.

Un Vatican européen

Jean Monnet avait préconisé, aussitôt après la signature du traité de Rome, la création d'un district européen aux abords de Paris - citant, notamment, Versailles et Chantilly. Le Comité international pour la capitale européenne, composé essentiellement de parlementaires des pays de la Communauté, soutient l'idée d'un tel district, implanté sur l'axe des Champs-

(*) Secrétaire général du Comité international pour la capitale européenne.

Elysées à Saint-Germain, par la Défense, dans la plaine de Montesson, actuellement placée sous le régime de ZAD (zone à aménagement différé), qui constitue le plus grand espace libre de la région parisienne, et qui pourrait être parfaitement desservi par les autoroutes déjà construites ou à construire au cours des prochaines années.

La pourrait s'édifier un Vatican européen, véritablement digne de l'Europe, par sa situation et son architecture, et qui permettrait aux institutions européennes de bénéficier de tout ce que peut représenter pour elles la ville qui est, qu'on le veuille ou non, la capitale de l'Europe.

Strasbourg, Bruxelles, Luxembourg - ou Paris ? La question, pour l'Europe, ne devrait même pas se poser. Il s'agit de donner à l'Europe, grande puissance mondiale, mais non pays neuf, la métropole, affirmée et confirmée par les siècles, qui lui permettra - autrement que dans les mornes immeubles de ses trois sièges provisoires - de s'affirmer, digne de son histoire.

La défense du statu quo à Strasbourg doit s'envisager dans la perspective du règlement de la question du siège des institutions européennes - et non pas seulement du Parlement - et se prolonger par la proposition de fixer ce siège principal et définitif aux abords de Paris.

PROCHE-ORIENT

Le monde malade du « palestinisme »

par MICHEL DARMON (*)

S'IL y a un scandale en ce qui concerne les Arabes palestiniens de Cisjordanie, c'est que la situation de ces hommes continue d'être l'instrument de diverses politiques. Les diplomates soviétique, européenne et vaticane, qui ont escorté les gouvernements arabes dans leurs passions contre Israël, peuvent s'interroger sur leurs responsabilités à leur égard. Elles ont tout fait pour rendre la coexistence impossible entre Juifs et Arabes, pour fabriquer, pour laisser fabriquer un nationalisme qui n'existait pas il y a vingt ans. Il n'y a aucun doute que, laissés aux problèmes qui sont les leurs, les hommes de la région auraient inventé - avaient déjà inventé - des formules originales de coexistence (passeports jordaniens, représentants au Parlement jordanien, salaires jordaniens pour les fonctionnaires, etc.).

Dans une célèbre conférence intitulée « La politique et la démolition », datant de plus de dix ans, le professeur Jacques Ellul avait dénoncé la politique comme le mal absolu du vingtième siècle. Et comme exemple de ce mal absolu dont la politique est capable, il avait cité le problème palestinien, fabriqué, disait-il, à partir de rien. Il faut donc comprendre que le problème palestinien n'est pas posé pour être résolu, mais pour entretenir une situation de conflits. Néanmoins, supposons créé ce troisième Etat palestinien entre la Jordanie et Israël, totalement inviable sur la surface d'un département français. Selon la comparaison faite par un professeur de droit international, cet Etat ne se composerait pas avec une Suisse possible que l'on installerait en Lozère, mais avec un Etat hostile que l'on installerait près d'Orly et qui aurait des prétentions sur Paris qu'il pourrait bombarder.

Bethléem - Beyrouth ?

Si l'Etat OLP devait être créé, personne ne peut douter que nous verrions surgir aussitôt de nouveaux problèmes, de nouvelles revendications irredentistes. Arafat prétend déjà à un couloir vers Gaza au travers d'Israël. Tout serait donc prêt pour une situation de guerre. Et, question posée par le pasteur Duvernoy, qui peut garantir que Bethléem ne deviendrait pas un nouveau Beyrouth ? - L'OLP a quand même quelques références au Liban en matière de luttes de clans, de destructions et de création du chaos. Qui peut garantir que ce qui fait aujourd'hui l'OLP est autre chose que la première étape de ce qu'elle a annoncé elle-même : la destruction d'Israël par étapes ? Ceux qui poussent à l'accomplissement de cette première étape suivent-ils en mesure d'arrêter les suivantes ? Si la réponse est non, la décence voudrait qu'ils se taisent. Et la réponse est non. La promotion du bureau de l'OLP à Paris en délégation générale de Palestine illustre la politique française telle qu'elle est : impuissante en actes et malaisante en paroles.

Il faut tout ignorer des Israéliens pour n'être pas persuadé qu'ils se feront tuer jusqu'au dernier plutôt

que de renoncer à une parcelle de Jérusalem. La seule écoute complaisante des revendications l'OLP sur Jérusalem n'est donc pas un acte innocent. C'est feindre de ne pas voir la mise à feu des poudres. Et la diplomatie française ne s'est pas contentée d'écouter : le 5 décembre, elle a voté à l'ONU une résolution déclarant illégal le régime de Jérusalem.

Que l'on nous fasse grâce des discours de générosité. Ils seront créés quand ils s'exprimeront avec la même intensité pour toutes les autres causes, obliées sur la scène mondiale par les délires palestiniens et propagandistes. Que les hommes de bonne volonté, dans leur sincérité ou leur aveuglement, retiennent une chose : on peut provoquer les plus grands malheurs en se trompant de générosité.

La politique française

Il faut garder la capacité de s'indigner. Il faut aussi et surtout comprendre. Encore plus important, il ne faut pas, par lassitude, renoncer à comprendre et céder. Et, pourtant, nous avons entendu le général Vernon Walters, l'ambassadeur américain aux Nations unies, déclarer : « Nous sommes fatigués de ce conflit ». Cet aveu, qui fut répété, venant du représentant du pays le plus puissant du monde, signifie-t-il que, pour lui, la lassitude est devenue un facteur de décision politique ?

Comme le journaliste Herman Rauschnig, l'auteur du livre *Hitler m'a dit*, demandait à Hitler comment il réussissait sa percée politique, celui-ci répondit : « L'antisémitisme sera le vecteur de ma politique ». Hitler avait bien compris que personne n'oserait se montrer l'allié des juifs. Aujourd'hui, c'est l'antisémitisme qui est le vecteur de politiques inavouables. Il y a quelques mois, avec lucidité et courage, le grand écrivain Jorge Semprun, actuellement ministre de la culture du gouvernement espagnol, a déclaré : « Le palestinisme est une nouvelle forme subtile et perverse de l'antisémitisme » - propos qu'il faut rapprocher en l'adaptant du constat de M^{me} Amado Levi-Veniz : le palestinisme n'est pas un mouvement de la conscience, « il fait office de conscience ».

Devant le courant à inverser, les hommes libres et lucides se sentent comme les amis du capitaine Dreyfus au début de ses procès. De l'affaire Dreyfus, ils retiendront une chose : c'est que les courants se renversent. Ils attendent les Scheurer-Kestner et les Zola.

Les Français sont tout à fait conscients des tortions de la politique française au Proche-Orient, et cette conscience les entretient eux-mêmes dans des comportements peu courageux. Les gouvernements incipitieux sur le plan international ne peuvent, sur le plan national, exiger le civisme des citoyens.

Arrêter l'assaut contre Israël, c'est s'abandonner à l'âme de la France le bien dont elle a besoin.

(*) Président de Franco-Israël - Alliance Général-Kaig.

Vers un nouveau Karl Marx ?

(Suite de la première page.)

En même temps, les euromarchés s'affranchissent encore plus des risques de contrôle national en allant s'installer aux Bahamas et dans de nombreux centres offshore et paradis fiscaux. Le marché financier, dès lors, n'était plus un marché international, supranational. Surpassant en volume tous les marchés nationaux, ce marché-là devenait alors capable de leur imposer à tous ses lois propres.

La première conséquence en est la dérégulation. Par un *infini effet de boomerang*, c'est l'Volonté même de réglementer le monnaie et le crédit qui engendrait les euromarchés qui, en retour, imposaient à chaque pays une marche arrière complète sur leurs réglementations. A vrai dire, il n'y avait pas le choix : ne pas abolir ces réglementations c'était voir partir les capitaux du marché national vers les euromarchés. Juste revanche du marché sur l'Etat : le marché imposait sa loi aux Etats.

Ainsi vit-on Londres organiser son Big Bang, Paris supprimer l'encadrement du crédit et moderniser sa Bourse. Tokyo autoriser la rémunération des dépôts à terme, les Etats-Unis accepter en 1980 les comptes NOW (Negotiable Order of Withdrawal), en 1981 les IBF (International Banking Facilities), en 1982 la loi Garn Saint Germain sur les MMF (Money Market Funds) jusqu'à la capitulation en rase campagne avec l'abolition en 1986 de la fameuse « régulation Q », qui

avait été à l'origine même du phénomène en 1961 : le boomerang a mis vingt-cinq ans pour frapper en retour !

La seconde conséquence, celle que nous vivons en ce moment et qui pose un problème politique d'une tout autre ampleur, est la *détaxation*. Libre de toute réglementation, le marché financier supranational est aussi libre de toute taxation. En conséquence, tout Etat qui taxe le capital risque de le voir partir vers des horizons plus favorables. C'est dans ce cadre large qu'il convient dès lors de réfléchir sur la proposition Delors-Scrivener d'harmonisation à 15 % de la fiscalité des revenus de l'épargne en Europe d'ici au 1^{er} juillet 1990. N'y voir qu'une harmonisation européenne comme tant d'autres - la TVA par exemple - serait omettre l'essentiel : ce n'est pas vers une fiscalité européenne du capital à 15 % que nous allons, c'est vers une fiscalité mondiale à 0 %.

N'y voir qu'un risque de délocalisation de l'épargne française vers l'Allemagne ou le Luxembourg serait omettre le risque majeur : le risque de voir l'ensemble de l'épargne européenne fuir vers les euromarchés et les paradis fiscaux. A-t-on remarqué d'extempérer les euro-obligations de tout impôt dans sa proposition ?

Que l'on pense en même temps aux problèmes budgétaires que chaque Etat rencontre chez lui : un énorme déficit aux Etats-Unis, un immense besoin d'éducation et

de protection sociale en France tel qu'il est décrit dans le Plan, et on voit alors se dessiner les contours du problème : l'Etat doit dépenser de plus en plus alors qu'il doit imposer de moins en moins le capital. A terme, le processus aboutit à un résultat simple : le capital taxé à 0 % et le travail taxé à 100 %. Alors, il ne restera plus qu'à attendre qu'un nouveau Karl Marx se lève et déclenche la révolution sociale qu'une telle injustice aura fatalement préparée. L'Internationale du travail sera prête à se dresser contre la Supranationale du capital.

Fiscalité du capital

Que faire ?

Constater d'abord une réalité, une donnée technologique : la mobilité des hommes se fait, au mieux, à la vitesse du son, par avion, alors que la mobilité des capitaux se fait à la vitesse de la lumière, par terminal d'ordinateur. Or chacun sait que plus un bilan est mobile, plus il est capable d'échapper à la taxation : le capital est désormais plus mobile que le travail.

Face à cette réalité technique, il ne peut y avoir de réponse que collective, au niveau de l'organisation mondiale du marché financier. Ce que l'Europe demande au Luxembourg de faire : reprendre la maîtrise de son marché, elle doit demander aux grandes puissances de le faire aussi : reprendre le contrôle du marché mondial.

Aucune théorie du marché, la plus libérale soit-elle, n'a jamais prôné l'absence de règles du jeu. A marché mondial, règles du jeu mondiales. Le G7, ou toute autre structure de coordination mondiale, doit donc s'attacher à une définition de règles du jeu pour les euromarchés et, en particulier, à l'adoption d'une fiscalité mondiale des euro-sémissions.

Utopie ? Non, car on l'a fait dans un autre domaine où, là aussi, l'anarchie et la surenchère conduisaient le marché à la solution zéro : les taux d'intérêt, où l'accord dit « du consensus » entre les pays de l'OCDE a permis de faire prévaloir un taux minimum à respecter dans les crédits internationaux. Il nous faut un accord similaire au « consensus » sur la fiscalité mondiale du capital.

Au moment où nous célébrons le Bicentenaire de notre Révolution où les hommes se sont dressés contre l'injustice et les privilèges, ne laissons pas se recréer l'antagonisme ancestral entre travail et capital sous des formes d'autant plus aiguës qu'elles prennent un caractère mondial.

Sachons réformer notre système sans avoir besoin d'une nouvelle révolution, sachons faire prévaloir la justice sans avoir besoin d'un nouveau Karl Marx. Un système incapable de répondre au besoin fondamental de justice est un système condamné. Ce n'est donc pas seulement de notre économie qu'il s'agit, il y va en fait de l'avenir de notre démocratie.

LIONEL STOLÉRU.

VACANCES FABULEUSES

Fais moi voir l'Amérique!

Le spécialiste du voyage accompagné aux U.S.A. vous propose

L'OUEST DES ETATS-UNIS

CIRCUITS ACCOMPAGNÉS PARIS/PARIS à partir de

13590F

1^{er} départ: 26 Mars 1989

PAN AM

1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél.: (1) 42.66.41.76

LE NORD-EST ET LE CANADA

FLORIDE LOUISIANE

Pour tout savoir demandez des détails à votre agent de voyage qui vous remettra nos brochures.

N° 1 sur l'Atlantique

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650672 F
Télécopieur: (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 630 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Wouss.

Rédacteur en chef: Daniel Vernet.

Correspondant en chef: Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN: 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessy, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Localité: _____

Pays: _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél: (1) 42-47-98-72

Diff	FRANCE	REUNION	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE: pour tous renseignements tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Etranger

La réaction de la CEE aux menaces de l'imam Khomeiny contre l'écrivain Salman Rushdie

Les Douze n'ont pas pu s'entendre sur la limitation des déplacements des diplomates iraniens

Une semaine après que l'imam Khomeiny ait appelé à la mort de l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques* considérés comme « blasphématoires » dans plusieurs pays musulmans, la CEE a adopté, lundi 20 février, une déclaration commune, à défaut d'une position totalement homogène. Au-delà de la condamnation de « cette incitation au meurtre » et de la « préoccupation » suscitée par les « menaces » iraniennes, les douze ministres européens des affaires étrangères ont annoncé deux mesures concrètes : rappel en consultation de leurs chefs de mission diplomatique à Téhéran et suspension des échanges et des visites officielles à haut niveau. Et ce, au moment où l'Iran est engagé, depuis le cessez-le-feu décrété l'été dernier dans sa guerre contre l'Irak, dans une offensive diplomatique qui s'est manifestée par une série d'échanges de visites officielles, notamment avec l'Europe occidentale.

Le texte des Douze, a estimé M. Roland Dumas, comme le rapporte notre correspondant à Bruxelles, Philippe Lemaître, « un certain nombre d'actions symboliques, significatives et visibles qui témoignent de la solidarité des Douze face au problème ». Il semble toutefois, et M. Dumas l'a lui-même suggéré à l'issue de la réunion de Bruxelles, que, s'il y a finalement eu solidarité, elle n'était pas acquise d'avance. Le ministre français a, en effet, assuré que le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, s'est montré réticent, dans un premier temps, à l'adoption des initiatives « concrètes » à l'encontre de l'Iran suggérées par la France et la RFA. « L'unanimité ne s'est pas faite d'entrée de jeu. Il est exact que certains, notamment le Royaume-Uni, manifestaient le désir d'avoir un texte ferme, solidaire, mais qui ne mentionnait pas les mesures concrètes que nous proposons. Cependant, très vite, ils se sont ralliés à la nécessité d'agir dans ce sens », a déclaré M. Dumas.

Paris et Bonn ont ainsi été à l'origine des deux décisions « concrètes » adoptées par les Douze. Toutefois, si le texte de la proposition française, tel qu'il a été communiqué à la presse quelques heures seulement avant la réunion de Bruxelles (le Monde du 21 février), prévoyait le rappel pour consultation des ambassadeurs à Téhéran, il ne comportait aucune allusion à une quelconque suspension des visites officielles entre l'Iran et l'Europe. Et M. Dumas avait, juste avant son départ lundi pour la Belgique, répété qu'il était toujours prêt à retourner en Iran malgré l'affaire Rushdie. Car, avait-il ajouté au micro d'Europe 1, « il faut sans cesse y parler des droits de l'homme » et il faut y être « présent » le jour où ce pays évoluera vers plus de démocratie.

En retard, peut-être, au départ, la Grande-Bretagne a finalement reconquis le terrain perdu et devancé ses onze partenaires en décidant de rappeler, non pas le seul chargé d'affaires, mais l'ensemble de ses diplomates — au nombre de cinq — en poste à Téhéran. Cela n'a « plus de sens de maintenir une présence diplomatique britannique » en Iran dans les conditions actuelles, a expliqué Sir Geoffrey. On insiste à Londres, nous communiquons notre correspondant, Dominique Dhombres, sur le fait que les relations diplomatiques ne sont pas rompues, même si « elles tiennent au plus tenu des fils ». Les locaux diplomatiques britanniques à Téhéran, qui avaient été rouverts le 4 décembre seulement, ont été de nouveau fermés. Par ailleurs, un officiel britannique a jugé que « le pouvoir de l'imam ne fait pas de doute quand il s'agit de donner le ton. Le gouvernement iranien est composé de différentes tendances, il est difficile de dire laquelle l'emporte actuellement. Attendons pour voir ».

De leur côté, les ministres de la culture de la CEE ne semblent pas avoir eu trop de mal à s'entendre pour protester contre les menaces iraniennes contre Salman Rushdie en décidant... de ne pas assister à la Foire internationale du livre de Téhéran et d'inviter les éditeurs européens à suivre leur exemple.

« Pas d'amalgame »

Commentant la réunion de Bruxelles, M. Dumas a tenu à souligner que les Européens n'avaient pas voulu faire d'« amalgame » hâtif entre autorités étatiques et religieuses en Iran. « Nous avons pensé qu'il n'était pas inutile d'attirer l'attention des autorités de l'Etat [iranien] sur les conséquences du comportement d'un chef religieux », a-t-il estimé, ajoutant que « la distinction n'est pas factice, elle existe dans les faits et elle existe dans les comportements des uns et des autres ». Le ministre a redit, à ce propos, que les délégués européens avaient été « approchés par des représentants des autorités iraniennes qui ont tenu

Amériques

ÉTATS-UNIS :
la controverse
sur la nomination
du secrétaire à la défense

Le dernier rapport du FBI
« blanchirait »
totalement M. Tower

WASHINGTON
Correspondance

A moins que de nouvelles allégations sur ses activités professionnelles et privées ne relancent l'enquête, M. John Tower devrait être confirmé par la commission sénatoriale des forces armées dans ses fonctions de secrétaire à la défense, en fin de semaine prochaine. Il appartiendra ensuite au Sénat d'entériner la décision de la commission. En effet, le rapport du dernier rapport confidentiel du FBI communiqué lundi 20 février à la Maison Blanche qu'il n'existe aucune preuve de nature à disqualifier M. Tower.

Selon le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, le président Bush avait vu le rapport et lui-même conclu : « M. Tower doit être confirmé ». M. Gray, conseiller à la Maison Blanche chargé de la transmission du rapport à la commission sénatoriale, a précisé en outre que le rapport du FBI ne contenait rien de nature à mettre en cause la sagesse des parlementaires qui avaient choisi M. Tower pour présider entre 1981 et 1984 la commission des forces armées du Sénat. Aucune preuve non plus n'aurait été apportée aux diverses allégations impliquant que l'ancien sénateur du Texas aurait reçu des contributions illégales pour ses campagnes politiques.

A dire vrai, la préoccupation majeure de la commission, et notamment du sénateur Nunn, son président, concerne l'alcoolisme de M. Tower. M. Nunn, connu pour sa rigueur morale et sa sobriété, avait exprimé ses doutes sur la « conversion » du Texan, qui affirme avoir réduit sensiblement au cours de la dernière décennie son excessive consommation d'alcool des années 70.

Notant toutefois le goût immodéré de M. Tower pour les femmes — autres que la sienne —, le rapport ne retient pas les déclarations d'un fonctionnaire du département d'Etat chargé de la sécurité qui avait affirmé qu'à Genève M. Tower avait séduit ses secrétaires pour en faire ses maîtresses.

S'il est confirmé, M. Tower devra sa nomination bien entendu au président Bush, qui n'a cessé de le soutenir, et plus encore peut-être au bon vouloir tardif du rigoureux et démocrate sénateur Nunn, dont la seule passion avouée est celle du golf. Aussi certains républicains, notamment de l'aile droite, craignent-ils que M. Tower, déjà passablement affaibli par la controverse autour de sa nomination, ne devienne l'obstacle du sénateur Nunn, considéré comme le grand spécialiste des problèmes de la défense. A leur avis, M. Tower aurait dû renoncer à sa nomination pour éviter le risque d'embarrasser le président Bush, son vieil ami texan.

HENRI PIERRE.

CHILI : les élections générales de décembre

Les rivalités au sein de l'opposition compliquent la désignation d'un candidat unique

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant.

« L'opposition chilienne a plus de chance que la paraguayenne, car si elle avait dû se présenter aux élections trois mois après le plébiscite, elle aurait été mise dans un grand embarras ». Certes, le très « pinocchio » quotidien *El Mercurio* n'en est pas à son premier sarcasme contre les opposants, mais il fait mouche lorsqu'il souligne les difficultés croissantes rencontrées par les dix-sept partis de la Concertation démocratique (l'ex-Coordination pour le « non ») pour préserver leur unité et s'entendre en vue des élections générales prévues en décembre.

Premier obstacle : l'élection présidentielle, à laquelle, en principe, la Concertation devrait présenter un candidat unique dès le premier tour. Quatre présidents brignent ouvertement ses faveurs. M. Eugenio Velasco, chef de file du patit Parti social-démocrate, et M. Alejandro Hales, une personnalité indépendante appuyée par certains secteurs socialistes, font figure d'outsiders. En revanche, M. Enrique Silva Cimma, président du Parti humaniste, des socialistes modérés, ainsi que de la formation légale animée par ces derniers, le Parti pour la démocratie (PPD), qui vient de reconduire à sa tête M. Ricardo Lagos, l'un des hommes politiques les plus populaires du pays.

Quant à M. Patricio Aylwin, président du Parti démocrate-chrétien (PDC), il a été difficilement et tardivement désigné par la convention de son parti, le 5 février, à la suite d'un affrontement lourd de menaces

pour l'unité de la formation centriste. Au lendemain du plébiscite, la majorité « aylwiniste » s'oppose à deux courants minoritaires, les « progressistes » de M. Gabriel Valdés, et les « renovateurs » de M. Eduardo Frei, fils de l'ancien président de la République et chef historique de la démocratie chrétienne. Ils n'ont accepté qu'à contrecoeur la victoire de M. Aylwin, qu'ils estiment entachée d'irrégularités. Les minoritaires insistent sur le fait que le candidat du PDC a été désigné à la majorité, et non par consensus.

Ce sont d'ailleurs les querelles internes des démocrates-chrétiens qui ont fini par mettre à mal la fragile unité de l'opposition. Car si le premier parti de la Concertation est en difficulté, la tentation est grande de choisir un candidat hors de ses rangs. Ainsi a pris corps la candidature de M. Silva Cimma, considérée par les partisans de M. Aylwin comme une machine de guerre contre leur champion.

La polémique va bon train. Désormais sur la défensive, les « aylwinistes » doivent riposter aux attaques des radicaux et des socialistes, qui s'en prennent notamment au passé du candidat démocrate-chrétien : président du Sénat sous le régime de l'Unité populaire, n'a-t-il pas joué un rôle de premier plan dans le renversement du gouvernement de Salvador Allende ? Dans ces conditions, M. Silva Cimma, de gauche mais sans excès, ne ferait-il pas mieux l'affaire pour rallier les suffrages de tous les électeurs d'opposition ?

Autre pomme de discorde : les élections parlementaires. Car s'il y a dix-sept partis dans la Concertation, plus les communistes qui partici-

pent aux élections sous l'étiquette de la formation légale, le Parti élargi de la gauche socialiste (PAIS), il y aura cent vingt-six sièges de sénateurs et cent sièges de députés à pourvoir. A moins que la classe politique chilienne ne soit soudain prise d'abnégation, constituer des listes uniques tiendra donc de la gageure.

« Si le candidat présidentiel est démocrate-chrétien, le PDC devra faire d'importantes concessions sur le terrain parlementaire », soutient le socialiste Ricardo Lagos. « Pas question de faire des cadeaux électoraux aux socialistes et aux radicaux », réplique-t-on dans l'entourage de M. Aylwin. « Les Chiliens voteront massivement pour nous en décembre, car ils ont fait en vingt ans la triste expérience de deux extrêmes politiques... » Cette belle assurance renforce les soupçons de la gauche, qui craint de voir le PDC former une majorité parlementaire avec certains secteurs conservateurs.

Laïcs et chrétiens ont en tout cas peu de temps pour se mettre d'accord. Sachant que la campagne électorale sera particulièrement longue, ils ont prévu d'arrêter leur décision d'ici à la fin mars. Mais, là encore, les avis divergent sur la marche à suivre. Faut-il désigner le candidat présidentiel et entériner les accords politiques en conclave, comme le veut la démocratie chrétienne, ou en appeler à la base des partis et organiser un plébiscite interne, comme le soutient M. Silva Cimma, qui sait qu'un tel procédé le favoriserait ? Quoi qu'il en soit, il faudra beaucoup de savoir-faire pour éviter que l'unité réalisée contre le général Pinochet ne vole en éclats sous la pression des rivalités partisans.

GILLES BAUDIN.

Un « consensus » est nécessaire nous déclare M. Clodomiro Almeyda

Au cours de son séjour en France, le dirigeant socialiste chilien Clodomiro Almeyda a mis l'accent sur la nécessité d'un « consensus » pour la désignation du candidat de l'opposition à l'élection présidentielle de 1990. « Il serait lamentable qu'il n'en soit pas ainsi », affirme l'ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, qui souligne que le futur et éventuel élu de l'opposition « sera à la tête d'un gouvernement de transition de quatre ans ». « Sa première tâche, dit-il, sera de transformer la Constitution actuelle du pays, qui ne permet pas l'existence d'un régime réellement démocratique », M. Almeyda parle en connaissance de cause. Edité pendant plus de quinze ans après le coup d'Etat du général Pinochet, il a ensuite passé dix-sept mois en prison et est actuellement privé de ses droits civiques — pour dix ans — en vertu d'un jugement de la Cour suprême chilienne. « Une situation

anormale en même temps qu'étrange, dit-il, puisqu'il n'est interdit toute activité sociale et politique. »

« Pour ce scrutin du mois de décembre, estime encore le dirigeant socialiste, il ne s'agit de toute manière pas de voter pour le candidat A ou B, mais pour ou contre un changement de la Constitution. C'est en fait un deuxième plébiscite. Après le « oui » ou « non » à Pinochet, il faudra répondre à la même question concernant le régime. » Face à cette échéance, il se dit « raisonnablement optimiste ». Une confiance relative il puise aussi dans l'état d'esprit de l'armée ou, affirme-t-il, « de moins en moins de cadres souhaitent jouer un rôle politique. Ils veulent avant tout apparaître comme des professionnels. Cela étant, il faudra revoir le rôle de garant de l'ordre public et social que conserve l'armée chilienne. Il représente une

menace pour un gouvernement démocratique ». M. Almeyda reconnaît toutefois qu'une telle évolution « ne se fera pas sans résistance de la part des forces armées ».

Soucieux de refaire « l'unité des forces de gauche », le dirigeant socialiste mise sur le Parti élargi de la gauche socialiste (PAIS) et souhaite qu'un « congrès se tienne avant les élections sur ce thème ». Sur la poursuite de sa tournée à l'étranger, qui devait le conduire en Suisse, en Italie, en Espagne et à Cuba, l'ancien ministre reste évasif. Même s'il est « proscrit » dans son pays, il souhaite y rentrer assez vite pour suivre l'évolution de la situation. Car, à soixante-cinq ans, M. Clodomiro Almeyda reste un des dirigeants les plus écoutés de l'opposition. Le général Pinochet ne s'y était pas trompé en en faisant son prisonnier symbole...

D. H.-G.

La déclaration des ministres des affaires étrangères

Voici le texte de la déclaration des Douze :

« Les ministres des affaires étrangères des douze Etats membres de la Communauté européenne, réunis à Bruxelles le 20 février, ont discuté des menaces iraniennes et de l'appel au meurtre lancé à l'encontre de l'écrivain Salman Rushdie et de ses éditeurs, qui ont été répétés en dépit des excuses présentées par l'auteur le 18 février.

« Les ministres des affaires étrangères considèrent ces menaces avec la plus grande préoccupation. Ils condamnent cette incitation au meurtre comme une violation inacceptable des principes et des obligations des plus élémentaires qui gouvernent les relations entre Etats souverains. Ils soulignent qu'un tel comportement est contraire à la Charte des Nations unies.

« Ils estiment que des principes fondamentaux sont en jeu. Ils réaffirment que les Douze respectent pleinement les sentiments religieux de tous les peuples. Ils demeurent pleinement attachés aux principes de la liberté de parole et d'expression dans leurs territoires. Ils assure-

ront la protection des personnes et des biens de leurs citoyens. Ils n'acceptent en aucun cas des tentatives de violer ces droits fondamentaux.

« Les Douze expriment leur intérêt constant de développer des relations constructives normales avec la République islamique d'Iran, mais si l'Iran partage ce désir, il doit déclarer son respect des obligations internationales et renoncer à l'usage et à la menace de l'usage de la violence.

« Entre-temps, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé de rappeler simultanément leurs chefs de mission à Téhéran en consultation et de suspendre les échanges des visites officielles à haut niveau.

« Les autorités iraniennes seront informées de ce qui précède dans l'espoir que prévaudront les valeurs universelles de tolérance, de liberté et de respect du droit international. Les Douze attendent des autorités iraniennes qu'elles protègent la vie et la sécurité de tous les citoyens de la Communauté dans leur pays. »

Nouvelles protestations des intellectuels français

Après le manifeste publié par cent quarante écrivains français (le Monde du 19-20 février), d'autres intellectuels protestent contre la « condamnation à mort » de Salman Rushdie par l'imam Khomeiny.

Leur texte déplore que, « dans le pays de la première déclaration des droits et de l'habitus corpus », l'Angleterre, « un livre ait été brûlé — le livre de Salman Rushdie, *Satanic Verses* — et des menaces de mort proférées contre son auteur et ses éditeurs, en écho à la condamnation ordonnée par un tyran qui règne à 1 000 lieues de là ».

« Nous ne nous résignons pas, déclarent-ils, à ce que, pour la troisième fois dans l'histoire, s'allument ces bûchers. De récents exemples nous rappellent que les violences intégristes à tous les degrés peuvent s'exercer par-

tout et jusque dans les salles de cinéma parisiennes. Unis par-delà toute divergence philosophique, religieuse et politique, par-delà toute appartenance nationale, respectueux des convictions de chacun et des croyances des peuples, nous appelons l'espèce humaine à défendre sa vie et son âme. »

Ce texte a été signé par : Maurice Agulhon, historien, Colette Audry, écrivain, Sylvie Le Bon de Beauvoir, Pierre Bourdieu, sociologue, Georges Conchon, écrivain, Régis Debray, écrivain, philosophe, André Dumas, pasteur, Bruno Etienne, professeur d'université, Jean-Pierre Faye, écrivain, Max Gallo, écrivain, Benoîte Groult, écrivain, Mohamed Harbi, historien, Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, Claude Lanzmann, réalisateur de *Shoah*, Sami Naïr, universitaire, Madeleine Rebérioux, historienne.

S.O.S.

ALAIN DE SÉDOUY

DE QUOI SOUFFREZ-VOUS DOCTEUR ?

VOYAGE A L'INTÉRIEUR DE LA MÉDECINE FRANÇAISE

OLIVIER ORBAN

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Asie

AFGHANISTAN

Le premier ministre a démissionné et celui nommé par les résistants est contesté

Tandis que le chef du gouvernement de Kaboul, M. Hassan Sharq, a été prié de démissionner, lundi 20 février, le premier ministre intérimaire nommé par l'assemblée des résistants, M. Ahmed Shah, est ouvertement contesté. Choisi au cours du week-end, ce fondamentaliste musulman peu connu a vu se dresser contre lui non seulement des modérés, mais aussi plusieurs chefs de la résistance, en particulier le commandant Massoud, qui dirige la résistance dans le Panshir et qui a fait savoir qu'il refusait de recon-

naître un gouvernement dirigé par le premier ministre par intérim. Pour « maintenir l'unité » de la résistance, la choura a formé une commission de soixante-dix membres (dix représentants de chacun des sept partis sunnites) chargée de décider du sort de M. Shah et de l'attribution des portefeuilles dans le futur gouvernement provisoire. Selon des sources modérées, les fondamentalistes s'opposent à la création d'un ministère de l'éducation féminine, jugeant que les femmes n'ont nul besoin d'aller à l'école.

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

Les autorités afghanes ont annoncé, lundi 20 février, la démission du premier ministre, M. Hassan Sharq, ainsi que la formation d'un conseil militaire suprême de vingt membres dont les compétences, supplantant celles du gouvernement, en font le principal organe dirigeant du pays.

JE VOUS PRIÉ
D'EXCUSER
CE RETARD...

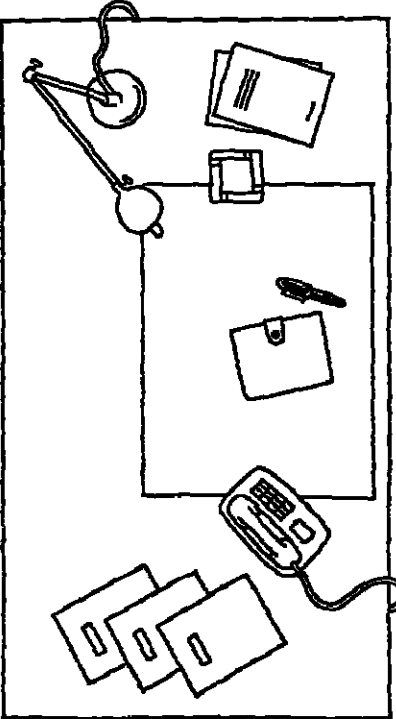
...LARGEMENT
IMPUTABLE A
UN OBSTACLE
IMPRÉVU...

...JE NE SAIS
PAS SI VOUS
CONNAÎSSEZ
LE CARREFOUR
À L'ANGLE DE LA
RUE MACHIN...

...EH BIEN
TOUS LES FELIX
ÉTAIENT EN PANNE,
VOUS IMAGINEZ...
LE... HEU...

...JE... JE...

...JE M'EXCUSE D'ÊTRE AINSI
EN RETARD, MAIS MA FEMME
VIENT D'ACCOUCHER!!



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

JAPON : un débat sur les cérémonies du 24 février

Les funérailles religieuses d'Hirohito sont-elles conformes à la Constitution laïque ?

A trois jours des obsèques de l'empereur Hirohito, vendredi 24 février, les invités ont commencé d'arriver à Tokyo. Le premier d'entre eux a été le chef de l'Etat yougoslave. Le premier ministre japonais, M. Takeshita, devrait s'entretenir à cette occasion avec les dirigeants de quarante pays.

TOKYO
de notre correspondant

Le Japon est-il un Etat laïc ou bien encore le « pays des dieux » ? La décision du gouvernement Takeshita d'obliger les dix mille invités aux funérailles de l'empereur Showa (1) à assister aux rites du culte shinto qui marqueront les cérémonies du 24 février a soulevé de vives polémiques : elle viole, estiment ceux qui la contestent, le principe constitutionnel de séparation de la religion et de l'Etat (articles 20 et 89).

Cette question dépasse la simple controverse entre experts : elle est au cœur du débat sur le respect des principes démocratiques qui sont à la base du redressement du Japon depuis la guerre. « Ce sont les idéaux mêmes dont se réclame la Constitution, et notamment les droits de l'homme, qui sont en cause », estime le professeur Isao Sato, doyen de la faculté de droit de l'université Tokai, qui fut membre de la commission constitutionnelle en 1946. La décision du gouvernement crée un précédent pour les cérémonies d'avènement de l'empereur Akihito dans un peu plus d'un an, lui permettant en particulier de financer des rites (d'un coût de 3 milliards de yens) qui sont sans le moindre doute de nature religieuse.

Si ce non-respect suscite un tel émoi dans l'opposition, c'est que le culte shinto porte une lourde part de responsabilité dans la mobilisation des esprits pendant la période militariste.

L'une des premières préoccupations des réformateurs de Meiji (1868) fut de légitimer le nouveau pouvoir. Ils le firent en unissant religion et politique en une sorte de théocratie et en ravivant les vieux mythes. Dans la hiérarchie des institutions, le « département des rites » venait juste après l'empereur et avant le conseil d'Etat.

Le shinto
un culte national

C'est ainsi que le 11 février devait (et est encore) la fête de la fondation (mythique) du Japon, il y a plus de deux mille six cents ans, par l'empereur Jimmu : un anniversaire qui consacra la continuité supposée de la dynastie impériale. Le monarque devenait une sorte de grand prêtre d'essence divine de ce culte d'Etat.

Afin de sacrifier à un esprit du temps qui se voulait moderne, le gouvernement de Meiji reconnut dans la Constitution la liberté de religion, tout en faisant dépendant du shinto le culte national. Sacrifier à ce culte (la fréquentation des sanctuaires fut rendue obligatoire en 1940, comme les salutations quo-

tidennes et collectives dans la direction du palais impérial) releva ainsi du civisme : quant à Amaterasu (la déesse du Soleil), dont l'empereur serait le descendant, elle fut mobilisée pour la conquête, menant l'expansionnisme nippon en une sorte de guerre sainte. L'une des premières décisions des forces d'occupation américaines fut donc d'imposer la séparation de la religion et de l'Etat, principe qu'embellit la Constitution. Les sanctuaires shinto, dont le plus vénéré, les perdirent leur statut officiel. Le shinto d'Etat était théoriquement démantelé.

Dieu
ou pas dieu ?

« Le débat actuel n'est que la poursuite d'un long processus visant implicitement à refaire du shinto un culte national qui est lié à une tentative pour redonner un contenu politico-religieux à la figure impériale », estime l'historien des religions Shigeoaki Murakami. L'ambiguïté du statut de l'empereur, conjuguée à une restauration partielle de son caractère sacré depuis que le Japon a récupéré son indépendance en 1951, à la suite du traité de San-Francisco, pose en fait la question de l'interprétation de la Constitution.

Aux termes de celle-ci, l'empereur n'est qu'un monarque mandaté pour représenter la nation. Mais il exerce aussi un rôle religieux sur lequel la loi fondamentale ne dit mot. Ces activités sont considérées comme d'ordre privé.

Dans sa célèbre déclaration du 1^{er} janvier 1946, Hirohito rejeta l'idée qu'il serait d'essence divine, déclarant : « Les liens entre nous et notre peuple ne reposent pas sur l'idée erronée que l'empereur est divin ». Le sens de cette déclaration a été manqué par l'empereur lui-même.

En août 1977, insistant sur le caractère « démocratique » de la réforme de Meiji, il affirmait que le renouveau au caractère divin de l'empereur était « secondaire ». En outre, la maison impériale, appuyée par la droite, a partiellement reconquis le terrain perdu en faisant du monarque une figure quasi inaccessible, entouré d'un halo de mystère, soulignant l'abîme qui le séparait des autres Japonais, et lui conférant implicitement un caractère sacré.

A sa mort, Hirohito n'était plus l'empereur démocrate du lendemain de la défaite, qui parcourait le pays en serrant des mains : il était redevenu un « tabou », réinvesti de fonctions sacrées. « L'empereur a été enveloppé d'une atmosphère sacrée qui contredit les textes », estime le constitutionnaliste Naoki Kobayashi.

Existence à part au point qu'un porte-parole de la droite (ancien conseiller de plusieurs premiers

ministres, MM. Fukuda et Nakasone en particulier), M. Hideaki Kase, peut affirmer sans ambiguë que « la majorité des Japonais pensent que l'empereur est une divinité ».

Le maître
du temps

La notion de « Dieu vivant » (*arakhigami*) a été introduite avec la restauration de Meiji (1868). Jusqu'alors, la fonction de l'empereur avait été essentiellement sacerdotale, celle d'une sorte de chaman intermédiaire entre les divinités et les hommes, chargé notamment de la plus importante fête de l'année : *niiname-sai*, la fête des récoltes.

Son rôle « politique » consistait à donner une sanction formelle et religieuse aux décisions prises en son nom.

Dans le culte shinto actuel, l'empereur conserve une « existence sacrée », estime M. Murakami. Une divinité ? Le caractère sacré du monarque est en fait entretenu par le pouvoir : la légalisation du système des *ères (gengo)* en 1979 « implique que la nation vit au rythme de la vie de l'empereur : en d'autres termes, celui-ci est maître du temps », poursuit notre interlocuteur.

Le processus de restauration des fonctions politico-religieuses de l'empereur s'inscrit dans un mouvement plus vaste destiné à refaire du shinto un culte particulier qui serait l'expression de l'identité nationale. Les tentatives de plusieurs premiers ministres, à commencer par M. Nakasone, d'instituer des visites officielles des chefs de gouvernement au sanctuaire Yasukuni (où sont vénérés les chefs de soldats tombés pendant la guerre, y compris celles de leurs chefs exécutés comme criminels de guerre) en est le meilleur exemple. En juin dernier, un arrêt de la Cour suprême confirmait cette tendance en affirmant que le dépôt des cadavres d'un officier des forces d'autodéfense par ses supérieurs contre la volonté de sa veuve (chrétienne) dans un sanctuaire shinto (branche locale du Yasukuni) ne violait pas la Constitution.

En décidant que les rites shinto doivent être intégrés aux funérailles nationales de l'empereur Showa (et ne relèvent donc pas des « affaires privées » de la famille impériale), le gouvernement se réclame implicitement des précédents que constituent les arrêts de la Cour suprême. Or ceux-ci incitent à s'interroger sur la signification du principe de séparation de la religion et de l'Etat.

PHILIPPE PONS.

(1) Après leur mort, les empereurs prennent le nom de leur règne.

Pékin critique les propos de M. Takeshita

PEKIN
de notre correspondant

Les médias chinois ont publié, mardi 21 février, de vives critiques envers le premier ministre japonais M. Takeshita, pour des déclarations jugées ambiguës par Pékin sur le rôle de l'empereur dans la seconde guerre mondiale. Ces critiques émanent d'un historien chinois de renom, M. Liu Danlin.

Elles ont été formulées au cours d'une réunion du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, ouvert à ce sujet de polémique historique sino-japonaise une caisse de résonance quasi gouvernementale.

Les propos reprochés au chef du gouvernement japonais consistaient à laisser, selon la citation retenue par Pékin, « les historiens futurs décider si la nature de la guerre était agressive ou non agressive ». M. Takeshita se voit opposer les travaux de plusieurs historiens japonais à l'appui de la vision chinoise - difficilement contestable - selon laquelle la guerre

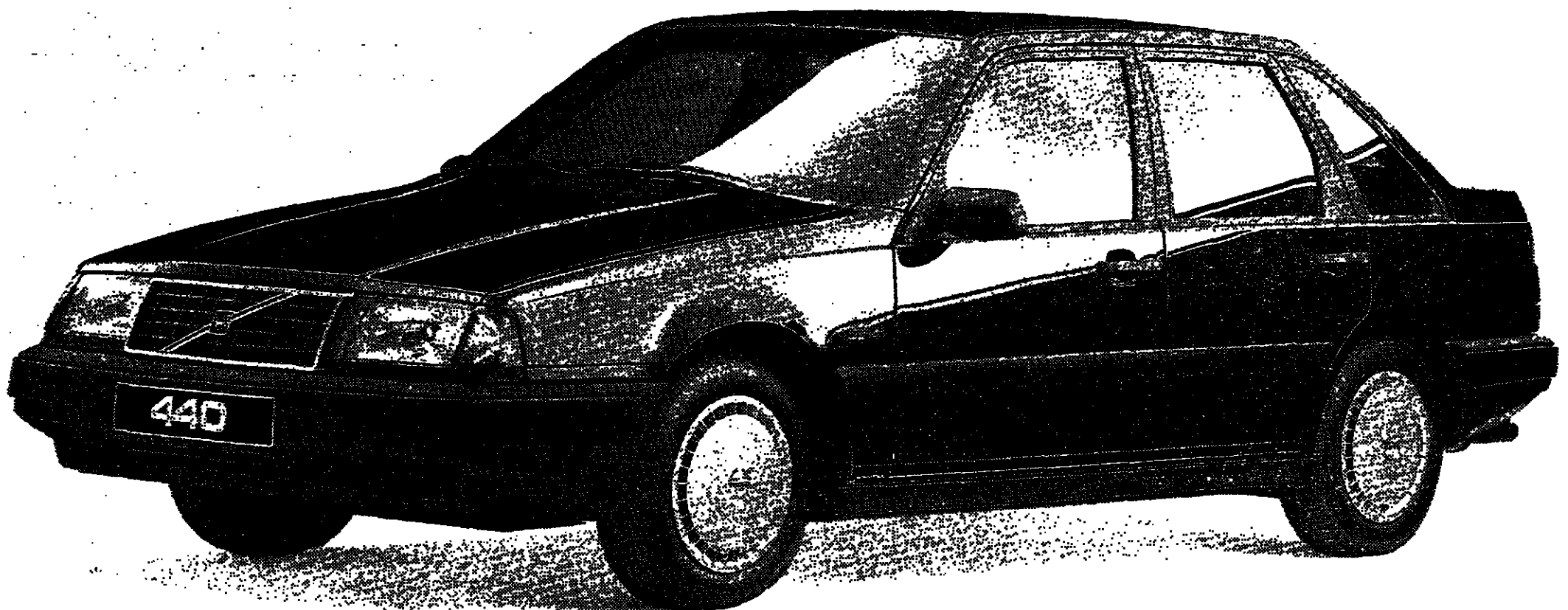
a commencé par une invasion japonaise de la Chine. M. Takeshita se voit poétiquement exhorté à « planter des fleurs et non des ronces » dans les relations entre le Japon et la Chine au terme d'un discours qui, est-il précisé, a suscité des « réactions immédiates d'indignation » de la part des dirigeants chinois face aux « faussetés » japonaises de l'histoire.

Traduisons : Pékin a été agacé de voir réapparaître au Japon des sentiments « révisionnistes » à la faveur du deuil impérial, et entend élever le coup à un moment où convergent vers Tokyo chefs d'Etat et de gouvernement.

On peut donc s'attendre que la presse fournisse quelque publicité à toute expression de ressentiment venant de groupes de la gauche japonaise dans les jours qui viennent, tandis que le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, qui se rendra aux obsèques, s'emploiera à arrondir les angles avec ses interlocuteurs nippons.

FRANCIS DEBON.

NOUVELLE VOLVO 440 GL. AUCUNE CONCURRENTTE NE VOUS OFFRE VOLVO POUR LE MEME PRIX!



94750 F*

LA 440 GL. Ne vous y trompez pas: la nouvelle Volvo 440 GL vaut beaucoup plus que cela. Conçue sur la plateforme technologique de la Volvo 480, c'est une traction avant, nouvelle génération, réunissant l'efficacité de ce mode de propulsion à une neutralité de comportement peu commune. Sa tenue de route, très sûre, permet d'apprécier une direction très précise, qui sait se démultiplier pour se faire légère en manœuvres urbaines.

En revanche, ce n'est pas parce que la 440 GL est aujourd'hui accessible à tous qu'il faudrait en conclure que rouler en Volvo n'est plus un privilège. Il suffit d'observer cette voiture pour se convaincre du contraire. Premières impressions et tout de suite une évidence: la 440 GL est exactement la voiture qu'il vous faut. Entrez. Fermez la portière: vous ressentez cette impression de totale sécurité. Vous ne vous êtes jamais senti aussi bien au

volant d'une voiture, le siège réglable en hauteur épouse parfaitement votre position, comme s'il était fait pour vous et vous attendait. Mais le plus étonnant dans la nouvelle Volvo 440 GL c'est un confort, une distribution de l'espace, inattendus pour une voiture de cette catégorie. Avec ses 4,31 m, elle semble plus grande à l'intérieur qu'à l'extérieur. Comme par enchantement, dans le moindre détail de finition, tous les équipements que vous n'osiez demander à une voiture sont là, autour de vous. Du tableau de bord, de la console centrale aux commandes multiples orientées vers le conducteur, toute l'ergonomie a été repensée pour retrouver le plaisir de conduire.

Et nous ne vous avons pas encore parlé de la GLE, de la GLT et de la Turbo. Outre le double circuit de freinage en triangle cher à Volvo, ces deux dernières vous proposent, tout naturellement en série, un tout nouveau système de freinage ABS qui

offre à la fois une fiabilité hors du commun et une sécurité accrue par un temps de réaction remarquablement court. La version Turbo est dotée en plus d'une centrale électronique d'information.

De tout cela, il ne faut pas vous étonner. Ce sont toutes des modèles de la gamme 440, une gamme spécialement créée pour vous. Mais il y a un point sur lequel vous l'avez surestimée: la nouvelle 440 GL ne coûte que 94750 F*.

Modèle présenté: 440 GL. * Tarif au 01.01.89.

270 Concessionnaires et Agents

VOLVO

Volvo France S.A. - 49, Avenue d'Iena - 75116 Paris
Tél.: 47.23.72.62.

هكذا من الأصل

Europe

BULGARIE : les réticences du régime au changement

Fin de règne à Sofia ?

1988 fut une année de changements importants dans la direction du Parti communiste bulgare. Au plénum du comité central du mois de mai, deux membres du bureau politique ont demandé d'être libérés de leurs fonctions, ce qui fut fait sur-le-champ. Au plénum de décembre, l'opération fut renouvelée. Un titulaire et un membre suppléant du Politburo ont présenté leur démission, également acceptée séance tenante. En l'absence d'explication officielle, on avait mis — un peu vite, semble-t-il — ces départs manifestement forcés sur le compte de Todor Jivkov, qui, à son habitude, aurait tendu un traquenard aux impatients de prendre sa place.

Nous aussi, au comité central, avons partagé un moment cette impression ! — vient de m'expliquer dans une conversation privée un haut fonctionnaire bulgare. Au plénum de décembre, les gens ont compris que les Jivkovs, mais personne n'a eu la force de résister à l'opération en marche. Ainsi Dimitar Stoitakov, promu à ce plénum membre du bureau politique et secrétaire du comité central, s'est révélé être le principal bénéficiaire des changements de l'année passée.

Selon mon interlocuteur, l'homme fort du régime est maintenant Dimitar Stoitakov.

La chasse aux privilèges

Pendant quinze ans, en tant que chef de la Sécurité d'Etat (DS), Dimitar Stoitakov a eu la haute main sur les dossiers de tous ces gens qui siègent au comité central. Il dispose à la tête des services secrets d'hommes qui lui sont totalement dévoués. Le département des cadres du comité central est sous son contrôle. L'ambassadeur soviétique Charapov appuie de toutes ses forces son ascension. Son profil correspond parfaitement au désir de la majorité des fonctionnaires et des militants du Parti communiste : sauvegarder le régime des tribulations de la perestroïka gorbachévienne !

D'autres signes sont révélateurs de l'influence croissante de Stoi-

Le numéro du bulgare, M. Todor Jivkov, a souligné lundi 20 février devant des intellectuels que le « pluralisme » ne pouvait se développer dans son pays que sur la base des « principes du socialisme ». En dehors de ces principes, il n'existe pas de « base sociale » pour la création d'associations politiques, a dit M. Jivkov, confirmant ainsi les réticences du régime bulgare à l'égard des initiatives indépendantes.

Nous publions ci-dessous un texte de Vladimir Kostov, émigré bulgare et auteur du *Parapluie bulgare* (1), sur la situation politique à Sofia.

nov. En août 1987, sur proposition du bureau politique, le Conseil d'Etat a supprimé quelques-uns des privilèges les plus voyants des hauts dignitaires. Par exemple, on ne pourra plus ériger de monuments aux dirigeants vivants ni distribuer médailles et titres pour les anniversaires des responsables encore en activité. L'opinion publique ne fut pas comblée, mais apprécia néanmoins l'aspect positif de ces décisions. On enleva la statue de Todor Jivkov de son village natal, Pravets. Jivkov va pouvoir figurer dans le livre des records Guinness : c'est le seul homme qui a survécu à son monument !

En janvier de cette année, le Conseil d'Etat assouplit son décret d'il y a un an et demi : deviennent « décorables » les responsables en activité à partir de leur soixantième anniversaire. Selon des sources dignes de foi, c'est Stoitakov lui-même qui a imposé cette décision contre l'avis d'une partie du bureau. Il est aussi le premier à en avoir profité. Le 9 février, la presse bulgare annonçait que le Conseil d'Etat avait décoré M. Dimitar Stoitakov de l'ordre de Georges Dimitrov et l'avait proclamé « héros du travail socialiste » à l'occasion de ses soixante ans.

Autre indice : la campagne du régime contre les deux organisations informelles qui ont vu le jour en 1988, l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme et le Club des intellectuels pour le développement de la glasnost et de la perestroïka. Ni l'une ni l'autre ne cherchaient à sortir du cadre légal. Leurs militants ne voulaient pas et ne veulent pas autre-

chose qu'un dialogue ouvert et franc avec le pouvoir. Avec un peu de bonne volonté, la direction du Parti communiste pouvait aisément se servir de l'occasion offerte et mieux faire passer dans l'opinion certaines décisions difficiles.

Offensive

Au lieu de cela, le régime se jeta tête baissée dans une offensive non seulement hors de propositions, mais aux forts relents néo-staliniens. Quelques militants de l'Association indépendante des droits de l'homme furent expulsés vers l'Occident sous le prétexte de « déport volontaire » ou de « voyage de tourisme ». La presse publia des articles calomnieux contre certains dirigeants de l'Association. Quelques intellectuels du club se sont retrouvés du jour au lendemain sans travail et sans carte du parti. Les membres du club les plus actifs sont constamment surveillés par la milice, qui les empêche ainsi de se réunir.

Les organes de sécurité essaient fébrilement de mettre sur pied un « procès » contre l'Association indépendante des droits de l'homme. Entre-temps, sur la base de vieilles recettes, l'appareil du parti mijote à travers le pays des « réunions de masse » censées apporter un « soutien populaire » à la campagne contre les empêcheurs de tourner en rond.

L'opinion n'apprécie pas cette ligne de conduite de la direction. La popularité des radios occidentales et de la presse soviétique atteint des sommets inimaginables auparavant. Le hi-parade du bouche-à-oreille donne la première place pour le mois de février à l'histoire suivante : Un

citoyen téléphone au comité central du Parti communiste. « Qu'est-ce que vous voulez ? », lui demande un responsable. « Voyez, commence à balbutier le citoyen, je suis assez vieux, assez sénile, je voudrais devenir membre du politburo. » Le responsable s'indigne : « Etes-vous fou, camarade ? » Le citoyen : « Ah ! maintenant on exige ça aussi ? »

Dans cette atmosphère, même le geste de bon sens des autorités à l'égard de l'écrivain Petar Manolov n'a pas été perçu par l'opinion. Le 11 février, la milice a restitué à Petar Manolov, de Plovdiv, ses œuvres personnelles ainsi que les archives de l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme, dont il est secrétaire général. M. Manolov a alors mis fin à sa grève de la faim, commencée un mois plus tôt.

Le pouvoir s'est heurté dans cette affaire au courage de M. Manolov et de sa femme Vera. La solidarité de leurs amis de l'Association et de quelques dizaines d'écrivains et intellectuels bulgares ainsi que les protestations des écrivains occidentaux, notamment français, ont aussi joué un rôle important. Mais les gens en Bulgarie s'attendent à une reprise en main de l'opinion. « Dorénavant nous sommes seuls à décider de nos affaires ! » clame Todor Jivkov. Ce qui veut dire, pour les Bulgares : on ne vous permettra pas de suivre l'exemple de ce qui se passe ailleurs en Union soviétique, en Pologne ou en Hongrie.

Mais la voix de Jivkov lui appartient-elle encore ? Ce haut fonctionnaire bulgare dont je viens de citer les paroles me disait : « Dans l'atmosphère créée par la glasnost en Union soviétique, en Bulgarie on commence de nouveau à poser des questions sur la responsabilité personnelle de Todor Jivkov dans certains crimes commis sous Georges Dimitrov et Valko Todorov. C'est aussi Dimitar Stoitakov qui garde l'accès à ces dossiers. »

VLADIMIR KOSTOV.

(1) Stock, 1986.

CEE

Les Douze décident de renforcer les contrôles sur les exportations de produits chimiques

BRUXELLES de notre correspondant

Les Douze ont décidé de soumettre à autorisation préalable et d'interdire en cas douteux l'exportation de produits chimiques susceptibles d'être utilisés pour la production d'armes chimiques. Le règlement adopté lundi 20 février par les ministres des affaires étrangères de la Communauté indique qu'aucune autorisation d'exportation ne sera accordée « s'il y a raison de croire que les produits en cause serviront à la mise au point ou à la fabrication d'armes chimiques ou risquent d'être délivrés directement ou indirectement à des pays belligères ou dans des zones de tension internationale grave... ».

D'autre part, les Douze se sont déclarés prêts à aider la nouvelle Union du Maghreb arabe (Algérie, Maroc, Mauritanie, Libye et Tunisie), ainsi que le Conseil de coopération arabe (Egypte, Irak, Jordanie, Nord-Yémen), constitués la semaine dernière respectivement à Marrakech et à Bagdad.

Ph. L.

A TRAVERS LE MONDE

URSS

Manifestations à Kiev

Une manifestation a rassemblé cinq mille personnes lundi 20 février à Kiev contre le premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine, M. Vladimir Tchertchibitski, alors que le numéro soviétique M. Mikhaïl Gorbachev se trouve en visite dans la ville. Les éditions de presse de la capitale ont été interdites. M. Tchertchibitski, porte-parole de l'Union démocratique, qui se veut un mouvement politique indépendant du Parti communiste, a déclaré tenir cette information de correspondants dans la capitale de l'Ukraine. Il a précisé qu'une première manifestation, dimanche, place de la Révolution d'Octobre, avait réuni deux mille personnes.

M. Tchertchibitski, soixante-dix ans, est le dernier représentant au sein du Bureau politique du PC soviétique des dirigeants nommés sous Léonid Brejnev. — (AFP, UPI.)

Italie

Deux militants néo-fascistes acquittés vingt ans après un attentat meurtrier

La cour d'assises de Catanzaro, en Calabre, a acquitté, lundi 20 février, les deux néo-fascistes italiens Stefano Della Chiale et Massimiliano Fachini, impliqués dans l'attentat de la Piazza Fontana, à Milan, qui avait fait dix-sept morts le 12 décembre 1969. Après vingt ans de procédures et neuf procès, ce verdict laisse sans explication un des plus sanglants attentats de l'après-guerre en Italie. Considéré comme l'un des cerveaux des attentats terroristes commis par l'extrême droite dans les années 60 et 70, chef présumé de l'organisation d'extrême droite Avant-Garde nationale, Della Chiale avait déjà été condamné à la détention à perpétuité. Son coaccusé, Fachini, purge une condamnation à perpétuité pour l'attentat de la gare de Bologne en 1980. — (AFP, Reuters.)

Le destin de l'Allemagne

Une même déchirure

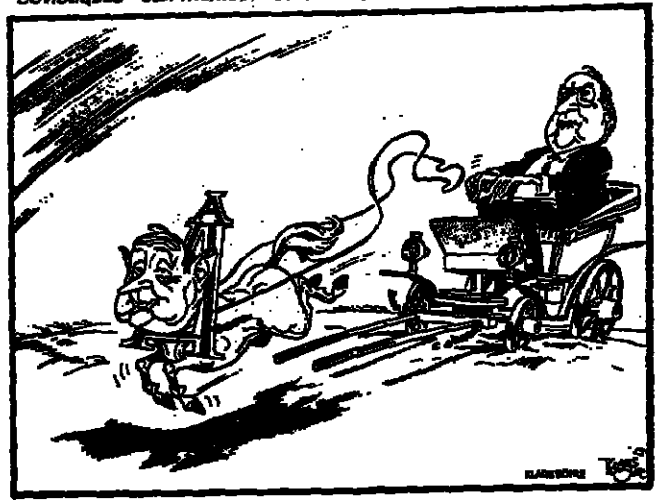
(Suite de la première page.)

La « classe atlantique » s'inquiète de plus en plus du comportement de celui qui fut longtemps, selon l'expression consacrée, son « meilleur élève » : le gouvernement de Bonn. Le même Helmut Kohl, qui s'était battu comme un lion il y a huit ans, avec le soutien remarqué de François Mitterrand, en faveur du déploiement des armes nucléaires, a répondu par une dérobade, le samedi dernier, au nouveau chef de la diplomatie américaine, James Baker, qui prêche pour la modernisation des armes tactiques basées en Allemagne : la question ne se posera, selon le chancelier, qu'en 1991-1992.

Aimable plaisanterie : les Soviétiques eux-mêmes recon-

naissent qu'ils ont beaucoup plus de missiles de ce type que les Occidentaux. Ils proposent d'ailleurs de les détruire tous, ce qui aurait pour effet de faire disparaître la sécurité que procure aux Européens de l'Ouest, face à des forces « classiques », bien plus nombreuses et mieux équipées, la possession d'armes atomiques.

avec son langage musclé, pour empêcher l'électorat de droite de succomber aux sirènes de la nostalgie. A quoi s'ajoute, pour expliquer les tergiversations du chancelier — dont diverses affaires, y compris celle de l'usine chimique pour la Libye, ont affecté le crédit — le désaccord de plus en plus manifeste entre lui et son ministre des affaires étrangères, le libéral Genscher. Ce dernier ne se cache pas de jouer à fond la carte du rapprochement avec l'Est. Jusqu'où cette attitude le mènera-t-elle ? Un mort de Napoléon — « Ce n'est pas l'âtre, c'est le devenir qui est l'état propre de l'Allemagne » (3) — pousse à l'écarter aucune hypothèse. A commencer par celle que Genscher fustige un jour



A gauche, M. Genscher, ministre des affaires étrangères. A droite, le chancelier Kohl. Le double litte A autour du cou de M. Genscher signifie *Assurément* (ministère des affaires étrangères), *Die Welt* du 21 février.

compagnie à Kohl pour s'atteler aux affaires, répétant ainsi en sens inverse l'opération qui lui avait fait abandonner Helmut Schmidt en 1962, pour aider les chrétiens démocrates à revenir au pouvoir.

La maison commune

Un tel renversement d'alliances est peu probable dans l'immédiat. Mais il est beaucoup plus significatif. Malgré tous ses démentis avec les présidents des Etats-Unis, Schmidt était un attentiste bon poids, alors que la social-démocratie d'aujourd'hui parle de souveraineté et d'intérêt national. Rien ne serait plus sot cependant que de s'étonner ou de s'indigner de ce que beaucoup, aux Etats-Unis ou en France, appellent la dérive, ou la glissade, allemande. A plus forte raison de l'encourager par des pressions indiscrètes. Débarassés de la peur des « rouges », comment nos voisins d'outre-Rhin ne verraient-ils pas dans le discours de Gorbachev sur la « maison commune » de l'Europe une chance de réduire de plus en plus, jusqu'à la faire disparaître, le mur qui symbolise la déchirure de leur peuple ?

Or il se trouve que cette déchirure n'est pas seulement la leur : elle est aussi la nôtre, celle de tous les peuples d'un continent qui, malgré des siècles de guerres souvent atroces, a toujours appartenu, comme ses croyances, ses coutumes et son art en témoignent abondamment, à une même civilisation. Ce qu'il nous faut faire à l'égard des Allemands aujourd'hui, ce n'est donc certes pas les tancer, mais leur dire que nous partageons leur espoir de construire à Berlin-Ouest, et en général en RFA, non seulement de l'Europe, mais de Volksdeutsch, autrement dit de membres des minorités germanophones venues des pays de l'Est, d'où on ne les laisse partir à présent assez facilement. Dans une époque où trouver un appartement devient de plus en plus difficile et où le chômage a tendance à s'accroître, on leur reproche facilement de venir disputer aux autochtones logements et boulot.

Les sondages donnent à penser que ce phénomène ne restera pas isolé. Chacun regarde notamment vers la Bavière, où Franz Josef Strauss n'est plus là.

ANDRÉ FONTAINE.

Imhausen-Chemie impliquée dans un trafic d'amphétamine. — Le PDG d'Imhausen-Chemie, la firme par laquelle a transité une bonne part des livraisons d'équipements ouest-allemands pour l'usine chimique Ibyenne de Rabat, a refusé lundi 20 février de démissionner, comme demandait le comité d'entreprise, craignant pour l'avenir de la firme. Celle-ci vient également d'être impliquée dans un trafic d'amphétamine à destination des Etats-Unis.

Deux collaborateurs de la firme et un assistant américain ont été arrêtés jeudi dernier en RFA, puis un second américain samedi à New York. Le procureur d'Offenburg a précisé lundi avoir découvert qu'une livraison avait été faite en septembre dernier aux Etats-Unis de cent soixante-dix kilos d'un produit chimique servant à la fabrication d'amphétamine. Un porte-parole de la firme a affirmé que ses deux collaborateurs ignoraient que ce produit se trouvait sous le coup de la législation antidrogue. — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

Cinquante soldats ont échappé à un attentat revendiqué par l'IRA

LONDRES de notre correspondant

L'IRA a revendiqué dans la soirée, lundi 20 février, l'attentat commis le matin même contre une caserne située dans l'ouest de l'Angleterre où sont stationnés des soldats d'un régiment ayant servi en Irlande du Nord et s'apprêtant à y retourner. Un bâtiment a été entièrement soufflé par trois charges de Semtex. Les cinquante parachutistes qui y dormaient ont échappé à une mort certaine grâce à la présence d'esprit du soldat de faction qui a donné l'alarme et leur a permis de quitter leurs chambres quelques minutes avant la destruction des locaux.

La presse britannique de mardi fait l'éloge de la sentinelle, un vétéran de la guerre des Malouines. Celui-ci avait remarqué à 3 heures deux individus suspects, lesquels venaient en réalité de poser en trois endroits différents plusieurs dizaines de kilos de Semtex, un explosif fabriqué en Tchécoslovaquie dont plusieurs tonnes ont été livrées par la Libye, ces dernières années, à l'organisation républicaine clandestine. Il leur avait demandé leurs

papers. Les deux militants de l'IRA ont sorti un revolver et une grenade tandis que la sentinelle les menaçait de son pistolet-mitrailleur... vite. Dans la confusion qui a suivi, la sentinelle a pu charger son arme et tirer en direction des deux hommes qui s'enfuyaient.

Un blessé léger

Cet attentat manqué n'a fait qu'un blessé léger, mais il a rappelé à l'opinion et au gouvernement la volonté de l'IRA de procéder à des actions spectaculaires en Angleterre. Dans la confusion qui a suivi, la sentinelle a pu charger son arme et tirer en direction des deux hommes qui s'enfuyaient.

Le premier bataillon de ce régiment de parachutistes avait tiré en 1972 sur la foule (catholique), à Londonderry, tuant treize personnes au cours de ce qu'on a appelé le « dimanche sanglant ». Le précédent attentat de l'IRA contre l'armée en Angleterre a eu lieu il y a six mois, dans une caserne du nord de Londres. Un soldat avait été tué et neuf autres blessés.

La tension n'a cessé de monter ces derniers mois. Le nombre des meur-

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Des zones résidentielles pourront être déclarées multiraciales

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A partir du 1^{er} mars prochain, certaines zones résidentielles pourront être déclarées multiraciales. Cette mesure ne concerne cependant que quelques secteurs urbains qui le sont en fait déjà, en infraction à la loi sur l'habitat séparé, le Group Areas Act. Une loi (Free Settlement Areas Act), votée l'an dernier, a permis d'instaurer cette exception au principe de la ségrégation résidentielle qui demeure la règle. Un bureau vient d'être désigné. Il aura pour

tâche de déterminer quels quartiers seront ouverts à toutes les races.

L'initiative doit revenir aux municipalités qui pourront faire des propositions en ce sens. Celles-ci seront ensuite soumises au nouveau bureau. En premier lieu, les fameuses zones « grises » comme Hillbrow et Mayfair à Johannesburg ou Woodstock au Cap auront la possibilité de devenir légalement multiraciales. Mais la décision finale reviendra au gouvernement.

Il s'agit donc d'un progrès bien circonscrit ; ce peut pas ne concerner qu'une faible proportion de la population.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Politique

La préparation des élections municipales

PS-PCF : accord à Lille et à Calais négociations à Orly

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, devait recevoir, mardi 21 février, les dirigeants socialistes de la fédération du Val-de-Marne et ceux de la section d'Orly, afin d'examiner le cas de cette commune, considérée par M. Georges Marchais comme un « point chaud » pouvant remettre en cause les derniers accords avec les socialistes. Celui de Calais est réglé.

Les militants des deux sections socialistes de Calais ont entériné, lundi soir 20 février, l'accord qui avait été conclu entre les fédérations du PS et du PCF du Pas-de-Calais à la fin de la semaine dernière, au terme duquel une liste de rassemblement de la gauche sera conduite par le maire communiste sortant, M. Jean-Jacques Barthe. Devant les militants, M. André Capet, député, chef de file socialiste qui brigait la mairie, a annoncé que, « par respect pour le parti », il renoncera à la « primaire » qui était envisagée. Cette liste d'union sera composée de vingt et un communistes et vingt socialistes en position éligible.

Invité du « Grand jury RTL-le Monde » dimanche, M. Georges Marchais avait indiqué que « quelques points chauds » devaient être obligatoirement réglés sous peine de remettre en cause les accords conclus avec le PS. Le secrétaire général du PCF avait notamment cité Calais et Orly. Dans cette dernière ville du Val-de-Marne, M. Gaston Vieux, maire « restructeur » communiste, a constitué une liste, en accord avec la section locale du PS, sans l'aval de la section du PCF (1). Si les socialistes,

par la voix de M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, ont pris les « contacts nécessaires » afin de dégager une « solution correcte aux problèmes internes du Parti communiste » à Orly, la fédération du PCF continue de considérer que « la balle est du côté socialiste ».

M. Vieux, qui affirme être « parvenu à un bon accord », a indiqué qu'il « ne cédera pas » et, avant d'être reçu par M. Mauroy, le secrétaire de la section du PS d'Orly, M. Robert Schley, a déclaré : « On ne le lâchera pas. » Ce responsable n'est pas hostile à une solution de « conciliation » qui pourrait consister à intégrer dans la liste de M. Vieux des communistes désignés par le PCF.

A Lille, les fédérations socialistes et communistes sont parvenues à se mettre d'accord, après déblocage de la situation dans la commune communis de Seclin, sur la présentation d'une liste unique dans la ville dirigée par M. Mauroy. Cette liste comprendra trente-quatre socialistes, onze communistes (dont huit en position éligible), trois radicaux de gauche, trois rénovateurs communistes et un représentant de l'Association des démocrates.

Dans l'Isère, M. Jean-Pierre Luppi, député socialiste, qui a décidé de conduire une liste à Saint-Martin-d'Hères contre la liste du PS et du PCF de M. Jo Blanchon, le maire communiste sortant, a été « réputé exclu de son parti ». Rocardien âgé de quarante-sept ans, M. Luppi a indiqué qu'il « regrette la décision du PS », car en se présentant il agissait « dans un souci de clarté politique ».

En déplacement, dimanche, à Tuckegneux (Meurthe-et-

Moselle), M. André Lajoie, membre du secrétariat du comité central du PCF, a fustigé les socialistes de Longwy qui « ont refusé de figurer sur la liste du maire sortant (socialiste) Jules Jean, alors que nous étions prêts à les accueillir, prêts à reconduire les accords de 1983 ». A Longwy, M. Jean s'est allié aux « rénovateurs » locaux, à la différence de M. Jacques Rimbault, maire de Bourges (Cher), qui, nous indique notre correspondant, a écarté un des adjoints, chargé de l'urbanisme, M. Michel Picard. Chef de file des « rénovateurs » du département, M. Picard se considère « en situation de licenciement politique », car M. Rimbault ne lui proposait de ne figurer sur sa liste que comme conseiller municipal.

(1) La section du PCF avait refusé de rencontrer la section du PS, le 6 février, en présence du maire, pour signer un accord qui finalement a été paraphé par M. Vieux et les socialistes locaux.

● Appels au civisme. — M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a souligné lundi 20 février à Arles « le vrai risque d'une insuffisante mobilisation ». M. Fabius a précisé qu'il craint qu'un certain nombre des nôtres, peut-être déçus, peut-être lassés de ce qu'il y a trop d'élections, se disent qu'il n'est pas nécessaire de se déplacer pour voter.

Pour sa part, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a affirmé à Brest que « tout doit être fait par tous les partis pour inviter les électeurs à aller voter ». Pour lui, « la principale interrogation porte sur le taux de participation ».

Lille : M. Durieux (CDS) renonce à affronter M. Turk (RPR)

LILLE de notre correspondant

M. Bruno Durieux, député CDS du Nord, renonce à se confronter d'ores et déjà au premier tour des municipales à Lille, avec le candidat investi officiellement par les instances nationales UDF-RPR, M. Alex Turk (RPR). Il a annoncé lundi après-midi à Lille qu'il proposait à son concurrent de constituer une « liste unique du Rassemblement et du Centre ». M. Turk, qui avait toujours affirmé que sa liste restait ouverte à M. Durieux, a réagi peu après en formulant un accord de principe.

M. Durieux, fort de son titre de député de Lille, estimait devoir être le candidat unique de l'opposition à Lille. Il avait très tôt annoncé sa candidature mais s'était heurté à la volonté du RPR de ne pas laisser à l'UDF ni aux centristes la capitale régionale, estimant que la tête de liste dans cette ville lui revenait. L'UDF recevant en partage, en vertu d'accords passés en 1983, les cités voisines de Roubaix et Tourcoing.

Une candidature isolée

M. Durieux n'avait pas obtenu l'investiture des instances de l'opposition lors de la dernière réunion de la commission Juppé-Gaudin le 5 janvier dernier. Il avait néanmoins maintenu sa candidature avec le soutien avoué et de M. Raymond Barre et de M. Pierre Méhaignerie. S'affirmant au centre, il s'estime le meilleur candidat pour combattre M. Pierre Mauroy dans son fief. Mais, bien qu'il s'en défende, sa candidature apparaissait comme une

candidature de division, la plupart des élus sortants de l'opposition s'étant rassemblés derrière son concurrent investi, M. Turk.

Il se retrouvait dès lors isolé et pour constituer sa liste doit faire appel à des élus ou des personnalités se situant depuis toujours à droite de la droite, ce qui lui enlevait une part de sa crédibilité au centre.

La publication, la semaine dernière, d'un sondage BVA le plaçant loin derrière son concurrent RPR (13 % contre 23 %) et l'annonce par M. Chauvierre, challenger de M. Pierre Mauroy aux municipales de 1983, ex-leader du RPR en rupture depuis lors avec cette formation, du retrait de sa candidature au profit de M. Turk le plaçaient dans une position difficile.

Il a préféré ne pas aller au bout de cette démarche qui risquait de le conduire au désastre, de la même façon que l'entêtement de M. Jean-Jacques Descamps, lors de la cantonale partielle de Lille-Ouest en mars 1988, avait conduit le secrétaire d'Etat au tourisme d'alors à un cuisant échec, qu'il devait d'ailleurs renouveler lors des législatives qui allaient suivre.

M. Bruno Durieux s'est montré plus politique. Il n'entend pas en effet désertier la scène politique lilloise. Il se déclare prêt désormais à participer à une liste unique avec M. Turk sans revendiquer, comme il le faisait jusqu'à présent, d'être la tête de liste au nom du principe hiérarchique selon lequel « un colonel (dans ce cas un député) ne saurait venir derrière un capitaine (en l'occurrence un conseiller régional, M. Turk) ».

JEAN-RENÉ LORE.

SITUATIONS

● AVIGNON (Vaucluse) : dissidence à droite. — Quatre conseillers municipaux de la majorité (UDF-RPR) d'Avignon qui s'étaient désolidarisés, la semaine dernière, de M. Jean-Pierre Roux, maire sortant (RPR), à la suite des accusations formulées contre ce dernier dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, ont annoncé, lundi 20 février, qu'ils présenteraient une liste conduite par M. Albert Mercury (UDF-CDS), adjoint au maire et conseiller régional.

● MARSEILLE (Bouches-du-Rhône) : M. Emmanuelli pour une fusion des socialistes dès le premier tour. — M. Henri Emmanuelli, secrétaire national du Parti socialiste, a réaffirmé, lundi 20 février sur France-Inter, qu'il soutenait « sans arrière-pensées » M. Michel Pizat à Marseille. Mais il espère encore que « de tous côtés » les socialistes marseillais « veulent bien transcender, dépasser, regarder au-delà des problèmes du moment (...) et que, si cela pouvait se faire, cela soit dès le premier tour » parce qu'il redoute qu'entre les deux tours « les différences ne se transforment en blessures ». Interrogé auparavant sur RMC, M. Robert Vigouroux a indiqué qu'il « n'est pas occupé par le premier tour », ainsi que son « maître à penser en politique, M. Gaston Defferre, le lui avait toujours dit ».

● TOULOUSE (Haute-Garonne) : ralliement. — M. Julien André, conseiller municipal socialiste de Toulouse depuis 1977, a annoncé, lundi 20 février, qu'il se présenterait sur la liste conduite par le maire sortant, M. Dominique Baudis (UDF-CDS). Membre du PS depuis 1961, M. André conteste, en effet, la façon dont s'est constituée la liste d'union de la gauche conduite par M. Jacques Lévy (PS).

Paris : M. Chirac reproche sa « méchanceté » à M. Joxe

M. Jacques Chirac a présenté à la presse, le lundi 20 février, les cinq cent dix-sept candidats qui figurent sur les listes Union pour Paris dont il est le chef de file. Ne pouvant tous les réunir, il avait convié un échantillon représentatif de ceux-ci dans un restaurant du 19^e arrondissement, sur les bords du canal de La Villette, au centre d'un quartier en cours d'aménagement.

Autour du maire, avaient notamment pris place M. Patrick Segal, président de l'association Handicap inter-culturel, M. Lucien Reboulet, président des PME de Paris et de l'Île-de-France, et plusieurs jeunes et nouveaux candidats. M. Chirac a précisé que l'âge moyen des membres de sa liste était de quarante-huit ans et que 20 % de femmes y figuraient. Un tiers des candidats qui peuvent devenir conseillers de Paris est constitué de personnalités nouvelles. Cette proportion passe à la moitié pour les mandats de conseillers d'arrondissement.

M. Chirac a ensuite décrit les priorités qu'il choisit pour la future mandature, c'est-à-dire le logement, la circulation et la lutte contre les pollutions. Il a repris ces thèmes ensuite au micro d'Europe 1 au cours d'une émission spéciale. Sur tous ces sujets, il a reproché leur comportement à ses adversaires socialistes.

Toutefois, M. Chirac s'est attaché chaque fois à établir une nette distinction entre M. Pierre Joxe et les

autres candidats. Le premier est décrit comme « tel ou tel qui débarque à Paris et ne connaît rien de ses problèmes », qui « découvre que la démocratie y est défectueuse depuis douze ans », alors que les autres socialistes, du moins ceux qui sont « des élus et des anciens », savent que « la démocratie existe bel et bien au Conseil de Paris et dans les conseils d'arrondissement ». Il attend donc de ces derniers qu'ils formulent « des propositions concrètes et non des critiques stériles ».

Répondant au ministre de l'Intérieur, M. Chirac a souligné : « Mes aimables adversaires évoquent la circulation et le logement social. C'est freudien ! car ce sont précisément deux domaines où la responsabilité relève pour l'essentiel du gouvernement et non de la municipalité ». Au total, selon le maire de Paris, M. Joxe mène donc une « campagne de méchanceté, d'acrimonie, de calomnie et de critique sans projet positif ».

● M. Chirac en province. — M. Jacques Chirac qui consacre l'essentiel de son activité à la campagne électorale dans les arrondissements de Paris a cependant décidé d'effectuer quelques déplacements en province. Mercredi 22 février, accompagné de M. Gérard Loquet, député général du Parti républicain, il va dans le Nord soutenir M. Stéphane Demaux, maire sortant UDF-PR de Tourcoing et M. Alex Turk, RPR, tête de liste d'union à Lille. Le 23 février, il sera à Cannes pour soutenir M^{me} Anne-Marie Dupuy, maire sortant RPR, officiellement candidat d'union mais contre laquelle M. Léotard soutient M. Mouillot (PR). Le lendemain, M. Chirac sera en Avignon auprès du maire RPR, M. Jean-Pierre Roux, candidat d'union, et samedi 25 février, accompagné de M. Yves Galland, président du Parti radical, il soutiendra à Nantes M. Daniel Augereau (RPR) qui conduit une liste d'union.

(Publié)
NOUVEAU ! FAITES VRAIMENT LE POINT SUR VOUS-MÊME !
● Vous avez de 14 à 21 ans.
● Vous souhaitez mieux vous connaître.
● Vous voulez plus de renseignements.
Un nouveau service de conseil, d'évaluation et d'orientation est à votre disposition. Faites votre bilan global : INTELLIGENCE et PERSONNALITÉ. Dans le cadre d'un entretien, une équipe de psychologues vous conseille à partir d'un test d'auto-évaluation sur ordinateur « MÉTAMORPHOSE », les dix dernières recherches dans le domaine de l'évaluation psychologique. Pour préparer votre avenir, mettez toutes les chances de votre côté, téléphonez au CSPI : 47-88-00-77. Une demi-journée d'évaluation et de conseil personnalisé, tarif : 600 F.

Les déboires d'un surdoué de la communication

La « taupe » de M. Carignon

GRENOBLE de notre envoyé spécial

C'est une affaire entendue, M. Alain Carignon, champion toutes catégories de l'ouverture municipale, est sympathique, ouvert, tolérant et positif. On savait moins, jusqu'à présent, quel son ardeur, presque maniaque, il portait à l'entretien de cette image de lui-même. Car il ne suffit pas d'incarner la perfection faire maire, encore faut-il en répandre la renommée, et l'ancien ministre de l'environnement de M. Chirac vient, bien malgré lui, de livrer au public quelques recettes de savoir-faire en matière de faire-savoir.

Il y a à Grenoble une jeune journaliste sympathique, tolérante, ouverte, etc., qu'il appelle Frédéric Mougelle, et se trouve diriger Grenoble Matin, le magazine de la municipalité. Comme M. Mougelle, à ces qualités, ajoute le dynamisme, il vient de créer un autre magazine, Dauphiné News, ainsi qu'un journal bi-hebdomadaire gratuit, News, distribué à cent cinquante mille exemplaires chaque mardi et chaque vendredi dans les boîtes aux lettres. Tous deux avec un grand renfort de quadrichromie et « complètement indépendants de la municipalité », assurent d'une même voix MM. Carignon et Mougelle.

Le meilleur, c'est que ses mandats de maire de Grenoble et de président du conseil général laissent parfois à M. Carignon le temps de s'ennuyer. Et, chacun ses tics, quand il s'ennuie, M. Carignon bombarde de notes ses amis et collaborateurs. Le jour de la Saint-Sylvestre, M. Carignon devait s'ennuyer beaucoup puisqu'il a rédigé, de sa main, pas moins de huit pages de « suggestions » à Frédéric Mougelle, lui énumérant au total trente-six « propositions » de sujets à traiter dans ses magazines « complètement indépendants ».

Le maire de Grenoble — qui fut naguère journaliste — déploie là non seulement un réel talent de rédacteur en chef, mais aussi des prédispositions de « nègre », puisqu'il va jusqu'à rédiger des passages entiers des articles qu'il « propose », et jusqu'à anticiper les réponses aux interviews qu'il « suggère ».

Ainsi imagine-t-il « un petit papier, La ville est neutre, avec en photo les fameux Deuxes. La ville de Grenoble vous présente ses meilleurs vœux pour 1989 ». Commentaire : « Pour la première fois, les vœux aux Grenoblois ne sont pas signés du maire mais de la ville. Alain Carignon a donné comme consigne générale aux services de la ville d'être neutres dans la période qui va s'ouvrir. » Cette idée de neutralité semble beaucoup importer au maire, puisqu'il suggère aussi une interview de M. Guy Névache, transfuge du PS qui vient de rejoindre sa liste, en se proposant de lui faire dire que « Carignon est au-dessus des partis ». Suggestion entendue : quelques jours plus tard, Guy Névache déclare à la « une » du journal gratuit que la vie politique soit « trop souvent figée sur des oppositions vaines et néfastes qui ne prennent pas en compte l'intérêt réel des femmes et des hommes de notre pays ».

Les talents de divination de M. Carignon sont plus affirmés encore lorsqu'il se propose de faire déclarer à M^{me} Camille Bugada, candidate sur sa liste et syndicaliste CFTC de l'entreprise Valisère : « Ce qui me plaît chez A.C., c'est qu'il veut que Grenoble bénéficie de tous les types d'emploi, et ne se spécialise pas dans la haute technologie. Tout le monde n'a pas la capacité d'occuper de tels emplois. Carignon le sait ». « Très important dans la bouche de Bugada », ajoute le maire en marge de la note. Quelques jours plus tard, dans les colonnes du journal, Mme Bugada « se réjouit » de l'aide municipale à Valisère et ajoute : « Une ville doit fournir à sa population différents types d'emploi, des plus manuels aux plus intellectuels ».

M. Carignon n'a pas toujours la main aussi heureuse. Ainsi suggère-t-il la publication de sa photo en compagnie de Jean-Jacques Goldman, lors d'un prochain concert de ce dernier : la photo de Goldman paraîtra finalement seule, la poignée de main n'ayant sans doute pu avoir lieu. Il propose encore de faire dire à M. Robert Cohen-Tanugi, président de la communauté juive grenobloise, qu'« à Grenoble la cohabitation est parfaite ». L'interview ne pourra se faire. Quant à M. François Cuercia, président d'un club sportif, sommé dans la note d'affirmer que « Carignon a compris la rôle social des petits clubs de sport », il se borne finalement à raconter dans les colonnes de News que « le soir il prend son journal, allume la télé, met ses pantoufles, boit son pastis et attend le dîner ». L'intérêt politique du propos est indiscutablement moindre.

« En toute liberté »

« Carignon est comme ça, se défend Frédéric Mougelle. Il a toujours fait beaucoup de notes. Mais ce sont des suggestions. Après, nous faisons ce que nous voulons. En toute liberté. » Depuis que cette note, initialement confidentielle, s'est retrouvée entre des mains malintentionnées, M. Mougelle est sans doute l'homme le plus malheureux de Grenoble. Pas seulement parce que le document a vraisemblablement été dérobé dans sa serviette, et que le poison du soupçon s'est introduit dans la petite équipe rédactionnelle, recrutée pour le lancement des deux publications, « Je me refuse à chercher la taupe », assure M. Mougelle.

Mais aux yeux du rédacteur en chef, il y a plus grave. En même temps que cette note, toute une série de documents, financiers ou autres, sont tombés entre les mains de la même « taupe », qui en a fait le même usage, c'est à dire en a abréuvé les rédactions parisiennes. Ainsi un devis, rédigé par M. Mougelle, et estimant à 12,7 millions les pertes prévisibles des deux publications pour une période correspondant, en gros, à la campagne municipale, « il ne s'agit que d'une projection, se défend-on dans l'entourage de M. Carignon. « Cela ne veut pas dire que nous allons effectivement dépenser cette somme ».

Plusieurs listes d'industriels de la région, pressentis ou ayant accepté d'aider financière-

ment « cette entreprise qui renforce le pluralisme à Grenoble », comme dit sans rire M. Carignon, ont également été subtilisées. Et certains de ces bailleurs de fonds ont déjà fait savoir à M. Mougelle qu'il faudrait désormais se passer d'eux, la discrétion étant une qualité essentielle de leur participation. La « taupe » a enfin fait main basse sur la photocopie d'un chèque de un million de francs, versé à la holding Dauphiné News par M. Serge Kamph, PDG de l'entreprise informatique grenobloise Cap Gemini Sogedi, dont la publication par le Canard enchaîné a causé quelque émoi dans la capitale dauphinoise.

Un émoi à retardement, d'ailleurs. Le numéro du Canard où figurait ce fac-similé a été mystérieusement acheté, dès le mercredi à l'aube, par paquets entiers, dans la plupart des kiosques du centre-ville et de la périphérie, par de mystérieux clients se présentant comme « des universitaires » ou « des étudiants ». Il a fallu attendre le lendemain pour que les marchands de journaux se réapprovisionnent, et que les grenoblois puissent prendre connaissance des largesses de M. Kamph.

« La presse, c'est sympa »

Il ne faudrait pourtant pas croire que ces fuites à répétition chagrinent outre mesure M. Carignon : « La presse, on sait ce que c'est, un milieu ouvert, sympa. Que des documents disparaissent, c'est dans l'ordre des choses » assure le maire, qui a sans doute juré d'être fidèle jusqu'au bout à son image « soft ».

Faute d'avoir découvert la « taupe », les amis de M. Carignon dardent leurs regards sur les bénéficiaires évidents du forfait. D'abord, le candidat socialiste à la mairie, M. Michel Desrot, qui commençait à désespérer de trouver un angle d'attaque efficace contre ce maire ultra-médiatique, et a bien du mal à cacher sa jubilation. Dès les premiers numéros de News et Dauphiné News, n'y avait-il pas déjà dénoncé la mainmise de la mairie ?

Quant au quotidien monopolistique local, le Dauphiné Libéré, du groupe Harsant, il n'a jamais dissimulé son hostilité aux publications de M. Mougelle, observant, au moment de leur lancement, un black-out total, et interdisant à ses journalistes d'y collaborer. A terme, n'était-ce pas ce monopole qui risquait d'être menacé, avec la bénédiction active de M. Carignon ? Est-ce pour punir le maire d'avoir inspiré cette attaque à l'encontre du Dauphiné ? Depuis quelques semaines, les socialistes, jusqu'alors réduits à la portion congrue, notent avec satisfaction une augmentation de la place qui leur est impartie dans les colonnes du quotidien local.

Jusqu'à présent enfant chéri de la « communication », M. Carignon est pour la première fois puni par son péché mignon. Bien entendu, il condamne les achats massifs du Canard enchaîné : « Je n'admet pas cela. C'est contraire à mon état d'esprit. Il faut que toutes les idées puissent s'exprimer, y compris les fausses ». D'un maire sympathique, tolérant, ouvert etc. on n'en attendait pas moins.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

هكذا من الأصل

Un matin, le socialiste peut bien avancer ses propositions en matière de circulation, le soir, le libéral peut exposer ses grands projets européens, le lendemain cela peut être au tour du gauchiracien de répondre aux soucis des vieilles dames et des petits enfants. Qu'importe, jamais personne ne se répond. Lyon est une ville sans écho.

développé, lundi 20 février, les grandes lignes de son programme, mais sans insister sur ce qui pourrait le distinguer des « sept pillers de l'avenir de Lyon » présentés une semaine auparavant par M. Raymond Barre. A ceux qui s'inquiétaient de la multiplicité des investissements annoncés, le député du Rhône a simplement lancé ce chiffre : 7 milliards de francs en six ans, sans autre précision. Sans plus d'explication, il a, d'autre part, différé la publication de ses listes.

Mardi, le candidat du Front national, l'ancien député Bruno Gollnisch, que chacun, jusqu'à ce jour, à gauche comme à droite, a ménagé de ses critiques, devait à son tour définir les axes de la charte.

Faute d'un véritable débat, il restera donc à l'électeur à se prononcer sur la bonne mine des candidats. Sur l'antenne de Radio-France-Lyon, lundi soir, M. Raymond Barre lui-même est tombé dans le panneau. Invité à se prononcer sur le look contesté du chef de file du PS lyonnais, M. Gérard Coliomb, l'ancien candidat à la présidence de la République a ainsi certifié le plus sérieusement du monde : « Il y a

Sur un sujet sans doute moins passionnel, l'image qui n'en conditionne pas moins pour l'avenir l'image de la seconde agglomération française, l'ancien premier ministre appelle de ses vœux la venue à Lyon d'un « grand communicateur ». « Il faudrait, précise-t-il, revoir tôt ou tard l'organisation administrative de la communauté urbaine et du département de Lyon. Il est certain que la mairie de Lyon a éné du Rhône. Il est certain que ses responsabilités, amputée d'un certain nombre de ses responsabilités. C'est le raison pour laquelle il est indispensable que le maire de Lyon soit en même temps le président de la communauté urbaine. Il y a, à l'heure actuelle, des répartitions de compétences qui sont faussées. Il faudrait prendre la situation actuelle, essayer de la réformer dans le sens de l'efficacité. On gagnerait beaucoup à ce qu'elle puisse être simplifiée. » Un beau coup pour les futurs élus lyonnais.

J.-L. S.

Depuis le mois de décembre 1988, M. André Soulier, premier adjoint (PR) au maire de Lyon, ne décourage pas contre... sa propre famille politique. L'adoption par le Parlement, le 22 décembre, d'un « amendement Peyronnet » au projet de loi sur la fonction publique territoriale, prémonitrice (et non plus selon le mode majoritaire) des conseillers des communes urbaines pourrait modifier substantiellement le rapport des forces existant actuellement dans la communauté urbaine de Lyon (COURLY). Déplorant la « passivité de l'inertie de l'UDF » sur ce sujet au moment de son examen par les deux Assemblées et son absence d'initiative pour déferer cette disposition devant le Conseil constitutionnel, le premier adjoint constate que si l'actuelle présidence de la COURLY a vu l'absence de l'UDF-RPR pendant l'issue des élections municipales, « elle n'aura à s'en prendre qu'à elle-même ».

L'enjeu est effectivement d'importance. Depuis son instauration en 1969, la COURLY - dominée par la coalition UDF-RPR et présidée par le maire de Lyon, M. Francisque Collomb - joue, du

fait de ces prérogatives en matière d'urbanisme, de voirie, d'eau, d'assainissement, le rôle d'une «super-mairie» et bien peu de projets décisifs pour la ville ou l'agglomération peuvent échapper à son contrôle. Composée de 55 com-

munés - dont Lyon et Villeurbanne - la COURLY représente une population totale d'environ 1,2 million d'habitants et dispose pour 1989 d'un budget de 4 milliards de francs.

A la suite d'un accord intervenu en 1983 à l'unanimité, le nombre des conseillers communautaires initiale-

ment fixé par la loi à 100 (soit, proportionnellement, un délégué par commune de 12 000 habitants) a été élevé à 140 afin de donner une voix à chaque commune quelle que soit sa taille. Les plus grandes ont accepté de renoncer à quelques-uns

de leurs sièges au profit des plus petites, le maire de Lyon (417 000 habitants) ayant ainsi la même voix que celui de Curis au Mont-d'Or (600 habitants). La gauche avait à l'époque souscrit à cet accord à une double condition : la redistribution aux mairies des compétences dites de « proximité » (voirie, nettoyage) et des présidences des offices publics d'I.H.M. (Lyon, Villeurbanne et Saint-Priest). Or ces engagements n'ont pas été respectés.

Renouvelée au printemps 1989, le conseil de la COURLY pourrait donc bien changer de visage. D'une part, parce que l'accord sur la composition à 140 membres risque de ne pas être reconduit (la majorité requise étant de 2/3 des communes représentant 3/4 de la population ou de 3/4 des communes représentant 2/3 de la population), la gauche n'ayant aucun intérêt à favoriser la représentation de communes essentiellement rurales et majoritairement de droite. D'autre part, parce que le fameux « amendement Peyronnet » va permettre l'entrée dans la communauté urbaine d'un nombre toujours plus important de communes de gauche.

Dans le rapport de forces actuel et avec la dégradation des membres de la communauté urbaine selon le mode majoritaire, la ville de Lyon n'a envoyé à la COURLY aucun représentant de la minorité. Mais la majorité UDF-RPR sortante qui n'est pas menacée les 12 et 19 mars prochains, pourrait tout de même, quoique peu enclin, se désolidariser de la gauche de l'arrondissement (à la gauche de la gauche) possible à la fin de l'été. Dans cette hypothèse, le nombre des conseillers municipaux de gauche passerait de sept à une petite vingtaine, ce qui leur permettrait d'entrer à la COURLY.

D'où l'inquiétude de M. Soulier qui, crayon en main, multiplie les projections post-municipales en pesant savamment le poids de Lyon, des communes de l'ouest lyonnais (majoritairement à droite) et celui des villes de la périphérie est et sud, dominées par la gauche comme Villeurbanne, Vénissieux, Bron ou Meyzieu.

D'où également, à plus long terme, les projets que chaque parti politique nourrit pour l'avenir de la communauté urbaine. Le débat n'est pas nouveau mais l'éclatance municipale l'a sérieusement ravivé. Tous les élus, de droite comme de gauche, s'accordent à dire que Lyon et son agglomération souffrent d'une assimilation des compétences et des pouvoirs. Soumise au statut des communautés urbaines depuis 1969, Lyon est également régie, comme Paris et Marseille, par la loi dite « P.L.M. » (voir encadré). Conseils d'arrondissement, mairie centrale, COURLY, conseils général et régional sont autants de cercles de pouvoirs qui se superposent et se télescopent parfois, entraînant un lentement dans l'élaboration des dossiers et la prise de décisions.

Que se passerait-il dans le cas où, exemple unique en France — des maires d'arrondissement seraient d'une orientation politique différente de la mairie centrale mais conforme à celle de la majorité de la communauté urbaine ? » interroge M. Soulier. La ville de Lyon, qui assure le financement de 50 % du budget de la communauté, se verrait alors perdre de ses principales compétences et devrait se contenter de gérer les équipements centraux, sportifs, culturels et sociaux. Le bureau d'aide sociale alors que le COURILLY, non issu du suffrage universel, aurait tous les pouvoirs.

L'enjeu n'a pas échappé à la gauche qui, désespérant de pouvoir un jour emporter la majorité dans la ville de Lyon, s'attache à la contourner en s'assurant des places fortes dans sa banlieue et propose - la dis-

position figure dans le manifeste socialiste pour mars 1989 « l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct. Elle se situe également attachée - dans le respect de cette logique de contournement de la ville-centre - au renforcement des pouvoirs de la communauté urbaine, qui seraient définis non plus par « blocs » de compétence mais par « niveaux ». Sans perdre la compétence communautaire les grands projets d'aménagement urbain ou de développement économique et la construction d'équipements d'agglomération tandis que reviendrait à des communes tout ce qui relève de la vie quotidienne, les « pouvoirs de proximité », comme la voirie, le nettoyage, l'action sociale, culturelle et sportive.

« Aujourd'hui, observe M. Jean-Jack Queyranne, député (PS) du Rhône et candidat à la mairie de Bron, la **COULURE** est une espèce de superman dont chaque maire essaie de tirer le maximum pour sa commune. Il faut que la communauté se recentre sur son pouvoir d'agglomération, qu'elle pèse plus lourd-pour-faire face à la concurrence européenne. » Les élus déclinent églement sur de l'extension géographique, de la Courty, comme étant le « couteur de la chimie » au sud de Lyon, les communes périphériques de l'Ain et celle de Satolas (où se trouve l'aéroport). « Le niveau de développement réel de la communauté urbaine doit correspondre à ce qui est ressentir par la population comme étant le territoire de l'agglomération », observe quant à lui M. Gérard Collob, conseiller municipal (PS) et candidat à la mairie de Lyon.

La loi « PLM » du 31 décembre 1982 a donné un statut particulier aux trois premières villes de France, Paris, Lyon et Marseille, en les divisant en arrondissements (respectivement vingt, neuf et seize), et en instituant l'élection de conseils d'arrondissement au suffrage universel direct.

Seuls les premiers de liste élus peuvent siéger au conseil municipal. Le nombre de conseillers d'arrondissement appelés à siéger au conseil municipal est proportionnel à la population de chaque secteur.

Les conseillers d'arrondissement s'étaient réunis (qui doivent être membres du conseil municipal) et à une dizaine adjoints.

A la demande du conseil d'arrondissement, le conseil municipal a débattu de toutes affaires intéressant l'arrondissement. Il est consulté par le conseil municipal sur l'attribution de subventions aux associations, la modification du plan d'occupation des sols, les projets de rénovation urbaine, les implantations d'organismes sociaux (crèches, maisons de jeunes...).

A droite, on prône un contraire : un renforcement de la ville-centre. « Les villes n'ont jamais été que par absorption de leurs faubourgs », note André Soulier, qui n'abaisse pas à aborder le sujet-taube de la fusion de Lyon avec Villeurbanne et avec les autres communes de la périphérie. « Demain, la concurrence se fera entre les cités, et surtout entre les euro-cités. Pour cela, il faut une agglomération millionnaire avec un pilote dans l'avion, un arbitre simple, rapide, disponible, ayant le pouvoir de décider. » Autres intérêts politiques, autre logique. Autre conception de la cité. La ville pourrait bien être à Lyon un véritable enjeu municipal.

PASCALE ROBERT-DIARD.

possible d'être socialiste à Lyon ? « Depuis près d'un siècle, cette ville n'a jamais connu de véritable alternance, rappelle M. Gérard Colomb. Les équipes au pouvoir se sont succédé en se cooptant, sans que jamais le corps électoral ait pu imposer un véritable changement ».

De fait, en 1957, à la mort d'Edouard Herriot au terme d'un règne commencé en 1895, Louis Pradère accède à la présidence des « Voix de la Savoie ».

« Ce n'était pas une caution, mais une alliance de circonstance, à la fois pour faire barrage à la droite et représenter par excellence, et pour l'occasion, la candidature d'un radical qui se trouvait alors au gouvernement », se souvient aujourd'hui l'unique conseiller municipal communiste de l'époque, Marcel Chevallier.

Pradère, pour la première fois en 1959, tout comme M. François Collob, Au début de la V^e République, les rares gauchistes de la Savoie, à l'exception de Louis Pradère... (L'Association Active Des Espérances Lyonnaises)... Bref, il faut attendre le congrès d'Épinal en 1967 pour que le gauchisme communiste passe peu à peu de scandale à candeur.

« Vingt ans d'autocratie »

Mais entre-temps, comme dans beaucoup de grandes villes, la transformation du paysage urbain a chassé les couches les plus déshéritées de la population dans les banlieues de l'Est lyonnais. Le vieux centre s'est dépeuplé : 528 000 habitants en 1968, 413 000 en 1975, 365 000 en 1982. Et Lyon a vu croître de 100 000 le nombre de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans atteignant 16,5 %, contre 13,9 % pour la France entière. Du radicalisme à la douceur : à l'apothéose de la Ville Pradel, puis à la paix de la Ville Lavoisier, à la décadence de la Ville Pradier, puis à la prospérité de la Ville Lavoisier, à la décadence de la Ville Pradier, puis à la prospérité de la Ville Lavoisier.

« Avec Pradel, il n'y a aucune place pour la contradiction. Ce fut pour Lyon vingt ans d'autocratie, dont on n'est encore vraiment sorti », estime Claude Bernardin, en rappelant les manifestations qu'il organisait à son époque pour obtenir la possibilité d'installer des poubelles dans la mairie de son arrondissement. « C'est bien sûr, mais nous n'avons rien : ni bureau

secrétariat. Pour accueillir l'autre jour Pierre Mauroy, j'ai dû louer une salle dans un hôtel, près de Parache », assure enfin M. Gérard Colomb.

Sous sa façade libérale, voire bonhomme, la droite lyonnaise est en effet peu accoutumée au débat. Peu doué pour le dialogue, le maire préfère couper sèchement la parole à ses opposants lors des séances du conseil municipal. Quant à M. Michel Noir, ce n'est que ces derniers jours qu'il a proposé, magnanime, s'il était élu maire, d'attribuer deux pages du bulletin municipal à la future opposition. Mais cela suffit-il à expliquer cette sorte d'atonie qui semble frapper la gauche ?

Ancien suppléant de M. Charles Hernu du temps de la Convention des institutions républicaines, passé aujourd'hui dans les rangs du Parti républicain, Me Soulier a peut-être pas tort lorsqu'il brocarda le slogan du PS lyonnais, « Lyon, on se réveille » : « Mais qui donc était endormi, si ce n'est le petit carillonneur de l'hôtel de ville ? » « Quelques éclats au conseil municipal ne suffisent pas pour avoir prise sur les choses », constate le communiste René Chevalier.

Au sein même du PS, certains critiquent cette même et à mots couverts — prudence hyponasée oblige — *manque de charisme* du secrétaire général, qui n'est certes pas le plus sophistiqué, sur leur arondissement respectif, les rivalités internes au parti, « les petites cuisines des sections », surtout avant lorsque s'approchent les élections, « les féroces défilés de la couronne », qui font du PS, à l'enfin, le parti le plus « *accablé* », et Lynton, le favori de l'accomplissement, selon le *MM*. Francis Yalta y selon le *MM* et Charles Henu y selon le *MM*. Les deux hommes se sont ainsi partagés les zones d'influence au sein de l'agglomération lyonnaise.

En fait, c'est une constante dans l'histoire locale, vous explique-t-on, le mouvement ouvrier, relativement puissant s'est toujours méfié de la classe politique. Le courant social-démocrate n'a été représenté à Lyon que par le radicalisme.

Le tissu associatif est complètement éclaté. L'université, forte de soixante-dix mille étudiants, n'a pas véritablement trouvé sa place dans la cité.

L'acceptation, par le président de l'université scientifique et médicale de Lyon, M. Paul Zech, de présider le comité de soutien des socialistes de gauche a en tout cas choqué plus d'un Lyonnais. Enfin, la gauche est peut-être victime d'une sorte de spirale de l'échec, de l'absence de perspective, que révèle notamment un taux d'abstentionnisme toujours assez élevé (de 38 à 47 % lors des trois dernières élections municipales).

« Il est vrai que le PS aurait pu avoir une approche beaucoup plus volontariste des grands projets conçus dans la perspective européenne. Milan et Barcelone sont-elles pas des villes socialistes ? », reconnaît Me Yves Bissinatti, tête de liste de la gauche du 5^e arrondissement. Gérard Collomb a fait beaucoup d'efforts, mais il a longtemps été perçu comme un homme seul. Les choses sont en train de changer : comme je l'ai fait moi-même des gens qui n'ont pas besoin de la politique pour avoir une reconnaissance sociale sont en train d'engager. »

Consent des faiblesses du premier parti de France dans la capitale des Gaulois, le candidat PS affirmait : « Je ne suis pas venu à mener le combat sur Lyon Fidèle de M. Pierre Mauroy ». M. Gérard Collomb a pris du poids dans l'appareil en devenant secrétaire national des relations extérieures, des interminables négociations avec le PCF lui ont même valu de nombreux passages à la télévision. « Vous savez, paradoxalement, on ne réussit pas à convaincre Paris avec la parole », note-t-il avec humour. Mais surtout, perspective d'enlever le maire 9^e, du 8^e, voire du 1^{er} arrondissement, et l'institution de la proportionnelle pour la désignation des conseillers à Lyon (COURLY) m'ont fait entièrement les données dans tout le groupe.

Pour l'hypothèse la plus favorable, le nombre des élus socialistes et radicaux de gauche au conseil municipal pourrait en effet passer de sept à une vingtaine, et celui des élus communistes de un à quatre. « Si on gagne, c'est véritablement un nouveau départ pour la gauche », s'enthousiasme le professeur Touraine, unique représentant de la société civile parmi les neuf têtes de listes de la gauche. « C'est une chance historique ». D'avan- tage même, ce serait une petite révolution à l'hôtel de ville de Lyon.

JEAN-LOUIS SAUX.

Société

La crise pénitentiaire

Hypothétique reprise d'un dialogue et dissensions syndicales

Alors que le mot d'ordre de « prison morte » a été inégalement suivi lundi 20 février, FO et l'UAP ont décidé de la reconduire le 21 février en l'allongeant d'une demi-heure. Les deux syndicats ont déposé une plate-forme revendicative, qui, selon Pierre Arpaillange, se contente de « donner un autre nom à une demande qui est toujours la même ». Des réunions préparatoires auront toutefois lieu mardi dans la journée à la chancellerie en vue d'une éventuelle reprise du dialogue avec les syndicats. Des incidents ont eu lieu dans plusieurs établissements pénitentiaires, notamment à Fleury-Mérogis, où un surveillant a été légèrement blessé au cours d'une charge.

des délégations auprès des autorités et à distribuer des tracts à la population.

Quatre points

Alors que le ministère de la justice avait, le 21 février, appelé les syndicats à « rétablir le dialogue », une plate-forme revendicative a été déposée dans la soirée au siège de l'administration pénitentiaire par FO et l'UAP. Le texte en quatre points réclame toujours, — sous une autre rédaction —, la bonification du 1/5. Ces syndicats demandent un relèvement du point de retraite de 2 à 2,34, sans abaissement de l'âge de la retraite à cinquante ans.

Si cette revendication, — et c'est bien improbable —, devait être satis-

faite, cela permettrait aux surveillants de partir à la retraite au bout de trente ans avec un traitement augmenté de 10 %. De plus, la plate-forme propose la création d'un « échelon terminal » pour tous les personnels de surveillance six mois avant le départ à la retraite, le raccourcissement du 5^e échelon de trois à deux ans (cet échelon est franchi au bout de neuf ans de fonction) et demande une révision des effectifs à la hausse, sous la forme d'un échancier de création d'emplois sur trois ans, avec un rajustement des organigrammes.

Une fois de plus, le CGT est en désaccord avec cette stratégie, accusant FO et l'UAP de « négocier en coulisse sur les propositions du gouvernement au lieu des revendica-

tions du personnel ». Alors que la reprise de négociations sur ces bases restait hypothétique — même si le téléphone marche à nouveau entre certains syndicats et l'administration pénitentiaire et si une réunion devait se tenir à ce sujet, à Matignon dans la matinée du mardi 21 février — les forces de l'ordre sont toujours en place aux abords des établissements pénitentiaires.

Elles sont à nouveau intervenues à Fleury-Mérogis où un surveillant, M. Roger Fontaine, a été légèrement blessé au cours d'une charge de gendarmes mobiles dans la soirée du 20 février. Brevêtement hospitalisé, il a pu quitter l'hôpital d'Evry mardi matin. Les accès des prisons ont néanmoins été dégagés par les forces de l'ordre à Montpellier et à Fresnes. La situation restait très tendue dans le Nord et à Draguignan.

Le mouvement du mois d'octobre s'était dénoué au bout de douze jours. Celui-ci a entamé mardi sa seizième journée, et malgré quelques sporadiques manifestations d'avocats qui ne peuvent toujours pas communiquer avec leurs clients, il s'installe dangereusement dans le paysage.

AGATHE LOGEATY.

Les retards aux parloirs de Fleury-Mérogis

Une grève qui n'ose pas dire son nom

Le mot d'ordre circule à mi-voix devant l'entrée du grand quartier de Fleury-Mérogis. « A 13 heures, en prenant votre service, faites l'appel mais c'est tout. Vous n'ouvrez pas une seule porte de cellule avant 14 heures. Ceux du matin resteront avec vous ». Une heure de blocage à Fleury pour, disent-ils, être « entendus ». Et cela au beau milieu des horaires réservés aux parloirs, qui commencent tous les jours à 13 heures.

Les familles sont déjà là, debout devant la porte de métal noir marquée des mots : « Visite aux détenus ». Elles ignorent encore tout de cette opération « prison morte ». Les surveillants en discutent à deux pas mais aucun ne songe à le prévenir. « Ce n'est pas la peine de le prévenir », l'appel pour les parloirs aura donc lieu à l'heure habituelle. Elles attendront, mais à l'intérieur, une fois la porte franchie.

Une heure d'action. Une heure de bras de fer avec la direction du centre, qui tente, dans chacun des cinq bâtiments, de raisonner les gardiens récalcitrants. Avec une certaine autorité. « Le directeur du bâtiment est venu et nous a menacés

de sanctions si nous refusions d'ouvrir les portes, raconte un gardien. Au « D. I. » une dizaine de surveillants ont été convoqués pour des demandes d'explication. C'est un questionnaire officiel qu'il faut remettre dans les quarante-huit heures en expliquant notre refus. »

La voix est un peu lasse. Le mouvement entre dans sa troisième semaine et, cette fois, il ne s'agit plus de s'opposer aux écrous pendant les heures de repos. Refuser les ordres, dire non à un responsable, s'exposer à des sanctions, voilà qui n'est pas facile. Certains hésitent déjà à reprendre le mouvement demain matin. « Il y a beaucoup d'élèves et de stagiaires, expliquent-ils, et eux ils ne peuvent pas nous suivre, de peur d'être renvoyés. Du coup, nous sommes un peu isolés. Le bâtiment tombe, c'est sûr. Peut-être après la fin du conflit, mais il tombera. Je n'ai aucune envie de rater ma mutation parce qu'ils ont envie de faire un exemple. »

Pendant cette heure de grève qui ne dit pas son nom, les détenus, eux, sont restés étrangement calmes. Malgré les retards de parloirs et les reports de promenade. « Ils sont à

nos côtés », proclament certains surveillants. La réalité est sans doute plus complexe. Peut-être les détenus évitent-ils tout simplement d'envenimer la situation, de peur de voir leurs conditions de détention se durcir. Serenité, les familles tiennent, toutes ou presque, le même langage. « A l'intérieur, disent-elles, ils ont choisi de ne pas riposter. Parce qu'ils savent que cela peut être dangereux. »

Pourtant, en détention, les sujets d'agacement ne manquent guère : depuis le début du mouvement, les fouilles sont plus nombreuses, les gardiens plus stricts, les promenades plus surveillées. « Mais les détenus savent très bien que s'ils se révoltent cela leur retombera dessus, lance une femme venue au parloir. De toute façon les moteurs n'attendent que ça. Après tout, c'est leur seul moyen de pression. Ils seraient ravis que tout explose. »

Curieux écho. Quelques minutes auparavant, les gardiens, eux aussi, se disaient persuadés qu'ils seraient ravis que les prisons explosent. Mais cette fois, « ils » désignent l'administration pénitentiaire.

ANNE CHEMIL

L'amélioration de la sécurité dans les gares et les véhicules

Le gouvernement lance soixante mesures pour faciliter l'accès des transports en commun aux handicapés.

Faciliter massivement l'accès aux transports collectifs pour tous ceux dont l'âge ou la condition physique diminue la mobilité, tel est l'objectif du programme d'actions qui devait être rendu public mardi 21 février par M. Michel Delebarre, ministre des transports, et M. Michel Gilbert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés. Ce plan comporte une soixantaine de mesures pratiques dont certaines entraineront en application des prochains mois. Les sommes qui leur seront consacrées et qui font l'objet d'engagements précis sont évaluées à 150 millions de francs.

Handicapés moteurs, aveugles, mal-entendants, mais aussi personnes âgées, membres de familles jeunes enfants, les personnes dites à mobilité réduite sont environ sept millions en France. Les mesures annoncées par les deux ministres comportent deux volets complémentaires. Un volet économique, puisqu'elles tendent à rendre les bus, les métros, les trains, les avions accessibles à une nouvelle clientèle, et donc à améliorer leur rentabilité. Un volet social, puisqu'elles visent à combattre l'exclusion et à rétablir l'égalité des chances.

Les pourparlers engagés depuis huit mois entre les responsables politiques et les professionnels du transport, se sont déroulés dans un climat qualifié d'excellent. La SNCF, la RATP, les compagnies aériennes, les constructeurs de véhicules ont pris des engagements précis, datés, techniques et financiers.

Il est vrai que ces grandes entreprises ont déjà à leur actif de nombreuses mesures en faveur des personnes à mobilité réduite. Il s'agissait d'en dresser le bilan, de le faire connaître aux intéressés eux-mêmes et, surtout, de repérer les chaînons manquants. Aussi, les mesures adoptées concernent à la fois les gares, les véhicules et les tarifs.

L'AMÉNAGEMENT DES STATIONS

Dès cette année, la RATP s'est engagée à rendre accessibles toutes les stations du réseau RER, et la SNCF à équiper de rampes, de toilettes ad hoc et de matériel embarquant quatre-vingts gares, dont soixante-une à l'été 1989.

Ultérieurement, soixante-quinze autres stations, notamment celles

desservies par le TGV-Atlantique et le TGV-Nord, seront aménagées à leur tour. Avant la fin de 1989, la RATP et la SNCF installeront, sur cent guichets pour l'une et dans cinquante gares pour l'autre, des dispositifs dits « à boucle magnétique » qui permettront à une personne dure d'oreille de prendre elle-même son billet. Ensuite, ces équipements seront généralisés à l'ensemble du territoire à raison de soixante gares par an pendant huit ans.

Pour assurer la sécurité des malvoyants — et des usagers distraits —, les aits de toutes les lignes du RER recevront des revêtements de sols dits « de vigilance ». Ces dalles plastiques en élastomère brisées d'appareils et collées en bordure des quais devraient diminuer de manière substantielle le nombre des chutes accidentelles sur les voies (une par jour en région parisienne pour les seuls malvoyants).

DES SONNERIES ET VOYANTS Sur la ligne A du RER et sur le métro de Lille, des sonneries et des voyants lumineux annoncent aux voyageurs l'approche des stations. La SNCF prévoit d'aménager certaines voitures du TGV-Sud-Est, puis tous les wagons du TGV.

Atlantique, de manière que les infirmes en fauteuil roulant puissent les emprunter. A plus long terme, les voitures des trains Corail et celles du TGV-Nord seront rendues accessibles, notamment par agrandissement des toilettes et aménagement d'emplacements réservés.

De leur côté, neuf constructeurs européens de bus, de cars et de tramways se sont engagés à ce que, dès cette année, tous leurs véhicules puissent être équipés en option d'un dispositif d'accès aux fauteuils roulants. L'Etat en subventionnera les municipalités et départements qui achèteront de tels véhicules.

Dans cinq ans, tous les bus, cars et tramways proposés sur le marché européen seront totalement accessibles aux handicapés. Le surcoût de ces équipements ne représente que 3 % à 5 % du prix total du matériel. Quant au ralentissement occasionné par le chargement des fauteuils roulants, il est largement rattrapé par la montée plus rapide de tous les autres clients à mobilité réduite.

DES SERVICES D'ACCOMPAGNATEURS

Le service gratuit d'accompagnement des enfants sourds et des jeunes aveugles, mis en place depuis deux ans par la RATP (cent cinquante convois quotidiens à

Paris), sera adopté par la SNCF pour l'Île-de-France dès cette année, puis pour toutes les grandes villes de l'Hexagone ultérieurement. Les personnes accompagnant des infirmes vont bénéficier de demi-tarifs dans le métro et dans le chemin de fer, et même, dans certains cas, en périodes bleues et blanches, de la gratuité totale sur les lignes d'Air-Inter.

Les crédits affectés par la SNCF et la RATP à cette politique sont d'environ 35 millions de francs pour 1989. Les chemins de fer ont prévu de prolonger cet effort jusqu'en 1993, à hauteur de 28 millions de francs par an ; puis, ultérieurement, de 25 millions par an.

Il appartient maintenant au ministère des transports de veiller à l'application détaillée de ces mesures : une soixantaine de dossiers sont donc « ouverts ». Plusieurs études sont, d'autre part, mises en route. La première porte sur les services de mini-bus pour handicapés qui fonctionnent déjà dans soixante-dix villes de France. Il s'agit de faire le bilan de leur efficacité et de leur coût avant de les généraliser.

Est également lancée une étude sur l'amélioration du transport des handicapés en région parisienne, qui pose des problèmes aigus en raison de la concentration des centres de soins et de rééducation. Enfin, à Lille, la rentrée d'octobre, se tiendra à Lille un colloque international sur le thème « Transport sans exclusion ».

MARC AMBROISE-RENDU.

— Le Monde publie demain (édition du 23 février) dans son supplément Campus, une enquête sur les mesures prises en faveur des étudiants handicapés dans les universités.

L'instruction de l'affaire Pechiney

Les inculpés devront verser des cautions de plusieurs millions de francs

M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de grande instance chargé de l'instruction au parquet du rapport de la COB concernant le groupe Pechiney, a fixé, lundi 20 février, le montant des cautions qui devront être versées par les cinq personnes inculpées de délit d'initiales, au de recel de ce délit le 16 février (Le Monde du 18 février).

Le montant de ces cautions correspond au double de la plus-value réalisée par chacun des inculpés, ce qu'elle est estimée dans le rapport de la COB. Ainsi, M. Roger Patrice Pelat devra s'acquitter d'une somme de 4 477 976 F, correspondant à deux fois la plus-value réalisée entre l'achat et la vente de 10 000 actions Triangle, dont 7 000 imprimées à son compte, 1 000 à celui de son épouse et 1 000 à celui de chacun de ses deux fils. Selon le même calcul, M^{me} Isabelle Pécro devra verser 262 993,32 F pour 650 actions M. Pierre-Alain Marsan, 2 402 156,32 F pour 5 000 titres et M. Ricardo Zavala 1 901 876,58 F également pour 5 000 titres, mais négociés à des dates différentes.

Une « garantie » prévue par la loi

Si le décompte semble différent pour M. Robert Reiplinger, il correspond, en réalité, à la même démarche arithmétique. 32 200 actions Triangle ont été acquises par la Compagnie parisienne de placement, puis le compte de la Société Breteuil Investissement, qui a réalisé un gain évalué par la COB à 8 835 913,32 F. Or M. Reiplinger détient 50 % du capital de ces deux sociétés, l'autre moitié étant détenue par M. Max Théret. En toute logique, le magistrat a donc fixé la caution de M. Reiplinger en fonction de cette répartition à 8 835 913,32 F et il lui apprendra d'imputer la même somme à M. Max Théret lorsqu'il jugera utile de procéder à son inculpation.

Prévu pour les articles 142 et suivants du code de procédure pénale, le cautionnement est destiné à garantir une représentation de l'inculpé, la réparation des dommages, le paiement des frais ou celui des amendes. En l'occurrence, l'amende sanctionnant un délit d'initiales peut atteindre le quadruple du profit réalisé par les personnes reconnues coupables du délit, « sans que l'amende puisse être inférieure à ce même profit ». L'article 460 du code pénal concernant le recel prévoit une amende pouvant atteindre la moitié de la valeur des objets recelés. Mais l'application de ce texte apparaît malaisée.

Payée au régisseur de recettes, installée auprès du greffe du tribunal, la caution est ensuite versée « dans les deux jours » par le régisseur à la Caisse des dépôts et consignations. En cas de non-lieu ou de relaxe, la caution est restituée.

Audition de M. Antoine Riboud

Au cours de la même journée du lundi 20 février, M^{me} Edith Boizette, poursuivant l'instruction, a entendu durant près de deux heures M. Antoine Riboud, PDG de BSN et membre du conseil d'administration de la société Pechiney. Cette audition à titre de témoin résultait des éléments en possession du juge d'instruction. Le nom de M. Riboud avait aussi été cité par M. Jean Gandois, président de Pechiney, dans un entretien publié par le Figaro du 30 janvier. M. Gandois indiquait qu'il avait téléphoné à M. Riboud le 14 novembre 1988, pour lui demander conseil et avoir son avis sur « l'intérêt stratégique » de l'achat d'American Can et le prix envisageable.

En quittant le cabinet de M^{me} Boizette, M. Riboud a indiqué qu'il avait été amené à expliquer au magistrat dans quelles circonstances il fut « tenu au courant du projet d'achat de la firme American Can ».

DÉFENSE

A Metz

L'armée de l'air française a reçu son premier Transall de guerre électronique

L'armée de l'air française vient de recevoir son premier avion Gabrille destiné à la guerre électronique. La livraison d'un second exemplaire est prévue ultérieurement. Les deux appareils devraient être basés à Metz.

A ce jour, pour ce type de mission, l'armée de l'air dispose de quatre anciens Nord-2501 spécialement aménagés. Ces bimoteurs sont capables de mener des opérations de communication intelligence (COMINT), c'est-à-dire qu'ils capent les transmissions adverses. Ils sont souvent utilisés dans les collisions aériennes qui conduisent à Berlin-Ouest, mais leur champ géographique d'investigation est plus large.

Depuis 1978, l'armée de l'air a mis en service un quadricoptère Douglas DC-8 boursé d'électronique pour capter, de façon la plus discrète possible, les émissions électroniques adverses de toute nature. L'avantage du DC-8 est double : il possède un équipement de guerre électronique plus moderne que les Nord-2501 et il peut accomplir des étapes sur des distances intercontinentales.

EN BREF

● Collision en plein ciel au-dessus de Tarbes : quatre morts. — Deux avions sont entrés en collision lundi 20 février au-dessus de Castéra-Lou, un petit village situé près de Tarbes. L'un des appareils appartenait au service de formation aéronautique et du contrôle technique de Biscarosse (Landes) et venait de décoller. A une altitude de 800 mètres, il est entré en collision avec un autre appareil de la société Dirc Aviation, qui, trois fois par semaine, effectue la liaison Nice-Tarbes. L'accident a fait quatre morts.

● Mise au point : M. Giresse et l'assemblée. — Le procès intenté à l'origine par Guy Floch, magistrat à la cour d'appel de Paris — et poursuivi après son décès par ses ayants-droit, — à M. André Giresse, ancien président de la cour d'appelles de Paris, autour du livre *Seule la vérité blesse*, s'est terminé par une décision du tribunal de Versailles accordant aux demandeurs 80 000 F de dommages et intérêts (Le Monde daté 19-20 février). Ce jugement ne porte que sur les intérêts civils. En effet, si le tribunal sanctionne bien ainsi une diffamation, il ne peut s'agir d'une condamnation pénale en raison des effets de la loi d'amnistie du 20 juillet 1988. C'est pourquoi le titre donné à notre information,

« M. André Giresse condamné pour diffamation envers M. Guy Floch », pouvait prêter à une confusion juridique.

● Vol au Musée des antiquités nationales. — Deux statuettes gallo-romaines ont été dérobées, vendredi 17 février, au Musée des antiquités nationales, situé dans l'enceinte du château de Saint-Germain-en-Laye. Les deux statuettes, d'une hauteur de 9 centimètres environ, sont deux pièces exceptionnelles d'importation romaine dont le vol fait l'objet d'une diffusion nationale par le SRP de Versailles chargé de l'enquête. Selon les premiers éléments recueillis, les voleurs ont, semble-t-il, opéré durant les heures d'ouverture du musée en descendant les joints d'une vitrine.

● PRECISION : le grade d'Alain Mafart. — Dans l'information publiée dans Le Monde du 17 février concernant l'accord intervenu sur le processus d'arbitrage consensuel à l'effacement Greenpeace, qui oppose la France à la Nouvelle-Zélande, nous avons parlé du « commandant Mafart ». Si ce grade était bien celui de cet officier, agent de la DGSE, au moment du sabotage du Rainbow Warrior, le 10 juillet 1985, M. Mafart a été depuis promu lieutenant-colonel, comme nous l'avons d'ailleurs fait savoir à nos lecteurs dès le 4 août 1988.

سكزا من الأصل

Société

EDUCATION

La crise de recrutement des enseignants

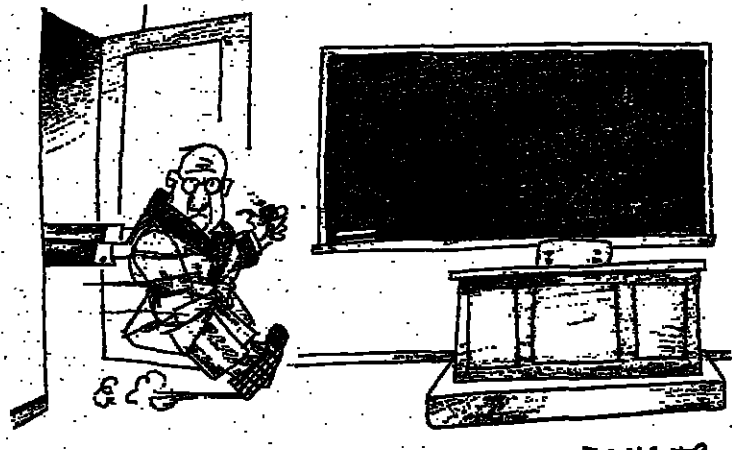
Le ministère devra faire appel à des vacataires et des contractuels pour assurer la prochaine rentrée

Prime pour les retraités qui « remplissent », recrutement de contractuels venant du secteur privé, embauche de vacataires directement par les proviseurs... Le ministère de l'éducation nationale s'apprête à élargir sa palette, pour pallier les difficultés rencontrées pour recruter des enseignants par la voie normale des concours.

Premiers projets de décrets dans ce sens sont en instance de publication. Mais, selon les syndicats, ces textes apparaissent cependant indispensables pour amorcer les choses de la rentrée 1989, qui verra à nouveau un fort afflux d'élèves dans les lycées.

Même si le ministère a pu se targuer d'avoir assuré une nette augmentation du nombre des candidats aux prochains concours de recrutement, en offrant davantage de postes et en lançant une campagne publicitaire, la situation reste critique dans le second degré, particulièrement dans les disciplines scientifiques et technologiques et dans les régions de l'Est et du Nord.

Ces efforts pour recruter n'auront de résultats que dans un an, dans le



LES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT POURRONT EMBAUCHER

Des « agents vacataires temporaires » véritables infirmes pour les collèges et les lycées, pourront être embauchés directement par les chefs d'établissement pour un maximum de deux cents heures de cours par an. Ils devront en principe justifier « d'un titre ou diplôme sanctionnant au moins trois années d'études après le baccalauréat ».

Mais, faute de candidats à ce niveau, la barre pourra être abaissée à un diplôme de niveau Bac + 2. « Pour les disciplines pratiques professionnelles », il faudra justifier d'une « expérience professionnelle antérieure ».

Les vacataires, catégorie jusqu'à présent inconnue dans l'enseignement secondaire général, devront permettre, selon le ministère, de répondre aux besoins « qui se manifestent de façon irrégulière et imprévisible au cours de l'année scolaire », c'est-à-dire principalement les remplacements.

Ainsi serait favorisée « la souplesse, indispensable à une bonne gestion des établissements » et apportée « une réponse immédiate, adaptée et de qualité, à des difficultés locales ».

DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES TEMPS PARTIELS

Les professeurs actuellement employés à temps partiel — ils sont trente-huit mille sur trois cent vingt mille dans le second degré — pourront être « appelés » à faire des heures supplémentaires, rémunérées comme telles « en regard aux nécessités de fonctionnement des établissements ».

Les principales organisations syndicales ne cachent pas leurs hostilités à ces projets. Le SNES (FEN) y voit « l'avenue des régressions » et commente : « Face à la dévalorisation du métier, c'est l'installation de la crise de recrutement, avec la recours à des palliatifs qui rendent dérisoires les discours sur la « priorité » à la formation. » Quant au SGEN-CFDT, il marque son opposition et voit dans ces mesures « une excuse pour ne pas revaloriser ».

PHILIPPE BERNARD.

APPEL À DES SPÉCIALISTES EXTÉRIEURS

Les recteurs vont pouvoir recruter des « professeurs contractuels » pour une durée de trois ans, renouvelable. Il s'agit de « personnel particulièrement qualifié, venant du secteur public ou privé », embauché à des postes de titulaires n'ont pu être pourvus. La procédure n'est pas nouvelle, mais elle restait exceptionnelle et limitée à des spécialités très pointues, dépourvues de recrutement par le CAFES ou l'agrégation. Elle sera désormais étendue à toutes les disciplines « scientifiques, technologiques et professionnelles » où manquent des vocations.

Pour se faire attirer, l'Éducation nationale a dû monter ses tarifs, au risque de mécontenter les professeurs en poste. A qualification égale, les « contractuels » seront donc mieux payés qu'un titulaire et beaucoup mieux que les autres maîtres auxiliaires : de 400 à 2 800 F de plus, par mois, qu'un titulaire, jusqu'à 7 000 F de plus qu'un auxiliaire, pour un contratuel titulaire d'une licence. Celui-ci sera rémunéré de 7 200 à 15 900 F environ et jusqu'à près de 20 000 F, s'il est reconnu équivalent à un agrégé.

La mort de Maurice Lacroix

La vaillance du « Croux »

Maurice Lacroix, qui fut très longtemps professeur de grec à la « khégné » d'Henri IV, est mort à l'âge de quatre-vingt-seize ans (Le Monde des 19-20 février).

Ce normalien entré rue d'Ulm en 1912 avait connu les drames, les aventures et les tentations de sa génération, celle du feu, qui fit deux guerres affreuses où elle fut massacrée. Maurice Lacroix, tout en s'occupant de son métier d'enseignant et de sa culture personnelle, aura prouvé qu'il était capable de résister aux tentations du destin.

Ce chrétien fervent, qui joua un grand rôle à la paroisse universitaire, avait puisé dans l'amitié et l'exemple de Marc Sangnier la force de ses choix : un engagement laïc sans concessions, une fierté républicaine à toute épreuve, l'esprit d'un socialisme à visage vraiment humain, une fidélité à soi-même et à son métier.

C'est ainsi qu'il ferraille avec « Marc » dès 1924 dans les préaux d'écoles de la troisième circonscription de la Seine, qu'il anime la Fédération parisienne de la Jeune République, aux heures troubles de la crise et des liges. Au comité de vigilance des intellectuels antifascistes dans les instances dirigeantes du rassemblement populaire, Lacroix répond présent.

Après 1940, avec un mépris total du danger, les poches gonflées de tracts qu'il semait à tous vents, il dit son refus tranquille de Vichy et du régime avec la chair Jeanne République puis, aux côtés de Jacques Desrois, à Résistance. Cette vaillance lui valut de s'engager après la Libération à l'Assemblée constituante, tout en refusant de répondre aux sirènes d'un MRP qui fait alors de Sangnier son président d'honneur.

On retrouve la même détermination dans la suite de ses engagements politiques, au temps du mon-

25 000 morts et 100 milliards de francs de dégâts

Le bilan du séisme en Arménie

Selon des chiffres officiels publiés le 20 février et repris par l'agence Tass, le séisme qui a frappé l'Arménie soviétique, le 7 décembre 1988, y faisant quelques 25 000 morts, a causé des dégâts évalués à 10 milliards de roubles (soit 100 milliards de francs).

Un rapport de la commission arménienne des statistiques précise que le séisme a affecté 40 % du territoire de la République. Plus de 20 villes et 340 villages ont été tou-

chés et 58 d'entre eux ont été complètement détruits, tandis que 11 % des logements de la République ont été rendus inutilisables. Quelque 130 usines ont dû arrêter leur production et 299 exploitations agricoles ont été endommagées.

15 000 personnes ont pu être retirées vivantes des décombres dont on a également extrait 25 000 cadavres. Le nombre des blessés s'élève à 19 000. — (Reuters).

Le Carnet du Monde

Naissances

— M^{me} MINICONI Claire est heureuse d'annoncer la naissance de son arrière-petit-fils.

Amélie,

le 15 février 1989,

chez Sabine et Alain GIRODET.

— Jacques et Florence BARROT, Jean-Noël et Hélène,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Marie,

le 17 février 1989.

Fiançailles

— M. et M^{me} André ROT sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille

Pascale

avec M. Henry de NEAUME.

Lyon, le 11 février 1989.

Décès

— M. et M^{me} Jean-Louis Boucher et leurs enfants ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Pierre BOUCHER,

survenu à Paris le 18 février 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 février, à 10 h 30, en la basilique Sainte-Clotilde, 23 bis, rue Las Cases, Paris-7^e, sa paroisse, où l'on se réunira.

9, rue de Saint-Senoch, 75017 Paris.

— Aix-en-Provence.

Nîmes - Nîmes-les-Bains.

M. et M^{me} Yves Schwartz et leurs enfants,

Laure, Pierre, Claire,

M. et M^{me} Jean-Marie Douchery et leurs enfants,

François, Philippe, Marie, Benoît,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paule DECHERY,

à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 22 février, à 14 h 15, en l'église Saint-Jean-de-Malte, à Aix-en-Provence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Gilbert Mathien, ses enfants et son petit-fils, M. et M^{me} André Doz, leurs enfants et leur petite-fille, ont la tristesse de faire part de la mort de

Hélène DOZ,

leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue le 15 février 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Launay, 50300 St-Ovin, 12, square Desaix, 75013 Paris.

— M^{me} Armin Geller (née Montchaup), ses enfants, Paul-Henri, Simone, Françoise, et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Armin GELLER,

survenu brutalement le 16 février 1989.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale au Puy-en-Velay.

108, rue du Docteur-Locard, 69005 Lyon.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi un texte des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03

— Université Paris-I, le mardi 7 mars à 14 heures, salle 107, 9, rue Malher, Paris-6^e, M. René Raimbault. Donnez : « Le surréalisme et le Brésil ».

— Université Paris-IV, le mercredi 8 mars à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M. Narwan Ghazal : « Le théâtre réaliste moderne en Syrie après l'indépendance ».

— Université Paris-IV-Paris-Sorbonne, le vendredi 10 mars à 9 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Jean Balsano : « L'Italie française. Italienisme et anti-italianisme en France à la fin du XVI^e siècle ».

SPORTS

● **HANDBALL** : Championnat du monde. — L'équipe de France a préservé ses chances pour la qualification en groupe A, en triomphant de l'équipe cubaine (21 à 14) lundi 20 février, à Marseille, lors des poules éliminatoires de Championnat du monde B de handball.

● **TENNIS** : Tournoi de Lyon. — La première journée du tournoi de tennis de Lyon, disputé de 20 à 21 février, a été assez favorable aux joueurs français. Guy Forget s'est qualifié aux dépens de l'Américain Paul Chandler (7-5, 6-3). Yannick Noah a battu l'Allemand de l'Ouest Christian Schemmer (5-7, 6-3, 6-4).

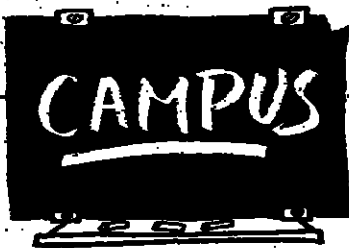
Il s'agit, précise ce dernier, d'indiquer les enseignants compétents et expérimentés, exerçant dans des spécialités déficitaires, à com-

meilleur des cas, et seront limités. De même, les mesures énoncées par M. Jospin pour révaloriser la profession enseignante n'auront d'effet qu'à moyen ou long terme. C'est pourquoi le ministère s'apprête à investir dans l'immédiat. Premier objectif : assurer la rentrée 1989. Quatre séries de mesures font l'objet de projets très avancés.

INDEMNITÉS POUR MAINTENIR LES RETRAITÉS

Les professeurs atteignant l'âge de la retraite percevront une indemnité de 50 000 francs s'ils acceptent de prolonger d'un an leur activité. Sont concernées les disciplines d'enseignement général, à l'exception de la philosophie, des sciences naturelles, de l'allemand et des arts plastiques. La prime s'appliquera ainsi dans d'autres disciplines déficitaires comme le secrétariat, la comptabilité, la vente, l'électronique, l'électro-technique, la production, ainsi que les couples lettres-histoire, lettres-anglais et mathématiques enseignées dans les lycées professionnels. L'énumération de ces disciplines en péril indique l'étendue des besoins reconnus par le ministère.

Il s'agit, précise ce dernier, d'indiquer les enseignants compétents et expérimentés, exerçant dans des spécialités déficitaires, à com-



L'informatique industrielle de Bayonne à Cranfield

L'Institut du logiciel et des systèmes (ILDS), créé en décembre 1985 par la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, préparera à partir de la rentrée prochaine le Master of Science Computer Aided Engineering (CAE) de l'université britannique de Cranfield. La formation théorique de sept mois sera assurée à Bayonne par des enseignants de Cranfield et des intervenants (universitaires et industriels), cette formation de troisième cycle sera complétée par un stage de quatre mois dans une entreprise française ou un centre de recherches européen ou américain.

L'accord signé avec l'université de Cranfield est une nouvelle illustration du dynamisme de ce jeune institut spécialisé dans le secteur de l'informatique industrielle, installé dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne. Cette année, outre le cycle menant à un diplôme d'ingénieur des systèmes, délivré par l'université Bordeaux-II, vingt-cinq étudiants préparent en onze mois un DESS en systèmes de production industrielle automatisée, délivré sous le double sceau des universités Bordeaux-I et de Pau. Le succès de l'ILDS tient à l'originalité de la formation, qui associe la mécanique, l'électronique et l'informatique, à la qualité des matériels qu'il a acquis, à l'implication du milieu industriel et à la coopération avec les universités.

La chambre de commerce et d'industrie de Bayonne s'apprête à lancer à la rentrée de 1989 un nouvel institut de caractère francobritannique consacré à la communication d'entreprise.

J.-M. D.

ILDS, chambre de commerce et d'industrie, 50-51, allée Marinas, BP 115, 64102 Bayonne Cedex. Tél. : 59-25-75-78.

L'Europe et la culture

Le Bureau international de l'Union et de documentation organise les 24 et 25 février au palais de Luxembourg (salle Clemenceau, 15, rue de Vaugirard, 75006 Paris) un colloque sur « les conséquences culturelles du grand marché ». Sujets traités : « Problèmes et possibilités d'une politique européenne des médias », « Comment enseigner l'histoire de l'Europe ? » et « Une Europe, plusieurs langues ».

(BILD : 50, rue Laborde, 75008 Paris. Participation : 100 F. Érudition : 50 F).

Français des affaires

Ouvert à tous les élèves et étudiants en économie et ges-

tion, le concours pour la Coupe 1989 du français des affaires, de la terminologie et de l'orthographe aura lieu le vendredi 10 mars, de 14 heures à 15 heures. Sept académies et deux pays étrangers (Côte-d'Ivoire, Sénégal) y participent cette année. Deux mille lauréats seront primés grâce à des dons de la Caisse centrale de coopération économique.

L'Association pour promouvoir la formation des titulaires (APFT), 279, rue de Sandillon, 45580 Saint-Cyr-en-Val. Tél. : (38) 78-24-05.

Ingénieur du son

Le CIO Inter-Jeunes organise, le jeudi 2 mars, à 9 h 30, une rencontre sur le métier d'ingénieur du son. (CIO Inter-Jeunes, 91, quai Branly, 75015 Paris.)

كردنا من الأصل

Culture

ARTS

Les icônes de la Révolution

Isidore et « la Marseillaise »

Bicentenaire oblige, voici que l'on exhume, au Musée d'Orsay, les chronos photographiques du dix-neuvième siècle.

Il y a cent personnes dans la pièce, qui est petite et sombre. Ils ont tous l'air inquiet. Ils regardent au plafond, comme s'ils craignaient une fuite d'eau ou la chute du lustre. Il y a du désordre partout, des livres, des papiers, un tapis retourné et une fille qui se mouche. L'un d'eux, le mouchoir à la main, lui aussi, semble pousser un cri de colère. Toujours à cause de la fuite d'eau? Nullement. A en croire le titre, le tableau ne représente pas un incident domestique mais *Rouget de l'Isle chantant pour la première fois « la Marseillaise »* chez Dietrich (sic), maître de Strasbourg, œuvre peinte en 1849 par le peu fameux Pils, Isidore de son prénom.

Isidore Pils se serait inspiré d'un passage de l'*Histoire des grands de la République*, paru deux ans plus tôt, qui révèle que le maire s'appelait en fait Dietrich et que Rouget tira son inspiration d'une bouteille de vin du Rhin bu après un repas frugal de pain et de jambon fumé. Ni la bouteille, ni le jambon, ni les laïques, tous d'après Lamartine, de Dietrich béchait quand Rouget vit le premier d'écouter sa chanson, ne figurent sur la toile. C'est dommage : Pils, qui n'avait

aucun don pour le lyrisme et pas le plus petit espoir d'égaler François Rude, aurait pu se sauver par le pittoresque.

A défaut de talent, il avait le sens des circonstances et de la flatterie, puisqu'il confectionna sa peinture à l'intention des révolutionnaires de 48. Ceux-ci la désignèrent aussitôt qu'ils négligèrent Lamartine, et le chef d'œuvre de Pils se serait évanoui dans l'oubli misérabiliste et le patriotisme de la III^e République n'avait inventé d'en faire une des images de propagande. On l'a copiée avec zèle et méthode afin d'expédier les copies — et quelques copies! — dans les mairies des plus reculées communes de France. On l'a lithographiée cent fois et mille fois reproduite dans les dictionnaires et les manuels scolaires.

Bicentenaire oblige, une exposition qui relève bien plus de la sociologie que de l'histoire de l'art raconte le succès posthume du cher Isidore. Elle énumère vaillamment lithos, calendriers et livres de cours complémentaires, tous objets dénués d'intérêt esthétique. On en sort un peu las, mais parfaitement convaincu que Pils a, quelque part, hasard, bel et bien inventé une « icône républicaine ». Et plus convaincu encore que sa *Marseillaise* est un piètre tableau.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée d'Orsay, jusqu'au 7 mai.

Joseph Bara, saint et martyr

Une exposition organisée dans le cadre du Bicentenaire de 1789, au musée lapidaire d'Avignon, autour du tableau de David la Mort de Bara, permet de mesurer la naissance et l'évolution d'un culte laïque, celui de Bara, petit tambour de la République, saint et martyr de la Révolution.



Autour de cette œuvre, Marie-Pierre Follon-Aubert a organisé une exposition dont la lecture est double. Grâce aux nombreux documents rassemblés ici, au milieu des « anti-ques » du musée lapidaire, le visiteur peut privilégier la lecture politique de l'ensemble. Il peut également le considérer sous un angle purement esthétique et ne s'intéresser, par exemple, qu'aux avatars du masculin en début du dix-neuvième siècle, dans le sillage de David.

C'est pour remplacer les saints du calendrier chrétien et répandre ses valeurs que la République naissante en 1793 a diffusé l'image de ses martyrs. Impossible de célébrer les héros fondateurs : La Fayette, Mirabeau ou Danton sont passés à la trappe. On exalte donc Le Peletier de Saint-Fargeau, conventionnel assassiné par un royaliste ; Deshayes, obscur militaire mort en s'opposant entre des gardes suisses révoltées et leurs officiers ; ou le jacobin Chabier guillotiné par les fédéralistes lyonnais.

Certes, il y a Marat, dont on peut voir en Avignon le « triomphe », peint par Bailly, à défaut de l'étonnante *pieta* jacobine, exécutée par David, et qui n'a pu quitter le Musée de Bruxelles.

C'est justement pour lutter contre le culte de cet encombrant rival que Robespierre privilégie le mythe des « enfants exemplaires ». Mona Ozouf a insisté à juste titre sur l'importance accordée par l'époque à la symbolique des âges. Grands lecteurs de Rousseau, les acteurs de la Révolution rêvent d'un homme nouveau. L'enfant est porteur de tous les espoirs.

Le choix de Robespierre s'arrête donc sur deux adolescents : Joseph Bara, treize ans, et Agriool Viala, quinze ans, morts dans des circonstances obscures, l'un en Vendée, l'autre dans le Midi, victimes tous les deux de la contre-révolution.

« Il n'est pas possible de choisir, s'écrit l'Incorruptible, un plus bel exemple, un plus parfait modèle, pour exciter dans les jeunes cœurs l'amour de la gloire de la patrie et de la vertu. » Le culte s'organise très vite à travers une iconographie abondante et des chansons qui vont être colportées rapidement aux quatre coins du pays.

Une telle retranscription des derniers moments de Bara est commandée à David, qui s'exécute en moins de trois mois. C'est le peintre qui organise le transfert des cendres des deux jeunes patriotes au Panthéon. Les détails de la cérémonie sont rédigés. Elle doit se dérouler le 11 thermidor 1794, en présence de Robespierre. Mais le 9 ce dernier monte à l'échafaud.

Un éphère antique

Il faudra attendre les débuts de la II^e République pour que le souvenir des deux adolescents rassurasse. Le nouveau régime a besoin d'exalter des destins exemplaires, des figures sans tache. Là encore une abondante iconographie fera le tour de la France. Des bustes sont déposés dans toutes les écoles de la République. De grands morceaux d'épave en couleur sont envoyés aux salons. Bara y est représenté tantôt en hussard, tantôt en tambour. C'est cette image que le Britannique, Ian Hamilton Finlay, dont la réflexion se nourrit largement de la Révolution française, a conceptualisée. L'exposition se termine sur une de ses métaphores : des baguettes de bronze sont simplement posées sur le tambour d'une colonne cannelée, fondement de la Révolution.

Mais l'autre parcours — esthétique — est tout aussi intéressant. A

commencer par l'œuvre de David moins inachevée qu'on veut bien le dire. Mais pour une fois l'artiste n'a pas cédé à son goût du contour pur.

Le fond doré du tableau est traité en larges touches mouchetées. Le plan qui ferme l'espace derrière le cadavre est doté d'un rayonnement particulier. L'enfant agonise ainsi dans une sorte de vide lumineux.

« Tendance héroïque et virile »

« Selon sa tendance héroïque et virile », souligne Jean Starobinski (1), l'époque multiplie les cadavres athlétiques, dont la beauté souveraine confère à la mort un attrait équivoque ». Il note également que « l'enfant nu qui serre la cocarde tricolore contre son cœur est un éphère antique, presque un Endymion ou un Antinoüs ».

Un rapprochement que fait également l'organisatrice de l'exposition, qui place non seulement à proximité de Bara, le voluptueux Endymion de Girodet, mais aussi une réplique de l'Hermaphrodite Borghèse, endormi dans la même pose lascive. Et, pour confirmer sa thèse, elle aligne à la suite de l'œuvre de David celles des peintres Landon, Dédale et Isaac Broc, la Mort d'Hyacinthe ou du sculpteur Bosio, *Hyacinthe blessé*, qui traitent directement du thème de l'homosexualité, latent dans le tableau de David. Plus tard, le pudibond Falguière figure dans le marbre son tendresse Tarcisus, chaste, enveloppé d'une chasuble. Les néo-classiques n'avaient pas de ces pudeurs.

EMMANUEL DE ROUX.

* Musée lapidaire d'Avignon, jusqu'au 15 mars. Tous les jours sauf mardi. Catalogue édité par la fondation Calvet, 170 p., 150 F.

(1) Les Emblèmes de la raison, Flammarion éd.

Une exposition de Charles Filiger

Le mystique de Pont-Aven

Filiger fut l'un des premiers disciples de Gauguin, et l'un des plus étranges. On le redécouvre enfin.

Le vrai maudit, le peintre-éclaté, l'insolent, l'incorruptible, c'est lui, Charles Filiger, personnage extravagant dont la vie est une suite de désastres. Né en 1863, cet Alsacien se trouve à Pont-Aven en 1888, avec Gauguin et tous les siens. L'année suivante, il vit au Pouldu, avec Gauguin et Sérusier. O'Connor l'aide alors en ami et ses expositions au Salon de la Rose + Croix font quelque bruit. Puis il sombre : la pauvreté, l'insouciance et un goût excessif pour le mysticisme et l'éther le précipitent dans un enfer de misère et de vagabondage. Il se réfugie en Bretagne, où ses maîtres délaissent. On le voit avec des adolescents et de jeunes marins. Il boit. Il va d'hôpital en bouge et finit par mourir à Brest, ayant été découvert les poignets ouverts, soit crime soit suicide.

Or ce demi-mendiant auquel l'histoire de l'art n'a point encore rendu justice fut, du groupe de Pont-Aven, l'un des plus talentueux et des plus intelligents. Alors que tant d'autres, Bernard, Maïtra ou Anquetin, ont fini peintres bien sages, Filiger a refusé renoncement et compromis. Cloisonniste, archaïsant, peintre du cerne et de l'aplus dits 1888, il est demeuré avec intrépidité. Il a appliqué la règle de Pont-Aven avec la plus extrême rigueur, mais non sans élégance.

Les œuvres que l'on découvre, figures et paysages pour l'essentiel, associent le plus grande simplicité du dessin — un dessin par ovales et courbes qui annonce aussi bien Munch que Matisse — et à la finesse des accords chromatiques. A l'intérieur des contours larges qui lui servent à construire l'image, Filiger coule des tâches d'aquarelle et de gouache délicatement bleues, roses ou violettes comme un vitrail scellé par une structure de plomb. Les plus réussies supporteraient d'être comparées aux esquisses de son maître Gauguin.

Ses œuvres religieuses, qu'elles empruntent à l'iconographie des calvaires bretons ou au symbolisme confus des Rosicruciens, ne sacrifient pas le charme au sujet. Quelques-unes, figures de zodiaque disposées au centre d'une corolle divisée en triangles ou trapèzes, poussent le désir du décoratif et la logique de la valeur symbolique de la couleur jusqu'au seuil de l'abstraction. Il suffirait que quelques signes disparaissent et il ne resterait qu'un dispositif ordonné par la géométrie et les rapports de tons. Du symbolisme à l'abstraction, l'itinéraire accompli jusqu'au bout par Kandinsky et Kupka a été suivi avant eux par l'étonnant Filiger.

Ph. D.

* Galerie Le Bateau-Lavoir, 12, rue de Seine, jusqu'au 15 juin.

Fred Deux, à la galerie Jeanne-Bucher

Le voyant des signes

Le dessin de Fred Deux, qu'apporte-t-il encore de neuf en son perpétuel devenir? En son *Processus*, comme s'intitulent certaines séries où s'impose une continuité? Plus forcément une suite, bien que dans cette exposition où Fred Deux se présente comme « le voyant des signes », on soit enclin à noter un pas de plus vers la perfection formelle.

On était déjà familiarisé avec ses formats insolites, démesurés, vertigineux, avec la patiente minutie appliquée à tisser le quadrillage, les règles qui emprisonnent les formes, avec les apparitions d'inquiétants personnages, envahissant désormais le devant de la scène, plus affirmés que par le passé, glandes et nerfs à vif.

Même l'alliage de la mine de plomb et de l'aquarelle avait été, naguère, offert à la vue du public. Seulement, ces personnages multipliés, cette incursion de la couleur, qui fait mieux que relancer d'une touche discrète l'infinie gamme des

gris, contribue à épaissir l'enveloppement d'un espace devenu, au sens littéral, notre environnement, le domaine des signes. Même si on se borrait à ceux du Zodiaque, il serait vain de les décoder et de les *palpenter* et d'en chercher une représentation conforme à l'imagerie traditionnelle. Le ciel de Fred Deux n'est pas de ce bas monde.

Il n'a guère désarmé ses démons ni vraiment adouci l'insupportable tension qui régit dans un univers où se livre « le combat entre le oui et le non » (un dessin le proclame), entre la veille et le rêve. La violence sourde et sublimée de l'énergie vitale n'a pas déserté ces soubresauts vivants ni l'escalifacade du *Mercredi de sable*, dont le mot s'écrit comme un interminable pal gari de ses trophées ; il se nous aussi, ce crayon aquarellé, *Palais de la mémoire*. Un palais haï.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Galerie Jeanne-Bucher, 53, rue de Seine, jusqu'au 4 mars.

VENTES

Le nouveau chef de gare des Brotteaux

Sans attendre leur nouveau statut d'Europe de 1993, quelques commissaires-priseurs français se préparent à l'échéance du marché unique en se dotant de nouvelles salles de vente. Certains de ces nouveaux temples du marché de l'art, équipés d'une infrastructure sophistiquée, sont même classés monuments historiques. Véritables vitrines publicitaires pour le commissaire-priseur, elles confèrent à leur locataire ou à leur propriétaire une légitimité culturelle.

Après Drouot-Montaigne à Paris, le palais de Rohan et le pavillon Joséphine à Strasbourg, le grenier à sel en Avignon, voici la toute dernière venue : l'ancienne gare des Brotteaux, à Lyon, dont la salle des pas perdus a été achetée par M^{re} Jean-Claude Anaf.

La gare des Brotteaux, avec ses fresques murales, ses stucs début de siècle et sa marquise en verre et en métal a desservi pendant près de soixante-quinze ans la Côte d'Azur, l'Italie et la Suisse. Elle a fermé ses portes en 1983, au moment de l'inauguration de la gare de la Part-Dieu. L'édifice fait alors l'objet de nombreux projets de reconversion, dont un en boîte de nuit. Sans succès. En 1987, M^{re} Anaf achète la salle des pas perdus pour la reconvertir en salle des ventes. Les travaux de restauration et le réaménagement de l'espace se font sous la surveillance de l'architecte des Monuments historiques. On y installe un studio photo, un système vidéo ultramoderne et des moyens de transmission internationale. Elle peut y accueillir huit cents personnes. Coût total de l'opération : 10 millions — dont 250 000 francs pour la restauration — entièrement financé par M^{re} Anaf.

Le marché lyonnais des ventes est aujourd'hui le deuxième après celui de Paris. Il connaît un regain d'intérêt très net depuis cinq ou six ans. Même si, comme le fait remarquer M^{re} Houss, président de la Chambre régionale de Lyon sud-est, le mythe du secret est encore bien vivace dans

la ville : « La bourgeoisie locale n'aime pas que l'on sache qu'elle vend aux enchères. Très souvent, elle fait vendre à Paris. »

Les ambitions européennes de M^{re} Anaf ne vont pas sans créer des remous au sein de la profession, qui compte sept études à Lyon. Car le nouveau « chef de gare » des Brotteaux, qui réalise à lui seul près de 60 % du chiffre d'affaires des ventes publiques de la ville, ne compte pas en rester là. Il s'intéresse de plus en plus aux vendeurs italiens et suisses, sans oublier ceux de la Côte d'Azur, le marché nigéol apparaissant aujourd'hui comme l'un des plus prometteurs.

En concurrence directe avec les études du Sud-Est, il se sera également avec Sotheby's et Christie's, très actives dans la région méditerranéenne. Monaco, lieu de ces dernières, n'est pas loin. Au cas où M^{re} Anaf réussirait son pari — faire de Lyon l'un des carrefours de l'Europe avant 1993 — il pourrait être dans une position plus que confortable si les Britanniques, une fois installés à Paris, décident de réduire l'importance de leurs antennes monégasques. Rappelons que celles-ci ont été instituées, à l'origine, pour contourner le monopole des ventes exercé par les commissaires-priseurs français dans l'Hexagone.

Pour l'instant, M^{re} Anaf considère l'acquisition de cette ancienne gare comme un pari. « Mon confrère à Avignon a fait restaurer par l'architecte Wilmette un très beau grenier à sel du quatorzième siècle, pour en faire sa salle des ventes. C'est une intelligente opération promotionnelle ». Même si certains doutent que le marché avignonnais puisse couvrir les frais d'un tel investissement, M^{re} Anaf tient à rester lucide : « La réussite d'une vente repose avant tout sur la qualité des objets vendus. Il faut maintenant que les objets suivent ».

ALICE SEDAR.

SALLE PLEYEL

JEUDI 23 FEVRIER

20 h 30

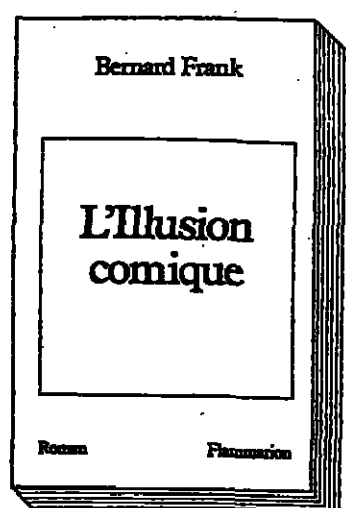
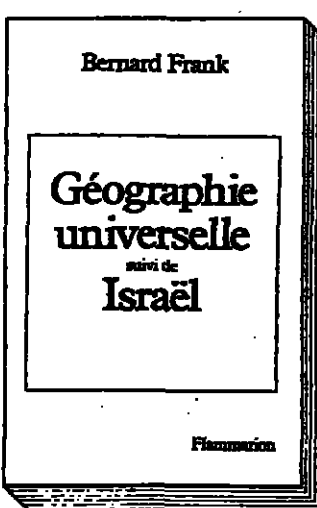
le retour de

JULIAN BREAM

guitare

LOC. 45.63.88.73

Bernard Frank chez Flammarion.



Egalement disponibles :

Les Rats - Soldé - Un siècle débordé - La Panoplie littéraire.

Flammarion

هكذا من الأصل

Culture

DANSE

Massine, Balanchine et Tharp à l'Opéra

Moutarde et spaghettis

Eternelle jeunesse de Balanchine, entre une exhumation discutée et un avant-gardisme bien tempéré. Les étoiles et le corps de ballet sont capables de tout danser.

Verses d'abord un peu sur la grande absence de la soirée : Sylvie Guillem. Elle ne fait pas de caprice de star, comme on l'a écrit un peu vite ici ou là : elle attend simplement que l'Opéra lui offre un nouveau contrat (le précédent a expiré le 31 décembre 1988), lui permettant, dans la limite de ses obligations au palais Garnier, de danser sur d'autres scènes mondiales.

Pourquoi ce qui est accordé aux autres danseurs de la maison lui serait-il refusé ? Afin que Guillem serve d'appât, comme un chèvre à un piquet, pour les chorégraphes (tous la veulent) et les spectateurs (la salle se remplit quand elle est à l'affiche) ? Les négociations sont en cours. On veut croire que le palais Garnier n'essiera pas de rivaliser d'aberration avec l'Opéra-Bastille. Il serait peu raisonnable de se priver d'une telle étoile, alors qu'il va falloir assurer un plus grand nombre de représentations et conquérir un plus vaste public.

Passons à l'ordre du jour. L'exhumation des *Présages*, de Léonide Massine se justifiait-elle ? Non s'il s'agit de plaisir, car ce ballet qui fut sensation en 1933 paraît aujourd'hui bien démodé, lourd, indigeste. Oui s'il s'agit pour

l'Opéra d'assurer son rôle de musée : c'est une page d'histoire, comme on dit. Massine, mort en 1979, fut repêché à dix-sept ans par Diaghilev, qui cherchait un remplaçant à Nijinski (le moine s'était marié) et le lança aussitôt : début de danseurs à dix-huit ans, sur la scène du palais Garnier, dans le *Légende de Joseph*, début de chorégraphie l'année suivante, avec *Soleil de nuit*. Paradoxe, la *Boutique fantasque*, le *Tricorne*, *Fuclina* sont entrés dans la légende avec les Ballets russes.

Après la mort de Diaghilev, Massine alla travailler avec les Ballets russes de Monte-Carlo, du côté de Basil et de René Blum, c'est là qu'il inventa, avec les *Présages*, le « Ballet symphonique », qui connaîtra quelque fortune jusqu'à l'après-guerre, puis s'effacera, avant de renaître aujourd'hui en grâce chez certains post-modernes.

Les *Présages* se veut une illustration visuelle de la Cinquième symphonie de Tchaïkovski, dont la chorégraphie épouse les structures. Quatre tableaux correspondant aux quatre mouvements, solistes ou groupes incarnant les principaux thèmes musicaux. Pas d'argument mais un thème général : la lutte de l'homme contre le destin : et des personnages allégoriques : l'action, les tentations, la passion, la frivolité.

L'ouvrage se veut aussi peinture en mouvement : les costumes, d'André Masson, représentent les couleurs de son décor : abstraites, symboliques, expressionnistes, tempêtes violentes de tourbillons, nuées, courants en flammes, comètes, étoiles filantes. Nonamment, on trouve ça très laid. Surtout les costumes. Pauvre Wilfrid Romoli, destin glauque à siles de chauve-souris et cha-

peux triangulaire ! Pauvre Laurent Hédier, méconnaissable sous son bonnet de bain vert à flèches noires ! On vous recommande particulièrement les alliances de moutarde, caramel, boudoir et lavande.

La chorégraphie mêle plusieurs styles, du strict académisme à une danse « libre » s'inspirant des recherches modernistes de l'époque. On remarque un curieux travail des bras, cassés à angle droit ou rigides comme des épées. Personne n'est gâté. Seule Monique Louitane, frivole capricieuse, capricante et caracolante, tire son épingle du jeu. Dans le tableau final, « la Guerre », le décor rougeoyant furieusement, Charles Jude (l'homme) prend l'air accablé, Romoli prend des poses faibles puis se roule à terre tandis que nous agissons les poings vers le ciel. L'homme a vaincu son destin, Jude est porté en triomphe.

Décontraction absolue et rigueur

Agon, de Georges Balanchine et Igor Stravinski (créé en 1957, entré au répertoire de l'Opéra en 1974) reste un des plus beaux ballets du monde. Une merveille qui laisse bouche bée à chaque vision. Ces décalages subtils, ces arrêts sur image, cet humour, cette intelligence, cet érotisme subtil ! Peut-être l'indication manque-t-elle ici du mouleux que les danseurs du New York City Ballet savent aller, dans nos souvenirs, à la vitesse ? Palme d'or à Elisabeth Platel, grande balanchinienne devant l'Éternel.

Eh bien, vous parlez les trois pelés et le tondu qui s'aventurent, il y dix-huit ans, jusqu'à la cité universitaire, où

Twyla Tharp était invitée par le Festival international de danse de Paris ? Il nous souvient de certaine fugue en noir, rythmée par le seul martèlement des bottes, allègrement provocante. Tharp a fait du chemin depuis. Elle est devenue une des reines de la danse contemporaine aux États-Unis, elle a réglé des œuvres pour de grandes troupes comme le Joffrey Ballet ou l'American Ballet Theatre, dont elle est aujourd'hui codirectrice artistique. On a pu voir d'elle en 1977, dans la cour carrée du Louvre, le désopilant *Push Comes to Shove*, où éclatait le génie comique de Mikhail Baryshnikov.

La voici à l'Opéra, où elle présente une reprise, *As Time Goes By*, et une création mondiale, *Rules of the Game*. On oublie vite le premier de ces ballets, un peu brouillon dans son désir d'appliquer un pas sur chaque note de la Symphonie des *Adieux*, de Haydn. Du moins à l'occasion trop rare d'y admirer Jean-Christophe Paré, danseur-poète d'une fluidité à nulle autre seconde.

Rules of the Game est plus tonique. Jolis costumes de Gilles Dulour, amusant hommage au grand rideau de l'Opéra dans le reprenant le drapé, la pourpre et les ors. Le style Tharp mêle décontraction absolue et rigueur, nonchalance et nervosité : douze virtuoses s'y déchangent, dont deux étonnelles d'enfer, Lionel Delanoë et Manuel Legris.

Entre un Massine à l'avant-gardisme péché et une Tharp bien assagie, c'est Balanchine qui reste le plus moderne...

SYLVIE DE NUSSAC.
* Opéra de Paris, jusqu'au 8 mars.

MUSIQUES

Rolf Liebermann parle de la Bastille

« Pour démocratiser il faut créer »

Président du jury au Festival du cinéma de Berlin. Rolf Liebermann a accepté de parler de l'Opéra Bastille, et aussi du palais Garnier, qu'il a dirigé de 1973 à 1980.

« Avec le tiers, votre moitié de ce que coûtera l'Opéra Bastille, en prenant sur l'espace de la Cour Dauphine, à l'arrière du bâtiment, on aurait pu aménager la scène du palais Garnier, dit-il. J'ai envoyé un télégramme en ce sens au président des 1982. Pour aménager la salle, il aurait suffi de supprimer des loges, de construire des balcons, et cette superbe maison aurait été sauvagée. Est-ce qu'on va éliminer la Scala sous prétexte que son architecture n'est pas fonctionnelle ? »

« La seule démocratisation possible est celle de la salle : on doit pouvoir baisser le prix des places. Je l'ai fait à Hambourg. Nous avons des tickets à 4 et 10 marks (entre 12 et 30 francs environ), et l'on entend très bien. Gounod allait toujours au quatrième étage pour écouter son Faust ! Pour l'Opéra, nous n'avons pas réussi à gagner un nouveau public. Ce sont les mêmes spectateurs qui viennent quatre fois plus souvent.

« L'architecture de la Bastille est exactement celle des opéras construits en Allemagne dans les années 30 : elle est aussi laide et dépassée. Pourtant, ce qui est derrière le rideau est une merveille. Tout est informatisé. A Hambourg aussi, ça a coûté très cher. Nous pensions économiser sur le personnel. En définitive, nous avons dû embaucher un technicien de plus qui sache faire fonctionner cette machinerie sophistiquée. De toute façon, l'art est et sera élitiste.

« Pour amener un nouveau public, il faut des créations. En quarante ans de Hambourg, j'en ai fait beaucoup. On en prévoit environ deux par an, et à côté on établit un répertoire. Mais, pour arriver à deux cent cinquante représentations dans l'année, c'est une autre histoire. Que ce soit la Bohème ou Berlioz, vous ne pouvez pas aller au-delà de cinq spectacles nouveaux. Vous les faites la première année. La seconde, vous rajoutez cinq autres. Mais ne croyez pas qu'en cinq ans vous ayez vingt-cinq pièces au répertoire, car la troisième année, vous ne pouvez plus reprendre les premières œuvres : tout le monde les aura vues.

« Et une troupe est nécessaire. Il est tout à fait possible d'en constituer une. J'ai présidé le concours de Toulouse et j'ai entendu des jeunes très bien, vocalement et physiquement. On aurait pu en engager immédiatement trois ou quatre. Les chanteurs permanents étaient pour voir doubler les stars. On a besoin de seconds rôles permanents sinon ça risque de coûter cher. Si l'un d'eux se décommande au dernier moment, vous êtes obligés de passer par les agents, qui font monter les prix parce qu'ils vous savent à l'affût. Et vous devez accepter.

« Savez-vous que le conseil d'administration des opéras a été fondé à cause de moi ? Etant suisse, donc étranger, je n'avais pas le droit de dépenser l'argent français. Un conseil d'administration a été formé, dont le président m'a délégué sa signature. Mais aucun ne s'est jamais mêlé d'une décision artistique. Dans la situation actuelle, je ne vois pas d'autre solution, sinon de donner assez d'argent pour faire marcher les deux maisons, pour faire de Garnier quelque chose de vraiment chic, de vraiment bien. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Edition, réédition, traduction, trahison

1 Le presbytère et le jardin

Une nouvelle maison d'édition vient de voir le jour en France à qui je ne peux que souhaiter... si ce n'est pas trop accabler son fondateur sous le faix des publications à venir : longue vie. Beau papier, bonne présentation, cartonnages agréables, même l'icône est soignée, nous ne sommes pas chez n'importe qui. Aux éditeurs que les apparences intéressent, je signale l'imprimeur : ce n'est pas un inconnu, il s'agit des presses de Daranville, à Dijon-Quétigny.

Comme il fallait s'y attendre devant tout ce beau linge étalé, ces marques extérieures du sobriété, les deux premiers romans publiés étaient anglais. De Barbara Pym, l'un de ces deux écrivains, un roman qui a subitement disparu de mon horizon avec cet entêtement vicieux des ouvrages dont on a besoin et qui ont la manie de se cabrer dès que l'on veut mettre la main dessus. Pauvre chère femme, elle n'est plus à une avarice près, elle a connu de son vivant et pendant seize ans d'affilée les refus des éditeurs réunis : la profession est aussi mouton dans la refus que dans l'enthousiasme... et un oubli presque total dans son pays après six romans publiés avec persévérance. Elle ne devait retrouver la forme que trois ans avant sa mort, quand elle fut célébrée assez drôlement comme « l'écrivain le plus sous-estimé de notre siècle ». Cette appellation, ou cet oscar, en vaut bien une autre !

La France chevaleresque, pour tenter de réparer ce qu'avait eu d'odieuse le flegme britannique, s'est littéralement ruée sur la dizaine de romans que Pym nous avait laissés en héritage. Entre Christian Bourgois et Fayard, ce fut une lutte sauvage, et l'on pouvait se demander lequel des deux éditeurs aurait l'exclusivité des *presbytères*, des vieilles filles, des salons de thé, des vertes de charité, des pasteurs et des conférences qui constituent l'essentiel de l'héritage pymien. Depuis 1985, tant de romans de Barbara Pym avaient été traduits que j'aurais cru impossible qu'il en restât un seul sur le marché pour un troisième terron. Je m'abusais. Il s'est passé pour Pym ce qui s'était passé pour Jean Rhys : c'est une fois qui s'apparente à celle du chocalor : on en croque, on en croque sans pouvoir s'arrêter et jusqu'à l'indigestion.

L'œuvre des deux barres de chocolat faut-il préférer ? Il y a un mois, je vous aurais dit Pym. En effet, j'ai la chance d'avoir comme amie une Anglaise, elle-même romancière et qui habite la France, à deux pas de chez moi. Je lui avais posé la question et elle m'avait répondu d'un air offensé : Mais Pym, voyons, « tellement plus profonde, Bernard. C'est exquise. Chaque détail est exquis. Rhys, c'est sûr. Ça vaut pour l'époque. Les chambres d'hôtel, le Paris des années 20, par exemple. » Bon, je trouvais qu'elle y allait fort. Mais je ne déteste pas être brusqué dans mes goûts. Et l'avis de l'autre l'emporte facilement sur le mien car il me donne l'illusion d'avoir moins servi. Il se trouve que cette amie est repartie quinze jours dans son île pour y déposer son nouveau manuscrit.

Depuis son dernier voyage, les milieux anglais cultivés ont eu de nouveau le temps de prendre en grippe le presbytère et le jardin, le pasteur et la vieille fille, la vente de charité et

le médecin de famille. J'imagine que l'on a eu l'impression, sur les bords de la Tamise, d'avoir assez donné pour cette raseuse. Oui, c'est vrai, les éditeurs avaient eu tort de refuser systématiquement les romans de 1983 à 1977. Mais ils se sont rattrapés depuis, et elle a eu trois ans de bon, on l'a même enseignée à l'Université avant qu'elle ne meure. Tout le monde ne peut pas en être autant. Aussi quand j'ai signalé à cette amie de son retour en France qu'elle avait un certain fierté dans la voix que nous avions traduit un nouveau Pym, devant son air sarcastique, je compris vite que je n'avais pas choisi le bon numéro et que c'est Jean Rhys qui j'aurais dû chanter. Comme j'aime les deux, ces variations climatiques, ces hautes et basses pressions de la mode ne me gênent guère.

2 L'homme à abattre

Cette perplexité du goût n'a rien d'anglais. On aurait pu croire qu'après plus de deux siècles de guerre civile à son sujet, Rousseau, après des hauts et des bas vertigineux dans les sondages, allait connaître enfin dans cette même opinion une tranquillité relative. Il n'en est rien. Les mauvais jours sont revenus. De nouveau, c'est Mottiers-Travers, l'île de Saint-Pierre sur le lac de Bièvre, les pierres jetées par la populace et des enfants sortant farceurs. De nouveau, c'est le faux refuge anglais et les rions de Hume. Dans la presse française, des astyrolites le montent du doigt et s'écrient comme en 14 : « C'est la faute à Rousseau ! »

Mais qu'avons-nous donc appris de si neuf et de si scandaleux sur son compte pour que Rousseau soit entraîné dans un cyclone à la Russie, où, de ce pouvoir étendu à sa vie, on veut le finir avec la réputation ? Rien. C'est ce qui est drôle. Nous n'avons rien appris que nous n'aurions pu connaître si nous nous étions donné la peine de lire. Elisabeth Badinter, jeune femme aussi austère que passionnée, ce que l'on aurait appelé jadis une « belle raisonneuse » dans la foulée de son *Emilie*, qui date de 1983, et de son récent best-seller *Conjugal* sur Condorcet, s'est piquée de rééditer avec une longue préface... et on ne peut que l'en féliciter : un curieux monument tombé dans l'oubli de notre littérature, l'*Histoire de M^{me} de Montbrillant* de M^{me} d'Épinay (1726-1783) (Mercure de France - 1 656 pages - 234 F). Ce monument est à la fois un roman, un livre d'idées et des mémoires. Pour prendre un exemple contemporain, l'on pourrait dire que M^{me} d'Épinay a réuni dans son *Histoire de M^{me} de Montbrillant* son *Deuxième sexe*, ses *Mandarins* et ses *Mémoires* d'une jeune femme pas très rangée. Il y a aussi autre chose dans cette *Histoire*. Tous ces gens de lettres, tous ces philosophes, quoi qu'ils en aient dit, se souciaient plus que de raison de la postérité et de leur image de marque à travers les siècles futurs. Entre eux, ils pouvaient se picoter, cancaner, mais ils n'aimaient pas que leurs précieuses petites histoires quittent le cercle de la famille.

La maison de M^{me} d'Épinay - les maisons sont plus justes, - grâce à la fortune du mari, fils d'un opulent fermier général - a l'

argent, on n'en dira jamais assez de bien par les temps qui courent, - avait été pour eux un centre important de communication : à la fois salle à manger, maison de repos, boîte aux lettres et nid d'amour. La première édition des six premiers livres des *Confessions* est tardive (1762) mais les philosophes en savaient assez sur ce maudit ouvrage par les lectures publiques qu'en ont faites Rousseau dix ans auparavant - lectures qui étaient ses amis-dans à lui - pour être persuadés que ce dernier était leur ennemi public numéro un : sinon l'homme à abattre, du moins l'homme à disqualifier. Le bonhomme Diderot - est-il bon, est-il méchant ? - a aux premières loges des *Confessions* et pas à la place ni dans le rôle qu'il aurait souhaité avoir, surveillé de très près la rédaction de l'*Histoire de M^{me} de Montbrillant* qui m'apparaît plutôt comme un contre-feu aux *Confessions* que comme des « Contre-Confessions ».

Le roman de M^{me} d'Épinay avait été déjà édité au vingtième siècle chez Gallimard en 1951 par M. Georges Roth. De Gallimard au Mercure, nous restons en famille. Nous devons à Georges Roth la plus admirable correspondance de Diderot qui soit, en seize volumes, aux Éditions de Minuit. Dans les années 60, j'ai fatigué les lecteurs de *France-Observateur* par des chroniques sur cette correspondance qui n'ont fait plaisir qu'à M. Roth. Depuis, j'ai perdu ses lettres et celles de Diderot. M. Jérôme Lindon devrait faire quelque chose. Mes jeunes confrères d'aujourd'hui sont bizarres. Comment peuvent-ils faire confiance à M^{me} d'Épinay, qui certes a des qualités - elle a été la femme d'un fermier général et la maîtresse d'un autre - mais qui a eu une liaison pendant trente ans avec l'abominable Grimm ? La Correspondance littéraire de ce dernier, que j'ai consultée à loisir dans la maison de Nathalie de Noailles à Fontainebleau, ne vaut pas le diplôme. Diderot, qui a aimé Grimm comme il n'aimait pas sa femme, s'est tout de même aperçu à la fin de sa vie que cet indicateur n'avait pas été si brillant idée, mais la dernière des catins.

3 Un chat qui s'étire

Le mystérieux roman de Barbara Pym publié chez ce nouvel éditeur est réapparu ce soir sur l'une de mes tables comme un chat qui s'étire. C'était son premier. Il fut écrit en 1936. Pym avait vingt-trois ans. Le titre ? *Adam et Cassandre* (VO : *Civil to Strangers*). Traduit de l'anglais par François Dupuygnet Desrousselles, Salvé éditeur, 68, rue Mazarine, 75006 Paris, 120 F). Comme on disait de Pickwick, ce roman est aussi éminemment pymien que possible mais sans le poids des ans, la répétition. L'autre livre est de Cyril Connolly. Nous en reparlerons. En attendant, je signale au *Dictionnaire des littératures* Larousse de Demougin, qui lui consacre quatre lignes, qu'il y a presque autant d'erreurs que de lignes. Cyril Connolly n'est pas mort en 1976 mais en 1974. *Rock Pool* (*Mardi basse*) n'est pas un essai mais un roman, etc. Si je vois encore vingt ans, le Demougin sera un dictionnaire que l'on pourra consulter avec profit.

Barenboim et l'Orchestre de Chicago

En février 1988 déjà...

Le contrat de Daniel Barenboim avec l'Orchestre de Chicago a été conclu en février 1988, révèle Robert C. Marsh, critique musical du *Chicago Sun Times*, dans le numéro du 31 janvier 1989. Sa nomination comme successeur de Georg Solti à la direction musicale de l'orchestre américain a donné lieu à des rumeurs pendant tout l'été dernier, même si les responsables de la formation se sont interdits de la commenter jusqu'au 30 janvier. Un accord préalable existait donc bien avec Barenboim dès le début de l'année dernière, époque où ce dernier dévoilait les programmes de sa première saison comme directeur musical et artistique de l'Opéra Bastille à Paris.

Ce contrat, lit-on encore dans le quotidien américain, prescrit douze semaines de présence effective (répétitions non comprises). Il n'empêchait donc pas, en principe, Daniel Barenboim de remplir les obligations qu'il avait contractées à Paris : quatre mois de présence dans un premier temps, sept mois ensuite, avant la rupture des négociations avec Pierre

Bergé. Prenant effet dès le début de la saison 1989-1990, ce contrat prévoyait d'ailleurs que le nouvel arrivé ne travaillerait à temps plein à Chicago qu'à partir de 1991-1992, tandis que Solti réduirait peu à peu ses activités pendant la même période. Barenboim sera néanmoins dans l'obligation d'ouvrir et de fermer chaque saison de l'Orchestre de Chicago, de le diriger lors de ses tournées (quatre semaines annuelles au maximum) et de réaliser avec lui des enregistrements.

Son salaire américain ? Sur ce point sensible, l'interlocuteur de Robert C. Marsh s'est refusé à toute précision. Mais ce salaire serait comparable à celui des autres directeurs d'orchestre américains pour des responsabilités similaires.

« De l'ordre du million de dollars de la Bastille ? » (6 millions de francs environ), a demandé le journaliste américain.

« Je vous assure que c'est moins que cela », a répondu l'administrateur de l'Orchestre de Chicago. A. R.

Olaf Bär aux « Lundis de l'Athénée »

Sous la glace du torrent

Un nouveau baryton d'Allemagne de l'Est au plus noir de la dépression schubertienne.

Se présenter à Paris, aux « Lundis de l'Athénée », en chantant le cycle intégral du *Voyage d'hiver* de Schubert, ce n'est pas précisément jouer la facilité. Outre que les précédents sont impensés (Hotter, Hüsch, Fischer-Dieskau, Moll), ce chemin de croix de vingt-quatre lieder, accablés de tristesse et de solitude, que relèvent de très rares points d'ironie, impose à l'interprète une terrible tension, l'obligation de creuser toujours davantage l'interprétation dans le lit de ce torrent glacé, jusqu'à la folie : « Mon cœur, dans ce fleuve, reconnais-tu ton image ? Sous l'écorce impassible, le bouillonnement est-il aussi violent ? »

Le jeune baryton de Dresde Olaf Bär, révisé en France par le Festival d'Aix-en-Provence 1986 et quelques beaux enregistrements (1), y a fait grande impression lundi soir 20 février. Blond, grand, visage solaire à la Stockhausen, le regard intense comme pour percer les brumes du mystère, il maîtrise pleinement une voix superbe : douce, lisse, d'une fine couleur, au legato révéral, elle garde une continuité et une souplesse exceptionnelle dans toutes les intensités, qu'elle se

bronze ou tonne, ou même sorte de ses gonds dans un staccato terrifiant.

Il est assez naturel qu'on l'ait déjà beaucoup comparé à Dietrich Fischer-Dieskau. Mais son timbre paraît un peu plus clair, plus léger aussi, et son tempérament différent, plus étié, plus introverti : son aïné a une nature plus immédiatement dramatique, d'acteur visionnaire, parfois excessif, mais souvent aussi d'une nudité expressive bouleversante.

Chez Olaf Bär, rien n'est consenti à l'effet purement extérieur : même l'attitude du corps est d'une parfaite sobriété ; c'est le phrasé, la couleur, le souffle de la voix qui traduisent l'impact de l'émotion musicale. Nul doute qu'il ira plus loin dans la compréhension schubertienne, infinie en profondeur ; mais déjà que de moments poignants il nous a donnés dans des lieder tels que les quatre derniers, l'un hallucinant, l'autre sarcastique, le troisième fantomatique, jusqu'à *Jouir de vie*, complètement à la dérive, hypnotique.

Orfèvre en la matière, Geoffrey Parsons l'accompagnait avec la même intensité, très intérieure et dépouillée, presque trop parfois.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *La Belle Meunière* de Schubert, les *Amours du poète* et le *Liederkreis* op. 39 de Schumann, les *Mörke-Lieder* de Wolf (chez EMI).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

Théâtre des CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 22 février 20 h 30 (p.e. Valmaliot) Loc. : 47-30-36-37 aux caisses a/c. 8 février	YO YO MA Violoncelle Kathryn STOTT Piano SCHUMANN KIRCHNER SCHUBERT, BRAHMS
Théâtre des CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 27 février 20 h 30 (p.e. Valmaliot) Musique, Warner)	ORCHESTRE COLONNE Dir. : PHILIPPE ENTREMONT MARTIN HASELBOCK MOZART Symphonie n° 4 POULENC Concerto pour orgue SAINT-SAËNS Symphonie n° 3 avec orgue
Institut Néerlandais 121, r. de Lille Lundi 27 février 20 h (p.e. Valmaliot) Entrée libre Tél. : 47-05-95-99	Prix néerlandais de la musique JACOBS SLAGTER, cov EMMY VERHEY, viol. Prod. MEMBERS, piano Trio de BRAHMS et LIGETI
Théâtre CHATELET Lundi 27 février 20 h 46 (p.e. Valmaliot, O. et C.)	LES MIDIS MUSICAUX PETER DONOHUE Piano BARTOK, BERG BEETHOVEN
Théâtre CHATELET Lundi 27 février 20 h 30 (p.e. Valmaliot, Warner, O. et C.)	INTEGRALE GUSTAV MAHLER 1 ^{re} Symphonie (ré maj.) "TITAN" DES KNABEN WUNDERHORN ROYAL PHILHARMONIC ORCHESTRA Dir. : Charles DUTOIT Sol. : Gwyneth JONES Thomas HAMPSON
Théâtre CHATELET Mardi 28 février 18 h 30 (p.e. Valmaliot, Warner)	ENTREMONT présente Bertrand WALTER avec le concours de ORCHESTRE COLONNE MOZART J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS AKKO EBI CHOPIN, RAVEL DEBUSSY J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS ALEXIS WEISSENBURG RÉCITAL BACH
GAVEAU Mercredi 1 ^{er} mars à 20 h 30 (p.e. Mondial Musique)	HOMMAGE A LILY LASKINE J.-P. RAMPAL T. ADAMOPOULOS R. DAUGAREL B. FOURNIER-HUGUET A. MARION L. MORETTE M. NORDMANN V. VIELLE Trio PASQUIER QUATUOR VIA NOVA SEKTUOR DE HARPES DE PARIS MOZART, DEBUSSY RAVEL, DONIZETTI S. ANDRES, BACH J.-M. DAMASE, FALLA
GAVEAU Jeudi 2 ^{ème} mars à 20 h 30 (p.e. Mondial Musique, Valmaliot)	LES RENCONTRES MUSICALES D'EVIAN Festival international PT. M. ROSTROPOVICH présente Les lauréats du 14 ^{ème} concours international de quatuors à cordes 88 QUATUOR KELLER Grd prix Presse 88 SCHUBERT « La jeune fille et le mort » QUATUOR SAYE 1 ^{er} grd prix 88 CHOSTAKOVITCH, MOZART
Salle GAVEAU Lundi 6 mars à 20 h 30 (Valmaliot)	SVIATOSLAV RICHTER RÉCITAL

BANLIEUES BLEUES
du 24 FÉVRIER au 25 MARS 1989
6^{ème} édition

Concerts d'ouverture :
24 février - Saint-Denis
NINA SIMONE
MIRIAM MAKEBA
avec la participation d'Alto Frac
25 février - Saint-Denis
RAY CHARLES
ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE
LOC. : 4 FIAC - CLEMENTINE
Prix des places 120F et 150F
RENSEIGNEMENTS AUTRES CONCERTS :
Tél. : 43.85.66.00

Un entretien avec M. Jacques Chirac sur le cinéma

« Paris donne l'exemple de l'aide qu'une municipalité peut apporter »

Du 8 au 14 février, la mairie de Paris a mené une expérience de promotion du cinéma en ramenant à 18 F le prix des places de la séance de 18 heures dans les salles de la capitale. La municipalité a aussi décidé d'abaisser de 30 % la taxe professionnelle des exploitants et de créer un Grand Prix du cinéma de la Ville de Paris. M. Jacques Chirac tire pour le Monde les premières leçons de cette expérience.

« Etes-vous satisfait de l'opération « 18 F-18 h » ? »

« Les premiers résultats collectés par le Centre national de la cinématographie font état d'une progression de 80 % sur les entrées de l'année précédente pour les mêmes séances, soit près de deux cent mille spectateurs. Je ne suis pas un grand spécialiste du cinéma, mais il me semble que ces chiffres sont plus encourageants. Les salles obscures sont encore capables d'attirer les spectateurs malgré la concurrence de la télévision. Or les salles sont un relais indispensable pour la diffusion des films, pour le rôle culturel du cinéma. Voir un film sur grand écran, dans le noir, c'est participer à un moment d'émotion, de convivialité qu'on ne retrouve pas à la télévision. Le cinéma à la télévision, c'est un peu la reproduction pour les tableaux de maîtres.

« Ce résultat montre aussi que le cinéma souffre d'un vrai problème tarifaire : 34 F, c'est très cher, surtout pour cette part importante du public qui a moins de vingt-cinq ans et qui continue à voir des films plus d'une fois par semaine. J'espère que l'abaissement de 30 % consenti par la municipalité sur la taxe professionnelle permettra aux exploitants d'améliorer un peu les tarifs.

« La baisse de la fréquentation est un problème préoccupant pour un responsable politique. Si cette baisse s'accroît, de nombreuses salles risquent de disparaître, et c'est la production qui se trouvera menacée. L'Italie a ainsi laissé disparaître un cinéma vivant, sympathique et chaleureux. A l'inverse, les Américains qui ont su garder des salles confortables et attractives voient la fréquentation augmenter et conservent une production d'une formidable qualité.

« Il ne s'agit pas seulement de sauver un art mais une part importante de la substance même des villes. Les salles de cinéma qui attirent un public nombreux sur les boulevards font partie de l'animation urbaine. Paris qui a plus de 400 salles et de 800 000 fauteuils, ne peut pas se permettre de laisser disparaître cette « fête mouvante » dont parlait Hemingway.

« A quelques semaines des municipales, l'opération peut paraître un peu électorale... Les exploitants de cinéma représentent une part bien infime des électeurs ! Plus sérieusement, je ne suis pour rien dans le choix de la date. C'est un souhait des propriétaires de salles : cette semaine de février est l'une des périodes les plus creuses de la fréquentation cinématographique.

« La loi sur l'audiovisuel que votre gouvernement a fait adopter en 1986 n'a-t-elle pas contribué, en libérant la télévision, à affaiblir le cinéma ? »

« On ne peut nier que la libéralisation de la télévision ait eu des

effets sur la fréquentation des salles, mais cette libéralisation a commencé avant la loi de 1986 avec la création des chaînes privées par le précédent gouvernement. Il faut sans doute veiller plus soigneusement aux rapports entre cinéma et télévision. Certains chaînes, comme Canal Plus, font un effort substantiel en faveur du cinéma. D'autres ont un comportement plus discutable. C'est d'autant plus regrettable quand il s'agit de chaînes publiques. J'en ai fait souvent le reproche à Claude Contamine, le PDG d'Antenne 2.

« Allez-vous renouveler l'expérience « 18 F-18 h » ? »

« Les exploitants souhaitent que nous recommencions, et nous y réfléchirons pas à cette initiative. La Ville de Paris va créer cette année un Grand Prix du cinéma qui sera décerné par les spectateurs eux-mêmes, sous le patronage de Marcel Carné. J'étudie aussi l'implantation dans la capitale, à la demande de Claude Berri et de son association des réalisateurs-producteurs, d'une Maison de l'image ouverte à tous les professionnels. S'y ajoute la création dans le treizième arrondissement d'un grand complexe de salles mariant audiovisuel et cinéma.

« L'essentiel est que Paris donne l'exemple en montrant qu'une municipalité peut aider à sa manière le cinéma. Et les initiatives de Paris en matière culturelle ou sociale trouvent souvent un écho rapide en province. »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN

Les projets de M. Jack Lang

L'Europe des arts plastiques

Un budget en augmentation.
Des projets nouveaux.
Mais, surtout, la continuité.

« Renforcer, tonifier, la dynamique créée il y a quelques années pour que l'art contemporain soit présent dans le pays », mais aussi, « pour que nous préparions mieux à l'Europe de la culture ». C'est sur cette double assise que M. Jack Lang présente à la presse, le 20 février, rue de Valois, les projets et les perspectives 1989 de son ministère dans le secteur des arts plastiques.

Après avoir rappelé de notables augmentations de crédits (+ 10 % à la Délégation aux arts plastiques (DAP) cette année), le ministre a ouvert largement le chapitre sur l'Europe en insistant notamment sur la récente réforme des enseignements des diplômés dans les écoles d'art, celle-ci devant permettre d'établir un système d'équivalences avec les diplômes universitaires - ce à quoi on s'emploie - et entraîner une mise à niveau facilitant la circulation des élèves à travers la Communauté européenne. La création de nouveaux enseignements spécialisés, comme l'école de Tourcoing, qui associera les arts plastiques, l'audiovisuel et les arts du spectacle vivant, ou la future académie de sculpture de Versailles, devront également y aider.

Parmi les mesures susceptibles d'assurer une meilleure promotion des artistes hors de l'Hexagone, M. Jack Lang a aussi annoncé la création d'une aide à la première

exposition à l'étranger et l'engagement de la DAP aux côtés de l'Association française d'action artistique du Quai d'Orsay, pour l'édition, la traduction et la diffusion de catalogues, et signalé à ce propos le lancement cette année par les éditeurs d'un Mai du livre d'art.

Si le dossier complet des activités de la DAP, que son patron, Dominique Bozo, enveloppe volontiers de discrétion, n'a pas donné lieu à de frassantes déclarations du ministre, celui-ci pouvait néanmoins, outre les affaires courantes, parmi lesquelles on peut désormais situer les commandes publiques (leur budget est à nouveau en hausse : 33 millions de francs en 1989), faire état de la création de nouveaux lieux pour l'art contemporain à Paris, où le Jeu de paume, qui rouvrira en 1990, sera une sorte de « Kunst-halle » à la française présentant des expositions de qualité. En province, le château d'Oron (Deux-Sèvres) va devenir un centre permanent de présentation d'œuvres du Fonds national d'art contemporain ; et l'ancien atelier de Calder à Saché (Indre-et-Loire), mis à la disposition de l'Etat par les filles du sculpteur (pour dix ans), accueillera des artistes français et étrangers pour des périodes de six mois à deux ans.

Au chapitre « grand scoop », enfin, ne redoutant pas les polémiques susceptibles de l'accompagner comme en 1972 l'exposition Pompidou, Jack Lang a annoncé une grande exposition d'art contemporain en France, en 1991.

G. B.

Communication

Quinze projets de télévision par satellite devant le CSA

Deux chefs d'orchestre pour une chaîne musicale

Pour avoir dû photocopier en catastrophe des dossiers supplémentaires (il en fallait vingt), la Sept a été le dernier des quinze candidats à ce projet de chaîne devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel, dont l'appel d'offres pour l'attribution des cinq canaux de télévision par satellite TDF 1 expirait à midi, le lundi 20 février.

Une fois ces dossiers instruits, et sans doute, après auditions publiques, le CSA espère rendre sa décision pour la fin mars. Dans plusieurs cas, il lui faudra trancher entre des candidats directement concurrents sur un thème. Car les duels déjà recensés entre partisans de chaînes de cinéma, en français et en allemand, de chaînes pour les enfants, et de chaînes à dominante sportive (le Monde du 18 février) s'accompagneront d'une rivalité musicale entre deux candidats ayant obtenu le feu vert financier de TDF à la dernière minute.

Bien qu'il ne soit pas question de filmer Water Music en clip, les deux aspirants chefs d'orchestre de ce canal musical des compagnies d'eau, la Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux. Toutes deux sont d'importants opérateurs de réseaux câblés. Toutes deux ont également (pour 5 %) actionnaires de Canal Enfant, un autre projet de chaîne sur TDF 1, dont les principaux partenaires sont la CEP-Larousse, la Caisse des dépôts et Antenne 2 (1). Et toutes deux ne sont candidates qu'à l'exploit-

ation partielle d'un canal de TDF 1, c'est-à-dire pratiquement les horaires de soirée et de nuit laissés libres par Canal Enfant, qui n'émettra que de 7 heures à 21 h 30.

Au-delà de ces ressemblances, les divergences sont profondes. Chef de file d'Euro Musique, la Générale des Eaux conçoit l'utilisation de TDF 1 que dans un dispositif plus vaste, celui d'une chaîne musicale à part entière, diffusée dans la journée par un autre satellite comme Télécom 1, et surtout disposant de fréquences hertziennes terrestres couvrant environ six millions d'habitants de grandes villes. Autour de la Générale des Eaux, le tour de table réunirait la Caisse des dépôts, la GMF, NRJ, les compagnies de disques CBS, Polygram, des éditeurs français, un groupe suisse (qui pourrait être Ringier) et un groupe belge encore anonyme.

Peu désireuse de voir Euro Musique concurrencer ses filiales M 6 et Paris-Cabli, la Lyonnaise des Eaux défend de son côté un projet de chaîne musicale limitée à la diffusion par câble et par satellite, et utilisant l'expérience de M 6 en matière de télévision musicale. Entre ces deux variations, la CNCL devra donner le La...

Les autres candidats devraient préciser bientôt leurs intentions. Ainsi, TFI, qui demande la duplication de son programme en son nom propre, a emboîté pour son projet de

chaîne cryptée pour enfants et familles, baptisé « Téléfan », le soutien des groupes Éditions mondiales, Tapie, Suez, Worms, Kirch et Berlusconi. TFI et Berlusconi entendraient aussi au capital de Téléclub, chaîne cryptée de cinéma du groupe Kirch, qui vise le public allemand.

Les groupes Bouygues et Berlusconi sont candidats à égalité pour deux chaînes multilingues européennes, consacrées à la fiction et au cinéma pour l'une, à l'information, à l'économie et au sport pour l'autre. Antenne 2, outre sa participation au Canal Enfant, veut dupliquer son programme sur TDF 1 et lancer avec FR 3 et des partenaires privés une chaîne sportive. Canal Plus revendique de son côté des places pour son propre programme, et pour sa filiale allemande commune avec Bertelsmann. Enfin, Pierre Bellemare et Roland Kluger proposent une chaîne de téléachat, tandis que le projet « Cyclopolis » entend « promouvoir l'expression de jeunes cinéastes européens ». A ces quinze projets de télévisions s'ajoutent une série de candidatures pour des canaux radio : la Bundespost, Radio-France, RF 1, Europe 1, Aventure FM (groupe CLT), et NRJ, dernier venu.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

(1) Chacun des trois détenait 20 %, suivis par Canal Plus et Bayard Presse (10 % chacun), puis Société générale et Banceli (5 % chacun).

Coupures à l'italienne

Alors que les socialistes français imposent une coupure publicitaire unique à la télévision, leurs homologues italiens veulent autoriser jusqu'à sept interruptions publicitaires dans les films diffusés sur le petit écran.

Ce projet de loi, soutenu par les amis de M. Bettino Craxi, provoque quelques émois de l'autre côté des Alpes. De Federico Fellini à Vittorio Gassman en passant par Marcello Mastroianni, un grand nombre d'artistes italiens se sont réunis le 14 février au Théâtre Eliseo de Rome pour protester contre la mutilation de leurs œuvres par des plats fumants de spaghetti ou des remèdes antirrhume.

Le président du syndicat des critiques de cinéma, collaborateur de l'Avanti!, organe de presse du PSI, a déclaré publiquement sa carte du parti après trente-cinq ans d'adhésion. Et Roberto Benigni, vedette de la Voix de la lune, le dernier film de Fellini, a dénoncé les liens d'amitié entre M. Craxi et Silvio Berlusconi, propriétaire des grandes chaînes privées italiennes.

Aucune loi ne régit pour le moment les coupures publicitaires en Italie. Mais, par accord tacite entre les télévisions et les organisations professionnelles du cinéma, les interruptions sont limitées à quatre sur les chaînes privées et à un seul enregistrement sur les télévisions publiques. Un compromis que les chaînes de M. Berlusconi respectent de moins en moins.

M. André Harris directeur des programmes et de l'antenne de la SEPT

Le conseil d'administration de la SEPT a nommé, le 17 février, M. André Harris directeur des programmes et de l'antenne de la chaîne. Il remplace M. Jean-Michel Meunier, appelé à d'autres fonctions. Le conseil a également décidé un changement de statut de la future chaîne culturelle européenne. De simple éditeur de programmes de télévision, celle-ci doit devenir - après la tenue d'une assemblée générale des actionnaires prévue pour dans quelques semaines - société de diffusion à conseil de surveillance et de direction. Candidate au satellite TDF 1, la SEPT doit en effet diffuser ses premières émissions le 1^{er} mai prochain.

[M. André Harris, cinquante-cinq ans, est surtout connu du grand public comme coauteur avec M. Alain Sédouy, de films comme Le Chagrin et la Pitié, Français, si vous sachiez, d'enquêtes comme Voyage à l'intérieur du Parti communiste, ainsi que par la production de magazines télévisés : « Zoom » et « Soixante millions de jeunes ». Ancien responsable des programmes de TF 1 (1981-1982), M. Harris a également été PDG de France-Média Internationale, société de vente de programmes à l'étranger (1984-1986). Il vient de publier un livre consacré aux Français et l'argent : C'est la lutte fiscale (Payot).]

« M. Jean Labé, président du BUC. — M. Jean Labé, président de la Fédération nationale des cinémas français (FNCF), vient d'être également porté à la présidence du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BUCI). M. Labé, exploitant de salles dans la région parisienne, succède ainsi à M. Nicolas Seydoux, président de la Gaumont. La nomination de M. Labé scelle définitivement la réconciliation de la Fédération des exploitants avec les trois autres composantes du BUCI (production, distribution et industries techniques), dont l'union avait été un temps mise à mal par de profondes divergences sur la nature des accords que les professionnels du septième art devaient reconduire avec Canal Plus.

« M. Max » devient manuel. — Hachette et l'éditeur italien Rizzoli, associés à parts égales pour la publication du magazine Max, ont adopté une périodicité mensuelle depuis le 25 février. Homologue du Max italien publié par Rizzoli et vendu à 75 000 exemplaires dans le périodique, le Max français, destiné aux jeunes hommes, avait été lancé début novembre 1988.

PARIS

VEN. 3 ET SAM. 4 MARS 18 H 30
BRIGITTE ENGERER
PIANO
ET SES AMIS
2 PROGRAMMES
DIM. 5 ET LUN. 6 MARS 20 H 30
USTAD
BISMILLAH KHAN
SHAHNAI
ET SON ENSEMBLE
INDE DU NORD
VEN. 10, SAM. 11, DIM. 12 MARS 18 H 30
MIKHAIL RUDY
PIANO
3 PROGRAMMES
PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4^e

La jeune musique française
Dernier Concert

Ensemble Intercontemporain
Direction Peter Eotvos

Oeuvres réalisées
à l'IRCAM

Durville • Dalbavie
Manoury

Vendredi 24 février
20 h 30
Centre Georges Pompidou
Grande salle
Réservation 42 60 94 27

EC
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
Centre Georges Pompidou
IRCAM

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA BONNE MÈRE. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30.
MARTIN. Tinsam (48-67-33-82), 20 h 15.

GRACCHUS BARBEU. LA CONSPIRATION DES ÉGAUX. Ivry. Théâtre (46-72-57-43) 20 h 30.
MADE IN BRITAIN. Artistic (48-06-36-02), 20 h 30.

LA CHEVELURE. Cité internationale universitaire (45-89-38-69) 20 h 30.
ALICE. La Bastille (43-57-42-14).

LE DÉPOT DES LOCOMOTIVES. Nouveau Théâtre Montferrand (43-31-11-99) 20 h 30.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Les Deux Cloches de minuit, 14 h 30 et 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERZAU (42-08-77-71). La Rouille, 20 h 15.

ARLEQUIN (45-89-42-22). A la manière de Sherlock Holmes, 20 h 30.

ARTISTE-ATHLÈTES (48-06-36-02). O. Made in Britain, 20 h 30.

ARTISTE-ATHLÈTES (48-06-36-02). O. Les Enfants du Soleil, 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV, 21 h.

BOUFFES PARISIENS (42-66-40-24). Une absence, 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-42-57). Ah ! Ca ira, ça ira, ça ira, 21 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie, 20 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire, 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baïen, 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Les Riches, 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Cœur du père François, 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes, 20 h 15.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne, 20 h 30.

ESSAÏS DE PARIS (42-78-46-42). Salle J. Borge, le bibliothécaire de Babel, 18 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle fin, 21 h.

GAITÉ-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GALERIE "ST-THOMAS" THÉÂTRE DE PARIS (43-36-63-51). Le Diable, 20 h 30.

GALERIE DE NESLE (43-25-11-28). Le Magreb de canard, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

GAUCHE-MONTFERRAND (43-22-16-18). Fédéric Chopin au La Mithra, 20 h 30.

Mardi 21 février

RANGLAGH (42-88-64-44). La Nœce et le grand-père, 20 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Allée au pays sans nouvelles, 18 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drole de couple, 20 h 45.

SEPTIER DES HALLES (42-36-37-27). Top tard pour pleurer, 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vœux, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (42-56-64-37). Nima c'est autre chose, Théâtre en appartement, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-47-89). Salle II. L'Écluse des Jours, 20 h 30.

THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30). C'est d'après Old Possum's Book of Practical Cats, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). La Femme au voile blanc (1951, v.o. s.a.), de Jean-Luc Godard, 16 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drole de couple, 20 h 45.

SEPTIER DES HALLES (42-36-37-27). Top tard pour pleurer, 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vœux, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (42-56-64-37). Nima c'est autre chose, Théâtre en appartement, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-47-89). Salle II. L'Écluse des Jours, 20 h 30.

THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30). C'est d'après Old Possum's Book of Practical Cats, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI, 20 h 30.

LE FESTIN DE BABETTE (Dan. v.o.).

FUTUR IMMÉDIAT, LOS ANGELES 1991 (A. v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); George V, 8^e (45-62-41-46); UGC Ermitage, 9^e (45-63-16-16); Trésor Parisien, 14^e (45-20-30-19); v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31); UGC Gobelin, 13^e (45-36-23-44); Les Montparnos, 14^e (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15^e (45-79-33-00); Images, 18^e (45-22-47-94); Trésor Secrétaire, 19^e (42-06-79-79).

GORILLAS DANS LA BRUME (A. v.o.). Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57); Breugnot, 6^e (42-25-10-30); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Normandie, 8^e (43-63-16-16); Kinoparadise, 15^e (43-06-30-50); v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-93); UGC Mont

هكذا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans votre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à voir **C** On peut voir **M** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 21 février

TF 1

20.35 Cinéma : les Aventuriers du bout du monde. Film américain de Brian G. Hutton (1982). Avec Tom Selleck, Bess Armstrong. 22.30 Magazine : Ciel, mon mari ! Présenté par Christophe Dechavanne. 23.50 Journal et Météo. 0.15 L'écran en tête. De 0.30 à 6.27 Rediffusion. 0.30 Série : Drôles d'histoires. 0.50 Documentaire : Histoire naturelle. 1.20 Feuilleton : L'homme à poigne. 2.20 Feuilleton : Quelques hommes de bonne volonté. 3.15 Documentaire : Les atterrissages du rêve. 4.05 Musique. 4.10 Documentaire : Kandinsky. 5.05 Documentaire : Histoire naturelle. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

20.35 Les dossiers de l'écran : l'Honneur d'un capitaine. Film français de Pierre Schoendoerffer (1982). Avec Nicole Garcia, Jacques Perrin, Georges Wilson. 22.40 Débat : Être au soleil hier et aujourd'hui. Avec le colonel Pierre Dabiez (professeur à l'université Paris-1, département sciences politiques), Pierre Serpant (écrivain, auteur de Lettres aux officiers), le général Jean-Bernard Finat (responsable du SIRPA), Pierre Michel (historien), R. Girardet (professeur à Sciences politiques et à Saint-Cyr), notre collaborateur Jacques Isard. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Météo. 23.55 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 0.10 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.35 Téléfilm : Le fils père. De Serge Korber, avec Alain Doudet, Nathalie Courval, Jean-Yves Gautier, Jean Gaven. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma : le Diable au corps. Film italo-français de Mauro Bolognini (1985). Avec Maruschka Detmers, Federico Fizzoli, Anita Laurenzi. 0.20 Musiques, musique. Élégit, de Fauré, par Jean-Claude Pennecier, piano, et Roland Pidoux, violoncelle.

CANAL PLUS

20.30 Football. Championnat de France : Caen-Toulouse. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : After hours. Film américain de Martin Scorsese (1985). Avec Griffin Dunne, Rosanna Arquette, Verna Bloom (v.o.). 0.15 Cinéma : la Maison des esprits. Film anglais de Kevin Connor (1982). Avec Edward Fox, Sue Gordon, Doug Mc Clure. 1.40 Documentaire : Movie Mahal. (2e partie)

Mercredi 22 février

TF 1

13.35 Feuilleton : La ligne de chance. 14.35 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série : Matt Houston. 18.45 Arts de recherche. 19.50 Feuilleton : Santa Barbara. 19.55 Les 12 ans de la route. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Variétés : Sacré soirée. Invités : Pierre Perret, Patrick Sébastien, Véronique Jannot. Variétés : Gianna Nannini, Yazz, Marcel Amont, Félix Gray, Renaud Hauxton, Marie Myrtil, Camille. 22.35 Magazine : Ex libris. Expliquez-moi (Nicolas Hulot pour les Chemins de traverse ; Stephen Hawking pour Une brève histoire du temps du Big Bang aux trous noirs ; Bernard Clavel pour Maudis sauvages) ; Extérieur libre (Yvon Samuel pour Top nouvelles ; Les numéros 1 : Anatoli Chichounevski pour Tu ne craindras pas le mal) ; Exploration (Yukio Mishima) ; Expertise (Paul-Emile Victor) ; Exploitation (Noël Arnaud pour les Vies parallèles de Boris Vian) ; Lionel Poinsin pour les Traditions vivantes et marchandes - 700 ans d'histoire. 23.45 Journal et Météo. 0.05 Cinéma : Angélique. Film américain de Jacques Tourneur (1944). Avec Hedy Lamarr, George Brent, Paul Lukas. De 1.35 à 6.27 Rediffusion. 1.35 Feuilleton : L'homme à poigne. 2.20 Feuilleton : Quelques hommes de bonne volonté. 3.20 Documentaire : Les atterrissages du rêve. 4.20 Documentaire : Histoire naturelle. 4.50 Musique. 5.00 Documentaire : Histoire naturelle. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.10 Série : Filé à tout faire. 14.40 Magazine : Chaud les gâteaux. Présenté par Cécile et Philip Clauzeng. 17.00 Magazine : Drôle de planète. Magazine de découverte de Dominique Simonnet. 17.15 Magazine : Graffiti. Présenté par Groucho et Chico. 17.55 Série : L'homme qui tombe à pic. Le sergent kidnappé. 18.45 Les 12 ans de la route. D'Armand Jannet. Présenté par Laurent Cabrol. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : La baby-sitter. La recette miracle. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Téléfilm : La griffe du diable. De Douglas Hickox. D'après le roman de Judith Gould. Avec : Jean Colville, Jean-Pierre Aumont, Marisa Berenson (2e partie). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Documentaire : Des trains pas comme les autres. De François Gall et Bernard d'Abregion. 4. Canada : d'un océan à l'autre. De Montréal à Vancouver, des paysages fantastiques. 23.20 Informations. 24 heures sur la 2. 23.40 Météo. 23.45 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Jean Guillon, philosophe.

FR 3

13.30 Magazine : Une pêche d'été. 13.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine : Montagne (rediff.). 14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Magazine : Dans la cour des grands. Avec des reportages, des jeux, de l'humour ; et à 16.00, le flash d'informations. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Les 12 ans de la route. D'Armand Jannet. Présenté par Laurent Cabrol. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : La baby-sitter. La recette miracle. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Téléfilm : La griffe du diable. De Douglas Hickox. D'après le roman de Judith Gould. Avec : Jean Colville, Jean-Pierre Aumont, Marisa Berenson (2e partie). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Documentaire : Des trains pas comme les autres. De François Gall et Bernard d'Abregion. 4. Canada : d'un océan à l'autre. De Montréal à Vancouver, des paysages fantastiques. 23.20 Informations. 24 heures sur la 2. 23.40 Météo. 23.45 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Jean Guillon, philosophe.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Le silence de la peur. De Mel Damski, avec Paul Michael Glaser, Linda Kelsey. 15.00 Série : Stalg 13.

Audience TV du 20 février 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

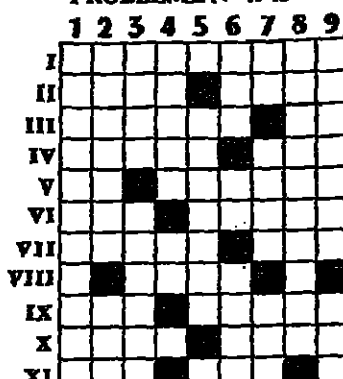
Audience instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	51.1	Santa-Barbara	Actual. région.	Actual. région.	Top 50	2 fois à Miami	Revue paris
		23.4	10.4	9.0	2.8	3.2	2.7
19 h 45	57.7	Roue fortune	Boby Star	19-20 info	Nulle part	2 fois à Miami	Revue paris
		31.2	8.0	8.2	3.6	3.8	2.8
20 h 16	99.9	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Cosby show
		28.5	17.6	12.4	2.4	5.3	5.5
20 h 55	73.1	L'Inconnu	Marche du siècle	Fantômes	Les Kéds	Affaire Belver	Le Glorie
		17.8	15.7	18.3	5.9	8.8	7.5
22 h 8	63.4	L'Inconnu	Marche du siècle	Fantômes	Flash	Affaire Belver	Le Glorie
		17.6	13.3	16.5	2.6	9.6	5.5
22 h 44	26.7	Choc	Me chérie	Océaniques	Scénario	Le voyageur	Drôles de d'arm
		9.4	6.0	2.8	2.3	3.5	2.7

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4945



HORIZONTALEMENT

I. Marchands de grilles. - II. Des sages conseils lui auraient été profitables. A ne pas faire partager. - III. Font brûler quand ils sont enflammés. En surplus. - IV. Donne naissance à de nombreux perroquets. Susceptible de ne plus tourner rond. - V. Brisée en son cœur. Spécialiste de l'estampage. - VI. Est bien obligé de nous supporter. Fut dévoré par le feu. - VII. Des têtes et tombent. Est faite pour durer. - VIII. Abri des montagnes. - IX. Qui peut faire voir rouge. Veste qu'il ne vaut mieux pas endosser. - X. On y donne et on y reçoit. Voit passer de nombreux chaland. - XI. Est à l'origine d'une certaine agitation. On s'en va souvent quand il arrive.

VERTICALEMENT

1. Des gens du coin. - 2. Grâce à elle, il n'y a pas de quoi en faire une maladie. Accepta mal les choses. - 3. Qui ne pourrait donc plus parler dans sa barbe. Rameur qui permet d'avancer rapidement. - 4. Avait souvent le bec mouillé. Conjonction. - 5. N'a pas encore succombé. - 6. A vu s'éteindre un grand poète. En « Écosse ». Est destiné à celui qui a payé pour les autres. - 7. Préposition. Mieux vaut s'en débarrasser. Elle en écroule ! - 8. Moyens de fortune, pour certains. - 9. Bien distinguée. Porte ses fruits.

Solution du problème n° 4944

Horizontalement

I. Mobiliser. - II. Urterité. - III. Lure. Réal. - IV. Égérie. - V. Tête. Star. - VI. Au. Troène. - VII. Sa. - VIII. Le. Voites. - IX. Osée. Salf. - X. Aa. Lut. - XI. Pou. Albise.

Verticalement

1. Muleta. Loup. - 2. Orageuses. - 3. Bécet. Eau. - 4. Itératives. - 5. L'é. Aa. - 6. Irrésoius. - 7. Sieste. Talé. - 8. Eia. Angélu. - 9. Relire. Sète.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du mardi 21 février 1989 :

DES LISTES

• Des élèves ayant obtenu en 1987 le diplôme de l'Ecole des hautes études commerciales. • Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de chimie et de physique de Bordeaux ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

Un numéro spécial du « Monde de l'éducation »

Les résultats du bac lycée par lycée

Contrairement aux apparences, les lycées ne fonctionnent pas à l'identique. Chacun a sa propre politique sociale : certains sont sélectifs et font porter leurs efforts sur quelques sections-phases, négligeant les autres ; d'autres sont attentifs à tous les élèves. Il y a des établissements où l'on redouble massivement avant l'année du baccalauréat, d'autres où l'on préfère conduire davantage d'élèves en classe terminale qu'à la faire recommencer en cas d'échec à l'examen.

Même s'il ne constitue pas un critère unique, les résultats au baccalauréat sont un élément d'information, parmi d'autres, à prendre en compte. Dans un numéro spécial, le Monde de l'éducation les publie lycée par lycée pour toutes les sections, assortis des effectifs d'élèves. Dans le même numéro, une enquête exclusive : un bachelier coûte 100 000 F : les prévisions du ministère sur l'évolution des filières scientifiques dans les lycées, ainsi qu'une enquête sur les baccalauréats professionnels. * En vente pendant deux mois, 20 F.

MÉTÉOROLOGIE

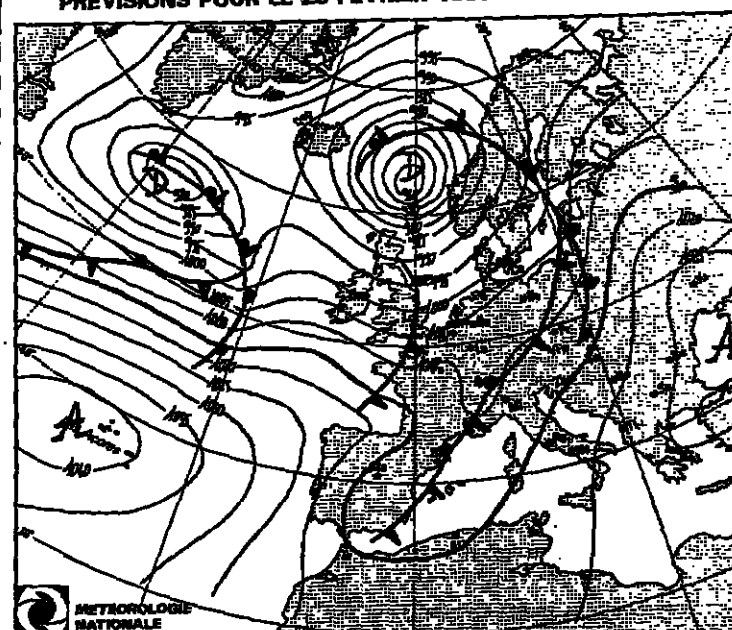
Reprise du travail

Fin du suspense pour les pilotes, les agriculteurs et les vacanciers : après trois heures de négociations avec la direction de la Météorologie nationale, dans l'après-midi du lundi 20 février au ministère des transports, les syndicats CFDT et FO (qui représentent 85 % des trois mille quatre-vingt-huit membres du personnel), ont appelé à la suspension du mouvement qui affectait, depuis dimanche 12 février, à la fois les centres de prévision et le fonctionnement du système informatique de la météo. Le travail des météorologistes a repris.

Avec cent quinze promotions internes (cinquante chefs techniques, quarante-cinq techniciens

supérieurs et vingt ingénieurs divisionnaires des travaux), une augmentation de prime de 15 % en 1989 et de 10 % l'année suivante, une renégociation des statuts des météorologistes et l'abandon du gel des emplois (c'est-à-dire la promesse que les personnes partant en retraite ou démissionnant seront remplacées), les syndicats ont obtenu la plupart des mesures immédiates demandées. La CGT, qui estime les résultats de la négociation insuffisants, notamment en ce qui concerne la réforme statutaire, appelle néanmoins le personnel à « poursuivre le mouvement » selon les modalités décidées aux prochaines assemblées générales.

PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER 1989 À 12 HEURES TU



Seize aux mouvements sociaux de ces derniers jours à la Météorologie nationale, la prestation fournie aujourd'hui ne peut être complète. Elle devrait reprendre sa forme habituelle dès mercredi.

Toutefois, la qualité de la prévision ne redonnera pas à l'heure de ce jeudi 23 février à 12 heures et le mercredi 22 février à 14 heures.

L'anticipation, qui protègeait encore ces derniers jours le sud de la France, va s'effondrer d'ici mercredi soir. Mardi, une première perturbation traversera le pays. La suivante arrivera dès mercredi sur les régions de l'ouest et du nord. Elle sera plus violente, accompagnée de pluies assez intenses et de vents forts.

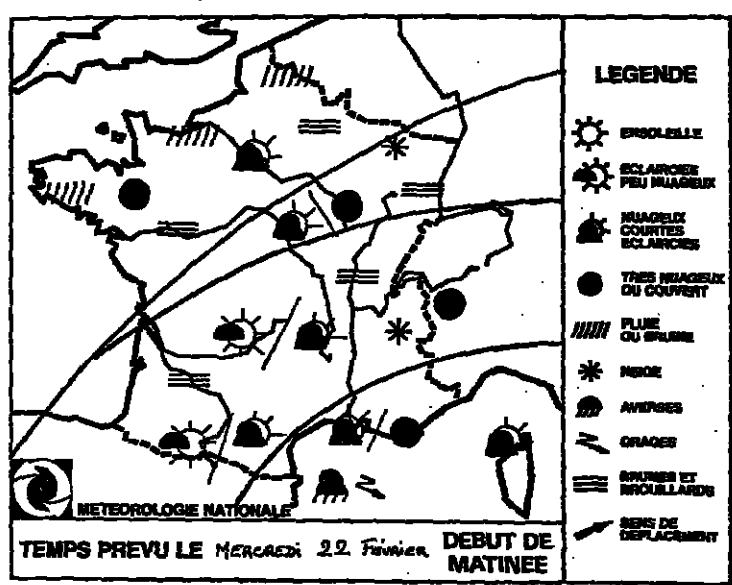
Mercredi : décalé au sud et à l'est, plusieurs sur le reste du pays.

Sur la Bretagne, les Pays de Loire, la Normandie, l'Île-de-France et le Nord, le temps sera gris et humide dès le lever du jour. Le vent de sud-ouest soufflera fort. En rafales, il atteindra 60 à 80 km/h près des côtes, 40 à 60 km/h dans l'intérieur. Dans l'après-midi, la pluie se renforcera temporairement sur les régions de l'ouest avec le retour d'écarts en fin de journée.

Sur le reste du pays, après la dissipation rapide de quelques bancs de brouillard matinal, la journée sera ensoleillée malgré de petites passages nuageux. Toutefois, au cours d'après-midi, le ciel se couvrira sur les régions proches de l'Atlantique.

Près de la Méditerranée, les nuages matinaux donneront encore des ondées éparpillées. Mais, au cours de journée, le mistral se lève et dégage le ciel.

Les températures maximales seront assez faibles pour la saison, 5 à 8 degrés en général. L'après-midi, elles atteindront 7 à 12 degrés de la Bretagne à la Méditerranée.



EN BREF

• Aide aux écoles libanaises. - Enseignement français à Beyrouth, en territoire libanais occupé par la Syrie, Brigitte May a fondé une association qui a permis à une école confessionnelle mixte de huit cents élèves de ne pas fermer. Avec un minimum de 150 F par an on peut permettre un élève de cet établissement.

* Association Les Enfants du cèdre, 10, rue du Remblay, 75016 Paris. Tél. : (1) 47-53-38-49.

• Les informaticiens d'expression française se regroupent. - L'Union internationale des informaticiens francophones (UIIF) vient d'être créée à Paris. Présidée par M. Jean-Louis Rigal, elle tiendra sa première assemblée générale le 22 février à 17 heures, à l'université Paris-IX Dauphine.

* UIIF, 17, rue de l'Yver, 92338 Sceaux. Tél. : 47-02-45-95.

23 FÉVRIER DÉPART

DU CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MOTS CROISÉS DU

Observateur

1 000 PRIX À GAGNER

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Louxor : la cour au trésor

Dans la cour d'Aménophis III à Louxor, la plus importante découverte égyptologique des dix dernières années.

LE CAIRE
de notre correspondant

QUELQUE chose malheur est bon. Telle est la morale à tirer de l'importante découverte archéologique récemment effectuée dans le temple de Louxor en Haute-Egypte. En effet, les cinq statues de la XVIII^e dynastie sculptées il y a quelque trois mille quatre cents ans n'auraient peut-être jamais vu le jour si plusieurs colonnes de la rangée est de la cour d'Aménophis III (1408-1372 avant J.-C.) n'avaient décidé il y a deux ans de jouer à la tour de Pise. Le mal constaté, les archéologues ont voulu, pour empêcher les colonnes de continuer à pencher, les étayer. Mais cette solution ne pouvait être que temporaire. Pour réparer il fallait préalablement examiner les fondations des colonnes puis proposer des solutions. Il n'était pas question de creuser sous les colonnes déjà penchées. Les archéologues du service égyptien des antiquités préféraient donc, fin 1988, faire creuser au pied des colonnes de la rangée ouest. Un choix dicté par le fait qu'elles étaient alignées face aux colonnes atteintes, mais peut-être aussi par la main du destin.

Pêche aux statues

Le 22 janvier, les ouvriers creusent sous la direction du *râyes* (contremaître) Farouk. Soudain une pelle heurte un objet solide. Le *râyes* Farouk se penche et découvre un morceau de grès bleu. Cet homme, qui travaille depuis de nombreuses années sur des chantiers de fouilles, a compris qu'il s'agit d'une trouvaille archéologique. Il ordonne aussitôt de cesser de creuser et fait appeler le directeur des antiquités du temple de Louxor qui arrive plus vite qu'un *khamisi*. Les travaux reprennent et bientôt apparaît le souriant visage de Hathor, la déesse de la joie et de la musique, coiffée du disque solaire entouré

de deux cornes de vache. Pas une effrature. Epoussetée, la statue de 1,70 mètre semble tout juste sortie des mains des sculpteurs de Thèbes.

Fébrilement, les ouvriers continuent à creuser tandis que les archéologues prient Amon, Atoum et Allah pour qu'il s'agisse d'une cachette comme celle découverte au début du siècle dans le temple de Karnak par Legrain. Ce que Maspero avait appelé « une pêche aux statues » avait permis de trouver à l'époque sept cent cinquante et une statues et environ dix-sept mille bronzes. A Louxor, le 22 janvier, on dégage quatre nouvelles grandes statues. Le dieu Atoum et son alter ego la déesse Youmit, à moins qu'il ne s'agisse, comme certains égyptologues l'affirment, de la reine Tiy, l'épouse préférée d'Aménophis III, sont mis au jour eux aussi pratiquement intacts.

Les plus belles pièces seront désassemblées les dernières : deux rois, Horemheb (1340-1314 av. J.-C.), ce général d'Akhenaton (1372-1354 av. J.-C.) devenu le dernier pharaon de la XVIII^e dynastie grâce au soutien du clergé d'Amon dont il a restauré le culte et auquel, à genoux, il offre justement des pots de vin (dans le sens littéral). Une importante découverte car on a trouvé très peu de statues d'Horemheb. Les deux plus connues sont celle du Metropolitan Museum de New-York, datant de la période où il était encore général et où il est figuré en scribe, et celle du Musée de Turin où le roi est debout à côté d'Amon. Les fouilles exhument enfin la plus belle pièce : une statue d'Aménophis III en quartzite, haute de 2,45 mètres.

Un Aménophis III de plus s'ajoutant aux quelques deux cents statues de ce roi, ressemblant à deux détails près aux colosses de Memnon : d'abord il s'agit de la copie d'une statue d'Aménophis III. Un cas assez rare dans la statuaire égyptienne - un autre exemple est celui de la copie de la statue de Ramsès II figurant sur

la façade du petit temple d'Abou-Simbel ; ensuite, fait unique, le roi aux « traits guindés » (pour marquer qu'il s'agit de la représentation d'une statue) est debout sur un trône faisant partie de la sculpture.

Malgré son importance, la découverte, à peine évoquée par la presse égyptienne, n'a été connue que le jour où le président Mubarak s'est rendu à Louxor. C'est alors qu'il venait vérifier sur place la véracité des campagnes de la presse officielle contre la saleté et le laisser-aller sévissant dans les ruines de l'ancienne Thèbes que la trouvaille archéologique a eu lieu. Aussitôt le ministre de la culture qui accompagnait le président a parlé de « la plus importante découverte de la fin du vingtième siècle ».

Selon les déclarations plus modérées des égyptologues, cette découverte, au stade actuel des fouilles, serait la plus importante des années 80. Car en Egypte, ce paradis des archéologues, une grande découverte a lieu environ tous les dix ans. La cachette de Karnak au début du siècle, le buste de Néfertiti dans les années 10, le trésor de Toutankha-

mon dans les années 20, le trésor de Tod dans les années 30, celui de Tanis dans les années 40, la barque solaire dans les années 50, les tabati de Karnak dans les années 60 et la nécropole du Nouvel Empire à Sakkarah dans les années 70.

Aujourd'hui, les travaux ont été interrompus et les statues bâchées. On ne peut pas en effet

continuer à creuser sans mettre au point un plan de fouilles élaboré. Non seulement il faudra agir méthodiquement, mais, de plus, il faudra redoubler de prudence car on se rapproche à nouveau de ces colonnes penchées dont le problème n'a toujours pas été réglé.

ALEXANDRE BUCCIANTI

UN BANC DE CHERCHEURS POUR LA BIOLOGIE MARINE

CERTAINS n'hésitent pas à le qualifier de « nouvelle frontière », voire de « quatrième dimension ». En France, en tout cas, l'océan et ses multiples ressources biologiques viennent de recevoir les honneurs de la science. Sous l'impulsion conjointe des laboratoires de biologie marine du Collège de France (Concarnet) et de chimie du Muséum national d'histoire naturelle (Paris), un groupe Bio-technologie marine a en effet été créé, pour la première fois, au sein de l'Association pour le développement de la bio-industrie (AdBio). Une structure qui réunit d'ores et déjà plusieurs dizaines d'équipes de recherche disséminées sur le territoire national, et dont la vocation première est de « multiplier les échanges entre les différentes disciplines convergentes vers la biologie marine, susciter de nouvelles collaborations et favoriser les transferts industriels ». Bref, organiser la recherche et le développement d'une spécificité trop souvent négligée par les instances scientifiques au plan national, dont les enjeux économiques sont pourtant loin d'être négligeables.

Travaux pharmacologiques

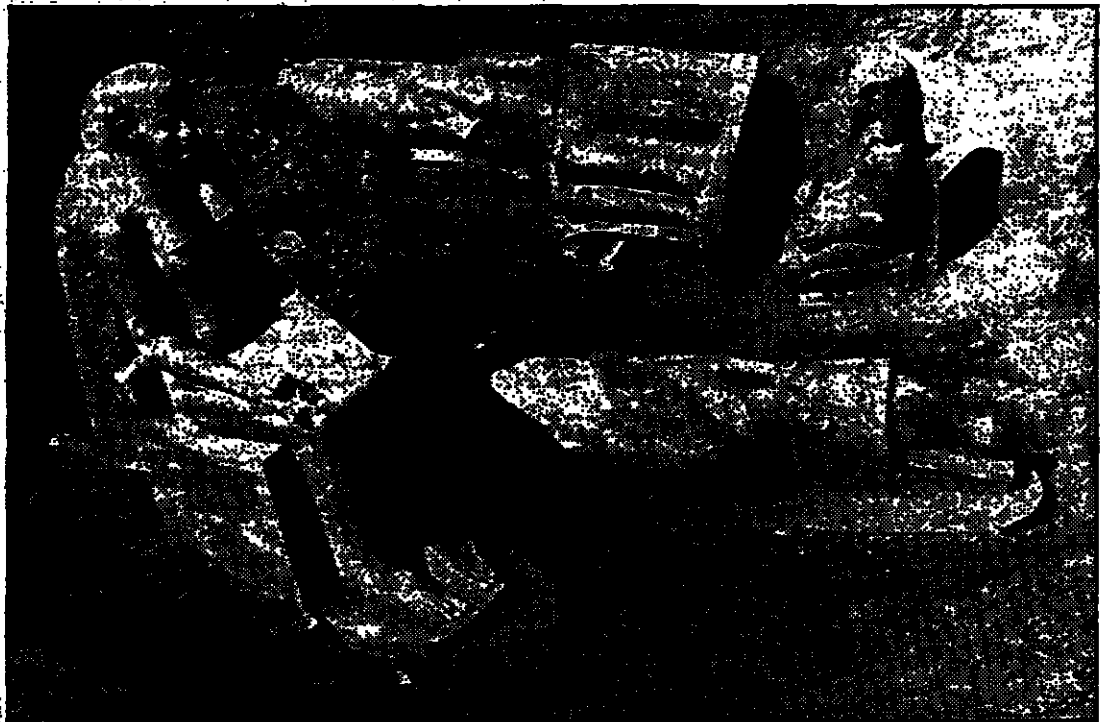
« Actuellement, d'innombrables laboratoires travaillent de près ou de loin sur les organismes marins », précise M^{me} Guyot, du laboratoire de chimie du Muséum. Mais ces recherches, qu'elles soient fondamentales ou à but industriel, se font le plus souvent au coup par coup, en ordre dispersé. D'où l'intérêt, à l'instar des programmes de biotechnologie marine mis sur pied par la Norvège, le Canada et surtout le Japon, de coordonner l'ensemble de ces recherches au plan national. Et, pourquoi pas, dans la

perspective d'une coopération européenne.

De la chimie à la biologie moléculaire, en passant par la taxonomie et la physiologie des invertébrés marins, la quarantaine d'équipes qui ont pour le moment répondu à l'appel lancé par l'AdBio entendent bien, de front, mener recherche fondamentale et recherche appliquée. Avec cependant une priorité pour cette dernière, tant les biotechnologies mises au service des océans devraient permettre, d'ici quelques années, de mieux exploiter, gérer et diversifier encore ses innombrables ressources. Parmi les richesses de ce nouvel éldorado biologique, l'amélioration des espèces aquatiques et la valorisation des sous-produits marins figurent en bonne place. Mais d'autres voies de recherche, moins évidentes au premier abord, offrent également des perspectives économiques et industrielles considérables.

Ainsi les algues, les éponges ou les tuniciers - dont le représentant le mieux connu est le violet - recèlent-ils pour le chimiste de véritables trésors pharmacologiques (substances antitumorales ou antivirales), agroalimentaires (phycocolloïdes employés comme gélifiants) ou agrochimiques. Sans parler des bactéries vivant dans les sources chaudes sous-marines, capables d'offrir à l'industrie leurs propres enzymes thermorésistantes. Ou encore des microalgues, véritables cellules à tout faire des scientifiques qui étudient en détail, en vue de leur développement industriel, les us et coutumes d'une cinquantaine d'entre elles. Autant de promesses dont les enjeux sont au premier plan du colloque national qu'organise actuellement l'AdBio autour des biotechnologies marines, prévu pour mai 1990.

CATHERINE VINCENT



La déesse Youmit (T), le roi Aménophis III (couché sur le dos), le dieu Atoum et le roi Horemheb.

Conquête de Titan

La sonde américaine Cassini doit explorer le satellite de Saturne, sans doute en partie reconverti, comme la Terre, d'une grande surface liquide.

TITAN, ce satellite naturel de la planète Saturne, n'en finit pas d'intriguer les planétologues. D'abord parce qu'il s'agit de la plus grosse lune gravitant autour du seigneur des anneaux, dont le diamètre - 5150 kilomètres - est à peine moins grand que celui de Mars, mais juste un peu plus que celui de Mercure, que les rayons du Soleil surchauffent. Ensuite parce que Titan, comme le satellite Rhéa, se déplace, ainsi que l'a montré la sonde Voyager, dans une sorte de gigantesque anneau creux (torus) rempli d'hydrogène atomique, dont les atomes proviennent de Titan lui-même.

Enfin, parce que, de tous les satellites du système solaire, Titan est le seul, explique Jean-Loup Bertaux, du service d'aéronomie du CNRS, « à posséder une atmosphère substantielle, dont la masse par unité de surface est cinq cents fois plus grande que celle de Mars et dix fois plus grande que celle de la Terre ». Une bien curieuse atmosphère, de couleur rougeâtre, dont l'existence, longtemps soup-

çonnée, fut confirmée en 1944 par l'astronome américain Gerard P. Kuiper avec la découverte en son sein de méthane gazeux. Les recherches ne se sont pas arrêtées là. Mais force est de reconnaître que l'essentiel du travail, celui qui a piqué un peu plus la curiosité des scientifiques, est venu du survol du satellite par la sonde Voyager-1 à relativement basse altitude (7000 kilomètres), en novembre 1980.

Le composant principal de cette atmosphère dense est l'azote moléculaire, présent pour 82 à 94 % du total. Viennent ensuite l'argon, l'hydrogène, le propane, l'éthane et le méthane, dont la dissociation à haute altitude par les photons ultraviolets des rayons solaires permet la création d'hydrocarbures tels que l'acétylène et l'éthylène. Tous ces hydrocarbures, ainsi que les molécules complexes qui se forment à partir de l'azote et du méthane, se condensent dans la région la plus froide de cette atmosphère, vers 200 kilomètres d'altitude. Elles finissent par former des particules d'environ

1 millième de millimètre de diamètre, donnant à Titan ce voile orangé si caractéristique et descendant lentement vers la surface du satellite, dont la température moyenne serait de -180°C.

« Cette manne céleste », chère au planétologue américain Carl Sagan, se dépose-t-elle sur une surface solide ou coule-t-elle au fond d'océans de méthane liquide, dont « l'épaisseur aurait atteint 1 kilomètre en quatre milliards et demi d'années » ? La question est toujours à l'ordre du jour. Mais beaucoup de scientifiques estiment, comme l'écrit Tobias Owen, qu'il n'est pas impossible que Titan soit entièrement recouvert d'un océan liquide de ce méthane que nous appelons, nous autres Terriens, du gaz naturel. Ainsi, « le méthane pourrait donc jouer sur Titan, précisément, le rôle que joue l'eau sur Terre. A la surface de Titan, le méthane serait liquide ; dans la basse atmosphère, il serait gazeux ». Et il n'est pas impossible qu'en certains endroits se forment des nuages de méthane donnant lieu à des pluies de méthane.

Au réfrigérateur

Quoi qu'il en soit, il semble bien que l'on ait découvert là « un monde qui, comme la Terre, possède une grande quantité de liquide à sa surface ». Aussi l'opportunité offerte par la mise en chantier par le Jet Propulsion

Laboratory de la sonde américaine Cassini, qui sera lancée en 1996 en direction de Saturne, est « une chance extraordinaire », d'autant plus que « l'Europe est actuellement incapable de faire sa propre mission planétaire » et que la NASA n'est pas mécontente de pouvoir vanter la coopération avec l'Europe devant un Congrès qui doit décider en mai-juin de l'inscription de cette mission au budget américain de 1990. Faute de quoi les Européens pourraient toujours, à leur grande déception, se tourner vers un autre projet.

Dans l'espoir que tout aille bien et que le Jet Propulsion Laboratory puisse mener à bien le développement de sa toute nouvelle plate-forme spatiale (Mariner-Mark II), destinée à l'exploration du système solaire et sur laquelle Huygens prendra place, l'ESA a réservé 192 millions d'unités de compte, soit un peu plus de 1,54 milliard de francs, auxquels s'ajoutent 20 à 30 millions d'unités de compte supplémentaires payés par les expérimentateurs sur les budgets nationaux.

Si tout va bien, donc, le lancement de Cassini par une fusée américaine Titan-4 Centaur devrait avoir lieu en avril 1996. La mission commencera alors par un voyage de deux ans au cours duquel la sonde décrira une longue courbe qui la ramènera en juin 1998 vers la Terre, de

manière à acquérir, sous l'effet des forces de gravité terrestre, le supplément d'énergie nécessaire pour se lancer vers Jupiter. Cette trajectoire, apparemment peu naturelle, conduira la sonde à traverser par deux fois la fameuse ceinture des astéroïdes, ce qui donnera aux scientifiques la possibilité d'observer, en mars 1997, un petit astéroïde carboné de 78 kilomètres de diamètre, « 66 Maja », à une altitude de moins de 300 kilomètres. Depuis, deux ou trois autres corps pourraient également faire l'objet d'une étude de la part de Cassini.

Une atmosphère opaque

En février 2000, au terme d'un voyage de six ans, la sonde américano-européenne arrivera en vue de Jupiter, la plus grosse planète du système solaire. Elle utilisera la gravité de cette énorme masse pour prendre de la vitesse et s'élancer vers Saturne, qu'elle atteindra en octobre 2002. Commencera alors pour Huygens (192 kilos) le compte à rebours, puisque, cent jours plus tard, après une première série d'observations de la planète aux anneaux, le petit module d'exploration européen sera largué, le 31 décembre 2002, dans l'atmosphère opaque de Titan. Sa vitesse qui, au moment de la séparation, atteignait 6 kilomètres par seconde, sera progressivement réduite, par un système

de décélération, de manière à éviter que le module ne se consume dans les hautes couches de l'atmosphère de Titan.

Vers 190 kilomètres d'altitude, alors que la vitesse sera tombée à 400 mètres par seconde (Mach 1,5), le « ralentisseur » se désolidarise de l'engin, qui descendra alors lentement vers la surface de Titan, suspendu à un parachute. Pendant trois heures, les six appareils embarqués collecteront des données sur la nature réelle de l'atmosphère : détermination de tous ces composants, y compris les gaz rares, en particulier celle de l'argon, dont la présence n'a pas été formellement identifiée ; répartition des gaz à l'état de traces ; recherche de molécules organiques complexes et étude de la formation et de la composition des aérosols ; observation de la topographie et de l'état de la surface de Titan.

Toutes les données seront renvoyées en direction de la Terre par l'intermédiaire de la sonde porteuse Cassini, restée en orbite de Saturne pour une étude de quatre ans. Dans le meilleur des cas, si la sonde survit à cette épreuve et surtout à son atterrissage ou amerrissage à la surface du satellite, peut-être pourra-t-on savoir la vraie nature, liquide ou solide, de cette petite Terre d'azote et de méthane, « au frais depuis plus de quatre milliards d'années ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

هكذا من الأصل

SIDA : AUX FOYERS DE LA PANDÉMIE

Les défenses du Congo

L'un des premiers pays d'Afrique à avoir pris conscience du péril et qui manque de ressources financières pour lutter contre la maladie.

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

TIRÉ à quatre épingles, un « sapeur », le dandy de Brazzaville — fait la cour à un cercle de galantes, aux charmes indéfectibles. La légende de cette caricature, en première page de l'hebdomadaire *Etumba*, prend toute la force d'une mise en demeure : « Evitez les partenaires trop faciles ». Au Congo, le sida sévit désormais au grand jour.

Plus tôt qu'ailleurs, il est vrai, le fleuve obtint ici droit de cité. Alors que la loi du silence régnait encore dans la plupart des capitales d'Afrique, le gouvernement de Brazzaville donna son vrai nom à la « maladie de la maigreur », cette tumeur trop longtemps anonyme. Un peu partout, sur le continent noir, le souci de la bonne renommée, la crainte d'affoler la population, d'effrayer le touriste ou l'investisseur, incitait au mensonge par omission.

Au risque de ternir son image, le Congo brisa net le tabou, publia des chiffres, et créa un comité scientifique de lutte contre le sida, en décembre 1985, deux ans seulement après l'identification des premiers cas. En choisissant avec courage la transparence, il fut sur le pied de guerre avant bien d'autres. Depuis, le Congo est, sur ce chapitre, l'un des meilleurs élèves de l'OMS.

Elle semble déjà lointaine, l'époque où le Congolais, désinvolte et incrédule, raillait ce « syndrome imaginaire pour décourager les amoureux », dans lequel il ne voyait qu'une « affaire de Blancs et de pèdes ». Pour conjurer le sort, il s'inventait d'autres sida, tel ce « salaire inchangé depuis des années », qui, en ces temps de rigueur budgétaire, eut un joli succès. Aujourd'hui, le peur, mère de la sagesse, s'est installée.

Selon un sondage réalisé à Brazzaville en décembre 1988, 97 % des personnes interrogées assurent « connaître » le sida, ou en avoir entendu parler ; 51 % avouent en avoir « très peur » et 25 % « en avoir

peur comme de toute autre maladie ». Dans la rue, les hommes disent se méfier maintenant de certaines jolies femmes, « surtout si elles sont minces ». Hares traditionnels des brèves rencontres amoureuses, les « mini-bôtels » de la capitale font nettement moins recette. Leurs propriétaires ont même accompli récemment une discorde — et vaine — démarche auprès des autorités médicales pour qu'on parle un peu moins du sida.

Vagabondage sexuel

La peur ? Peut-être. La sagesse ? Moins sûr. « On ne modifie pas du jour au lendemain des habitudes séculaires », soupire le docteur Iloua N'Gaporo, président du comité de lutte contre le sida. Ici, comme souvent en Afrique, le « vagabondage sexuel » est un mode de vie. La fidélité conjugale n'étant pas la vertu cardinale du Congolais, les hommes de Brazza, comme ceux de Kin sur l'autre rive du fleuve, entretiennent, outre leur épouse légitime, un ou plusieurs « bureaux », s'ils en ont les moyens. Dans un pays de longue date très urbanisé, la promiscuité de la ville n'a fait qu'amplifier ce que les sociologues appellent le « multipartenariat ».

La prostitution, souvent précocée, est elle-même une notion floue. Bien des femmes négocient leurs charmes sans appartenir à la profession. Pasteurs et curés, influents au Congo, échouèrent à culpabiliser leurs ouailles. Aujourd'hui, à la faveur du sida, leur moralisme puritain fait un retour en force. Ainsi l'Eglise évangélique, confession protestante qui rassemble trois chrétiens congolais sur dix, est en première ligne dans le combat contre l'endémie. Dans son dernier bulletin paroissial, intitulé « Société, Eglise et sida », un thème revient

sans cesse : « La morale protège aussi du virus ». Dans un esprit plus laïque, les autorités congolaises exhortent le citoyen à un « comportement responsable ». « Finie la turbulence ! », conseille joyeusement un slogan télévisé. (A l'autre bout de l'Afrique, en Ouganda, on invite les maris à « brouiller dans leur pré ».)

Autre résistance, peu surprenante, au changement : le Congolais boude les préservatifs, car il n'aime pas, vous dit-on rudement, « la viande sous cellophane ». Surtout si l'emballage coûte cher : 4 francs l'unité. Les pharmaciens de Brazzaville notent pourtant un accroissement sensible des ventes de celles qu'un peuple voisin a baptisées les « chemisettes de Venus ». Pour en encourager l'usage, les médecins congolais

préconisent, avec bon sens, d'en diminuer spectaculairement le prix.

En attendant, le mal court. Il est sage, en l'espèce, de manier les chiffres officiels avec une extrême prudence, les données statistiques étant notoirement incomplètes. Du moins donnent-ils une petite idée de l'essor du virus. Le Congo déclarait à l'OMS deux cent cinquante cas en novembre 1986, et mille deux cent cinquante en décembre 1987 (les chiffres plus récents ne sont pas disponibles). Une progression de un à cinq en treize mois. Quelques sondages partiels confirment cette évolution.

A l'hôpital central des armées de Brazzaville, les morts du sida ont été en 1988 six fois plus nom-

breux qu'en 1986. Dans le service de pédiatrie du CHU, un enfant sur cinq est séropositif. La moitié d'entre eux mourront avant leur premier anniversaire. Une mère séropositive sur deux, estime l'OMS, transmet le virus à son nouveau-né. A l'hôpital de Pointe-Noire, 30 % des nouveaux patients sont des sidéens. Ces pourcentages, forcément biaisés puisqu'ils traduisent une réalité hospitalière, n'ont qu'un intérêt indicatif qui empêche d'extrapoler. Ils montrent néanmoins que les malades du sida viennent — et meurent — de plus en plus nombreux à l'hôpital.

6 % de donneurs séropositifs

Un autre pourcentage possède, en revanche, une valeur scientifique : celui fourni par la banque du sang du CHU de Brazzaville. Depuis octobre 1986, on y teste systématiquement les donneurs de sang, d'abord par la méthode Elisa, ensuite, si nécessaire, avec des réactifs du type Western Blot. Ainsi peut-on mieux détecter les nouveaux porteurs du virus. Les résultats de ce dépistage sérologique portent, à ce jour, sur quelque quinze mille échantillons : 6 % des donneurs sont séropositifs (9,8 % avant le test de confirmation). Mais cette surveillance épidémiologique est imparfaite. En effet, les tests sanguins, quoique factuels, en dessous du prix coûtant, sont payants — environ 50 francs — ce qui limite forcément leur attrait. En outre, le simple recensement des taux de prévalence reste aléatoire. Certains médecins omettent — négligence coupable — de signaler les cas qu'ils détectent ou soupçonnent. De manière plus générale, la mise en place du dépistage laisse à désirer.

La seule « enquête d'entreprise » semble avoir été menée dans une sucrerie de Nkayi, où 15 % des salariés étaient contaminés. Comme en France, les

tests anti-sida préemptifs et pré-nataux demeurent facultatifs. « Une femme pudore criminelle », déplore un chef de service. Le « suivi » est insuffisant, bien qu'une expérience soit en cours avec quelque deux mille femmes enceintes et leurs enfants. L'idéal serait de constituer des « cohortes », c'est-à-dire des échantillons de population, qu'on surveillerait sur une longue durée.

Au Congo, comme ailleurs en Afrique, le virus attaque avant les femmes que les hommes. Selon une étude très ponctuelle, l'âge moyen des malades est de vingt-neuf ans chez les femmes, trente-sept ans chez les hommes. Certains groupes sont éminemment exposés. Une prostituée sur deux serait séropositive à Pointe-Noire. Le délai de survie d'un malade est moindre qu'en Occident : quatorze mois en moyenne. Mais certains cancéreux sidéens, atteints, par exemple, du sarcome de Kaposi, survivent trois ans.

Toutes ces statistiques, un peu grossières, reflètent la réalité urbaine. De la présence du mal en milieu rural, on ignore à peu près tout. Les autorités congolaises assurent que le sida y reste sinon inconnu, du moins très marginal. Est-ce si sûr ? Une enquête sanguine devrait permettre prochainement d'en savoir plus. Financée par la France, elle sera conduite à Impfondo, une petite ville du Nord, à une semaine de bateau de Brazzaville.

A ce rythme, les plus pessimistes prédisent que cent mille malades mourront du sida au cours des dix prochaines années, dans un pays qui compte seulement deux millions d'habitants. Ce pronostic inquiète d'autant plus que le sida frappe l'Afrique dans ses forces vives. A Brazzaville, chaque matin, des cérémonies religieuses se déroulent devant la morgue du CHU. Sur cette terre où règnent des sectes puissantes, comme celle des kibanguistes, les rites sont immuables.

Les défunts, eux, ont de plus en plus souvent le « profil social » du



DANIEL LAMIS / JOHANNESBURG

KIN LA SAGE

A Kinshasa, capitale du Zaïre, en face de Brazzaville sur l'autre rive du Congo, le taux de séropositivité est alarmant : la population ne plaisante plus avec le mal.

KINSHASA
de notre envoyé spécial

« AUJOURD'HUI, plus personne ne se croit à l'abri du mal. Et les gens commencent à faire attention. J'ai l'intuition, mais ce n'est qu'une intuition, que la prévalence de l'infection commence à se stabiliser. » Le docteur Billa Kapita, médecin à l'hôpital Mama-Yemo de Kinshasa, sait de quoi il parle : il a été un des premiers à tirer la sonnette d'alarme sur l'ampleur de l'épidémie de sida en Afrique. Aujourd'hui, s'il soigne quotidiennement les malades du sida — dans certains services hospitaliers on enregistre un décès tous les deux jours et 10 % des habitants de la capitale zairoise seraient séropositifs —, il participe aussi à toutes les conférences internationales. « Je suis convaincu que l'on trouvera une solution, dit-il. Pour le moment, nous devons apprendre à vivre avec le sida. Les Africains en général et les Zaïrois en particulier sont en train de chercher énormément, notamment dans la médecine traditionnelle. En attendant, l'essentiel reste de

changer les comportements sexuels, d'en finir avec l'anarchie sexuelle. Les condoms ne sont pas la solution miracle. Ils ne sont pas efficaces à 100 % ».

Cet appel sera-t-il entendu ? « Kinshasa la belle », « Kinshasa la trépidante » — comme on l'appelle un peu facilement — va-t-elle muer et se transformer en « Kin la sage » ? Une chose est certaine : si cette ville, qui est longtemps passée pour une des plus « chaudes » d'Afrique, a mis longtemps à regarder la réalité du sida en face, aujourd'hui plus aucun de ses habitants n'ose dire, comme il y a à peine un an : « sida eleki na passe simple » — le sida, c'est fini.

La route a été longue pour en arriver à cette reconnaissance « objective » de l'épidémie. Le laboratoire d'analyse sociale de Kinshasa, qui a étudié l'évolution de la perception du sida par les Zaïrois, montre que c'est en fait « dès » novembre 1983 que les Zaïrois ont appris officiellement que la maladie avait frappé chez eux. Vingt-six cas avaient été relevés et annoncés lors d'une conférence organisée à l'hôpital

Mama-Yemo par le département de la santé publique. « Il est possible, précise un des orateurs, que la transmission soit l'œuvre de voyageurs en provenance d'autres pays. » Ici comme ailleurs, le sida, c'est les autres ! Alors qu'en Europe et aux Etats-Unis on situe au Zaïre, ou en Haïti, le foyer originel de l'épidémie, pendant de longs mois, à Kinshasa, le sida sera considéré « comme une maladie de bourgeois ayant des contacts avec l'extérieur, une maladie qui s'attrape là où tout est industriel ». A l'intérieur du pays, cette idée est encore plus vivace. « Nous sommes indignés d'apprendre que le sida viendrait de franchir les portes de Mbanza-Ngungu et qu'un certain Luzolo serait mort de cette maladie. Je déclare que le sida n'existe pas à Mbanza-Ngungu », affirmait à cette époque un médecin de l'hôpital d'une ville de l'intérieur.

« Quot'il en soit, écrivent les responsables du laboratoire d'analyse sociale, Kinshasa retrouve vite son temps, les femmes leurs amants, les hommes leurs deuxièmes bureaux » (maîtresses) et les Sidonies (prostituées) leurs clients. C'est le temps où le sida surnommé « syndrome imaginaire pour décourager les amoureux », devient le sujet favori de plaisanterie à Kinshasa. Un instituteur appelle « sida » la baguette dont il se sert pour corriger ses élèves turbulents, un reporter

enfiévré s'écrie : « Le football de Lumumbashi est séropositif... » après le quatrième but encaissé par l'équipe locale ! Humour qui ne parvient toutefois pas à exorciser la peur diffuse qui s'insinue dans la ville. Radio trottoir, terrblement efficace ici, propage rumeur sur rumeur. Tel homme d'affaires mort du sida aurait laissé une liste, impressionnante, de toutes ses partenaires. Telle danseuse d'un orchestre connu serait atteinte : n'a-t-elle pas considérablement maigri ces derniers temps ? Tout amaigrissement devient ainsi suspect. Dernier exorcisme : on ne meurt pas du sida, on meurt — par euphémisme — « inopiné ».

Les charlatans

Fin 1985, le laboratoire d'analyse sociale note qu'une certaine prise de conscience est en train de se manifester, notamment dans les milieux intellectuels. Le 21 novembre, le maréchal Mobutu, interrogé sur l'épidémie, déclare : « Je serai radical, croyez-moi ! » Un Comité national contre le sida est mis en place. L'information officielle commence à circuler. « Le mal se répand, peut-on lire dans le journal *Elima*, et n'atteint plus uniquement les Occidentaux. Même les pauvres gens des pays en voie de développement sont obligés de l'affronter. » Certaines statistiques sur

les cas enregistrés en Afrique sont données, et les journaux d'entreprise commencent à informer leurs lecteurs sur la réalité du mal.

Dans le même temps, les charlatans commencent à se multiplier. Exemple, le Laboratoire universel de guérisons spirituelles Ebole Mbongo qui informe officiellement le secrétaire général de la recherche scientifique de la découverte du facteur originel du sida : le SAP ou syndrome d'agitation permanente. « Au cas où une personne a un taux élevé de malédiction dans le sang, contrôlable uniquement par le Laboratoire universel Ebole Mbongo, il aboutit au sida. » Le Mouboumou, un médicament traditionnel contre la diarrhée, est maintenant proposé pour guérir du sida. L'information officielle atteint son apogée en juin 1987 par le lancement d'une campagne nationale. Le 16 juin, la télévision zairoise consacre au sida une de ses émissions les plus regardées.

L'annonce, à grands renforts de publicité, le 21 novembre 1987, de la découverte d'un vaccin, le MM1 (Mobutu-Moubarak 1) par une équipe zairo-égyptienne sous la houlette du professeur Lurhuma, est accueillie dans la joie à Kinshasa. Les « ambassadeurs » recommencent à sortir. Mais il faut vite déchanter. Avertir d'abord que « l'équipe du docteur Lurhuma ne peut pas encore soigner tous les malades ». Et

puis, ce vaccin est si douloureux !... Et puis, plus rien. Aucune communication scientifique, aucun résultat probant. Aujourd'hui, victime sans doute d'un « coup » médiatique, le docteur Lurhuma se tait.

Mais les recherches continuent. Et les médecins continuent à soigner les malades. « C'est mon rôle », répond le docteur Kapita, qui sait que de nombreuses objections s'élèvent. Dans des pays où les autres épidémies continuent à faire des ravages, faut-il consacrer tant d'argent et d'efforts pour soigner des malades d'ores et déjà condamnés ?

Les réactions des personnes qui apprennent qu'elles sont séropositives sont « à peu près les mêmes qu'en Europe », répond le docteur Kapita, certains malades ont certes tenté de se suicider, mais très peu l'ont vraiment fait : en général, les réactions sont très peu violentes. Les gens écoutent avec calme, avec un courage qui m'étonne. Ils sont convaincus qu'on va trouver une solution.

Quant aux campagnes officielles, relayées tant par radio-trottoir que par les journaux d'entreprise, elles commencent, semble-t-il, à donner des résultats. « Mais, comme c'est dur, soupire un jeune commerçant, les filles de Kinshasa sont tellement très trop belles. »

JOSÉ ALAMANDI

LA PANDÉMIE

Selon l'OMS, plus de 250 000 cas de sida sont aujourd'hui déclarés. En outre, entre cinq et dix millions de personnes sont séropositives, c'est-à-dire infectées à travers le monde par le virus, et on peut prévoir que, dans les cinq prochaines années, un million de personnes seront touchées par la maladie.

A mesure que la pandémie (c'est-à-dire une épidémie généralisée) s'étend, il apparaît que l'on peut distinguer trois formes d'épidémie de

sida. Le type I, caractéristique des pays industrialisés comme les États-Unis ou la France, concerne surtout des hommes homosexuels ou bisexuels, ainsi que les toxicomanes s'injectant de la drogue par voie intraveineuse.

Le deuxième type concerne certains pays du centre, du sud et de l'est de l'Afrique, les Caraïbes, ainsi qu'un nombre croissant de pays d'Amérique latine. La majorité des personnes

infectées sont hétérosexuelles ; il y a presque autant de femmes que d'hommes contaminés. Le troisième type s'observe en Europe de l'Est, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans certaines régions d'Asie et du Pacifique. Dans ces pays, l'apparition du virus du sida a été plus récente, et les cas signalés sont encore peu nombreux.

Sans préjuger d'éventuels progrès de la recherche et de la thérapeutique, on ne peut que

rappeler ce qu'écrivaient, il y a quelques semaines, les docteurs Jonathan Mann, James Chin, Peter Piot et Thomas Quinn dans la revue *« Pour la science »* : « Le sida est une menace sans précédent pour l'humanité ».

Nos envoyés spéciaux à Brazzaville, Kinshasa, Bangkok et Marseille font le point sur les nouveaux modes de perception de la maladie et de sa progression ainsi que sur ses multiples conséquences sociales.



L'hôpital central des armées à Kinshasa.

sidatique : un citadin, appartenant à l'élite économique et fauché dans la force de l'âge. C'est un professionnel qualifié — technicien ou fonctionnaire — dont la formation a coûté cher au pays. En 1987, l'URSS renvoyait chez eux six étudiants congolais séropositifs ; récemment, plusieurs autres rentrèrent de Roumanie, tandis que deux botaniers mouraient avant d'avoir pu suivre leur stage en France. Le plus souvent, solidarité familiale oblige, ce cadre de la classe moyenne fait vivre au moins dix personnes. Sa maladie commence à grever lourdement le budget de son employeur, dans un pays où l'on ignore la sécurité sociale. Rien d'étonnant si certaines entreprises rêvent à la baisse leur prise en charge des malades. A terme, le virus met en péril l'équilibre démographique national.

Mais il est beaucoup trop tôt pour évaluer le coût économique du sida, par exemple, en termes de productivité. Certains gouvernements africains semblent trouver excessive la mobilisation médicale que l'Occident préconise contre le virus, en rappelant qu'il fait moins de ravages que les grandes épidémies traditionnelles — paludisme, rougeole, maladie du sommeil — en pleine recrudescence. Faux débat, fausse querelle. Car c'est oublier la spécificité du sida qui, loin de tuer une population économiquement marginale (jeunes enfants, vieillards), atteint le cœur des nations.

Dire la vérité

Le Congo, pour se protéger du mal, mène une campagne d'information et de prévention où tous les moyens sont bons : mise en place de comités de lutte régionaux, cours d'initiation dans les écoles et les entreprises, distribution de brochures, affiches et tee-shirts, expositions et spectacles itinérants, spots radiotélévisés, émission de timbres, tournois de football, concours de chansons et de dessins. (La chanson du sida, chez les voisins gabonais, n'a-t-elle pas fait un malheur ?) En Afrique, la liberté de mouvoir et la transmission hétérosexuelle du virus ayant largement vidé de son sens la notion de « groupe à risques », on la remplace par celle de « comportement » ou, mieux, de « situation à risques ».

Telle épouse contaminée n'avouera rien à son mari de crainte d'être chassée et ne reviendra pas à l'hôpital. Tel autre malade, cédant à un réflexe de désespoir, multiplie ses partenaires, « pour ne pas être seul à mourir ». La création et le maintien d'un lien thérapeutique, cher au médecin, se heurtent à d'innombrables obstacles psychologiques, sociaux et culturels. C'est une addition de tabous et de préjugés qu'il faut vaincre, à

propos d'un mal qui, en Afrique comme ailleurs, touche au plus intime l'homme, le sexe et le sang. Comment convaincre du bien-fondé d'un traitement un malade qui n'a aucun espoir de guérir ? Faut-il préciser au passage que le recours à l'AZT, ce « médicament de riche », est financièrement inconcevable au Congo ? Comment trouver un langage simple et pertinent pour expliquer à chacun ce syndrome qui, sans être en soi une maladie, tue en favorisant les agressions « opportunistes » : cancers, tuberculoses, diarrhées chroniques, parasitoses, infections neurologiques ou respiratoires, etc. ? Comment faire comprendre que le corps est malade même s'il ne souffre pas ?

S'agissant du sida comme des autres maladies, la médecine moderne n'est souvent qu'un dernier recours. Les malades arrivent très tardivement à l'hôpital, après être passés entre les mains des guérisseurs traditionnels, féticheurs et sorciers. Le corps encore enduit de kaolin et la peau fraîchement scarifiée, les enfants vont souvent tout droit en salle de réanimation. Faute de pouvoir mettre fin à ces pratiques rituelles, les autorités conseillent aux scarificateurs d'utiliser des lames neuves pour réduire les risques de propagation du virus.

Les ravages du sida en Afrique ne font que mettre en lumière la sous-alimentation du continent. Le virus trouve un terrain favorable chez des populations fragilisées de longue date et qui ne comptent que très lentement leur handicap sanitaire. Face à un syndrome à la pathologie multiple et souvent floue, les moyens de diagnostic sont très insuffisants. Le médecin fait confiance à son don de « suspicion clinique » et à son expérience.

Le pays manque d'argent — cette année, le budget d'investissement du ministère de la santé a été réduit à néant — de matériel, de personnel qualifié. « Nous avons besoin de médecins qui puissent s'occuper à plein temps de cette maladie », souligne le docteur Pierre M'Pelé, secrétaire général du comité de lutte anti-sida. Outre l'OMS, la France fournit pratiquement, dans ce domaine, la seule aide étrangère au Congo : 500 000 F par an permettant, pour l'essentiel, d'acheter des réactifs sanguins.

La crainte du sida n'empêche pas heureusement les malades, certains jours, de retrouver espoir et dignité. Ce matin-là, dans une salle commune de l'hôpital central des armées, le médecin nous faisait remarquer, avant même de l'examiner, qu'une de ses patientes se portait beaucoup mieux. « Avez-vous vu qu'elle s'est peignée, maquillée et fait les ongles ? »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Thaïlande : les menaces de la prostitution

BANGKOK
de notre envoyé spécial

A l'issue d'un raid effectué dans une maison close située à une quarantaine de kilomètres au sud de Bangkok, la police a libéré quarante-huit prostituées qui y étaient retenues contre leur gré. Ce genre d'affaire, dans un pays qui compterait quelque sept cent mille prostituées, est relativement fréquent. A la suite de ce raid, mené le 13 février, le ministre de l'Intérieur s'est prononcé pour la légalisation de la prostitution, ce qui n'est pas non plus nouveau. Ce qui l'est davantage, en revanche, c'est le fait que les autorités ont décidé de ne plus ignorer la menace que représente désormais le sida.

La Thaïlande n'a recensé, à ce jour, que dix malades, dont neuf sont morts. Mais des tests effectués, en 1988, sur quelque quatre-vingt mille drogués — par piqûres intraveineuses — ont fait faire un bond au nombre de séropositifs

recensés dans le pays : près de dix mille contre deux cents seulement l'année précédente. L'Organisation mondiale de la santé, pour sa part, estime déjà à vingt-cinq mille environ le nombre de séropositifs en Thaïlande.

Quand les « marines » débarquent

Traditionnellement, les Thaïlandais manifestent une grande tolérance à l'égard du commerce de la chair. Mais les intérêts d'un tourisme florissant — cinq millions de visiteurs — ont contribué, depuis trois ans, à jeter un voile sur la gravité du problème. Même si le tourisme a évolué, surtout depuis un an et demi, les quartiers rouges de Bangkok et la station balnéaire de Pattaya — où prostituées des deux sexes vivent dans la plus complète promiscuité — continuent d'attirer beaucoup de monde. En janvier, quand la flotte américaine a débarqué sur la

plage de Pattaya quelque neuf mille marins, pour un court séjour de repos, des centaines de prostituées se sont ruées sur la station balnéaire. En l'espace de cinq jours, les marins devaient dépenser près de 10 millions de dollars.

La relâche de la flotte américaine, qui n'a d'ailleurs suscité que de rares protestations, ayant coïncidé avec la tenue, à Bangkok, d'une conférence internationale sur le sida, le professeur Dheppanorn Muangmaen, doyen de la faculté de santé d'une université de la capitale, en a profité pour tirer la sonnette d'alarme. Il a estimé qu'il était temps de prendre des mesures pour mettre la Thaïlande à l'abri d'une épidémie de type africain et, surtout, ne plus continuer à parier sur le fait que l'Asie demeurerait encore épargnée par le sida.

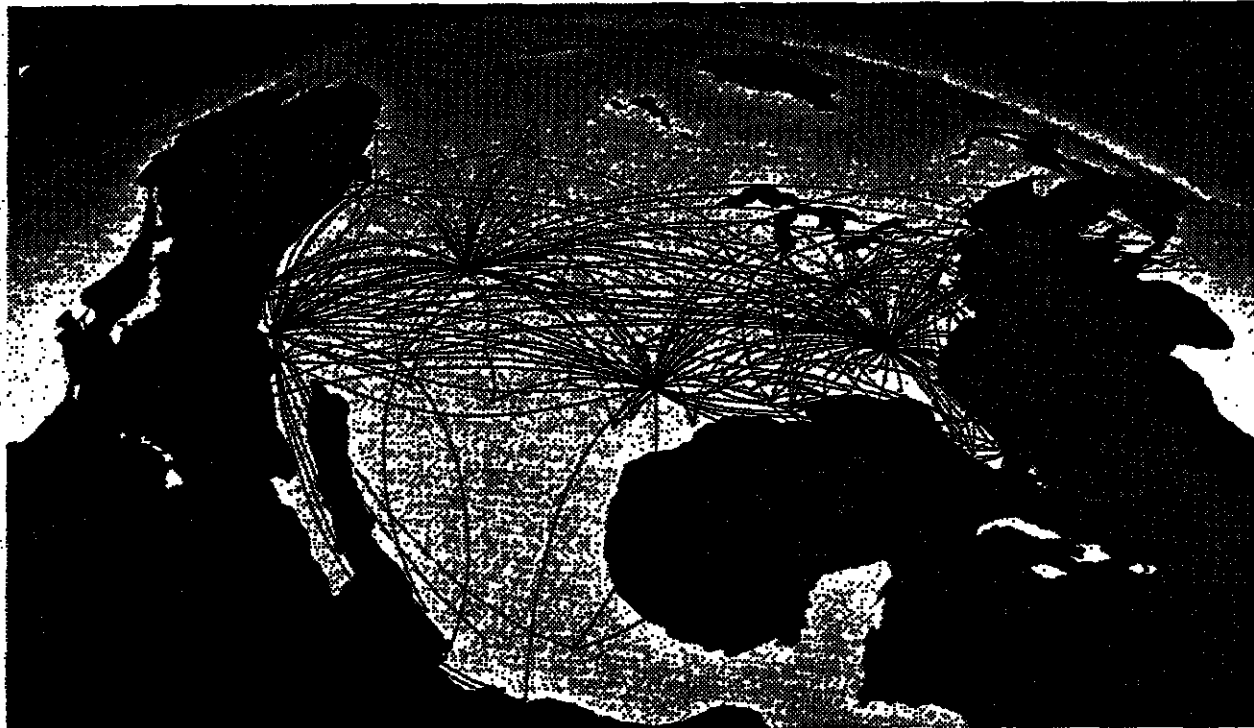
Un sondage effectué en novembre 1988 a révélé que 8 % seulement des clients de prostituées avaient recours à l'usage de préservatifs et que 77 % des dro-

gués partageaient leurs seringues. Les milieux médicaux thaïlandais s'inquiètent particulièrement de l'absence d'information sur la maladie parmi les populations à risque, d'autant que des cas de séropositivité ont été découverts dans dix-neuf provinces sur les soixante-trois du royaume. « On ne voit que la partie émergée de l'iceberg », a commenté l'un des participants à la conférence internationale sur le sida.

Dans un premier temps, les autorités ont décidé de tester, cette année, cinquante mille drogués. Le gouvernement va ouvrir trois centres de soins. Les banques de sang vont faire l'objet d'un dépistage systématique. Enfin, une campagne d'information a déjà été lancée. Ces efforts devraient permettre au moins de mesurer l'étendue de la maladie et d'avoir une meilleure idée du nombre de séropositifs. La logique voudrait que d'autres mesures, plus radicales, suivent.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le Terminal De Delta: Un Bon Départ Pour l'Amérique.



Delta vole sans escale de Paris à Atlanta, et de là dessert plus de 230 villes aux États-Unis, au Mexique et au Canada.

Vous pouvez voyager sans escale de Paris à Atlanta sur les lignes de Delta. Notre terminal d'Atlanta, moderne et spacieux, permet d'accélérer les formalités de douane et d'immigration. De là, la compagnie Delta et son réseau Delta Connection® vous permettent de vous envoler vers plus de 220 villes aux États-Unis, 7 villes au Mexique (dont Mexico) et 4 villes au Canada.

Tout ceci avec un seul billet et une seule compagnie aérienne. Et quelle compagnie ! Elle vous offre un choix de plus de 3900 vols quotidiens.

Alors, pour votre prochain voyage, choisissez Delta. Il n'y a pas de meilleure manière d'entrer aux États-Unis.

Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage. Ou appelez Delta au : (1) 43.35.40.80.

DELTA AIR LINES
We Love to Fly And It Shows.

Les vols Delta Connection sont numérotés de 2000 à 5999.

© 1989 Delta Air Lines, Inc.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SIDA : AUX FOYERS DE LA PANDÉMIE

L'alerte rouge

Le sida a brutalement fait prendre conscience aux médecins des risques liés à la transfusion sanguine. Il alimente aussi des craintes irrationnelles dans l'opinion publique.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Le sud-est de la France manque cruellement de sang (1). Si la situation n'est pas véritablement nouvelle, cette pénurie pourrait toutefois devenir rapidement alarmante puisque la désaffection progressive de la population de ces régions pour le don de sang apparaît, selon les spécialistes, liée à une croyance totalement erronée qui se répand : « celle d'attraper le sida en donnant son sang ». Cette situation reflète aussi, selon les responsables marseillais, le premier et inquiétant symptôme d'un problème beaucoup plus vaste, celui de la baisse nationale des dons de sang et l'incapacité dans laquelle sont aujourd'hui les autres centres de transfusion sanguine de venir en aide à Marseille.

C'est ainsi que les centres de Lille, de Valence ou de Châtelle-rault, souvent excédentaires, ne peuvent plus aujourd'hui assurer les compléments de globules rouges nécessaires aux interventions chirurgicales du Sud-Est. « Le problème est général, explique le professeur Gérard Cotte, directeur du centre régional de transfusion sanguine de Marseille. Je consulte régulièrement par minitel l'ensemble des propositions des autres centres français, mais, depuis janvier, aucun n'est plus en mesure de nous aider. »

Phantasme de l'aiguille

Ainsi, alors que le centre marseillais distribue annuellement environ 150 000 poches de concentré de globules rouges, il ne recrute dans le même temps qu'un peu plus de cent mille donneurs — ce nombre ayant d'autre part chuté de près de 4 % (de plus de 105 500 à moins de 102 000) de 1987 à 1988.

Une situation d'autant plus inquiétante que les responsables de Marseille avaient entrepris une campagne « de communication »

pour recruter de nouveaux et jeunes donneurs. Plusieurs initiatives spectaculaires ont été prises : on a réuni la presse régionale pour lancer un cri d'alarme et fait appel à la bonne volonté du 11^e régiment de cuirassiers basé à Carpiagne. Le professeur Cotte a aussi donné son sang devant les caméras de FR 3 pour convaincre que le don ne représente pas un risque de contamination.

On savait depuis longtemps que la pénurie en sang du littoral méditerranéen était un mal chronique, dû à la fois à la moyenne d'âge de la population, plus élevée de cinq à sept ans que celle du reste du pays (ce qui signifie des dons moins fréquents et des besoins plus élevés), ainsi qu'à certaines caractéristiques géographiques et humaines de la région. Mais cette situation se complique aujourd'hui d'une nouvelle, importante et peu rassurante donnée. Il semble en effet que la pénurie provençale trouve en partie son origine dans la crainte partagée par une population française d'une contamination par le virus du sida liée au don de sang. Si l'on en croit les conclusions de trois enquêtes importantes réalisées en 1987 et 1988, près de 50 % des Français interrogés croient que le don de sang est l'un des modes de transmission du virus du sida. Tout se passe ici comme si l'on y transformait une réalité scientifique bien établie : le risque de contamination à partir d'une transfusion de sang infecté en une donnée dénuée de tout fondement. Les raisons profondes de cet amalgame (qui n'est peut-être qu'une nouvelle manière de justifier le refus du don) sont sans doute complexes, associant les fantasmes liés à l'aiguille introduite dans une veine ou la perte irrémédiable d'une « partie de soi ».

Pour M. Bernard Paillard, sociologue du CNRS, spécialiste des rumeurs, et qui travaille actuellement sur les réactions sociales de Marseille face au sida, il est clair que ce phénomène est, sur le fond, lié aux thèmes de la

piqûre et du poison. « L'idée de la piqûre faite par l'aiguille ou par un animal venimeux est difficilement supportable, explique-t-il. Cette aversion archaïque est très profondément ancrée, elle existe dans toutes les cultures. Mais, depuis une trentaine d'années, le vieux mythe de la piqûre a été bousculé par une idée nouvelle : avec la transfusion, la piqûre qui donne la mort peut, dans le même temps, donner la vie. Le rationnel proposé par la transfusion a permis d'éloigner plus ou moins l'angoisse. Mais l'idée perturbante d'une épidémie possible, celle du sida, permet de retourner au mythe fort et ancien de la piqûre du malheur. La transfusion est ainsi sur le passage de la croyance, au même titre que les médecins et que les infirmières qui font des injections ; et, comme le don de sang est par définition en France, libre et gratuit, cette croyance met en péril la santé publique. »

Extrait de lettre d'une veuve d'hémophile adressée à un député

Que fait le gouvernement pour les hémophiles ? Je viens de perdre mon mari, qui est mort du sida à quarante-quatre ans. J'ai un fils de treize ans et demi qui se remet très mal psychologiquement de la mort de son père, et on ne sait pas ce qui peut se passer dans la tête d'un enfant qui a vu son père souffrir jusqu'au bout.

De plus, comme si notre douleur ne suffisait pas, je suis sans cesse ennuyée par l'administration, les assurances. Où est la simplification des papiers en France ? Je ne fais que courir d'un bureau à un autre pour obtenir ce qui m'est dû.

Je ne suis d'ailleurs pas un cas unique ; d'autres familles sont dans le même cas que moi. Le ministre de la santé, que fait-il ?

Dort-il sur les dossiers ? Les hémophiles veulent être indemnisés pour le préjudice causé. Les familles attendent. Merci de bien vouloir intervenir.

« Ce texte a été publié dans le dernier numéro de la revue trimestrielle *L'hémophile*. »

Pour être mieux comprises, les difficultés marseillaises doivent être replacées dans un contexte plus général, celui des bouleversements dus notamment à l'épidémie de sida qui est en train de vivre l'ensemble du système transfusionnel français. On assiste en effet depuis quelque temps à une série de phénomènes importants, accentués par l'urgence et par la progression de l'épidémie qui a notamment pour effet de réduire très notablement la consommation nationale de globules rouges. Selon le professeur Jean-Marc Bidet (Angers), président de l'Association pour le développement de la transfusion sanguine, cette réduction a été, à l'échelon national, de plus de 10 % entre 1987 et 1988. Dans la région lyonnaise par exemple, le docteur Bruno Chataing, directeur du CRTS de Lyon-Beynost, son centre a réduit de 10 000 le nombre de ses dons (128 000 en 1988). Cette réduction est beaucoup plus marquée à Paris et dans la région parisienne où, selon le docteur Michel Garreta, directeur du Centre national de transfusion sanguine, elle a atteint 20 % entre 1986 et 1987 et 20 % encore entre 1987 et 1988. « La terreur du sida, qui est omniprésente, fait que les médecins ont tout d'un coup pris conscience que l'acte transfusionnel n'était pas un geste anodin », souligne le docteur Garreta.

Tout s'est aussi passé comme si les risques de transmission du sida par voie transfusionnelle, inconnus ou négligés jusqu'en août 1985 (date de la décision gouvernementale d'instituer un dépistage obligatoire), avait mis en lumière un phénomène méconnu jusqu'alors : celui de la surconsommation nationale de sang. Dans le même temps, d'autres facteurs ont joué, comme les contraintes économiques très rigoureuses imposées par les

administrations hospitalières, ou encore le développement de nouvelles techniques de réanimation permettant « d'économiser » le sang des malades. Parallèlement, alors que la consommation en globules rouges diminuait, on observait une augmentation de celle de produits plus sophistiqués dérivés du sang (immunoglobulines, fractions plasmatisques, concentrés plaquetaires) totalement dénués de risques infectieux et utilisés dans des protocoles thérapeutiques plus complexes.

Cette situation conduit à un relatif abandon des collectes traditionnelles et au développement de la plasmaphérèse, technique plus complexe qui permet de ne recueillir que le plasma du donneur. Enfin, depuis la fin 1988 — c'est-à-dire bien tardivement, regretten certains spécialistes — de nouveaux examens biologiques (2) sont réalisés sur les dons de sang, qui conduisent les transfuseurs à rejeter un proportion notable (près de 8 % en moyenne et 12 % dans la région marseillaise) des dons qui auparavant étaient utilisés. Tous ces éléments n'ont pas été sans modifier profondément les équilibres du réseau transfusionnel français, les responsables étant partagés entre la crainte de se trouver dans une situation excédentaire injustifiée d'un point de vue éthique et économique dangereuse, et celle d'une pénurie du type dont souffre le sud de la France. « Il faut reconnaître que le sang circule mal d'une région à l'autre, explique le professeur Bidet, et que certains centres ont peut-être tendance à se replier sur eux-mêmes, à cause notamment de la nouvelle politique de l'Assistance publique de Paris, dont ils étaient fournisseurs et qui a décidé de réduire ses acquisitions extérieures et d'augmenter ses recrutements. »

Négatif virulent

Il reste à savoir précisément ce qu'il en est du risque actuel de contamination à partir des transfusions. On sait en effet que, dans certains cas, le sang de donneurs considérés comme séronégatifs peut être en réalité porteur du virus. Pour être rassurés, cette éventualité ne peut nullement être négligée, comme le démontre une inquiétante étude française récemment publiée dans *The Lancet* (3). Cette étude a porté sur cinquante-trois donneurs réguliers (dont neuf en plasmaphérèse), qui, après avoir été initialement diagnostiqués séronégatifs, sont devenus séropositifs entre 1986 et 1988.

Sur les douze personnes (huit hommes et quatre femmes, âgées de dix-neuf ans à soixante-quinze ans), qui a posteriori ont pu être identifiées comme ayant été transfusées à partir du sang ou du plasma de ces donneurs potentiellement infectieux, trois sont aujourd'hui séropositives. Aucun facteur de risque autre que la transfusion sanguine n'a pu être retrouvé. Après entretien avec neuf des donneurs concernés, cinq hommes ont indiqué avoir eu une activité homosexuelle, une femme a dit avoir un partenaire bisexuel et une autre avoir un partenaire hétérosexuel qui, cruel paradoxe, avait lui-même été contaminé à partir d'une transfusion.

« Des tests de dépistage plus sensibles et plus spécifiques, un contrôle plus soigneux des opérations de laboratoire, et des exclusions ou des ajournements plus efficaces des donneurs à risque sont nécessaires, concluent les auteurs, si l'on veut réduire davantage les risques d'infection post-transfusionnelle par le virus du sida. »

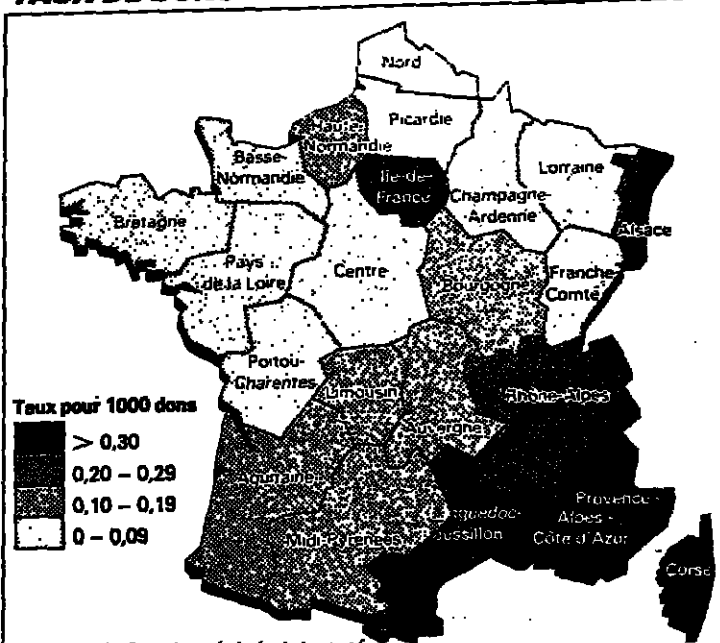
JEAN-YVES NAU.

(1) Il s'agit là de sang « rouge », ou concentré plasmatisé constitué de sang débarrassé du plasma.

(2) Les anticorps anti-HBc et les taux élevés de transaminases (symptômes biologiques d'affections hépatiques) qui sont venus s'ajouter à la recherche des symptômes de contamination par les agents de la syphilis, de l'hépatite B, du paludisme et du sida.

(3) *The Lancet*, daté du 26 novembre 1988. Communication des docteurs Anne-Marie Julien, Anne-Marie Courroux, Daniel Richard, Marial Favre, Jean-Jacques Lefèvre et Bahman Habibi (CNTS et Institut national de transfusion sanguine).

TAUX DE DON POSITIFS POUR 1000 DONNEURS



DES MILLIERS DE TRANSFUSÉS CONTAMINÉS

COMBIEN de personnes ont en France, avant l'été 1985, été contaminées par le virus du sida à partir de transfusions sanguines ? Les estimations des spécialistes oscillent aujourd'hui entre 5 000 et 15 000... Un nombre considérable, jusqu'ici presque toujours sous-estimé, auquel il faut ajouter plus de 1 200 malades hémophiles (dont de nombreux enfants) contaminés par des médicaments anticoagulants fabriqués à partir de sang infecté. Selon les derniers chiffres de la direction générale de la santé 422 cas de sida déclarés (sur les 5 655 officiellement recensés au 31 décembre dernier) sont la conséquence directe d'un geste thérapeutique dont on n'avait pas prévu les prolongements dramatiques.

Cette situation encore mal connue du grand public sera à l'évidence particulièrement difficile à gérer par les pouvoirs publics. En 1986 et 1987, le gouvernement Chirac — et M^{me} Michèle Barzach au ministère de la santé — s'était bien gardé de prendre une quelconque décision dans ce domaine, si l'on excepte la création d'un groupe de travail et une subvention de 300 000 F versée à l'Association française des hémophiles. En novembre dernier, M. Claude Evin, ministre de la santé, nous déclarait : « Je vais réunir les partenaires concernés (victimes, centres de transfusion sanguine, compagnies d'assurances) pour voir selon quelles modalités peut se mettre en place une indemnisation rapide et juste pour les personnes contaminées avant le 1^{er} août 1985 (...) et dont l'origine de la séroposivité par transfusion n'est pas contestée » (Le Monde du 4 novembre 1988).

Aujourd'hui encore, aucune décision n'a pas été prise. Il semble même que le dossier revienne devant le Conseil national du sida que préside M^{me} Françoise Héritier-Augé, mais dont la composition n'est pas encore connue. Des réunions qui viennent de se tenir, groupant notamment des transfuseurs, des représentants du ministère de la santé et de la direction des assurances, il semble que se dégage l'idée de la création d'un « fonds national de solidarité pour les situations les plus dramatiques ». « Les assurances sont déçues par les événements, confie-t-on de bonne source. Ils accepteront peut-être de prendre en charge une partie du risque, mais certainement pas la totalité. » En toute hypothèse, cette affaire soulève des problèmes très délicats et met en jeu des sommes considérables, même si tout laisse à penser que de nombreux polytransfusés accidentellement contaminés sont aujourd'hui morts non du sida,

mais des suites des maladies qui avaient nécessité les transfusions.

Dans le dernier numéro de la revue trimestrielle *L'hémophile* (décembre 1988) le conseil d'administration de l'Association française des hémophiles déclare « faire appel aux pouvoirs publics pour que soient adoptées en faveur des victimes des mesures de solidarité nationale qui s'imposent, par exemple la création d'un fonds destiné à les aider » et « demande à l'opinion publique d'encourager et de soutenir les actions de solidarité nationale ». En Suède et en Allemagne, les compagnies d'assurances des firmes commerciales ont versé des indemnités aux hémophiles contaminés. « En Suède, fin 1986, les versements se sont élevés à 75 000 F par hémophile séropositif. En Allemagne fédérale, les indemnités ont varié entre 120 000 F et 750 000 F selon la situation sociale, avec une aide particulière aux épouses. En Norvège, au Danemark, les Parlements ont voté une aide directe à chaque hémophile séropositif s'élevant à environ 200 000 F. En Angleterre, le Parlement a voté en 1987 l'attribution d'une somme de 100 millions de francs à une fondation destinée à venir en aide aux hémophiles séropositifs en situation de détresse ou de besoin. En Espagne, en Irlande, en Autriche, au Canada et en Australie des actions sont en cours pour créer de telles fondations ou pour fournir d'autres formes de compensation. »

Toutefois, le principe même d'une indemnisation (qui pourrait être acceptée au titre de risque exceptionnel en cas de contamination avant octobre 1985) est loin d'être unanimement accepté par l'ensemble du corps médical. Certains spécialistes font valoir que rien ne justifie une telle démarche dès lors qu'on aura démontré qu'aucune faute n'a été commise, notamment dans la chronologie du recours à l'utilisation de médicaments anti-hémophiliques dénués de risque. Selon eux, accepter le principe d'une indemnisation conduirait à faire du sida une maladie particulière, et surtout constituerait une brèche inquiétante dans un système basé sur l'existence d'un « risque thérapeutique » qui ne peut précisément donner matière à indemnisation.

Mais quelle que soit la solution retenue, on comprendrait mal qu'elle ne le soit pas rapidement. Sans même évoquer le nombre croissant de personnes décédées d'un sida « accidentel », il y aurait en effet une grave hypocrisie à faire attendre plus longtemps des malades dont on sait que l'espérance de vie est réduite.

J.-Y. N.

Aux Etats-Unis

D'OUEST EN EST

Avec 81 000 cas notifiés à l'Organisation mondiale de la santé, les Etats-Unis restent le pays le plus durement touché par l'épidémie de sida. Selon les estimations du CDC (Center for Disease Control), le nombre des séropositifs atteint aujourd'hui un million et demi.

Sept ans après l'identification, sur la côte ouest des Etats-Unis, des premiers cas officiels de sida, l'épidémie américaine n'a cessé de progresser et de confirmer les prévisions les plus pessimistes du CDC : 25 000 nouveaux cas — 10 000 de plus qu'en 1987 — ont été déclarés cette année. Pourtant, du point de vue épidémiologique, le sida de 1989 ressemble bien peu à l'épidémie initiale. Le changement le plus important concerne incontestablement les homosexuels dont la communauté avait été, dès 1981, le groupe le plus atteint. L'histoire des homosexuels de San-Francisco est, à cet égard, exemplaire.

Il y a sept ans, lorsque les premiers cas de sida sont diagnostiqués à San-Francisco, les homosexuels californiens représentent une véritable force, une structure avec ses associations et ses journaux. Frappés de plein fouet par l'épidémie, les gays ne tardent pas à réagir. Associations et journaux deviennent des instruments de prévention où, sans relâche, sont diffusées des informations sur la maladie et les moyens de se protéger. Aujourd'hui, on sait

que ces mesures ont été efficaces. En Californie, la progression de l'épidémie paraît maîtrisée et, dans l'ensemble des Etats-Unis, les homosexuels ne représentent plus que 63 % des malades atteints du sida. A New-York, on compte un malade pour 2 000 habitants. Dans le Bronx, un des quartiers les plus pauvres, 23 % de tous les malades hospitalisés, qu'il s'agisse d'enfants ou d'adultes, sont séropositifs. A Manhattan, le sida est devenu la première cause de mortalité chez les jeunes enfants et les hommes de moins de quarante ans. Dans l'ensemble des Etats-Unis, c'est désormais la principale cause de décès des hémophiles et des toxicomanes par voie intraveineuse. Les toxicomanes, hommes ou femmes, constituent maintenant plus du quart des malades. Un programme pilote d'échanges de seringues, dont le coût est estimé à 240 000 dollars, vient d'être mis en place par la ville de New-York, malgré l'opposition virulente des milieux conservateurs. Chez les enfants, la progression de la maladie est alarmante : cinq cents enfants ont été atteints en 1988, soit 114 % de progression par rapport à 1987. Le sida, estime le CDC, n'épargnera aucune partie de la population : près de trois mille malades ont été contaminés par des contacts hétérosexuels et deux mille cinq cents par une transfusion de sang.

B. B.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

COMMUNIQUE

Prime Computervision : un exemple de cohérence
dans les stratégies d'alliances.

Constituant un groupe de 11500 personnes, dégageant un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars, on aurait pu croire que la fusion de Prime et de Computervision n'était qu'une alliance financière entre grands. Mais c'est en fait une logique industrielle allant dans le sens des marchés de demain qui a fait s'entendre Computervision, leader européen (et 2^{ème} mondial) de la CAO/FAO, avec Prime, leader mondial des Pick systems et leader français du vidéotex. Une stratégie visant la mise en commun de savoir-faire applicatifs industriels et de réseaux, pour constituer un ensemble de compétences particulièrement pointues dans le monde des grands constructeurs informatiques. Une alliance de compétences complémentaires qui fait que seul Prime Computervision peut actuellement choisir sereinement comme philosophie le Computer Integrated Management, en maîtrisant la chaîne informatique de A à Z.

C.I.M. :
une vision globale
de l'entreprise

Quand 20 ans de maîtrise de la CAO/FAO s'allient à 16 ans de maîtrise de l'informatique multi-utilisateurs, on peut s'attendre à la naissance d'une nouvelle conception du marché de l'informatique. Cette

nouvelle approche, c'est le Computer Integrated Management. Une approche apportant une solution globale pour l'ensemble de l'entreprise, de ses métiers et de ses individus, respectant l'autonomie tout en facilitant le partage de l'information en réseau, intégrant une gestion des bases de données intelligente (bases orientées "objet", par exemple), acceptant les standards les plus variés (Unix, Ethernet, X/Open...), permettant les contacts avec l'extérieur, et respectant la rentabilité grâce à une puissance répartie en fonction des besoins.

légés de Calma, appartenant aussi au groupe), le B.T.P., la mécanique, l'électromécanique... tous domaines où les logiciels CADD et MEDUSA sont depuis longtemps les messagers de la notoriété de Prime Computervision. Pour intervenir en aval jusqu'à la commercialisation, Prime Computervision dispose de son expérience exceptionnelle dans le domaine des systèmes départementaux, bases de données et vidéotex. Une expertise reconnue par British Telecoms engagé dans une joint-venture pour la réalisation d'une future messagerie électronique.

PRIME COMPUTERVISION, LE LIEU DES AMBITIONS EXTREMES :

Ingénieurs commerciaux

La trentaine. Votre ambition n'a d'égal que votre dynamisme, vous êtes indépendant et combatif ! Vous avez décidé

d'intégrer une équipe de vente connue et respectée, tant pour la carte de visite que pour la rémunération (chez Prime Computervision, 500 000 F, c'est monnaie courante, beaucoup plus n'est pas rare !). Votre mission : être le responsable unique d'une clientèle sur un secteur géographique ou économique.

Vous êtes un passionné qui aime les défis extrêmes.

Attention : il faut aimer être évalué sur ses résultats !

Ingénieurs Commerciaux CAO : SUPELEC, CENTRALE, INSA, ENSAM. Votre expérience : 2 ou 3 années dans l'informatique ou les hautes technologies.

Ingénieurs Commerciaux Data Management : SUPELEC, CENTRALE, INSA, ENSAM ou Ecole de Commerce. Votre expérience : 2 ou 3 années en SSII, particulièrement en réseaux, bases de données, ou systèmes Pick et Oracle. Réf. IC/M.

Ingénieurs d'application

SUPELEC, CENTRALE, INSA, MIAGE ou équivalent.

Vous avez, à moins de 30 ans, une expérience chez

un utilisateur de systèmes CAO ou un constructeur, en avant/après-vente.

Vos domaines de prédilection ? mécanique, commande numérique, vidéotex, bases de données, électronique...

Rigoureux et combatif, vous aimez l'engagement extrême.

Attention : autonomie fortement appréciée, et esprit d'équipe indispensable ! Réf. I/M.

PRIME COMPUTERVISION. REJOIGNEZ L'EXCELLENCE

Prime

Envoyer CV et photo en précisant la réf. à PRIME France, DPM, 1 bis, rue du Petit Clément, 78147 Volzy-Villacoublay Cedex.

Les moyens
de la réussite

Pour être efficace, une telle approche exige une expérience exceptionnelle de la gestion et des cycles de production, du bureau d'étude à la fabrication. Cette expérience, c'est celle acquise dans des domaines aussi variés que l'automobile, l'aéronautique, les systèmes d'information géographique (spécialité de Wild Leitz, récemment intégré au groupe), l'électronique, l'ingénierie, la commande numérique, la conception d'outils de moulage, (secteurs privi-

La cohérence
absolue

Qu'il s'agisse de ses clients, pour qui Prime Computervision peut prendre en charge tout ce qui concerne les solutions informatiques, par exemple grâce au plus gros centre de formation CAO de France (3500 stagiaires, 40 formateurs, et 80 cours différents chaque année), ou de Prime Computervision, dont le chiffre d'affaire se répartit très exactement entre le matériel, le logiciel et les services, un mot résume toujours Prime Computervision : cohérence. Un mot ici synonyme d'équilibre et de solidité.

RESPONSABLE
DE NOTRE
QUALITE :
UN
POSTE-CLÉ !

CHAMPAGNE-ARDENNE

Expérience, qualité, investissement sont les trois atouts qui ont permis à notre Entreprise de taille humaine (75 personnes), spécialisée dans la forge et l'estampage de pièces touchant à la sécurité, de développer une image nationale et internationale reconnue dans une branche d'activités haute technologie.

Voulez-vous maintenir constant de la qualité de nos fabrications répondant aux besoins spécifiques d'une clientèle exigeante telle est la mission de notre :

JEUNE RESPONSABLE
QUALITE

Près du PDG, vous êtes responsable de l'utilisation optimale des moyens et des hommes, et développez sur le site une politique participative et préventive en matière de qualité.

A 25 ans environ, ingénieur généraliste ou diplômé de I.U.T.C. (formation qualité), vous êtes débutant. Les candidatures de techniciens supérieurs à fort potentiel et justifiant d'une première expérience dans un service qualité seront étudiées. Anglais courant.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. 2100/SM à notre conseil 17, rue Courmou - 51100 REIMS.

REIMS - PARIS - LYON

Marseille
des projets pour progresser...

Importante société de transports maritimes, nous recherchons pour notre service études informatiques des

ANALYSTES CONFIRMES
POUR POSTES CHEFS DE PROJETS
(Réf. : AC 4)

De formation supérieure, vous avez surtout une solide expérience professionnelle (5 ans min.). Parce que vous avez la volonté de progresser, nous vous confierons rapidement, en tant que chef de projet, le développement de nouvelles applications.

ANALYSTES DEBUTANTS
(Réf. : AD 4)

Formation supérieure souhaitée. Adresser CV, photo, lettre manuscrite et salaire actuel en précisant la référence du poste choisi à notre conseil Patricia PERONA - Domaine des Bernardines - 10, rue Neuve Ste Catherine - 13007 MARSEILLE

patricia perona
conseil en recrutement

Notre société (60 personnes, CA 60MF) commercialise et implémente une gamme française de logiciels systèmes dédiés à l'automatisation de sites de Production Industrielle. Nous sommes présents aux USA et exportons produits et compétences au travers d'un réseau de licenciés internationaux.

Pour perpétuer ce mouvement de succès, nous créons un poste de Direction et recrutons notre :

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT AUTOMATISATION INFORMATIQUE

De formation Ingénieur Grandes Ecoles, vous bénéficiez d'une dizaine d'années d'expérience professionnelle acquise de toute évidence dans un environnement IBM grands systèmes.

Vous êtes aujourd'hui Responsable Informatique ou de Production et souhaitez donner à votre carrière une nouvelle dimension.

C'est le challenge que nous vous proposons.

Thierry GUBAND vous recevra après étude de votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) que vous lui adresserez sous la réf. 89.02.148.



Les valeurs humaines de l'informatique

Homme de communication, vous êtes familiarisé aux négociations et êtes sensible à l'évolution technologique de l'informatique.

Responsable de votre activité, vous vous comportez en véritable patron :

- participation à la politique générale,
- planification des ressources humaines,
- définition budgétaire,
- etc.

Bien sûr, la maîtrise de l'anglais est souhaitée. Vous bénéficiez d'une formation complète à nos méthodes.

Postes à pourvoir à Paris.

G.D.I.
24, rue de Madrid
75008 PARIS

EXXON
CHEMICALSIngénieurs, MIAGE, débutants ou confirmés
Venez participer à notre développement

La Société Française EXXON CHEMICAL (5,3 Mds de CA dont 50% à l'export, 1.250 personnes - 350 ingénieurs et cadres) figure parmi les leaders dans son domaine d'activité : la fabrication et la commercialisation de produits chimiques.

Responsable Infocentre

Il conçoit, développe et organise une cellule Infocentre destinée à répondre aux besoins des utilisateurs, dans un environnement informatique répartie (LAG, NOMAD, SOL). (Réf. M 519 G)

Jeunes ingénieurs Grande Ecole (option Informatique) ou titulaires d'une MIAGE, la perspective de vous épanouir dans un environnement évolutif et performant, grâce à vos compétences techniques et vos qualités de contact vous engage à présenter votre candidature que nous étudierons avec la plus grande attention.

La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous référence citée, à notre conseil ALPHEE à qui nous avons confié cette recherche.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99

Ingénieurs Analystes

Dans un environnement informatique de pointe (LAG, atelier de génie logiciel), ils conçoivent et développent des applications de gestion : expédition... (Réf. M 519 K)

Conseil de Direction


مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chimie

 **REVCO**, PMI du secteur Chimie, est devenue le partenaire de grands groupes industriels avec lesquels elle travaille dans un esprit d'innovation et avec un souci de qualité. Une part importante de son C.A. est réinvestie dans la Recherche-Applications. Elle poursuit une politique d'implantation en Europe : Espagne, G.B. et bientôt R.F.A. Pour faire face à ses objectifs, elle recherche :

LE RESPONSABLE DES LABORATOIRES
Le poste est localisé au Siège de l'entreprise, en Seine et Marne. Il dirige les laboratoires soit 32 personnes :
- directement les 20 personnes du labo R & D, encadrées par 3 Chefs de groupe ;
- indirectement le labo Contrôle Qualité de l'Usine (Oise) comprenant 10 personnes et animé par 2 ingénieurs.
Ses axes de Recherche sont définis par le Président et avec l'intérêt et le Service Commercial-Marketing.
Réf. M 10/2286 A

LE RESPONSABLE DES ACHATS
Localisé en Seine & Marne, il anime et contrôle un petit service gérant un budget de 120 MF/an dont une grande partie en matières premières.
Réf. M 10/2286 C

L'ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE
Le poste est localisé dans l'Oise. Il prend en charge l'industrialisation des nouveaux produits, les méthodes... puis l'ensemble des responsabilités techniques, organisationnelles, administratives - du second d'une usine de 85 personnes.
Réf. M 10/2286 H

Ces postes concernent des ingénieurs expérimentés dont l'expérience dans des fonctions similaires et des secteurs voisins est significative. Si la motivation et l'implication sont des critères de sélection, l'âge n'en est pas un.
Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. choisie à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs-Élysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

FLODOR

Ingénieur R.&D. chez les blondes à croquer.

C'est parce que notre R.&D. est performante que nous sommes aujourd'hui si forts sur certains marchés. L'esprit scientifique et la démarche marketing sont présents à un bon niveau. Résultat, nous avons multiplié par 4 notre C.A. en 10 ans. C'est pas mal dans l'agro-alimentaire.

Vous avez une bonne formation d'ingénieur ENSIA, ENSBANA, INA ou équivalent ; vous êtes prêt à devenir le N° 2 d'une équipe qui signe de nouveaux produits et nouveaux procédés avec son imagination et sa rigueur scientifique. A 26 ou 30 ans, une première expérience professionnelle réussie vous a permis de "réapprendre la biologie" ; vous parlez bien l'anglais.

Vous êtes prêt à vous investir pendant quelques années en R.&D. avant d'évoluer vers des responsabilités plus larges. Notre entreprise avec 700 MF de C.A. vous offre des ouvertures intéressantes. Alors envoyez votre dossier à Jean-Louis Marques, associé du Cabinet Sirca, qui l'étudiera personnellement, sous la référence A 956 251 M au 64, rue La Boétie - 75008 Paris.

Sirca
Paris - Lyon - Madrid - Lisbonne

Membre de Syntec

SAINT-GOBAIN
SGAO
Systèmes Associés par Technologie

SGAO, société de services en techniques nouvelles, intervenant dans des projets qui mettent en œuvre de multiples systèmes CAO haut de gamme recherche pour renforcer ses équipes logicielles :

Chefs de projet logiciel

Ingénieurs diplômés, possédant environ cinq années d'expérience, vous prendrez en charge des projets innovants dans le domaine de la CAO.

Ingénieurs développement logiciel

Ingénieurs diplômés, débutants ou avec deux années d'expérience, vous serez intégrés à nos équipes de haut niveau et vous pourrez acquérir une expérience valorisante dans un secteur clé de la productique.

Pour ces deux postes, une compétence serait appréciée dans les domaines suivants :

- UNIX - FORTRAN - C
- SGBDR (INFORMIX, ORACLE...)

Le fait d'avoir travaillé dans le domaine de la CAO serait un atout supplémentaire. Ces postes sont basés à la Défense.

Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prétentions à SGAO "Les Miroirs" Cédex 27, 92086 PARIS LA DEFENSE.

GRUPE SAINT-GOBAIN

Important Groupe industriel français de dimension européenne et internationale. recherche pour l'une de ses activités, le

DIRECTEUR

DE SON CENTRE DE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT

Ingénieur mécanicien issu d'une grande Ecole, vous possédez des connaissances réelles en hydraulique de précision et vous avez déjà exercé des responsabilités de nature identique, à un niveau comparable.

Vous serez capable d'élaborer et de faire vivre une véritable stratégie produits, en vous appuyant sur les résultats d'un partenariat étroit avec les clients et les milieux industriels concernés, partenariat que vous serez en mesure de développer.

Le poste est basé à proximité de Paris. la rémunération offerte sera fonction des compétences et de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous référence 9469 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**AVEC DATA 3
PARTEZ A LA CONQUÊTE
DE L'INDUSTRIE**

Informatique et Industrie

Deux mondes qui vous attirent et où vous voulez évoluer en devenant un spécialiste des solutions de Gestion de Production.

Distributeur exclusif de DATA 3, logiciel complet de GPAO.

UNILOG Produits Logiciels, filiale du Groupe UNILOG, renforce son équipe commerciale et recherche un jeune

INGÉNIEUR COMMERCIAL 250 000 +

De formation supérieure (école d'ingénieurs, école de Commerce) vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience dans la vente de produits ou de services techniques.


Avec UNILOG, donnez-vous tous les atouts de DATA 3 : sa polyvalence dans tous les domaines de la GPAO, son association très réussie avec l'IBM.

Venez créer votre clientèle en établissant des contacts au plus haut niveau du monde de l'industrie et en apportant un conseil aux entreprises pour des décisions stratégiques.

Reussissez à ce poste et l'avenir vous appartiendra dans notre société et dans le groupe UNILOG (12 filiales, 1000 personnes).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous la référence JPV/902 à :

UNILOG
Conseil en Recrutement
12, rue d'Alsace - 75002 PARIS
Tél. 01 47 01 03 22
Membre de l'AFEC Informatique

 **OTIS**
L'ASCENSEUR

Jeune chef de projet organisation

Le futur pour OTIS, c'est pérenniser sa position de leader dans le monde et de n° 1 en France (5 400 personnes et 2,7 Milliards de F de C.A.).
Le futur pour vous, c'est valoriser votre expérience concrète en devenant :

Cette création de poste vous permet de participer pleinement au développement de nos projets dans le cadre d'un schéma directeur ambitieux. Rattaché au Directeur du service Organisation, vous avez un rôle de conseil en déterminant les méthodes et procédures qui répondent aux besoins des utilisateurs.

Votre mission principale est :

- A partir de l'établissement d'un cahier des charges, élaborer des solutions et réaliser des projets en collaboration avec les services informatiques.
- Suivre le lancement.
- Assurer la formation des utilisateurs.

Les responsabilités de ce poste impliquent de nombreuses relations fonctionnelles avec les 2 usines et les 22 agences.

Ingénieur généraliste ou Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, vos connaissances en informatique vous ont permis pendant 4 ou 5 ans, de mener des applications d'organisation importantes, si possible à l'intérieur d'une entreprise possédant des unités périphériques. Si vous êtes autonome, fort de vos qualités relationnelles et pédagogiques, si vous souhaitez évoluer à l'intérieur d'un grand groupe, merci d'adresser votre candidature à Véronique PARAGES, OTIS, 141 rue de Saussure, 75017 Paris, sous réf. JCP-M 900.

OTIS DESTINATION FUTUR

Société de conseil
secteur de pointe
pour faire face à son développement
recherche

CONSULTANT EN INFORMATIQUE

Vous désirez vous investir dans le conseil, cherchez enthousiasme, qualité, autonomie, responsabilité dans une équipe de 20 consultants. Vous êtes ingénieur avec une première expérience.

Envoyer lettre, C.V., photo à
ORESIS - 1, rue Jules-Lefebvre, 75009 PARIS.

APAX Conseil

CONSEIL EN RECRUTEMENT EXECUTIVE SEARCH

RECHERCHONS POUR PARIS-PROVINCE

INGENIEURS DEBUTANTS
INGENIEURS EXPERIMENTES

1 à 5 ans en INFORMATIQUE, ROBOTIQUE, AUTOMATISME, GPAO...
Pour travailler dans grandes ENTREPRISES du TERTIAIRE ou INDUSTRIE (IBM, VAX...) en Organisation ou Etude.

Ecrire à APAX sous réf. ALM/02 - 41, rue Ybry - 92200 NEUILLY.

INGENIEUR DEBUTANT
ou première expérience

recherché par
IMPORTANTE SOCIÉTÉ AERONAUTIQUE

ENSAM, INSA ou équivalent. Une expérience études et modélisation de problèmes vibratoires souhaitée, mesures du bruit, analyse des essais.

Anglais indispensable. Disponible rapidement.
Lieu de travail : Bonlieux Sud.

Merci d'adresser CV et prétentions à T21, 55, rue d'Amsterdam, 75009 PARIS ou tél. pour RV à M. François LAJLAN au 42.85.38.41.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner

LE RADAR ET LES CONTRE-MESURES DU RAFALE, L'AUTODIRECTEUR DU SKY FLASH : DES PROJETS QUI ACCROISSENT SENSIBLEMENT VOTRE VITESSE D'EVOLUTION !

60 % de CA à l'export, des projets internationaux ambitieux : autant d'atouts qui placent la Division RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE de MISSILES du groupe THOMSON aux tout premiers rangs de la compétition internationale en matière d'équipements électroniques aéroportés. Dans un environnement de technologies avancées basé sur des moyens considérables en études, développement et production, nous privilégions la multiplicité et l'optimisation des compétences individuelles. Intégrés à nos équipes de haut niveau, nous vous proposons d'intervenir sur des grands projets dans l'électronique embarquée en conduisant l'une des missions suivantes :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

CONFIRMES ou DEBUTANTS

Diplômés d'une école d'ingénieurs (SUPELEC, ENSEEHIT...) vous êtes débutants ou avec une première expérience. Nous vous offrons d'évoluer au sein de petites équipes, jeunes et hautement qualifiées. Après une formation à nos métiers, vous participerez de la conception à la réalisation, au développement de nos prototypes et produits, intégrant des technologies d'avant-garde telles que : circuits intégrés, hyperfréquences, antennes à balayage électronique, optronique... Vous bénéficierez bien sûr de tous les moyens d'information de pointe : ateliers flexibles, XAO, systèmes experts, IA, simulateurs... Outre une expérience technique de premier plan, nous vous offrons l'opportunité de construire une carrière à la mesure de vos ambitions.

Réf. 21021

INGENIEURS CAO

3 DIMENSIONS ou CIRCUITS IMPRIMES

• Ingénieur mécanicien (ICAM, ECAM...), vous avez acquis une formation complémentaire dans le domaine de la CAO et justifiez d'une expérience d'environ 2 ans au sein d'un bureau d'études. Vous réaliserez l'exécution d'avant-projets de structures d'équipements aéroportés sur station de travail CAO 3 DIMENSIONS. Vous assurez de plus les calculs de validation. Réf. 21022

• Ingénieur électronicien ou informaticien, vous avez acquis environ 2 ans d'expérience professionnelle au sein d'un bureau d'études dans le domaine de la CAO CIRCUITS IMPRIMES appliquée à l'électronique. Vous mettez en œuvre des systèmes existants (analyse de documentation systèmes, création de bases de données, maintenance des programmes existants...) et coordonnez des travaux (développement et intégration) et les études de rentabilité de nouveaux systèmes. Réf. 21023

INGENIEUR METHODES

AM OU EQUIVALENT

Vous intervenez dans la maîtrise de nos procédés pour notre fabrication avec le souci permanent du respect des délais, de la qualité et de la productivité. A la tête d'une petite équipe, vous prenez en charge directement l'industrialisation des prototypes. Interlocuteur du service développement, vous recherchez pour les problèmes technologiques, les solutions à mettre en œuvre et "managez" leur application.

Réf. 21024

INGENIEUR D'ETUDE TECHNOLOGIES HYBRIDES

Dans le cadre des activités du service microélectronique, nous vous proposons de participer aux choix des technologies futures. Pour cela, vous innovez et assurez la mise au point et la qualification de projets technologiques nouveaux (hybrides, B.F., M.F.).

Avec une formation du type ESCPI, vous avez acquis 4 à 5 ans d'expérience dans un domaine identique (dépôts couches épaisses, dépôts couches minces, montage câblage des composants, encapsulation et essai de circuits hybrides, gravure par laser...).

Réf. 20125

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence choisie à Daphné BUNGNER
THOMSON CSF - Division RCM
178 bld Gabriel Péri - 92242 MALAKOFF Cedex.

THOMSON

Algériens résident à l'étranger et justifient

- d'une formation d'ingénieur ou de technicien supérieur en forage pétrolier,
- d'une bonne expérience professionnelle dans les spécialités de forage suivantes :
 - forages pétroliers ONSHORE,
 - fluides de forage,
 - cimentation des puits.

L'entreprise SONATRACH, Division Forage, vous offre la possibilité de contribuer au développement économique de votre pays en vous proposant d'être recrutés en qualité de :

- Ingénieur forage,
- Superintendant forage,
- Superintendant fluides et ciments,
- Superviseurs de forage,
- Superviseurs fluides et ciments,

au sein de ses Directions Programmes, Engineering et sur ses chantiers pétroliers implantés au sud du pays.

Ces postes, qui conviennent à des candidats expérimentés, au caractère dynamique et ayant le goût du travail en équipe, offrent les avantages suivants :

- un salaire intéressant auquel s'ajoutent des indemnités de zone sud, liées au lieu de travail,
- une prise en charge totale de la nourriture, de l'hébergement et du transport sur bases et chantiers du Sud,
- une carrière intéressante,
- une promotion rapide pour les candidats compétents,
- des possibilités de perfectionnement et recyclage.

Envoyer curriculum vitae détaillé à :

SONATRACH - DIVISION FORAGE
Direction des ressources humaines et des moyens
8, Chemin du Réservoir, Hydra, Alger (Algérie).

Valeo

Protection
commutation

NEUMAN

1^{er} partenaire européen des grands constructeurs automobiles dans le domaine des produits électroniques de protection et de sécurité recherche dans le cadre de l'expansion de son BE Protection implanté à CROISSY (78)

Ingénieur électronicien - Chef de projet

Réf. 890/A
• Rattaché à notre laboratoire, vous travaillerez en étroite collaboration avec la division électronique du groupe pour le développement de nos différents projets et serez assisté d'équipes techniques dans la réalisation. • Ingénieur électronicien Grandes Ecoles, vous avez une expérience des études et de Chef de projet en électronique, de préférence dans le secteur automobile que vous souhaitez valoriser au sein d'un grand groupe. • L'anglais est indispensable, des connaissances en télécommunication et commandes infrarouges sont souhaitées.

Ingénieur industrialisation

Réf. 890/B
• A l'interface des services études clients, des fournisseurs, du labo électronique et de la production, vous serez responsable du développement des produits nouveaux jusqu'à leur mise en fabrication. • Ingénieur diplômé, 30-35 ans, après une dizaine d'années d'expérience en méthodes et production, vous avez évolué vers les études dans le domaine électronique et souhaitez exprimer vos qualités de communication et de synthèse dans un poste à la dimension d'un grand groupe international. • L'anglais est indispensable.

Jeunes ingénieurs électroniciens BE (INSA, ENSI...)

Réf. 890/C
• En relation avec les Bureaux d'Etudes Constructeurs, les fournisseurs et le service commercial, vous participerez à la conception des nouveaux produits. • Des connaissances spécifiques en radio et infrarouge seraient un plus. • L'anglais est souhaité.

Ces postes offrent une ouverture sur l'international. Votre potentiel conjugué à notre dynamisme technologique vous assurera une évolution de responsabilité dans un groupe en forte croissance. Merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions en indiquant la référence correspondant au poste choisi à notre Conseil : P.G. CONSULTANTS, 9 rue Benoît Malon, 92150 SURESNES.

Valeo L'équipement automobile

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Rejoignez notre avance technologique

JEUNES INGENIEURS ETUDES ET DEVELOPPEMENT

Filiale de l'Aérospatiale, la **SFENA** conçoit, développe et fabrique des systèmes de pilotage et de navigation à la pointe de la technologie mondiale. Partenaire de programmes prestigieux (Airbus, Ariane, Rafale), **SFENA** offre l'opportunité pour de jeunes ingénieurs de participer directement à des produits d'avant-garde rapidement industrialisés : centrale inertielle à gyrolaser (embarquée sur Ariane 4), systèmes de conduite et de gestion de vol... Nous recherchons de jeunes ingénieurs pour participer au développement des programmes :

CENTRALES INERTIELLES A GYROLASER
INGENIEURS - ESE - ENSAE - ENSTA
 Vous participez à la définition et à la coordination du développement des centrales pour prendre la responsabilité de l'intégration et des essais prototypes. Réf 601.
 Vous développez des études de modélisation du gyrolaser et participez au développement de nouveaux moyens d'essais avec nos équipes de spécialistes. Des connaissances en simulation numérique et traitement du signal sont nécessaires. Réf 600.

PHYSICIEN/COUCHES MINCES - INPG - ESPCI
 Vous définissez des thèmes d'étude pour améliorer la performance de miroirs gyrolaser. Votre connaissance de la physique des matériaux appliquée au domaine des couches minces est impérative. Vous utilisez des moyens sophistiqués touchant les technologies de pointe. Réf 602.

MECANICIEN - ENSMA - ENSM
 Vous participez à la définition et à la conduite des travaux concernant les capteurs gyrolaser (résistance des matériaux, calcul d'éléments fins) Réf 603.

Ces postes, basés à Châtelleraut (86), s'adressent à des ingénieurs débutants ou ayant acquis une première expérience dans un domaine similaire. Ils offrent des évolutions rapides au sein d'équipes souples et mobiles. Ils nécessitent de nombreux contacts internes et externes et une bonne connaissance de l'anglais.

Merci de nous adresser votre candidature à
SFENA, BP 128,
 86101 Châtelleraut
 cedex, en précisant la référence du poste choisi.

SFENA

NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES

INGENIEURS MECANICIENS

- Machines Tournantes -
La Défense

ARTS ET METIERS, ENSM, INSA
 Technip est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie. Notre développement, largement ouvert sur l'international est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés (pétrochimie, chimie fine, agro-alimentaire, industries diverses). Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi. Au sein de notre département équipements, vous assurerez :
 * la maîtrise de conception d'ensembles mécaniques variés,
 * la spécification, la sélection et le suivi des équipements (machines tournantes).
 Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous maîtrisez les domaines de la mécanique générale et de la résistance des matériaux.
 Souhaitant valoriser une expérience d'au moins cinq années acquise en bureau d'études ou chez un constructeur, vous aspirez à une fonction de leader technique.
 Anglais requis.
 Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf IM à Stéphane Demarquette, Technip, Division du Personnel, cedex 23 92090 Paris-La Défense.

TECHNIP
L'INGENIERIE EN TÊTE

Ingénieurs électroniciens pour des secteurs de pointe.

Vous avez une solide expérience dans la conception et la réalisation de systèmes électroniques et vous êtes attirés par un nouveau challenge. Vous pouvez devenir nos experts en solutions techniques dans les domaines suivants :

APPLICATIONS TELECOM
 Votre activité sera axée sur le développement de solutions mettant en œuvre nos composants RNIS, DSP et autres processeurs spécialisés. Votre connaissance des grands projets européens serait un atout.

APPLICATIONS MICROPROCESSEUR
 Vous développerez les applications informatiques et industrielles mettant en œuvre nos microprocesseurs haut de gamme. La connaissance de logiciels temps réel serait un atout.

INGENIEURS DE VENTES DEBUTANT
 Vous avez une formation d'ingénieur et vous êtes attirés par les relations commerciales dans diverses activités industrielles.

Pour tous ces postes, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Adressez votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à **NEC Electronics (France) S.A.** - DRH 9, rue Paul Dautier - 78142 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

NEC

Jeunes diplômés

BAC + 5 scientifique-technique...
après votre diplôme... notre formation...

CISI SYSTEMES

Cisi Systèmes, filiale du Groupe Cisi, est une des routes premières SSI dans le domaine de la conception et de la réalisation des études, des logiciels et des systèmes spécifiques en informatique de gestion. Nos objectifs de développement nous amènent à recruter des jeunes ingénieurs et Universitaires débutants.

Nous vous assurons dans un premier temps une solide formation en informatique de gestion. Vous intégrerez ensuite des équipes de développement de projets dans des environnements moyens et grands systèmes (IBM - BULL - DEC).
 A terme, vous évoluerez vers des fonctions d'encadrement de grands projets.

Envoyez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en indiquant la référence CSM 02 à **CISI SYSTEMES** - Monsieur BEAUTE - 31, avenue de la Division Leclerc 92261 FONTENAY-AUX-ROSES CEDEX.

Arny Bonade Partiers

Ingénieurs Informaticiens

Vivez votre job en temps réel

Vous avez environ 25/35 ans expérimentés, niveau BAC + 4 ; vous êtes responsables, autonomes, professionnels : des hommes et des femmes comme vous ont permis à notre groupe national spécialisé dans l'organisation et les réseaux informatiques de se développer rapidement (200 personnes) et efficacement.

Nous vous recherchons pour nos départements :

Etudes.
 Connaissances gros systèmes IBM et /ou Bull, mini-systèmes AS 400 ou VAX pour projets d'envergure.

Reseaux
 SNA et/ou Réseaux Locaux pour architecture et administration de réseaux.

Merci de téléphoner au : 42.65.29.28. ou adresser votre CV à Robert ARTHUR, 18/20 place de la Madeleine, 75008 PARIS.

TELECOM

Société de pointe en Electronique et informatique industrielle
 (60 personnes, 3 établissements en France)
 recherche pour son siège social situé AUX ULIS :

Responsable Informatique Industrielle
 Ingénieur grandes écoles, 10 à 15 ans d'expérience, il sera chargé de développer cette activité. Entrepreneur et dynamique, il a déjà mis en œuvre des ensembles industriels automatisés. (Réf.L1)

Ingénieurs Electroniciens
 Ingénieurs grandes écoles, 2 à 5 ans d'expérience, ils seront chargés de réaliser des projets dans les domaines numériques et analogiques. (Réf.L2)

Technico-Commercial en Electronique
 Bien introduit dans les bureaux d'études. Rôle élevé. (Réf.C.1)

Technicien Supérieur en Mécanique (Réf.T.1)

Chef de Projet Micro-Informatique
 Pour une application industrielle d'intelligence artificielle. (Réf.H.1)

Ingénieurs de Développement
 En informatique industrielle connaissant VAX, UNIX, C. (Réf.H.2)
 La rémunération motivante et l'accès rapide à des postes de responsabilités sauront motiver des candidats de valeur.
 Ecrire en joignant CV + photo et prétentions à :

BRIMESA - Zone d'Activités Co. Courcouronnes
 BP 420 10240 COURCOURONNES 91044 Les Ulis Cedex.

INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE SYSTEME

Notre entreprise, filiale d'un groupe français de notoriété internationale est spécialisée dans les domaines de l'informatique industrielle et des techniques avancées.

Dans le cadre de la réalisation d'importation de systèmes transactionnels, nous recherchons un ingénieur pour assister nos clients dans la mise en œuvre du système et son adaptation aux demandes d'évolution des utilisateurs. Le poste est basé à Metz.

Diplômé d'école d'ingénieur, le candidat recherché doit posséder une expérience de 3 à 5 ans dans la réalisation de systèmes informatiques. Son rôle d'interface exige par ailleurs de bonnes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil en indiquant la référence 537.M à

JFD conseil 8, rue St-Philippe du Roule 75008 PARIS.

RADIOTEL - FRANCE

filiale du Groupe SAGEM poursuit sa croissance sur le marché très porteur de la radiotéléphonie et recherche

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

Vous avez au moins deux ans d'expérience en Service Etudes et Développement.

Au sein de notre équipe « jeune et dynamique », vous participerez à la conception et l'élaboration de notre nouvelle gamme de terminaux radiotéléphonie.

Nous offrons un salaire motivant et une évolution de carrière dans le cadre de notre Groupe.

Votre dossier de candidature sera examiné en toute confidentialité.

Poste basé en proche banlieue Sud Paris.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence RL/LM2, à

micel jouhannaud conseils
 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ingénieur/chimiste

SOPHIA ANTIPOLIS (06)

EMBALLAGE/PACKAGING

Société américaine de premier plan (2,5 milliards de dollars de C.A.), nous élaborons et fabriquons des produits CHIMIQUES pour l'industrie et l'agriculture.

Nos profits (1234 au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos Laboratoires de «Recherche et d'Applications», pour l'Europe, sont installés à Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes).

La recherche reste une des raisons incontestables du succès de notre développement.

Pour renforcer son équipe, notre responsable du Laboratoire «Plastiques Techniques et Additifs» recherche un ingénieur ou un chimiste, spécialisé dans le Plastique ou les Polymères.

C'est une relation étroite avec les filiales européennes, avec les usines et les autres Centres de Recherche du groupe (notamment le Centre de Recherche U.S.) ainsi qu'avec certains clients, que vous aurez à bâtir pour être un SUPPORT TECHNIQUE efficace et compétent.

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Ecole d'Ingénieurs (Spécialisation Polymères). Vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans la formulation et la mise au point dans l'emballage plastique (PET, films polypropylène, plastiques «barrières»...).

La parfaite maîtrise de l'ANGLAIS est INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence PC 80 à notre conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 18
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Nous sommes

Etablissement (300 pers.), spécialisé dans le domaine des ECRANS PLATS DE VISUALISATION, filiale d'un groupe français mondialement réputé pour ses produits techniques innovants, LEADER EUROPEEN, situé à GRENOBLE.

Vous êtes

INGENIEUR ELECTRONICIEN

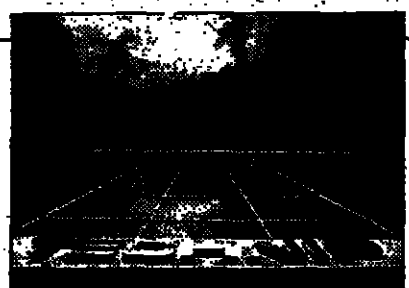
(SUPELEC, ENSI Electronique ou équivalent)

Vous avez

Le sens de l'innovation et le goût du contact.
Une expérience de une ou deux années vous a permis d'acquérir une bonne compétence technique dans l'électronique analogique et logique et en micro-informatique.
Vous possédez de bonnes bases en physique et une bonne maîtrise de l'anglais.

Nous vous proposons

d'intégrer notre équipe d'études et de développement pour participer à la création d'une nouvelle technologie d'écrans de visualisation.
Votre première mission consistera à étudier et développer des circuits électroniques, pour cette nouvelle technologie.

CHEFS DE
PROJETS
La Défense

CENTRALE, SUPELEC, ESIEA, IEG

Technip est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie.

Notre développement, largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés (pétrochimie, chimie fine, agro-alimentaire, industries diverses).

Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi.

Au sein de notre Département AUTOMATION ET SYSTEMES, vous assurerez :

* la conception des systèmes d'automatisme,
* le contrôle de procédés (continus et discontinus),
* des missions d'expertise variées.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous souhaitez valoriser une expérience d'au moins 5 années acquise dans des fonctions similaires d'études ou d'exploitation.

Vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. CP à Stéphane Demarquette.

Technip, Division du Personnel, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.



L'INGENIERIE EN TOUT

Leader sur un marché de HAUTE TECHNOLOGIE, faisant appel à L'ELECTRONIQUE, cette société recherche pour son établissement principal en région parisienne son

Responsable d'ingénierie

Mission :

- assurer la direction d'un service en plein essor (25 personnes)
- suivre les affaires importantes au plan commercial et technique du devis à la réception en assurant la rentabilité des opérations
- être le soutien technique et le formateur face au réseau.

Profil : 35 ans environ, ingénieur de Grande Ecole (Centrale, Supélec ou Mines) ayant une expérience confirmée de ce type de fonction.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à l'attention de Chantal PETRE-DISDET, Architecture Sociale Conseil -31, rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

L'innovation
à la pointe de la technique

Jeunes ingénieurs de recherche

X, MINES, ENPC, ESE, ECP, ENST, ENSTA, ENSAE, ENSIEG, N7, ...

Assumer la responsabilité -au sein de notre Centre de Recherche et de Développement de Clamart (92)-, des études et développements concernant les réseaux de transport et de distribution d'électricité (planification, fonctionnement, conduite) : c'est une mission passionnante pour un jeune diplômé grande école, débutant ou première expérience.

Dans un environnement de haut niveau, évoluant à la pointe de la technique, vous développerez votre savoir-faire dans l'un de nos groupes de recherche, mobilisant des compétences très diversifiées : économie, recherche opérationnelle, automatique,

informatique scientifique et industrielle, génie électrique, télécommunications, intelligence artificielle...

Creativité, esprit d'innovation vous permettront d'apporter une solution originale aux problèmes qui vous seront posés tant en études, conception de systèmes que développement de logiciels.

Afin d'optimiser vos contacts fréquents avec l'étranger (rencontre avec vos homologues, congrès...), une bonne pratique de l'anglais est souhaitée. Réelle motivation, excellent sens des contacts, goût du travail en équipe : vos atouts pour réussir dans un groupe aux activités multiples.

Merci d'adresser lettre de motivation et CV (sous réf. 212/M) à E.D.F.-G.D.F., Département Recrutement, 12 place des Etats-Unis, 75783 Paris Cedex 16.

Ingénieur Production, vos passions
méritent des projets ambitieux...

Notre spécialité ? L'ascenseur sous toutes ses formes, et nous sommes le n° 1 sans conteste.

Prêts pour 93, nous concevons et fabriquons en France des produits standards flexibles et des appareils hors normes qui seront vendus, installés et entretenus dans toute l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. Bien sûr, l'activité "Service" s'y rapportant (production de pièces détachées, stockage et expédition) est extrêmement importante.

Dans ce contexte en pleine évolution technique (CAO, GFAO... mise en place d'unités autonomes par produit) nous souhaitons intégrer un ingénieur fabrication.

Il prendra en main une unité opérationnelle tout en participant à ces mutations passionnantes et pourra évoluer rapidement dans les structures.

Ingénieur généraliste ayant une 1^{ère} expérience de la Production, autonome et concret, vous êtes prêt à relever vos manches pour arriver à un niveau Qualité "Zéro Défaut" en conformité aux exigences clients.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. IF-M/904 à Véronique PARAGES, OTIS, 141 rue de Saussure, 75017 Paris.

OTIS DESTINATION FUTUR

Cocktail Rencontre

offert aux

INGENIEURS
(ECP, ENST, ESE, ENSIMAG...)
en Informatique Technique

le jeudi 16 mars à partir de 17 H 30

Vous y rencontrerez :

- vos futurs collègues qui vous parleront de leurs projets,
- notre futur Directeur qui vous décrira l'exercice de votre métier à Europe Informatique,
- notre futur P.D.G. qui vous exposera la stratégie du Groupe Europe Informatique.

Contactez Michèle BEAULIEU au 42.65.10.10.
pour retirer votre invitation ou écrivez-nous à
Europe Informatique - 12, rue Godot de Mauroy
75009 PARIS.

La compétence, pas l'aventure



LA VILLE DE MAISONS-ALFORT

recrute

UN PROGRAMMEUR EN INFORMATIQUE
(I.L. ou F.)

Connaissance COBOL et matériel NCR.

Débutant accepté.

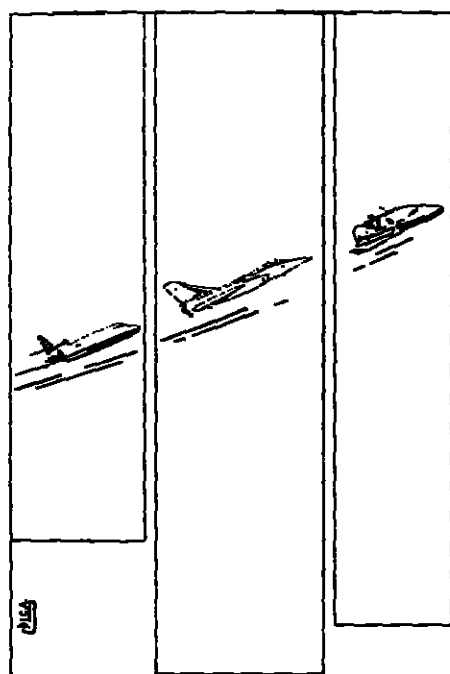
Salaire net de base : 8.015 F + 13^e mois.

Adresser C.V. + photo à M. le Maire de Maisons-Alfort,
118, avenue du Général-de-Gaulle, 94701 MAISONS-ALFORT.
Tél. : 43-96-77-00.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'Aéronautique fait appel aux techniques les plus évoluées dans tous les domaines. En particulier, la qualité et la fiabilité des logiciels embarqués doit être un souci permanent.

Dans ce cadre, nous recherchons pour notre Direction Générale Technique, un

Ingénieur Informaticien

Débutant (option informatique) ou possédant une courte expérience, il participera à la définition de méthodes et à la réalisation d'outils de spécification et de validation de logiciels temps réel embarqués. Ces développements font appel à l'informatique graphique et aux bases de données.

Il est demandé une motivation pour les aspects : Génie Logiciel, Compilateurs, Caractéristique des langages, etc.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous réf. 37.55/II/971 à A.M.D.B.A. Service du Personnel 78 quai Marcel Dassault 92214 Saint Cloud.

De l'aéronautique

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

Grands projets spatiaux

POSTES D'INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(ou première expérience)
Diplômés d'une grande école

Nous vous offrons la possibilité d'être associé à des études telles que :

- optimisation de trajectoires, mécanique du vol, pilotage.
- Simulation, interprétation de résultats, programmation sur environnement IBM.

Les candidatures sont à adresser à :
DATATRAVE : 42, rue Saint-Lambert, 75015 Paris.

Valeo

Matériaux de friction

ENTREZ DANS L'EQUIPE...

Leader dans les matériaux de friction : garnitures de freins - garnitures d'embrayages - Valeo Matériaux de friction poursuit son développement et renforce son potentiel humain. Si vous êtes prêt à vous engager dans un challenge industriel important, venez nous rejoindre.

Pour notre Etablissement de LIMOGES

Jeune Ingénieur Etudes

Rattaché au Responsable Etudes Développement de l'activité courante des garnitures d'embrayages.

Vous serez le spécialiste des matériaux chargé des recherches d'enrichissements technologiques sur la garniture d'embrayage et son environnement dans l'embrayage.

Débutant ou ayant une première expérience dans l'industrie des plastiques ou des caoutchoucs, vous avez une formation d'INGÉNIEUR MÉCANICIEN INSA, IUT Complète... avec option matériaux, indispensable pour comprendre les interactions, conception, process de mise en œuvre. Allemand (de préférence) ou anglais nécessaire. Réf. 15/M

De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de votre groupe à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) à Valeo Matériaux de Friction - Service du Recrutement Ingénieurs et Cadres 13 rue Dieumegard - 89406 SAINT-GENÈS.

Valeo L'Équipement Automobile

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHÉ.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 29,2 milliards de C.A. consolidé dont près de 17% d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Concepteur en systèmes d'information

Notre stratégie de développement et l'optimisation du service rendu aux clients passe par la réalisation d'investissements très importants dans le domaine de la technologie de l'information. C'est pourquoi nous recherchons, pour notre Direction Santé, un concepteur en systèmes d'information chargé :

- de prendre en charge, du côté utilisateur, la définition des besoins de demain en systèmes d'information,
 - de participer, en collaboration directe avec notre Direction des Systèmes d'Information, à l'élaboration et à la mise en œuvre des futurs systèmes,
 - d'assurer le suivi budgétaire et la veille technologique.
- Nous souhaitons rencontrer un candidat (homme ou femme) de 26 ans environ possédant :
- un diplôme d'une grande école d'ingénieurs (ENSMAG, ENSAE...) ou une MAGE,
 - une expérience d'environ 2 ans, soit en SSL, soit dans une entreprise du secteur tertiaire très informatisée,
 - la volonté d'évoluer dans un contexte stimulant.
- Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre, CV et rémunération actuelle sous réf. M01 C au Département Gestion de l'Emploi.

A.G.F. 33, rue La Fayette - 75009 Paris



Matériaux et produits spéciaux
Chimie
Recherche et développement
Défense Espace

Jeune Ingénieur Recherche et Développement

Choisir la SNPE, c'est appartenir à un groupe innovateur qui privilégie la recherche permanente pour faire partie des industries du futur. Rejoindre le Centre de Recherche du Bouchet (en proche région parisienne), c'est évoluer dans un environnement technologique exceptionnel.

Vous êtes Ingénieur de formation ENSMA ou similaire, débutant ou possédant 1 ou 2 ans d'expérience. Nous vous proposons de développer, dans le cadre de l'ingénierie de sécurité, des méthodes en matière

de prévision d'onde de souffle, de projection et de flux thermique, et de suivre leurs applications au sein de l'entreprise. Esprit de synthèse, sens relationnel, pratique de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. IRD, à Chantal JACOB, SNPE, 12 quai Henri IV, 75004 Paris.



LES HOMMES DE QUALITÉ

SYSELOG, membre d'un groupe de Services offre des missions de haut niveau technique dans un univers de grandes entreprises, et un environnement dynamique et formateur dans entreprise en croissance.

Nous recherchons plusieurs

INGÉNIEURS LOGICIELS

pour participer à des projets de développement de Logiciel Temps Réel et Télécommunications en Région Parisienne ou Ouest France.

Ces postes conviennent à des ingénieurs Grandes Ecoles ou DEA ayant une première expérience et une bonne connaissance de :

- Architecture 68000
- Langage C, Pascal, Assembleur
- Environnement UNIX et/ou VAX/VMS
- Normes OSI
- Oracle

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre, photo) :

SYSELOG 5, rue de Turin - 75008 PARIS

Filiale d'un Grand Groupe Industriel
GRENOBLE

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN GENERALISTE

ENSI : IEG, ENSM, ENSEM...

Nous vous proposons d'intégrer notre bureau d'études automatisées pour concevoir et mettre au point des équipements électroniques et d'évaluer à terme vers la responsabilité d'offices.

Votre rigueur, votre sens du travail en équipe et votre maîtrise de l'anglais seront nécessaires pour remplir cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 12493 à Contesse Publicité 20 avenue de l'Opéra 75004 Paris cedex 01 qui nous transmettra.



Leader Mondial, constructeur de matériel pour les industries agro-alimentaires, pharmaceutiques et chimiques (40 usines, 14 000 pers.).

Société APV BAKER à Evreux (270 personnes) conçoit, vend et installe des lignes complètes et des équipements périphériques dans les techniques : traitement thermique, UHT, installations complètes automatisées.

La Direction Technique recherche un

Ingénieur d'Affaires

3 ans d'expérience, issu d'une ENSI à dominante génie industriel, ayant des connaissances concrètes dans les domaines : mécanique des fluides, commandes électriques, vapeur, fluides auxiliaires... acquises par exemple en travaux neufs génie chimique ou industriel.

Au sein de la direction technique, il interviendra comme "Job Leader" à la tête de l'une des équipes chargées de la réalisation de contrats.

Les candidats correspondant à ces caractéristiques peuvent obtenir tous renseignements complémentaires et faire acte de candidature (CV détaillé, lettre man. sous réf. : APV/JL) auprès de : J.N. TRINH rue des Roches - 27930 BROSVILLE - tél. : 16 - 32.34.36.44

Honeywell S.A.

DIVISION COMPOSANTS D'AUTOMATISMES recherche

UN TECHNICIEN COMMERCIAL SEDENTAIRE

Pour assistance technique Clients et Distributeurs pour les produits suivants :

- composants d'automatismes (électrique et pneumatique),
- détection électronique auxiliaires commandes manuelles.

Formation électrotechnique avec connaissances en automatisme et électronique.

Niveau BTS

Expérience BE technique commerciale ou prescripteur souhaitée.

Envoyer CV, prétentions + photo sous référence 1618 M à LTA, Antenne Saint Lazare, 4, rue du Fag Poissonnière - 75010 Paris - qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chef de produit au cœur des hautes technologies

LYON Fort de votre expérience acquise dans une société industrielle, vous souhaitez valoriser votre culture technique et vos qualités d'animateur.

Nucléaire, connectique, informatique : FRAMATOME, groupe de 6500 personnes avec un CA de 11 milliards, vous offre cette opportunité dans le domaine de hautes technologies.

Rattaché au Responsable de l'unité, vous êtes le coordinateur de toutes les actions menées pour le développement et la mise en œuvre de nouveaux produits.

- Vous réalisez la synthèse des connaissances techniques et les cahiers des charges.
- Vous établissez les coûts prévisionnels.
- Vous coordonnez toutes les actions techniques de développement (délais, qualité, prix).

- Vous êtes le représentant de notre Direction auprès des partenaires, des clients.
- Vous êtes responsable de l'amélioration permanente du produit et du maintien de sa compétitivité.

De formation ingénieur généraliste (Centrales, Mines, AM), vous avez déjà piloté des activités de développement jusqu'aux phases concrètes d'industrialisation.

A 35-40 ans, vos points forts sont la maturité, la disponibilité, l'organisation, le sens du dialogue : ils vous permettront de réussir une carrière riche et passionnante au sein de notre groupe.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV en précisant vos prétentions sous référence 8520 à FRAMATOME, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon.

FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

SAINT-GOBAIN

SAVOIE - 150 personnes dans le Centre International de Recherches de la branche Fibres de renforcement de VETROTEX conçoivent et développent les procédés industriels et les fibres de verre de demain pour 7 usines dans le monde. Nos recherches ont :

INGENIEUR CHIMISTE INDUSTRIALISATION et APPLICATIONS

A partir de nos plus récentes découvertes expérimentales, vous concevez et mettez au point en voie grande les procédés et les adaptez en fonction d'applications et/ou de produits précis. Quelques années d'expérience en R.E. ou en service d'engineering vous ont appris à piloter un projet, à remplir le rôle d'interface entre innovation et conception, réalisation et production, en réalisant les compétences (chimie, électromécanique, automatique). (Référence 403 L 154 M)

JEUNE INGENIEUR (OU DOCTEUR)

RECHERCHE

CHIMIE MACROMOLECULAIRE

A partir de formulations originales, vous réalisez les dispositifs pilotes et en exploitez les résultats déterminant les faisabilités industrielles à moyen terme (Référence 403 L 155 M).

Nous intégrons des ingénieurs chimistes généralistes ou à dominante procédés ou technologies destinés de mettre en œuvre (et de développer) leurs connaissances en physico-chimie des polymères et en matériaux composites. Concrets et innovateurs, vous travaillerez dans un contexte international.

Ecrivez à notre conseil José BERNARD sous référence choisie qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

centor

17, rue Louis Collet
69626 VILLEURBANNE CEDEX

RANK XEROX

Un environnement ouvert à tous les talents

Ingénieurs vente systèmes

De formation supérieure, vous avez une expérience des logiciels et des réseaux en environnement gros systèmes.

Aussi à l'aise dans la négociation que dans le diagnostic des besoins, votre connaissance des technologies informatiques et des réseaux vous permettra de proposer aux professionnels des grandes entreprises des solutions performantes et d'étudier avec eux le mode de financement adapté.

De tempérament commercial, ouvert au dialogue, et désireux de partager votre expérience, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités d'expertise ou d'encadrement.

réf. : LLM/76

Ingénieurs technico-commerciaux

Impression électronique

Vous avez un DUT ou un BTS informatique et une expérience de 2 à 4 ans en exploitation ou systèmes (IBM). En liaison étroite avec notre force de vente système, vous analyserez les besoins de nos clients tout en conseillant les utilisateurs. Garants de la faisabilité des implantations, vous assurerez la mise en route des solutions proposées et leur évolution.

Curieux des nouvelles technologies, vous souhaitez acquérir l'expertise des produits d'un groupe de renommée internationale.

réf. : SLM/76

Des postes sont à pourvoir à Paris ou en Province.

Pour trouver un environnement ouvert à tous les talents et propice à toutes les ambitions, adressez votre candidature, en précisant la référence du poste choisi, à Laurent Amelineau, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

SECM recherche pour
ETABLISSEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE
(Région Parisienne)

INGENIEUR MECANICIEN

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Titulaire d'un DUT ou d'un BTS en électronique ou en informatique pour l'électronique, vous avez acquis une expérience en développement de logiciels pour les systèmes DPS 7 en langage assembleur et en langage C pour les systèmes IDS II et logiciel trait.

Ce poste, évolutif à moyen terme, exige une aptitude certaine à analyser de manière opérationnelle les besoins exprimés par les utilisateurs en secteur administratif. A ce titre, une expérience pratique appliquée à la gestion serait appréciée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à l'attention de M. Alain GRAMOLA

SECM COUNSELLING - 66 Champs Elysées - 75008 PARIS

Nous concevons, fabriquons et mettons en œuvre des réseaux et systèmes de radiocommunications publics et privés.

Nous recherchons des ingénieurs débutants pour répondre à l'évolution de notre technicité et de notre marché et vous proposons d'intégrer les équipes techniques et industrielles de notre établissement de Laval (Mayenne - Pays de Loire) en tant qu'

INGENIEURS

- APPROVISIONNEMENT :

Ce poste formateur sera confié à un jeune Ingénieur Electronicien ayant valorisé sa formation initiale par un 3ème cycle d'études Gestion ou Achats Industriels.

- ETUDES DEVELOPPEMENT :

Ce poste de conception et développement de logiciels appliqués aux équipements de radiotéléphonie sera confié à un Electronicien justifiant d'une formation dans le domaine des radiocommunications.

- ASSISTANCE TECHNIQUE :

Ce poste de "spécialiste produit" sera confié à un Electronicien ayant des connaissances Radio BF/HF.

- PRODUCTIQUE :

Electronicien ou Mécanicien de formation. Des connaissances CAO/IAO et automatismes seront appréciées.

Tous ces postes requièrent une bonne pratique de l'Anglais écrit et parlé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à M. J.L. DELACROIX

ALCATEL
RADIOTELEPHONE

ALCATEL RADIOTELEPHONE - 79, rue St Melaine
B.P. 701 - 53002 LAVAL CEDEX

CGE

مَكْرَمًا مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CAP SESA REGIONS

S'investir dans un grand projet d'informatique spatiale

BREST

Dans le cadre d'un projet de traitement de données satellites, sous la responsabilité directe du Directeur de Projet, il assure l'intégration et la validation des logiciels fournis par les équipes de développement.

A ce titre, il encadre une équipe d'ingénieurs, gère un important budget, supervise les moyens d'intégration. C'est un ingénieur ayant une expérience informatique de 3 années minimum, dont une première expérience dans l'intégration de grands systèmes, de préférence dans le domaine spatial.

Poste à pourvoir à Brest

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CAP SESA REGIONS, Hubert Nover, Directeur de l'Agence de Brest, 21 du Vernis, Sainte Anne du Portzic, 29200 Brest.

CAP SESA
GROUPE CAP CEMRA SOCIÉTÉ

Le groupe ARC Union

recherche pour sa filiale

ESPACE EXPANSION

Société de gestion de centres commerciaux en plein développement

UN PROGRAMMEUR SUR MATÉRIEL DEC VMS ORACLE

Agé de 30 ans environ, ayant des connaissances en matière de bases de données relationnelles et micro-informatique, possédant au moins un an d'expérience sur ce matériel.

Ce candidat devra s'intégrer au sein de la cellule « Organisation » de l'entreprise et participer aux actions de réinformatisation actuellement en cours.

Sa compétence et ses qualités assureront au candidat une progression de carrière certaine.

Lieu de travail situé à PARIS.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
M^{me} Yvonne David
Groupe ARC Union, direction des ressources humaines,
108, rue de Richelieu, 75002 Paris.

Une société qui développe des produits faisant appel à des technologies de pointe en mécanique, hydraulique et électrohydraulique, recherche un

INGÉNIEUR ÉTUDES ET RECHERCHES ACHATS

Dans le cadre du lancement de nouveaux projets, il sera chargé, en liaison avec le bureau d'études de "comprendre" les produits à développer, d'en faire une estimation de prix en liaison avec les méthodes. Il détectera et consultera les fournisseurs pouvant répondre au cahier des charges. Il analysera leurs prix et il les aidera éventuellement à définir leurs propres moyens et méthodes de production. Il assurera les discussions technico-commerciales et il sera chargé de l'élaboration des contrats commerciaux, tant avec des fournisseurs français qu'étrangers. Le candidat retenu, âgé d'environ 28 ans, de formation ingénieur type A & M, ICAM, ECAM, ENSEIHT Option Mécanique ou Hydraulique, possèdera une expérience de quelques années dans une fonction technique, bureau d'études ou méthodes d'une société, dont les productions font appel à des technologies de pointe. La connaissance de la fonction achats est souhaitée ainsi que celle de la langue anglaise.

Ecrire sous référence 1092/M à

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS -
Discrétion assurée

INSTITUT LAUE-LANGEVIN GRENOBLE

L'ILL est un Institut de recherche fondamentale, financé par la France (CEA et CNRS), la République Fédérale d'Allemagne (KFK), le Royaume-Uni (SERC), et depuis peu par l'Espagne et la Suisse.

L'Institut exploite un réacteur de recherche à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines : physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, ce qui englobe la science des matériaux, la physique du solide, la cristallographie, la chimie, les macromolécules, la biologie etc.

L'ILL est un institut de service où des chercheurs invités, après sélection de leurs projets, viennent effectuer des expériences sur une trentaine d'instruments mis à leur disposition, avec l'aide de scientifiques appartenant à l'Institut. Ces scientifiques interviennent en outre dans la conception, la construction, l'exploitation et l'amélioration des instruments.

Dans ce cadre, nous offrons un contrat à durée déterminée (cinq ans maximum) à des

SCIENTIFIQUES

ayant soutenu leur thèse de doctorat (ou ayant une formation équivalente) et possédant de préférence une expérience en recherche dans un des domaines où sont effectuées les expériences de l'Institut.

Les candidatures avec C.V., copie des diplômes et références, doivent être adressées avant le 15 Avril 1989 au Directeur de l'ILL, à l'adresse suivante :

INSTITUT LAUE-LANGEVIN - 156 X -
38042 GRENOBLE Cedex FRANCE

CISI

CISI INGENIERIE

à notre expansion dans les domaines armement, aéronautique, espace, nucléaire, nous recherchons :

Ingénieurs Grandes Ecoles

Bordeaux

Mission : • Ils participeront au développement de grands projets dans le secteur Aérospatial dans les domaines : Mécanique - Aérodynamique - Electromagnétisme • Ils seront amenés à prendre des responsabilités de petites équipes soit en étude scientifique, soit en développement de logiciels numériques.

Profil : • INGENIEURS GRANDES ECOLES (Centrale, Mines, Sup Aéro, ENSMA) • Débutants à 3 ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à ANY BOULADE PARTNERS - 35/37, avenue Joffre 94169 Saint-Mandé - Tél. (1) 43.65.09.09.

réf. CI 2102

Any Boulade Partners

ICL VALENTINI

CARROSSERIE

INGENIEUR CHIMISTE :

HISSEZ NOS COULEURS !

Notre Société, membre du groupe ICL, leader mondial de la peinture, est la 1^{re} marque en France dans le secteur carrosserie. L'expansion rapide de notre division carrosserie est fondée sur des gammes de produits de qualité correspondant à des normes tant françaises qu'européennes. Aussi notre Laboratoire constitue-t-il un des départements clés de notre organisation.

Mettre au point les teintures, définir les procédés d'utilisation, rechercher de nouvelles formules en étroite collaboration avec les homologues anglais et allemands du groupe, participer à une véritable réflexion sur les gammes à l'échelle européenne, telles sont les missions que nous souhaitons confier à notre futur

RESPONSABLE LABORATOIRE

Analyses, testant puis étudiant avec les autres filiales les développements possibles : nouvelles technologies, utilisation de matières premières diversifiées, voir quelques exemples de ce que nous attendons de vous.

Ingénieur chimiste, vous avez une expérience réelle du développement de produits dans la peinture ou dans des métiers connexes. Votre évolution chez nous sera fonction de vos capacités à manager une équipe de 25 personnes et à développer nos produits dans un contexte de projets européens. Vous maîtrisez l'anglais. Et peut-être l'allemand ?

Veuillez adresser votre dossier complet sous réf. ZIRLAM à notre Conseil Pierre CHAUSSEMER qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous réalisons des produits et des systèmes de main d'œuvre de la messagerie X400 et des réseaux de télécommunications. Pour accompagner notre expansion

NOUS RECHERCHONS

DES INGENIEURS

grande école ou formation supérieure pour des postes de DEVELOPPEMENT, D'ENCADREMENT DE PROJET et de CONSEIL.

De un à cinq ans d'expérience minimum, selon poste, ayant des compétences dans au moins un des domaines suivants : TELECOMMUNICATIONS (X25, RLE, Messagerie), UNIX, MS-DOS, OS2, WINDOWS, BASE DE DONNEES, (ORACLE, INFORMIX...)

Postes à pourvoir à Paris et en Province (Lyon, Caen, Orléans)

Envoyer CV et prétentions à

PRIMATTEL

16, rue Hamelin - 75116 PARIS - Tél. 47 27 12 13

Notre unité de production, située dans les Hautes Pyrénées, met en place la GPAO. Elle cherche pour réussir cette implantation

un jeune ingénieur

ECP, A & M, débutant, vous êtes intéressé par cette fonction à responsabilités alliant organisation et informatique qui vous permet de connaître nos fabrications et notre entreprise.

Votre formation et votre potentiel sont pour nous et pour vous le gage d'un avenir dans notre groupe.

Ecrivez à J. PICARD, consultant, (réf. 3124 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.

97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTREC

INGENIEUR RECHERCHE CONCEPTION AMONT

chez le LEADER EUROPEEN des
CONTRE MESURES... à Toulouse

Edouard LACROIX DEFENSE conçoit, fabrique et commercialise des PRODUITS PYROTECHNIQUES MILITAIRES abstraites PAO.1. Sa division PRODUITS CONTRE-MESURES occupe le rang de leader européen sur ses marchés.

Se vocation : concevoir, développer des LEORRES à mise en œuvre pyrotechnique, destinées à l'auto-protection contre les menaces intelligentes. Pour le compte de Clients français et étrangers, cet ingénieur conduit des "ETUDES AMONT" de LEORRES destinées à briser les Missiles (à auto-détection radar ou infrarouge) ou les Torpilles.

Il est confronté à des techniques très variées appliquées aux véhicules lanceurs : Rockets, Motors, aux charges utiles : fumées, compositions pyrotechniques, rétro-fusées, brûlures... Dans ce contexte d'innovation et de performances techniques, il collabore avec les Ingénieurs d'Affaires, le BE, les Prots, la Production... Il entretient des contacts suivis avec des Consultants Scientifiques et des Laboratoires de Recherche extérieurs. Il gère les budgets alloués pour ses Contres, en considérant les impératifs humains, économiques et industriels de son Entreprise. Il rédige les rapports de synthèse, et spécifie les besoins futurs.

DIPLOME (E) d'une ECOLE D'INGENIEURS ou DOCTORAT d'UNIVERSITE, il faut posséder des connaissances dans l'un des domaines suivants : chimie de l'oxydo-réduction, physique thermique et thermochimie, optique visible et infrarouge, optique physique de l'interaction rayonnement-matière, électromagnétisme et radar, SS acoustique sous-marine et sonar.

Il faut maîtriser l'ANGLAIS et savoir utiliser l'outil informatique. Allemand apprécié.

Merci d'envoyer votre courrier de candidature, accompagné d'un CV détaillé (photo) et prétentions salariales, sous réf. M 8201 à notre Conseil en Recrutement M.F. LAUTREC LEPY, 35 rue des Coustaux, 31000 TOULOUSE.

qui vous assure de sa totale discrétion.

marie-françoise lautrec lepy

EURODATA

Jeune SASI au service d'unités de recherche de l'industrie pour des projets d'audiovisuel interactif, de temps réel, de télécommunications, recherche en création de pionniers

INGENIEURS INFORMATIENS

confirmés ou débutants à fort potentiel

Envoyer à EURODATA 42, rue d'Oradour sur Glanes 75015 PARIS
Réponse assurée très rapidement

Institut national des sciences et techniques nucléaires
Commissariat à l'énergie atomique

recrute

INGENIEUR INFORMATICIEN

débutant

Connaissances approfondies du système UNIX pour études et développement dans le domaine de la simulation et applications graphiques destinées à l'enseignement supérieur. Ouverture vers systèmes d'ETAO.

Ecrire (lettre manuscrite + CV) à Alain Gladioux,
INSTN 91191 Gif-sur-Yvette Cedex.

SYSECA

Participer à un projet sans frontières...

Rejoindre un univers de technologies de pointe c'est ce que vous propose SYSECA.

Vous résiderez trois ans dans une grande capitale européenne. Dans un environnement international où l'anglais sera votre langue de travail, vous interviendrez selon vos compétences (chef de projet, ingénieur d'études), sur des projets dont nous avons la maîtrise d'œuvre.

Vous vous intéressez aux messageries, à la gestion des données, aux SGBD et avez une première connaissance de l'environnement VAX.

Votre formation d'ingénieur est pour nous le gage de votre adaptation et de votre progression professionnelle dans une grande SASI.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 424
315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex
Tél. 49.11.73.32

SYSECA
SELECTION

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le département du Val-de-Marne

RECRUTE

DES INGÉNIEURS POUR

- LA DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
 - Spécialité :
 - génie civil (ouvrages d'assainissement et travaux souterrains).
- LA DIRECTION DE LA CIRCULATION ET DES ÉQUIPEMENTS ROUTIERS
 - Spécialité :
 - bureau d'études (génie électrique, circulation),
 - jalonnement,
 - éclairage.
- LA DIRECTION DES ESPACES VERTS
 - Spécialité :
 - voirie, réseaux divers,
 - paysagistes,
 - travaux neufs.
- LA DIRECTION DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX
 - Spécialité :
 - téléphone et télésecrétariat.
- LE SERVICE INFORMATIQUE DÉPARTEMENTAL
 - Spécialité :
 - ingénieur études.

PAR DÉTACHEMENT :

- CONDITIONS :
 - être titulaire du grade d'INGÉNIEUR dans la fonction publique.

PAR CONCOURS SUR TITRES :

- CONDITIONS :
 - être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1989 ;
 - être de nationalité française ;
 - être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe I du statut particulier des INGÉNIEURS du cadre départemental.

SALAIRE NET MENSUEL DE DÉBUT DE CARRIÈRE : 7.930,44 F + prime de technicité.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS :

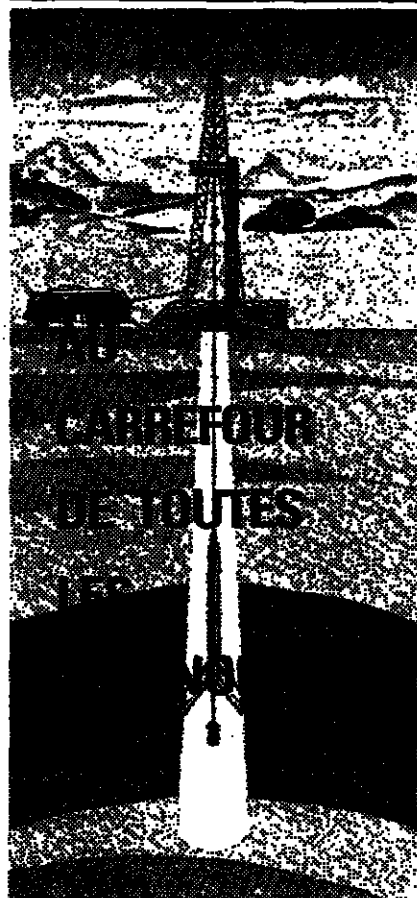
Vendredi 3 mars 1989, le cachet de la poste faisant foi.

ADRESSER LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENANT :

- un curriculum vitae,
- la photographie du diplôme,
- une photographie d'identité,
- deux enveloppes timbrées portant nom et adresse à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du personnel départemental
1^{er} Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTIL CEDEX.

Schlumberger



Services Pétroliers

Les Services Pétroliers de SCHLUMBERGER conçoivent, fabriquent et utilisent, partout dans le monde, des équipements destinés à la recherche, à l'évaluation et à l'exploitation des champs pétroliers.

A CLAMART, notre Centre d'Études et de Productions recherche, pour de nouveaux programmes intégrant des développements techniques avancés, des

MÉCANICIENS GRANDES ÉCOLES

Les postes proposés s'adressent à des Ingénieurs souhaitant évoluer dans un environnement de haute technologie, exigeant et motivant. Ils requièrent 2 à 3 années d'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- ACOUSTIQUE
- TECHNIQUES INERTIELLES
- HYDRAULIQUE
- ÉLECTROMÉCANIQUE

Rattachés au Département Études Mécaniques, vous rejoindrez une équipe pluridisciplinaire (physiciens, électroniciens, informaticiens...) et vous prendrez en charge, sous l'aspect mécanique, pour de nouveaux capteurs et systèmes de mesures :

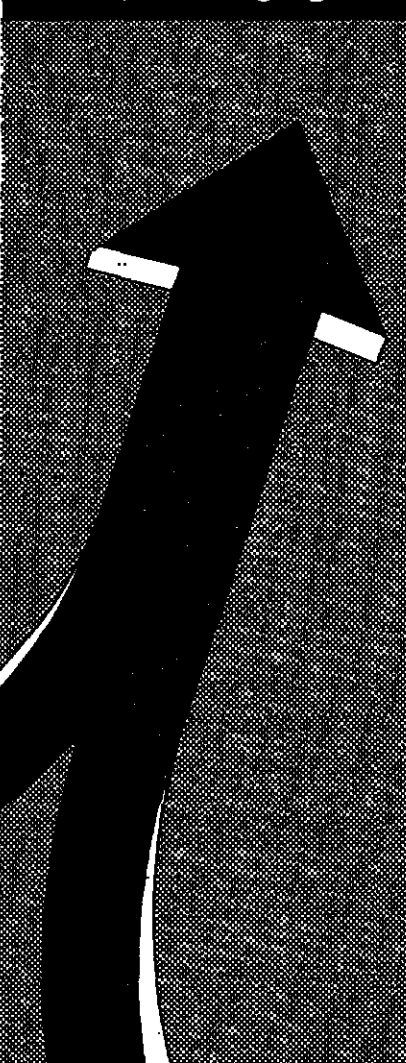
LA CONCEPTION, LE DÉVELOPPEMENT ET LES TESTS

Vous serez assistés d'une équipe de dessinateurs et de techniciens et vous disposerez d'importants moyens d'étude, de simulation et d'expérimentation. Les perspectives d'évolution sont à l'échelle de SCHLUMBERGER, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous référence MP/212, au Service du Personnel

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
22, rue de la Cavée
92140 CLAMART CEDEX

S'unir, c'est gagner



LA VIDEO DE DEMAIN

Au sein du centre de développement produits Grand Public du groupe THOMSON, la mise en fabrication de nouvelles générations de produits vidéo (caméscopes, magnétoscopes,...) amène à renforcer les services Engineering :

INGÉNIEURS PROCÉDES ÉLECTRONIQUE

Vous participez à l'industrialisation des sous-ensembles électroniques des nouveaux produits, à la mise en fabrication et réalisation d'outils de test. Ces postes conviendraient à des candidats de formation électronique (Bac + 4/+5) avec une première expérience confirmée en étude (Hardware, Software, test,...).

Réf. M 52/1126 AA

INGÉNIEURS PROCÉDES MÉCANIQUE

Vous participerez à la mise au point des processus de fabrication, à la définition des outils et de leur réalisation. Ces postes conviendraient à des candidats de formation mécanique fine (INSA, ENSMM,...) avec si possible une première expérience en micro-mécanique et/ou plastique.

Réf. M 52/1126 AC

Les projets de développement de la société nécessitent la pratique de l'Anglais et de l'Allemand. Les postes sont basés à Villingen, en Forêt-Noire (RFA). Des candidats motivés se verront proposer d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, avenue des Champs Élysées
75008 PARIS

THOMSON

Ingénieurs informaticiens génie logiciel

disposant d'une solide formation de base en informatique (ENSIMAG, INSA Lyon...) et ayant acquis une première expérience dans le développement d'un logiciel de base et/ou en génie logiciel.

Nous vous proposons de prendre une part active à l'étude et la réalisation d'outils intégrés dans un atelier logiciel. Dans un environnement technique de haut niveau, vous pourrez utiliser et valoriser votre connaissance du temps réel, des techniques de compilation, d'outillage de test...

Ces postes sont à pourvoir à Valence.

Envoyez votre dossier de candidature en précisant la référence GENOVLUM, au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védries - 26027 VALENCE cedex.

Crouzet

BRUEL & KJAER FRANCE



Filiale du leader mondial en Instruments de Mesure pour le bruit et les vibrations recherche pour le lancement de sa NOUVELLE GAMME D'APPAREILS POUR L'ANALYSE ET LA SURVEILLANCE DES GAZ UN

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

D'abord chargé de la prospection et de la vente auprès des clients à fort potentiel, il devra ensuite organiser les activités commerciales requises pour le développement des ventes.

Ce poste, très motivant par l'évolution rapide de carrière possible, requiert de bonnes connaissances techniques dans l'analyse des gaz et des aptitudes commerciales certaines.

Nous demandons :

- formation et expérience en Chimie ou Génie Chimique,
- expérience de la vente,
- bonnes connaissances de l'Anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions à BRUEL & KJAER FRANCE
48, rue du Champoreux - 91540 MENECY.

PREMIÈRE BANQUE EN EUROPE ET AU JAPON SUR LES

MARCHÉS D'OPTIONS HF

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE renforce sa position de leader et recherche des diplômés(es) de POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA... Vous possédez impérativement de réelles qualités d'entrepreneur et une grande rigueur. Vivacité, sens et compréhension des marchés sont des atouts majeurs. Nous vous proposons, en France ou à l'étranger, de

rejoindre notre équipe (d'âge moyen 27 ans) dans des domaines variés (traders, commerciaux, recherche-développement) dans un contexte dynamique d'autonomie. Ces réelles opportunités d'un métier passionnant, dans un secteur financier pointu offrant de belles perspectives d'évolution, ne peuvent convenir qu'à des candidats motivés et à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MO, à
Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

هكذا من الأصل

SOMMAIRE

■ Depuis la fin de la guerre, l'Iran est entré dans une phase de reconstruction active de son économie (lire page 32).

■ La poussée d'inflation en Espagne ajoute au conflit latent qui oppose les syndicats au gouvernement (lire ci-dessous).

■ Selon le projet de loi soumis au Conseil d'Etat, la Commission des opérations de Bourse pourra ester en justice (lire page 34).

EUROPE

La fiscalité des revenus de l'épargne

Le ministre des finances néerlandais plaide pour la levée du secret bancaire

Sur deux sujets d'actualité, les tensions sur les taux d'intérêt et l'harmonisation fiscale au sein de la CEE, M. Onno Ruding, ministre des finances néerlandais, qui assure également la présidence du comité intermédiaire du Fonds monétaire international, n'a pas mâché ses mots. De passage à Paris, lundi 20 février, il a espéré que « le gros de la vague de hausse des taux » était passé. A ses yeux, le niveau réel du loyer de l'argent, hors inflation, est « absurde, presque partout » et pourrait, s'il montait encore, poser de graves problèmes aux pays endettés du tiers-monde. Les tensions actuelles confirment en outre une situation inquiétante : « on ne faisait pas assez » pour réduire son déficit budgétaire, le gouvernement néerlandais oblige la Réserve fédérale à opter « pour une politique monétaire trop stricte ». L'influence dans les pays qui pratiquent une politique de grande rigueur comme la RFA s'est accentuée avec une course poursuite à la hausse des loyers de l'argent. Un constat d'échec de la « gestion mixte », qui est devenue l'obsession des pays industriels et vise à jouer de façon équilibrée des armes monétaire et budgétaire.

Ce même objectif de cohérence entre gestion du crédit et gestion du budget a amené M. Ruding à intervenir fermement dans la polémique qui se développe, en Europe, autour de l'harmonisation des fiscalités. Cette « révolution de 1992 », largement abordée par le ministre néerlandais devant l'Institut d'études bancaires et financières, ne doit pas, à ses yeux, aboutir à un amalgame. Dès l'origine, les traités prévoyaient une harmonisation de l'impôt indirect. Il n'en va pas de même de la fiscalité de l'épargne.

Sur le premier point, M. Ruding ne désespère pas de voir se développer une sorte de front commun entre les pays disposant de taux de TVA proches — les Pays-Bas dont le taux moyen a été ramené à 18,5 %, la France, la Belgique et l'Italie. Il s'agit d'amener

l'Allemagne fédérale à faire sa part du chemin en augmentant son taux moyen, actuellement de 14 %. En aucun cas une différence supérieure à 2 points ne doit être acceptée, compte tenu des distorsions « horribles » qu'elle entraînerait sur les mouvements de marchandises. Mais une réduction unilatérale trop lourde de la part des pays dont la TVA est relativement élevée serait insupportable pour les équilibres budgétaires.

C'est sur la fiscalité des revenus de l'épargne que l'inquiétude de M. Ruding est la plus nette. Imposer une retenue à la source de 15 % risque de devenir dans les faits la seule contrainte fiscale. « Les investisseurs de la CEE opteront pour les pays » où, une fois perçue cette retenue, « on ne leur posera plus de question ». Un handicap pour les pays qui, comme les Pays-Bas ou la France, disposent de systèmes de déclarations des revenus tirés des intérêts de l'épargne. Aussi M. Ruding plaide-t-il en faveur d'une généralisation du système de déclaration « avec le concours obligatoire de certains intermédiaires comme les banques ». Une telle option, le ministre le reconnaît, implique un saut qualitatif de taille, « la levée du secret bancaire ». Les Pays-Bas y sont parvenus sans problème majeur. Plutôt que de risquer des mouvements de capitaux spéculatifs avec ce que cela comporte de fraude fiscale et de relèvement des taux d'intérêt dans les pays jugés moins attrayants, M. Ruding est prêt à lancer la croisade.

F. Cr.

Le dérapage des prix en Espagne met à nouveau en péril le consensus social

MADRID de notre correspondant

La lutte contre l'inflation avait longtemps constitué l'un des principaux succès du gouvernement socialiste espagnol. Serait-elle en passe de se muer en l'un de ses principaux échecs ? Rendue publique le lundi 20 février, la dernière statistique en la matière pourrait le laisser croire : 1 % de hausse des prix pour le seul mois de janvier. Un chiffre d'autant plus préoccupant qu'il fait suite à plusieurs autres du même tonneau : depuis juillet dernier, l'inflation croît à un rythme mensuel moyen de 0,7 %.

L'économie espagnole connaît il est vrai une période de « boom » soutenu avec un taux de croissance de plus de 5 %, le PIB a augmenté plus rapidement que la moyenne communautaire en 1988, pour la troisième année consécutive. Aussi, face aux risques de « surchauffe », les responsables économiques avaient-ils déjà adopté le 31 janvier dernier plusieurs mesures visant à restreindre le volume de la masse monétaire, dont une augmentation du taux de réserve obligatoire des établissements financiers. Un dépôt obligatoire de 30 % avait en outre été institué sur les opérations d'endettement en devises, afin de freiner l'entrée de capitaux étrangers sous forme de crédits.

Tension avec les syndicats

De nouvelles mesures restrictives sont maintenant prévisibles. Reste que ce nouveau suraut inflationniste se produit à un moment où la marge de manœuvre du gouvernement socialiste semble la plus étroite : la tension avec les syndicats est en effet à son apogée, ce qui rend d'autant plus ardue toute stratégie de « refroidissement » de

l'économie par le biais d'une réduction de la demande.

L'annonce du chiffre d'inflation de janvier a d'ailleurs relancé la polémique entre gouvernement et syndicats : ces derniers font valoir — ce que le ministère de l'économie a dû lui-même reconnaître — que dans de telles conditions, la prévision officielle de hausse des prix pour l'ensemble de l'année en cours, établie à 3 % est tout à fait illusoire. Or, c'est sur la base de cette prévision que sont déterminées les hausses de salaires dans la fonction publique, et que se négocient celles du secteur privé.

En 1988 déjà, l'inflation réelle avait été très supérieure à celle prévue par le gouvernement : 5,8 % au lieu de 3 %. Dans ces conditions, les syndicats affirment qu'il devient impossible de continuer à négocier en prenant pour référence la prévision officielle de hausse des prix. Ils menacent même d'en revenir, pour la première fois depuis douze ans, à une négociation sur la base de l'inflation passée : c'est-à-dire à une véritable indexation de l'économie espagnole, dont les autorités ne veulent pas entendre parler.

La polémique porte également sur les causes mêmes de la relance de l'inflation. Tandis que gouvernement et patronat l'attribuent essentiellement à la composante salariale, les syndicats font valoir que le fort accroissement des marges bénéficiaires des entreprises par le biais d'une augmentation des prix a lui aussi joué son rôle. Ce qui laisse prévoir de sévères difficultés pour la négociation collective qui vient tout juste de commencer dans le secteur privé, alors que, dans le secteur public, le gouvernement semble avoir définitivement renoncé, face à l'opposition des syndicats, à parvenir à un accord-cadre pour l'année en cours.

THIERRY MALINIAK.

AFFAIRES

Télévision par satellite

Oceanic lance un matériel de réception grand public

La réception d'émissions de télévision par satellite n'est plus l'apanage de quelques privilégiés. La société Oceanic (groupe finlandais Nokia) lance le matériel léger adapté pour le grand public. L'équipement proposé se compose d'antennes paraboliennes (au choix, ANT 4500 de 45 centimètres dédiée au satellite TDF1 et ANT 5500 de 55 centimètres dédiée à Astra) et d'un récepteur satellite RSD 2000) en même temps décodeur du nouveau standard européen de télévision, le D2 Mac Paquet (utilisé par TDF1), et capable de capter les émissions relayées par Astra.

Ces matériels seront commercialisés à partir de la mi-mars. Leurs prix : 4 500 F pour le récepteur satellite et 2 000 F environ par antenne. Les utilisateurs devront toutefois attendre le mois de mai pour capter les premières émissions (sans doute la SEPT) relayées par TDF1. A moins que les chaînes nationales (Antenne 2) et privées (TF1, Canal Plus) décident de briser les étapes en lançant chacune un canal sur le satellite français.

C'est une grande première à laquelle Oceanic invite le grand public. Les autres fabricants — Thomson (France) et Philips (Pays-Bas), ainsi que leurs filiales respectives — disposent d'un matériel comparable au sien. Mais aucun n'est encore commercialisé. En soi, la réception d'émissions TV relayées par satellite n'est pas nouvelle, mais les équipements existants sont lourds et leur prix est dissuasif (au moins 20 000 F).

A. D.

Le redressement de Petit Bateau

M. Yves Rocher lance un ultimatum à la BNP

M. Yves Rocher, actionnaire principal de Petit Bateau, a donné jusqu'au 9 mars à la BNP pour qu'elle dise comment elle compte participer au redressement de la firme. C'est ce qu'il a annoncé le 20 février devant une quinzaine d'élus du personnel convoqués au siège de Petit Bateau à Paris. Il a, par ailleurs, annoncé que le président de Petit Bateau, M. Pierre Letzelter, allait déposer une plainte pour présentation de faux bilan. M. Yves Rocher a encouragé le personnel de Petit Bateau à la suivre dans cette voie en constituant partie civile. Dans un document de cinq feuillets remis à cette délégation, M. Yves Rocher rappelle ses griefs contre la BNP. Il reproche à cette banque d'avoir privilégié ses propres intérêts au détriment de ceux de l'entreprise.

A l'usine de Troyes (Aube), les salariés sont davantage préoccupés par la négociation des deux cent quarante-huit licenciements annoncés en janvier dernier et se demandent si les salaires de février seront payés. Certains qualifient de « coup médiatique » la dernière initiative de M. Yves Rocher.

Une filiale de la Générale des eaux candidate pour le radiotéléphone allemand

La filiale de la Compagnie générale des eaux, retenue il y a un an et demi pour être le deuxième opérateur dans le radiotéléphone français, a posé sa candidature pour exploiter le radiotéléphone du futur en République fédérale d'Allemagne.

A l'occasion de l'ouverture de consultations, par les autorités allemandes, pour l'attribution d'une licence à un opérateur privé, la COFIRA a annoncé qu'elle participait à un consortium dans lequel on retrouve les allemands BMW et Veba, l'américain Bell South et le britannique Racal. Ces deux dernières entreprises sont déjà partenaires de la COFIRA en France.

La COFIRA est détenue à 41 % par la Générale des eaux, son chef de file. On retrouve dans son tour de table des banquiers (Crédit lyonnais, Banexi, C3D...), ainsi que TDF, notamment. Sa filiale à 100 %, la Société française du radiotéléphone, ouvrira son radiotéléphone à Paris, à la fin du mois de mars prochain.

Installation d'une réserve obligatoire sur les crédits en devises

Le Trésor italien cherche à freiner le flux de capitaux étrangers

Accompagner la levée du contrôle des changes n'est pas toujours aisé. Devant la bonnie de crédits en devises des Italiens et les pressions à la hausse qu'elle exerce sur la lire, le Trésor a décidé d'obliger les banques à créer, à compter du 1^{er} mars, des réserves obligatoires équivalent à 25 % de la hausse mensuelle de leur collecte en devises. En cas de diminution, cette mesure jouera dans le sens inverse. Les milieux bancaires italiens ont immédiatement réagi. S'ils trouvent parfois « justifiée » la décision du Trésor destinée à freiner le flot d'entrées de devises en Italie, ils déplorent une mesure qui pénalisera un système bancaire déjà peu compétitif à l'égard des banques étrangères. Certains estiment que les coûts vont augmenter de 1,5 % entraînant un renchérissement d'un point des emprunts en devises.

Un signal d'alerte des autorités monétaires était toutefois devenu inévitable. Les crédits en devises étaient, en janvier dernier, de quel que 20 % supérieurs à leur montant de janvier 1988, selon les premières indications de l'association italienne des banques. Depuis l'assouplissement du contrôle des changes intervenu le 1^{er} octobre dernier, les Italiens ont largement utilisé leur nouvelle liberté pour s'endetter en devises. La différence entre les niveaux de taux d'intérêt ne peut que les y conduire. Les taux sur l'eurolire à un mois tournent autour de 12 % alors que ceux sur l'euro-mark sont de 63/8 %.

Jugement définitif dans l'affaire de l'« Amoco-Cadiz »

Une rallonge pour les Bretons victimes de la marée noire ?

Le tribunal fédéral de Chicago (Illinois), où se trouve le siège de la compagnie pétrolière américaine Amoco, devait faire connaître le mardi 21 février les conclusions du juge Franck Mac Garr, chargé d'instruire le procès intenté par la France à la suite de la marée noire subie en 1978 sur les côtes du Finistère après le naufrage de l'Amoco-Cadiz.

Les Bretons, partis s'installer à l'assaut de la forteresse Amoco — ex-Standard Oil of Indiana — tremblaient à la veille du verdict : ils avaient peur de ne pas obtenir leur dû, onze ans après la marée noire subie lors du naufrage, le 16 mars 1978, sur les rochers de Portsaill (Finistère) du pétrolier Amoco-Cadiz aux soutes remplies de 220 000 tonnes de brut.

« Nous espérons bien une petite rallonge », disait M. Alphonse Arzel, sénateur (Union centriste), maire de Ploudalmézeau (Finistère) et président du syndicat des plaignants qui groupe quatre-vingt-dix communes et deux départements (Finistère et Côtes-du-Nord). Le ton tranchait avec l'exaltation manifestée lorsque, le 18 avril 1984, le tribunal de Chicago avait rendu responsable la compagnie pétrolière américaine. A l'époque, le réducteur gauchiste avait reconnu leur état de victimes, et, surtout, en rendait responsable une puissance multinationale (20 milliards de chiffre d'affaires).

Cette reconnaissance de responsabilité n'était pas évidente au départ, étant donné l'imbroglio juridique. Le naufrage devait-il être imputé au constructeur espagnol du navire défectueux, au commandant de bord italien, au remorqueur allemand qui avait raté son sauvetage, ou au propriétaire américain du superpétrolier, naviguant sous pavillon libérien ? Il aura fallu quatre ans au juge fédéral Franck Mac Garr pour dénouer l'écheveau des responsabilités.

Mais les Bretons ne pouvaient se contenter de cette satisfaction d'amour-propre. Entourés d'une solide équipe d'avocats, deux Américains et deux Français — Corinne Lepage et Christian Huglo, — ils ont plaidé leur cause avec acharnement pour obtenir réparation matérielle du préjudice subi : 360 kilomètres de côtes souillées, des milliers d'oiseaux mazoutés, des plages inutilisables, un littoral rendu impraticable aux pêcheurs et goémoniers, des milliers d'hommes réquisitionnés pour pelleter et charrier le sable gorgé de brut, des milliers d'heures d'engins de travaux publics et des kilomètres de chemins défoncés ou créés pour la circonstance et, last but not least, une image très atteinte : la côte de granit rose devenue noire et gluante !

Trois tatillons, les défenseurs américains d'Amoco ont exigé des élus bretons toutes les pièces justificatives pour la moindre dépense. Quant au secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Bruce Landon, son calendrier ne lui permet pas de se rendre en Bretagne à cette occasion. Sans doute préfère-t-il faire oublier que, le 28 mars 1978, à la tête d'un commando des Amis de la terre, il occupait le siège parisien de la Shell, à laquelle étaient destinées les 220 000 tonnes de brut...

ROGER CANS.

Des opposants occupent le site d'un futur barrage en Haute-Loire. — Une centaine de militants écologistes ont occupé, lundi 20 février, le site du futur barrage de Sarr-de-la-Ferre (Haute-Loire), dont le chantier vient d'être déclaré d'utilité publique dans le cadre de l'aménagement de la Loire du programme EPALA. Ils ont annoncé leur intention d'occuper le terrain en permanence avec une équipe réduite.



ALGERIE - الجزائر

— MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE — OFFICE NATIONAL DES APPROVISIONNEMENTS ET DES SERVICES AGRICOLES — ONAPSA — AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel à la concurrence, national et international, est lancé pour la fourniture de matériel de traction et moteurs :

- Lot 1 - Tracteurs pneumatiques 65-70 CV.
- Lot 2 - Tracteurs à chenilles 80 CV.
- Lot 3 - Tracteurs à chenilles 180 CV avec chaîne de défoncement.
- Lot 4 - Minitracteurs.
- Lot 5 - Groupes électrogènes.
- Lot 6 - Groupes motopompes.
- Lot 7 - Moteurs thermiques.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel à la concurrence, munis d'une délégation de pouvoir, peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'ONAPSA - Direction générale, chemin Hassan Benasmane, les Oliviers, Bp Mourad Rais, Alger, B.P. 155, Birkhadem, Alger.

Tél. : 62.825 - Tél. : 56.19.60/56.19.47 à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de 600 DA couvrables.

Les offres en huit (8) exemplaires, établies conformément aux exigences du cahier des charges et accompagnées des documents exigés par la réglementation en vigueur, doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessus au plus tard 45 jours après la parution du présent avis au BOMOP. (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter aucune indication, sauf la mention : « Appel à la concurrence, national et international n° 02/89 » ne pas ouvrir ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours, à compter de la date de réception des offres.

هكذا من الأصل

LE MONDE 24 JANVIER 1980 109

Économie

Depuis la fin de la guerre avec l'Irak

Une formidable volonté de reconstruction économique s'est emparée de l'Iran

Depuis la cessation des hostilités avec l'Irak, l'Iran reconstruit son économie pierre par pierre. Une nouvelle mobilisation pour tout un peuple durablement éprouvé par dix ans de combats. Le souci de réparer le plus vite et de préparer l'avenir domine les esprits.

ABADAN
de notre envoyée spéciale

Abadan, l'usine martyre, reconstruite en quelques mois ? Sans aide extérieure ? Avec les seules ressources d'une République islamique qui on dit exsangue, épuisée par dix années de guerre et de révolution ? En Occident, personne n'y croyait. Pourtant, le 12 février, alors que la ville voisine presque totalement détruite restait fermée à la population, un nuage panache de fumée a flotté au-dessus des gigantesques complexes comme un drapeau de victoire. Pour la première fois depuis huit ans, la plus grande raffinerie du monde a recommencé à vivre, sinon encore à produire. Après des années de pillage et de bombardements incessants. Et à moins d'un kilomètre des lignes ennemies, raves, silencieuses, sur l'autre rive du Chatt-el-Arab...

Trois jours auparavant, Shiraz, troisième ville industrielle du pays, était l'inauguration d'une usine de chlorure. Initialement construite près d'Abadan, elle a

sans un expert étranger, explique fièrement le responsable de la raffinerie d'Isfahan en montrant la haute tour de distillation démontée, réparée et remontée en six mois, pendant l'hiver, et qui tourne déjà à pleine capacité.

Huit ans de guerre ont aguerri les équipes, habituées à travailler dans les pires conditions, qui continuent à faire des miracles sans même vraiment s'en rendre compte. « Aujourd'hui, nous utilisons huit années d'expérience », assure le directeur national du raffinage iranien, présent en permanence — et en lieu de travail — sur le chantier d'Abadan, comme les patrons des cinq grandes raffineries du pays qui, toutes, ont envoyé des équipes pour aider à la reconstruction.

« Il est difficile d'imaginer ce par quoi nous sommes passés. Mais nous avons réussi à préserver nos villes, nos industries », remarque M. Ahad Rahgozar, secrétaire d'état à la pétrochimie.

Les routes déjà rapiécées

La guerre n'est pas encore finie. Dans les usines, dans les villes, le long des routes, des murs de sacs de sable continuent de protéger les installations sensibles : stations électriques, de pompage, etc. Partout des abris antiaériens, sortes de tunnels bas en béton, recouverts de terre

sans vraie doctrine économique autre qu'un nationalisme exacerbé, d'ailleurs partagé par l'immense majorité de la population.

Un chômage massif

Outre les destructions proprement dites, les turbulences des dix dernières années ont laissé des séquelles graves dans toute l'économie. L'industrie, nationalisée brutalement à 80 % depuis 1979, ne tourne, faute de pièces d'électricité, de matières premières et — parfois — de cadres, qu'à 10 % ou 30 % de ses capacités, et la production a reculé de près des deux tiers depuis 1977. L'administration, hypertrophiée, a plus que doublé depuis dix ans, comptant aujourd'hui trente-huit ministères et quelque 1,7 million de salariés.

L'agriculture ne va guère mieux, manquant de bras et d'engrais. La pression démographique reste énorme : les deux tiers de la population ont moins de vingt-cinq ans et, au rythme actuel, elle aura doublé dans quatorze ans.

Résultat : un chômage massif — 30 % à 40 % de la population active — et une économie d'assistance où tous les biens de base — riz, pain, lait, etc. — sont subventionnés et distribués par un système de coupons, ce qui grève lourdement le commerce exté-

rieur (3 à 4 milliards de dollars d'importations alimentaires par an) et le budget. Le déficit budgétaire atteint, selon les estimations des experts occidentaux, plusieurs années de recettes et, financé au moyen de la « planche à billets », alimente une inflation estimée de 25 % à 50 % l'an.

Sur le papier, les chiffres paraissent incalculables. Du côté des recettes extérieures, 10,5 milliards de dollars sont prévus officiellement cette année, contre 8 milliards l'an passé. Du côté des dépenses, près de 9 milliards sont absorbés par les seules importations alimentaires, celles de matériel militaire (le réarmement coûte aussi cher que la guerre elle-même) et de biens indispensables : produits pétroliers, engrais, médicaments, pièces, etc. Reste au mieux 1 milliard par an pour les investissements nécessaires à la reconstruction, lesquels sont globalement estimés par les experts étrangers à 90 milliards de dollars !

« Le gouvernement a tout juste les moyens de laisser les choses tourner, d'assurer les nécessités de base. Pas plus », assure un homme d'affaires.

La solution paraît évidente : la République islamique, qui, contrairement à l'Irak, s'est bien gardée pendant la guerre de s'endetter, peut faire largement appel aux capitaux étrangers sous forme d'emprunts ou d'investissements directs. Jusque-là pourtant, elle s'y refuse, faute de consensus politique... du moins en paroles. Car, dans les faits, le pragmatisme a déjà largement pris le dessus.

Le gouvernement, passé maître dans l'art du ratiocination, pratique depuis longtemps une politique de fuite en avant qui, lentement,

transforme le système, sans pour cela qu'il soit besoin d'annoncer une réforme de fond. Les crédits fournisseurs, ou « usances », ces paiements différés à un, deux, voire trois ans, sont systématiquement utilisés et renouvelés, selon une pratique qui s'apparente à la « cavalerie », et leur montant dépasserait 2 milliards de dollars. Les banques étrangères sont aimablement sollicitées à consentir, à défaut de vrais crédits, des « dépôts » à la banque centrale. Le troc, les avances sur stocks, les paiements anticipés — pour le pétrole — gonflent aussi un endettement caché mais réel.

Par ailleurs, les autorités pilotent, savamment mais de façon tout à fait officieuse, depuis des années un florissant marché noir des devises, qui alimente une économie parallèle, laquelle, estimée à un tiers environ de l'activité totale, est de fait utilisée comme un instrument de gestion économique. Le taux officiel (70 rials pour 1 dollar) n'est en réalité utilisé que pour les achats publics de biens indispensables — encore que certaines entreprises nationales aient été récemment autorisées à importer librement quelques biens comme les pneus.

Le taux parallèle, treize à dix-sept fois inférieur (930 à 1 200 rials pour 1 dollar, selon les mois), sert pour tout le reste, importé plus ou moins frauduleusement de Dubaï et revendu à prix d'or à Téhéran et dans tous

trois jours, col ouvert, costume démodé et gilet fait main, dans le plus pur style prêtre-ouvrier des années 50. Ils tiennent tous les postes-clés, notamment dans l'administration. Mais les taghoutis — littéralement les « diaboliques » — ex-privilégiés de l'ancien régime, élégants, rases de frais et très occidentalisés, ne sont plus désormais systématiquement rejetés des lieux que leur compétence les rend indispensables. Dans les bureaux, les usines, sur les chantiers, tous se côtoient sans s'aimer, méfiant mais solidaires dès qu'il s'agit de reconstruire le pays. L'exil des cerveaux, catastrophique dans un pays soucieux avant tout d'indépendance, est, semble-t-il, de mieux en mieux endigué, au moyen si besoin d'entorses flagrantes à la doctrine. Au sud de Téhéran, le Centre de recherche iranien du pétrole a déjà résolu le problème. Il construit sur 100 hectares un quartier résidentiel pour loger ses cinq cents chercheurs, pour la plupart bardés de diplômes étrangers et payés 35 % au-dessus de la norme. Il doit aussi bientôt créer une filiale afin d'exploiter les applications industrielles de ses recherches, dont les bénéfices lui seront intégralement reversés.

Nécessité fait loi. Le Centre vient enfin de signer un accord de coopération avec son homologue français, l'IFP, et s'apprête à renouveler l'expérience avec BP, BASF et bien d'autres, japonais, chinois, italiens, etc.

Car même l'hostilité déclarée à l'égard des techniques, compagnies et capitaux étrangers, pourtant exacerbée par dix années de guerre et cent ans de pillages, souffre des exceptions de plus en plus nombreuses. L'accord conclu en janvier avec Peugeot pour reprendre le montage de voitures et même lancer un nouveau modèle — la 405 — a surpris et ravi une population pour qui l'automobile reste le principal symbole de réussite sociale. Et si l'Iran reconstruit seul ses raffineries, les plates-formes en mer seront, elles, entièrement refaites par des contractants étrangers. « Nous utilisons nos propres forces autant que faire se peut. Nous travaillons avec les compagnies étrangères pour les parties que nous ne pouvons faire nous-mêmes », explique le ministre du pétrole.

Travail, religion, patrie

Quant à l'emprunt, l'emprunt honni, il n'est plus désormais strictement rejeté, dès lors qu'il concerne les projets absolument prioritaires. « Le gouvernement n'a aucune inclination à chercher des crédits à l'étranger, sauf pour certains projets d'infrastructure approuvés officiellement », ajoute le ministre, estimant que les besoins ne devraient pas dépasser 2 à 3 milliards de dollars au cours de quatre prochaines années.

An Parlement ou ailleurs, les débats politiques peuvent faire rage, sur le plan économique une page semble déjà bel et bien tournée. Le réalisme, lentement, prend le pas sur les principes — d'ailleurs flous. Le décollage est en route, et ce n'est pas un hasard si le modèle le plus souvent cité par les responsables économiques n'est ni l'URSS ni la Chine, encore moins les États-Unis, mais... la Corée, admirée pour son courage et son nationalisme.

Travail, religion, patrie... Si la doctrine économique du régime est si difficile à saisir, c'est tout bonnement qu'il n'en a pas, ou du moins pas encore. Mais d'ores et déjà, pour tous les observateurs, la direction semble évidente : « L'économie est encore empêtrée dans l'islam, mais je suis fondamentalement optimiste, assure un diplomate. Les usines sont très bien équipées, les hommes bien formés, la classe moyenne est de très bonne qualité. Pour éviter l'explosion sociale, il faut absolument une politique plus libérale. Elle se fera... »

VÉRONIQUE MAURIS.

Le pétrole toujours prioritaire

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

Le pari de la reconstruction est déjà bien engagé dans le pétrole et la pétrochimie, principales industries du pays, et aussi de loin les plus touchées par les attaques ennemies. En huit ans, aucune installation des puits aux terminaux, des raffineries aux usines, n'a été épargnée : 15 milliards de dollars de dommages directs, des dizaines de milliards de manques à gagner. Car, faute de production, il a fallu importer en masse : kérosène, essence diesel, engrais, etc. Aussi le secteur s'est-il vu accorder une priorité absolue. Avec la production électrique et la sidérurgie, il bénéficie seul de toute l'aide publique nécessaire, avec un objectif, répété jusqu'à l'obsession : l'autosuffisance.

Et déjà de beaux résultats : en avril, lorsque Abadan aura récu-

péré un quart environ de ses anciennes capacités (lire par ailleurs), toutes les raffineries du pays tourneront, économisant au pays quelque 800 millions de dollars de devises. En août, toutes les usines pétrochimiques auront à leur tour achevé leur réparation, économisant quelque centaines de millions supplémentaires.

Et tous les ans, au cours des quatre prochaines années, une nouvelle unité pétrolière ou pétrochimique au moins sera mise en route. Enjeu : plus de 2 milliards de dollars par an d'économies en devises, auxquelles s'ajouteront les gains obtenus grâce à la hausse de la production de brut, qui, d'ici deux ans, devrait passer de 2,6 millions de barils/jour actuellement à environ 4 millions de barils/jour, selon les prévisions du ministère.

V. M.

été totalement démontée pendant la guerre, puis démantée là, à l'abri des montagnes du centre, aussi loin que possible du front. Le tout en moins de deux ans, avec cinq cent cinquante personnes. L'exploit est salué par une brochette de ministres barbus, entassés dans une petite salle décorée comme pour une cérémonie de patronage. A l'entrée, deux panneaux enluminés rappellent les préceptes de l'imam, dont le portrait clignote dans un cadre doré entouré de guirlandes lumineuses. « Voulez-vous le bien-être et la consommation ? Ou acceptez-vous l'austérité pour atteindre l'indépendance ? », dit l'un. « Nous voulons l'autosuffisance, la seule méthode est le travail », répond le second.

Rappel inutile. Les experts étrangers ont beau faire la moue, il suffit de quitter Téhéran, ses fumées et ses embroglios politiques pour se convaincre de la formidable volonté de reconstruction économique qui s'est emparée, du pays depuis la fin des combats l'été dernier. D'Abadan à Shiraz, Isfahan Ahvaz, Marash et Lavar, des vastes plaines fertiles de la Perse antique — où, à quelques kilomètres de Persépolis, des villages de réfugiés poussent comme des champignons jusqu'aux marais désolés du Khuzistan — le « Texas » iranien bénié de torchères, des cuves et de grues, — le pays tout entier ressemble à un vaste chantier, sillonné de camions et d'engins de toutes sortes. Partout, on construit, on répare, on rafistole avec les moyens du bord.

Vite, très vite, on ne comptant que sur ses propres forces. « Nous avons tout réparé nous-même, avec nos stocks, nos travailleurs,

blonde comme le sol, boursoufflent le paysage.

Pourtant, cette guerre est déjà derrière. Mises à part les zones immédiatement voisines du front comme Abadan, les séquelles visibles sont étonnamment rares. Les routes sont défoncées, mais les routes sont déjà partout rapiécées, les maisons restaurées. C'est à peine si ça et là un pylône étié, un bus calciné, un silo effondré rappellent que l'Iran, il y a moins d'un an, vivait sous la menace quotidienne des bombardements.

« C'était difficile. Pourtant, nous l'avons fait, et c'est fini... », dit simplement un ingénieur du complexe chimique de Razi, à Bandar-Khomeini. Oubliés les rancœurs, l'esprit de revanche et — presque — les querelles politiques. Seul domine ici le souci de réparer au plus vite, de construire, de préparer l'avenir ; bref, d'effacer en quelques années le retard accumulé depuis dix ans.

« La priorité des priorités, c'est de réparer l'économie », confirme M. Gholamreza Aghazadeh, le ministre iranien du pétrole, assurant que le gouvernement a d'ores et déjà décidé de changer sa politique économique. « Les dix premières années ont permis de stabiliser le système, dit-il. Au cours des dix prochaines années, nous allons essayer d'atteindre l'autosuffisance économique. Après, le pays pourra marcher sur ses propres pieds... »

Vieux pieux ? Vu de Téhéran, le pari du décollage économique paraît, à vrai dire, difficile à tenir, compte tenu de l'ampleur des handicaps accumulés depuis dix ans, du manque de moyens financiers et, surtout, des contradictions internes d'une révolution

rieur (3 à 4 milliards de dollars d'importations alimentaires par an) et le budget. Le déficit budgétaire atteint, selon les estimations des experts occidentaux, plusieurs années de recettes et, financé au moyen de la « planche à billets », alimente une inflation estimée de 25 % à 50 % l'an.

Sur le papier, les chiffres paraissent incalculables. Du côté des recettes extérieures, 10,5 milliards de dollars sont prévus officiellement cette année, contre 8 milliards l'an passé. Du côté des dépenses, près de 9 milliards sont absorbés par les seules importations alimentaires, celles de matériel militaire (le réarmement coûte aussi cher que la guerre elle-même) et de biens indispensables : produits pétroliers, engrais, médicaments, pièces, etc. Reste au mieux 1 milliard par an pour les investissements nécessaires à la reconstruction, lesquels sont globalement estimés par les experts étrangers à 90 milliards de dollars !

« Le gouvernement a tout juste les moyens de laisser les choses tourner, d'assurer les nécessités de base. Pas plus », assure un homme d'affaires.

La solution paraît évidente : la République islamique, qui, contrairement à l'Irak, s'est bien gardée pendant la guerre de s'endetter, peut faire largement appel aux capitaux étrangers sous forme d'emprunts ou d'investissements directs. Jusque-là pourtant, elle s'y refuse, faute de consensus politique... du moins en paroles. Car, dans les faits, le pragmatisme a déjà largement pris le dessus.

Le gouvernement, passé maître dans l'art du ratiocination, pratique depuis longtemps une politique de fuite en avant qui, lentement,

les bazars du pays. Hi-fi, tennis, skis, jeans, produits de beauté, etc., on trouve de tout — à condition de payer — dans les tristes avenues de la capitale, salées de neige, de boue et de saie, engorgées de trafic, où seules les vitrines débordantes de produits importés apportent quelque illusion d'abondance. Un système plus que toléré, qui permet à la fois de donner l'impression de la liberté, tout en décourageant la consommation de biens jugés futiles, et surtout d'éponger une partie des liquidités en surplus. Le système bancaire, tout entier entre les mains de l'Etat, parvient ainsi à contenir l'inflation dans des proportions somme toute acceptables pour un pays en développement tout juste sorti de la guerre et encore soumis au rationnement.

Pragmatisme

Au-delà des apparences, le régime ne manifeste d'ailleurs aucune hostilité de fond à l'égard du secteur privé — essentiellement limité au commerce. Les nationalisations ? Une étape nécessaire, mais aujourd'hui dépassée. « Les moyens de l'Etat seront réservés aux secteurs les plus importants. Dans cinq ans, il restera pour l'essentiel l'énergie et l'acier. Les autres secteurs vont graduellement retourner au privé », assure M. Aghazadeh. Déjà certains projets, comme l'aéroport, l'hôtellerie, sont étudiés en dehors du secteur public.

Pragmatisme aussi dans la gestion des hommes. Certes, les clans politiques se distinguent à l'œil nu : les hezbollahis, fervents de l'islam, arborent toute barbe de



L'exploit d'Abadan

ABADAN
de notre envoyée spéciale

« Dans cette raffinerie, il y a huit mille travailleurs, tous iraniens, heureusement. » Dès l'entrée, c'est un choc. Un immense boulevard de cuves noires par le feu, plus ou moins défoncées, les unes complètement splies, les autres déformées comme des boîtes de conserve, conduites à une invraisemblable forêt de tubes et de tours écorchées, effondrées, percées, déshabillées, où il est difficile de distinguer les parties encore récupérables.

1,3 hectare, 110 cuves, 17 000 salariés, jadis Abadan était considérée comme un monstre. Aujourd'hui, c'est une fourmilière. Sur les échafaudages entourant la haute tour de distillation, le long des oléoducs, au flanc des cuves, dans les immenses ateliers mécaniques au toit déchiqueté, des milliers d'hommes en bleu, casques de couleurs vives, s'affairent. Chacun ou clé à la main, ils réparent morceau par morceau, tuyau après tuyau, cloison après cloison, les parties les moins atteintes du complexe.

Déjà, les premiers signes indiscutables de la restauration apparaissent çà et là, brillant au soleil parmi la rouille et les tôles noircies. Un gazoduc. Quelques cuves rapiécées, une torchère. Un brûleur, une cheminée. « Nous sommes maintenant sûrs de tenir le 1^{er} avril, et même peut-être avant », se pite à dire M. Salehrouz, directeur iranien du raffinage, qui pilote directement le projet.

Un exploit tout bonnement stupéfiant vu les délais imposés — sept mois, les conditions matérielles et le manque de moyens. Car la ville, comme toute la région à 50 kilomètres alentour, n'est qu'une ruine, occupée seulement par l'armée et les milliers de travailleurs recrutés dans tout le pays pour remettre en route l'usine. Depuis le démarrage des travaux en septembre, il a fallu tout refaire : l'adduction d'eau — réparée sous le nez de l'ennemi — de gaz, les réseaux électriques. On a dû réparer les rares maisons encore debout, amener les vivres, le carburant, les machines et les pièces indispensables, toutes stockées en lieu sûr pendant la guerre. « Simplement loger des milliers de personnes dans une ville bombardée n'était pas facile », assure M. Salehrouz.

Pas question, dans ces conditions, de faire venir des experts étrangers. Pas question non plus d'acheter parement et simplement à l'étranger les parties détruites. Le budget en devises est des plus limités : 570 millions de dollars en tout et pour tout. Une mineure affaire, un patoile ici...

Mais le résultat est là, désormais presque à portée de main. Dans un mois environ, Abadan produira 126 000 barils par jour de produits pétroliers — essence, kérosène, gasoil, fioul, lubrifiant — soit presque un quart de son ancienne capacité. Pour la suite, on verra. Les plans de la seconde phase sont encore à l'étude. Ici, on compte en jours. Dans le vaste atelier des brûleurs, une clameur s'élève : le premier four vient d'être mis en service...

V. M.

Économie

RÉGIONS

L'horizon 2010

Le conseil régional d'Ile-de-France envisage le fonctionnement de six lignes de RER

Réuni la semaine dernière, le conseil régional d'Ile-de-France, présidé par M. Pierre-Charles Krief, a examiné un volumineux rapport, auquel étaient jointes douze annexes, intitulé : « Projet régional d'aménagement ». Ce document, qui trace pour les vingt ans à venir les grandes lignes du développement de la région, a été approuvé par les élus du RPR, de l'UDF, du FN et des non-inscrits. Le PC et le PS ont voté contre.

Par la bouche de M. Yemick Bodin, le Parti socialiste a dénoncé, dans la présentation de ce document, « une démarche technocratique », estimant que les élus « n'avaient pas été suffisamment associés à son élaboration ». Les socialistes ont aussi reproché à la majorité UDF-RPR d'ignorer sur le domaine de l'Etat pénal, selon les termes de la loi du 7 janvier 1983, la révision de l'actuel schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, qui remonte à 1976, est de la compétence du gouvernement, et donc du préfet de région.

Au contraire, selon M. Krief, il est bon que la région Ile-de-France, quelques années avant le grand rendez-vous européen de 1993,

« réfléchisse à son avenir, fasse des propositions, trace des lignes de force et, pour tout dire, prenne les devants pour ne pas laisser l'Etat imposer réglementairement son point de vue ». « L'Etat se conduit un peu à l'égard de la région, dans le domaine du schéma d'aménagement, comme se conduirait une puissance colonialiste », a encore déclaré le président du conseil régional.

Neuf secteurs stratégiques

Elaboré par les services de M. Pierre Pommellet, directeur de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), le projet régional propose trois objectifs :

- faire de Paris et de l'Ile-de-France la capitale économique et culturelle de l'Europe de 1993 ;
- améliorer sensiblement les conditions de vie des habitants pour le logement, les transports et l'environnement ;
- réduire les inégalités à l'intérieur du territoire régional et réabsorber les flots de pauvreté.

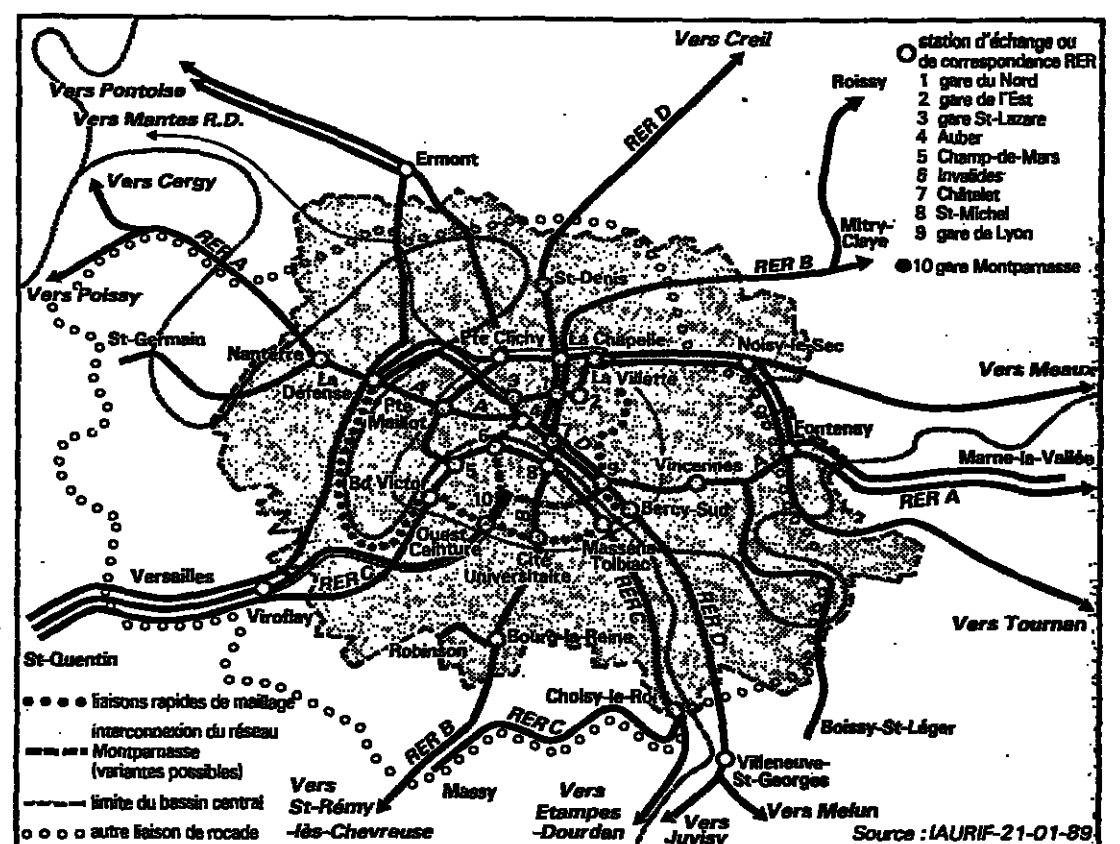
Le projet suggère ensuite un aménagement ordonné autour de la notion de « polycentrisme », avec neuf secteurs stratégiques : les cinq villes nouvelles, le quartier de la Défense à l'ouest, le pôle de Roissy autour de l'aéroport et de la gare TGV, le pôle de Massy et Saclay, enfin l'axe sud-est le long de la Seine, entre Bercy, Tolbiac, Charenton, Ivry et Vitry.

A l'horizon 2010, il faudrait, selon les choix de la région, disposer de six lignes de RER, de prolongements de plusieurs lignes de métro et de trois lignes en rocade. La carte que nous publions illustre précisément ces propositions en ce qui concerne le réseau de transports collectifs. Mais il ne s'agit ni d'un projet en bonne et due forme, ni d'un plan, ni même d'un schéma puisque celui-ci relève de l'Etat, mais « seulement d'un principe d'organisation ».

Pour sa part l'Union régionale CFDT d'Ile-de-France déclare : « Ce projet n'aborde pas certains aspects fondamentaux : le développement de l'emploi, le logement des plus modestes, les équipements par personne âgée et d'une manière générale l'amélioration du cadre de vie en Ile-de-France. De même, alors que le schéma d'infrastructures routières est assez précis, en ce qui concerne les transports collectifs il s'agit d'une juxtaposition de propositions où chacun peut y retrouver son compte. »

On notera enfin que le comité économique et social (CES), saisi de ce projet, a émis un avis très nuancé, estimant qu'il fallait contrôler sévèrement la construction de logements individuels, notamment en zones rurales, protéger la ceinture verte et les petites vallées menacées par la rocade autoroutière reliant les villes nouvelles, dénommée la Francilienne. Quant aux transports collectifs, le CES estime le projet très ambitieux et trop peu précis. Plusieurs élus, pour leur part, y ont compris dans la majorité, ont noté l'absence totale de références à la formation, aux équipements culturels, à la santé ou à l'enseignement supérieur.

F. Gr.



SOCIAL

La « bonne santé » de l'UNEDIC

L'assurance-chômage en excédent de 2,3 milliards de francs

En état de déficit chronique, à chaque échéance de la convention de deux ans, l'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage géré paritaire par les syndicats et le patronat, se porte financièrement mieux. Hors la dette, qui s'élève à 8 milliards de francs, il devrait être excédentaire de 2,3 milliards de francs pour la période 1988-1989. Dans une note récente, l'UNEDIC estime à 1,6 milliard de francs son excédent pour 1988 et prévoit de dégager 0,7 milliard supplémentaire en 1989. Le remboursement de ses emprunts, suspendu en 1988, a repris au 1^{er} janvier 1989, au rythme de 60 millions de francs par an.

Le retour à une meilleure santé des finances de l'UNEDIC s'explique par la diminution sensible du nombre des chômeurs, l'augmentation des rentrées de cotisations grâce à la reprise des créations d'emplois et à la hausse des salaires. Lors de l'élaboration de l'actuelle convention, en vigueur jusqu'au 31 décembre 1989, l'UNEDIC avait établi ses besoins en fonction d'une aggravation prévisible du chômage, de 150 000 en 1988 et de 100 000 en 1989, alors que celui-ci aura diminué de 30 000 la première année et que l'augmentation prévue pour 1989 a été ramenée à 60 000.

Toutefois, les gestionnaires se gardent bien de célébrer victoire, certains dispositifs d'indemnisation n'étant pas encore stabilisés. Ainsi en est-il de la nouvelle allocation de formation, reclassement (AFR), en phase de démarrage, et des préretraites (FNB), très sensibles à la conjoncture économique.

Nettoyage du métro : négociations. — Depuis le 20 février, le contact est revenu entre la direction de la société COMATEC, entreprise de nettoyage du métro, et le syndicat CFDT qui soutient les grévistes. Des discussions ont eu lieu en fin de matinée puis ont repris en fin d'après-midi. La direction a exprimé « sa volonté de voir la rencontre aboutir » et la CFDT réclame l'embauche des intérimaires, un salaire de 5 500 F net hors prime et une prime de 3 F de l'heure, entre autres. Selon la COMATEC, tout devrait être fait pour que le métro soit à nouveau propre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
18 M. rue de Berri
75008 PARIS

Les porteurs d'obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE proviennent de l'indemnisation des biens transférés à l'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE et à l'ÉLECTRICITÉ et GAZ D'ALGÉRIE d'autre part, sont avisés que le remboursement des obligations aura lieu au 18 M. rue de Berri à Paris 8^e, le LUNDI 24 AVRIL 1989 à 10 h 30.

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1^{er} juin 1989.

Les opérations d'indemnisation et de regroupement facilitant des fractions d'obligations de 50 F et 10 F seront suspendues à compter du 3 avril 1989 et reprises le mardi 25 avril 1989.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France - Obligations 8,40 % (ex-5 %) 1982
Les intérêts courus du 1^{er} mars 1988 au 28 février 1989 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1989, à raison de 21 F par titre de 250 F, contre détachement du coupon n° 27 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt droit à un avoir fiscal de 2,52 F (montant brut : 23,52 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 3,36 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 0,46 F faisant ressortir un net de 17,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ci-après, les séries sorties aux tirages antérieurs : 1964 : « J » ; 1966 : « B » ; 1968 : « F » ; 1970 : « S » ; 1972 : « H » ; 1974 : « N » ; 1976 : « R » ; 1978 : « D » ; 1980 : « L » ; 1982 : « G » ; 1984 : « K » ; 1986 : « M » ; 1988 : « A ».

Electricité de France - Obligations 16,70 % (ex-10,80 %) 1985
Les intérêts courus du 1^{er} mars 1988 au 28 février 1989 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1989, à raison de 60,12 F par titre de 400 F, contre détachement du coupon n° 24 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt droit à un avoir fiscal de 6,68 F (montant brut : 66,80 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,91 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 1,32 F faisant ressortir un net de 48,79 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A la même date les obligations de la série « B » sorties au tirage du 23 décembre 1988 sont remboursables à 500 F coupon n° 25 au 1^{er} mars 1990 et suivantes attachées.

Ci-après, les séries sorties aux tirages antérieurs : 1971 : « D » ; 1977 : « A » ; 1983 : « C ».

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981) et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France - Obligations 11 % juin 1977
Les intérêts courus du 20 mars 1988 au 19 mars 1989 seront payables, à partir du 20 mars 1989, à raison de 99 F par titre de 1 000 F, contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt droit à un avoir fiscal de 11,80 F (montant brut : 110 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,49 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,20 F faisant ressortir un net de 80,31 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ci-après, les séries sorties aux tirages antérieurs : 1981 : « N » et « P » ; 1984 : « F » et « X » ; 1987 : « D » et « H ».

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981) et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France - Obligations à taux variable janvier 1987 (taux pour 1989 : 7,83 %)
Les intérêts courus du 28 mars 1988 au 27 mars 1989 seront payables, à partir du 28 mars 1989, à 391,50 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 97,87 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 7,82 F faisant ressortir un net de 285,81 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France - Obligations à taux variable octobre 1988
Les intérêts courus du 15 décembre 1988 au 15 mars 1989 seront payables, à partir du 16 mars 1989, par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 107,11 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 8,56 F faisant ressortir un net de 312,79 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

EN BREF

● La CEE autorise un accord entre Eurotunnel, la SNCF et British Rail. — La Commission européenne a donné son feu vert, le 20 février, à un accord entre Eurotunnel, d'une part, et les sociétés nationales de chemin de fer français (SNCF) et britannique (British Rail), d'autre part, pour se répartir le transport ferroviaire par le futur tunnel sous la Manche. Eurotunnel, la société franco-britannique qui construit actuellement le tunnel, avait conclu, en juillet 1987, avec la SNCF et British Rail une convention d'utilisation pour se partager ce marché et établir des prévisions de trafic. Ce type d'entente est en principe interdit par les règlements de la CEE sur la libre concurrence du secteur des chemins de fer. Eurotunnel avait demandé à la Commission européenne une dérogation. — (AFP.)

● M. Le Penec à Saint-Pierre-et-Miquelon. — M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM (et ancien ministre de la mer), se rendra du 23 au 25 février à Saint-Pierre-et-Miquelon pour étudier les perspectives économiques de l'archipel (6 000 habitants) et les questions des quotas de pêche à la morue, réglées provisoirement par le gouvernement le mois dernier au profit des pêcheurs locaux et au détriment de ceux de Saint-Malo. Par ailleurs, le Canada et la France sont convenus d'accorder trois semaines supplémentaires, soit jusqu'au 5 mars prochain, au médiateur uruguayen, M. Enrique Iglesias, pour tenter de trouver une solution à leur différend concernant les quotas de pêche au large de Terre-Neuve et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

REPÈRES

Automobile

PSA numéro deux européen en janvier

Sur un marché européen (dix-sept pays) encore en vive progression (+ 12,9 %) en janvier, le groupe français PSA (Peugeot et Citroën) a conquis la deuxième place des constructeurs avec 14,4 % du marché, derrière Fiat (16,1 %) mais devant Volkswagen (12,8 %). Peugeot, qui avait obtenu une part de 12,9 % en moyenne en 1988, profite d'une perte de vitesse de Volkswagen. Le progrès des ventes reste pourtant freiné par un manque de capacités de production, notamment de moteurs. Le problème ne sera pas complètement résolu avant le début de 1990, selon M. Calvez, le PDG. PSA a produit 1,9 million de véhicules en 1987, 2,08 en 1988 et vise plus de 2,2 millions cette année. Son objectif est de devenir numéro un en Europe « dans peu d'années ».

Café

L'OIC réduit ses quotas d'exportation

L'Organisation internationale du café (OIC) a annoncé le 20 février une réduction de 233 800 sacs (de 60 kilos chacun) de ses quotas d'exportation pour l'année cafetière 1988-1989, à 57,8 millions de sacs. Cette réduction est déclenchée par la baisse du prix indicateur de l'OIC : celui-ci est passé au-dessous de la barre de 120 cents la livre (119,68 cents). Seuls les robustas sont touchés par cette décision, leur quota annuel tombant à 13 millions de sacs. Une deuxième réduction devrait être appliquée si le prix n'est pas remonté au-dessus du prix indicateur après dix jours ouvrables.

Les principaux pays consommateurs de l'OIC ont de nouveau demandé à Londres la fixation d'un quota universel d'exportation qui inclurait à la fois les ventes à l'intérieur des pays de l'OIC et les ventes aux non-membres. En effet, les producteurs de l'OIC peuvent actuellement vendre autant de café qu'ils le souhaitent aux pays non membres de

l'organisation, du moment que le prix payé n'est pas inférieur au prix de l'OIC, mais en pratique les prix pratiqués sont inférieurs jusqu'à 40 %, rendant ainsi inefficaces les tentatives de l'OIC de réguler le marché.

Aluminium

Production occidentale record en janvier

La production totale d'aluminium du monde occidental a atteint en janvier son plus haut niveau depuis 1973, à 1 185 000 tonnes contre 1 094 000 tonnes en janvier 1988, et contre 1 183 000 tonnes, en décembre, selon les données publiées à Londres par l'Institut international de l'aluminium primaire (IPAI). Par rapport à janvier 1988, la production a augmenté de 11,6 % en Occident (125 000 tonnes), de 10,4 % en Amérique latine (138 000 tonnes), de 8,1 % en Europe (307 000 tonnes), de 7,2 % en Amérique du Nord (478 000 tonnes), de 4 % en Afrique (82 000 tonnes), mais elle a baissé de 1,1 % en Asie du Sud et du Sud-Est (88 000 tonnes).

Pétrole

L'OPEP a réduit sa production en janvier

Douze pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont annoncé avoir écoulé en janvier 17,42 millions de barils de pétrole par jour, d'est-à-dire un peu moins que les 17,51 millions fixés comme quota mensuel pour le premier semestre. Les chiffres des Émirats, troisième membre de l'Organisation, ne sont pas disponibles. Le Middle East Economic Review estime à 18,7 millions la production totale.

Il s'agit d'une baisse très importante par rapport aux derniers mois de 1988 (22,8 millions en décembre) qui confirme la détermination des pays producteurs à stabiliser les cours du brut. Le Brent, qualité de

référence à Londres, était coté 16,80 dollars le baril lundi 20 février.

M. Subroto, secrétaire général de l'OPEP, a affirmé que de nouvelles réductions de production seront faites pour arriver « définitivement » au cours visé de 18 dollars au second semestre. De leur côté, sept pays producteurs non OPEP (Méditerranée, Oman, Égypte...) se réunissent à Londres le 22 janvier. Une réunion qui devrait avoir un impact symbolique sur les prix.

RFA

Croissance de 0,5 % au quatrième trimestre...

Le produit national brut d'Allemagne fédérale a progressé de 0,5 % durant le quatrième trimestre, le haut de la fourchette de 0 à 0,5 % envisagée le mois dernier par le gouvernement. Cette progression, annoncée par la Bundesbank, porte la croissance économique à 2,5 % en glissement annuel, contre 3,4 % durant le deuxième et le troisième trimestres et 4,3 % au premier. Les dernières statistiques de l'Institut d'émission ne semblent pas remettre en question en cause l'expansion économique de 3,4 % annoncée pour l'ensemble de 1988. Le rapport de la Bundesbank souligne l'importance persistante des exportations dans la croissance mais aussi l'accélération de l'inflation dans une économie qui tourne à plein régime : fin 1988, l'industrie utilisait 88 % de ses capacités, un niveau jamais atteint depuis le début des années 70.

... Nombre record de créations d'entreprises

Le ministère allemand de l'économie indique que, en 1988, le nombre de créations d'entreprises a atteint le niveau record de 330 000. La fermeture de 260 000 sociétés aboutit à un surplus net de 70 000, le chiffre le plus élevé qu'il ait jamais connu la RFA. En 1987, cette création nette d'entreprises avait été de 25 000.

سكزا من الأصل

20

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banoue de la place.

BOURSE DU 20 FEVRIER

Company	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Company	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Company	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Company	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3680	G.I.E. 5% +	3740	3780	3738	- 0 03	1187	C.C.F. T.P.	1060	1070	1070	0 00	198	Ches. Meth.	203 90	205	205 60	+ 0 78	198	Ches. Meth.	203 90	205	205 60	+ 0 78
1187	C.C.F. T.P.	1060	1070	1070	+ 0 04	1187	C.C.F. T.P.	1060	1070	1070	0 00	85	Edco Bay Mines	81 00	82 80	82 80	+ 1 31	85	Edco Bay Mines	81 00	82 80	82 80	+ 1 31
1187	C.C.F. T.P.	1060	1070	1070	0 00	1187	C.C.F. T.P.	1060	1070	1070	0 00	78	De Ruess	78	79 50	80 50	+ 1 31	78	De Ruess	78	79 50	80 50	+ 1 31
1187	C.C.F. T.P.	1060	1070	1070	0 00	1187	C.C.F. T.P.	1060	1070	1070	0 00	1778	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	1778	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28	57	Donnerstag	152 00	152 00	150 40	- 0 28
1700	Franklin T.P.	1700	1700	1700	0 00	1700	Frank																

Comptant

(sélections)

SICAV

(sélections)

20/2

VALEURS	% de nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net			
Obligations						Étrangères																	
9.80 5.00 77	124	6.882	C.I.C. (Financ. de)	200 80	102 70	Maïak	---	1301	A.A.A.	977 71	949 98	Franc. Régions	1138 52	1105 36	Paratir	624 43	600 28						
9.80 5.00 77	701 77	6.882	C.I. Maritime	886	140	Magnat Unipol	---	184 90	Act. France	230 90	234 72	Front-Associations	285 35	28 35	Plan. Placements	282 18	280 28						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	2200	782	Magnat S.A.	---	375	Act. France	579 51	500 73	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	710 04	685 48						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	1183	1145	Magnat S.A.	---	484	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	146 40	Maïak	---	1301	Act. France	622 15	559 06	Front-Égypte	28 81	28 11	Plan. Invest.	7079 20	670 39						
10.00 5.00 78	103 80	6.882	Chimie (R.A.)	348 90	14																		

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La réaction de la CEE aux menaces de l'imam Khomeiny contre l'écrivain Salman Rushdie. 4 Japon : un débat sur les cérémonies des funérailles d'Hirohito. 6 Bulgarie : fin de règne à Sofia.	7 La préparation des élections municipales. — Grenoble : la « taupé » de M. Carignon. 8 Lyon : les socialistes contournent par la banlieue.	10 La crise pénitentiaire. — L'instruction de l'affaire Pechiney. — Soixante mesures pour les handicapés. 11 La crise de recrutement des enseignants. — Le bilan du séisme en Arménie.	12 Arts : les icônes de la Révolution. 13 Danse : Massine, Balanchine et Tharp à l'Opéra. — « Digressions », par Bernard Frank. 14 Un entretien avec Jacques Chirac sur le cinéma. — Communication.	31 Jugement définitif dans l'affaire de l'Amoco-Cadiz. — Le dérapage des prix en Espagne. 33 Le conseil régional d'Île-de-France envisage le fonctionnement de six lignes de RER. 34-35 Les marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 21 à 30 Campus 11 Carnet 11 Mots croisés 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15	● Calculez vos impôts... IMPÔTS ● Si : choisissez votre station SEJOUR ● Les hauteurs de neige... CORUS 3615 Tappez LM ● Consultez votre portefeuille BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction JOUR 3615 tapez LEMONDE

LIBAN

L'armée et la milice chrétienne cherchent une formule de coexistence

Beyrouth. — Les deux têtes du camp chrétien libanais, le général Michel Aoun et M. Samir Geagea, se sont rencontrés, lundi 20 février, pour tenter de trouver une formule de coexistence entre l'armée libanaise et la milice des Forces libanaises (FL), qui se sont affrontées la semaine dernière. M. Geagea, chef des FL, a été reçu pendant 75 minutes par le commandant de l'armée, qui dirige un cabinet de militaires chrétiens, au palais présidentiel de Baabda.

Dans une brève déclaration à la presse, M. Geagea a affirmé que « la réunion était positive, et les événements de la semaine dernière sont clos ».

Il a ajouté que les mesures prises sur le terrain pour y mettre un terme — cessez-le-feu et retrait des FL dans leurs casernes — étaient « définitives ». Le général Aoun n'a pour sa part fait aucun commentaire.

Selon une source politique indépendante, les deux hommes ont débattu des exigences du général Aoun, qui considère que « deux forces ne peuvent pas coexister sur le terrain dans les régions chrétiennes » et demande le retrait des FL de Beyrouth et de sa banlieue. Le général conteste également aux FL le droit de prélever des taxes qui leur rapportent, selon lui, près de 200 millions de livres libanaises par jour, soit quelque 420 000 dollars.

« Le général attend à présent des actes et non plus des paroles », a affirmé une source proche du commandement en chef de l'armée. Dimanche soir, M. Geagea s'était déclaré prêt à évacuer Beyrouth à condition que l'armée syrienne se retire du secteur majoritairement musulman de la capitale, où elle est déployée depuis février 1987, et à ne plus collecter de taxes si l'Etat prend en charge les frais de sa milice et des institutions d'aide sociale. — (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 février

Hausse ?

Impossible d'avoir la tendance mardi matin rue Vivienne, de gros problèmes techniques ayant affecté les services informatiques et obligé le marché à ouvrir ses portes avec retard. Aux alentours de 11 heures, l'indicateur instantané n'était pas disponible. Seuls éléments d'informations : le nombre de hausses (12) de baisse (-3) et d'inchangé (1).

Elf, Paribas, Peugeot, L'Air liquide, Saint-Gobain, Lafarge, Michelin, Midi et CGE ont progressé, ce qui semblait plutôt prometteur.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COUTUMES MESURE à partir de 2 150 F
PARTAILONS 890 F VESTONS 1 490 F
3 000 tissu

Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

LOGICIELS

pour tous les compatibles
AutoPAYS, paye norme 89
toutes professions, liaison
avec AutoCOMPTA3.

Documentation sur demande à
Somma France
3, rue Ruhlmann, 75017 PARIS
(1) 48-72-17-38

de 650 à 850 F.H.T.

Le ministre israélien des affaires étrangères au Caire

MM. Moubarak et Arens ont « divergé sur la plupart des questions »

LE CAIRE

de notre correspondant

« Pour les beaux yeux de Moscou uniquement ». C'est ainsi que l'on pourrait décrire l'attitude égyptienne à l'égard de la visite au Caire du ministre israélien des affaires étrangères, Moshé Arens, qui doit rencontrer mercredi M. Chevardnadze, son homologue soviétique. Dans une déclaration à la télévision du Caire, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Esmat Abdel Meguid, a révélé « les dessous » de la première visite depuis des années d'un haut responsable du Likoud en Egypte : « La visite d'Arens a eu lieu à la demande des Soviétiques. Ils ont fait la demande il y a une dizaine de jours. Nous avons accepté. Les Israéliens nous ont contactés. Nous leur avons confirmé notre accord ».

D'ailleurs, Égyptiens et Israéliens n'avaient visiblement rien à se dire. Selon le chef de la diplomatie israélienne, le tête-à-tête de près d'une heure qu'il a eu avec M. Moubarak a permis de faire un tour d'horizon de toutes les questions regardant la région. « Mais, a-t-il précisé, nous avons divergé sur la plupart des questions ».

M. Arens, qui a indiqué qu'il n'avait pas fait de nouvelles propositions, a ajouté qu'il n'avait pas transmis de message du premier ministre israélien au président égyptien et n'avait pas reçu de message du rais pour M. Shamir.

La seule question sur laquelle Israéliens et Égyptiens sont presque tombés d'accord est que le conflit sur l'enclave de Tabat est « pratiquement réglé ». Ce progrès n'est d'ailleurs pas directement lié à la visite de M. Arens : il a été réalisé avant l'arrivée du responsable israélien dans le cadre des négociations se déroulant régulièrement au Caire depuis des semaines.

Le responsable du Likoud a, en outre, implicitement rejeté les propositions soviétiques pour préparer la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient. « Le temps n'est pas favorable pour la présentation de nouveaux projets sur le Proche-Orient », a-t-il estimé, ajoutant qu'il voyait « dans la paix israélo-égyptienne la base de la construction d'une paix globale ».

Par ailleurs, M. Arens a totalement exclu l'éventualité d'une négociation indirecte avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, par l'intermédiaire du chef de la diplomatie soviétique. On précise à cet égard, de source égyptienne, que M. Arafat n'est attendu au Caire qu'après le départ du responsable israélien.

Côté soviétique, par un mot sur la rencontre Chevardnadze-Arens. La plus grande partie des déclarations du chef de la diplomatie soviétique, à l'issue de sa longue entrevue, lundi 20 février avec le président Moubarak, était consacrée à l'amélioration des relations bilatérales et à la volonté de renforcer la coopération dans les domaines politique, économique et culturel. Il a ajouté qu'il avait remis au chef de l'Etat égyptien une invitation de M. Gorbatchev à se rendre en visite officielle en Union soviétique.

Au sujet du Proche-Orient, M. Chevardnadze qui a transmis au rais un message de M. Gorbatchev « comprenant certaines idées de la direction soviétique sur les questions internationales et la réalisation d'un règlement pacifique au Proche-Orient », a souligné l'entière concordance de vues entre Le Caire et Moscou.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

En visite officielle à Paris

M. Shamir va tenter de convaincre ses interlocuteurs de « la nécessité de trouver une alternative à l'OLP »

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, était attendu mardi 21 février à Paris pour une visite officielle de quatre jours qui se présente comme une opération de relations publiques destinée à améliorer l'image d'Israël, sérieusement ternie par l'intifada, le soulèvement palestinien dans les territoires occupés.

Pour son premier déplacement à l'étranger depuis sa reconduction à la tête du gouvernement, en décembre dernier, M. Shamir va s'employer à repérer l'initiative sur le plan diplomatique pour regagner les sympathies de l'opinion internationale. Selon son porte-parole, M. Avi Pazner, M. Shamir va tenter de convaincre ses interlocuteurs français de « la nécessité de trouver une alternative à l'OLP, qui reste le principal obstacle à la paix » et pourrait présenter, dans cette perspective, des propositions de paix inspirées des accords égypto-israéliens de Camp David.

M. Shamir aura des entretiens avec le président François Mitterrand, le premier ministre Michel Rocard, le président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius, les ministres des affaires étrangères Roland Dumas et de l'économie Pierre Bérégovoy. Outre ses entretiens politiques, M. Shamir rencontrera, jeudi, au petit déjeuner, une quinzaine d'intellectuels et de politologues français, notamment M. Marie-France Garaud et François Giroud, M. Emmanuel Le Roy Ladurie, le général Gallois et le philosophe Bernard-Henri Lévy.

Il visitera l'exposition Gauguin au Grand Palais, donnera une conférence de presse et rencontrera M. Jacques Chirac, ancien premier ministre et maire de Paris.

Les propositions soviétiques rejetées

Le responsable du Likoud a, en outre, implicitement rejeté les propositions soviétiques pour préparer la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient. « Le temps n'est pas favorable pour la présentation de nouveaux projets sur le Proche-Orient », a-t-il estimé, ajoutant qu'il voyait « dans la paix israélo-égyptienne la base de la construction d'une paix globale ».

Par ailleurs, M. Arens a totalement exclu l'éventualité d'une négociation indirecte avec le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, par l'intermédiaire du chef de la diplomatie soviétique. On précise à cet égard, de source égyptienne, que M. Arafat n'est attendu au Caire qu'après le départ du responsable israélien.

Côté soviétique, par un mot sur la rencontre Chevardnadze-Arens. La plus grande partie des déclarations du chef de la diplomatie soviétique, à l'issue de sa longue entrevue, lundi 20 février avec le président Moubarak, était consacrée à l'amélioration des relations bilatérales et à la volonté de renforcer la coopération dans les domaines politique, économique et culturel. Il a ajouté qu'il avait remis au chef de l'Etat égyptien une invitation de M. Gorbatchev à se rendre en visite officielle en Union soviétique.

Au sujet du Proche-Orient, M. Chevardnadze qui a transmis au rais un message de M. Gorbatchev « comprenant certaines idées de la direction soviétique sur les questions internationales et la réalisation d'un règlement pacifique au Proche-Orient », a souligné l'entière concordance de vues entre Le Caire et Moscou.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

En visite officielle à Paris

M. Shamir va tenter de convaincre ses interlocuteurs de « la nécessité de trouver une alternative à l'OLP »

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, était attendu mardi 21 février à Paris pour une visite officielle de quatre jours qui se présente comme une opération de relations publiques destinée à améliorer l'image d'Israël, sérieusement ternie par l'intifada, le soulèvement palestinien dans les territoires occupés.

Pour son premier déplacement à l'étranger depuis sa reconduction à la tête du gouvernement, en décembre dernier, M. Shamir va s'employer à repérer l'initiative sur le plan diplomatique pour regagner les sympathies de l'opinion internationale. Selon son porte-parole, M. Avi Pazner, M. Shamir va tenter de convaincre ses interlocuteurs français de « la nécessité de trouver une alternative à l'OLP, qui reste le principal obstacle à la paix » et pourrait présenter, dans cette perspective, des propositions de paix inspirées des accords égypto-israéliens de Camp David.

M. Shamir aura des entretiens avec le président François Mitterrand, le premier ministre Michel Rocard, le président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius, les ministres des affaires étrangères Roland Dumas et de l'économie Pierre Bérégovoy. Outre ses entretiens politiques, M. Shamir rencontrera, jeudi, au petit déjeuner, une quinzaine d'intellectuels et de politologues français, notamment M. Marie-France Garaud et François Giroud, M. Emmanuel Le Roy Ladurie, le général Gallois et le philosophe Bernard-Henri Lévy.

Il visitera l'exposition Gauguin au Grand Palais, donnera une conférence de presse et rencontrera M. Jacques Chirac, ancien premier ministre et maire de Paris.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COUTUMES MESURE à partir de 2 150 F
PARTAILONS 890 F VESTONS 1 490 F
3 000 tissu

Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

LOGICIELS

pour tous les compatibles
AutoPAYS, paye norme 89
toutes professions, liaison
avec AutoCOMPTA3.

Documentation sur demande à
Somma France
3, rue Ruhlmann, 75017 PARIS
(1) 48-72-17-38

de 650 à 850 F.H.T.

Sur le vif

Médaille vermeil

J'étais piécé de rire en voyant hier, à la télé, Jeanne Calment, la doyenne des Français, que dis-je, la doyenne du monde — elle fête hier ses cent quatre-vingt ans, — prior verement la meute des chasseurs d'images de décaniller et de la laisser boire tranquille, ment son café au lait. Allez, du bel !

C'est marrant, ce culte des records dans un pays où on n'arrête pas de se casser la gueule au pied des podiums, de se ramasser sur les terrains de foot et de s'écraser sur les courts. Ce qui nous empêche pas de crâner. Le Mondial, même si on y participe pas, après tout, on s'en fout, on a autre chose à s'occuper. On se passionne pour le match du siècle, Arney-Séte, dimanche prochain, pour la victoire triomphale de Courbevoie sur Viry en ping-pong. Et la défaite écrasante de Saint-Lô devant Charenton en basket.

Normal, notez. On a beau se disputer à coups de millions les stars du ballon rond, on fait rien pour promouvoir le sport de haute compétition, comme aux Etats-Unis à l'université, un entraîneur de base-ball gagne quatre fois plus qu'un prof de sciences éco. Paré pour les vieux, les exclus, les laissés-pour-compte d'une société enfiévrée, on ne s'occupe pas du travail. Dès que vous n'y avez

plus cours, vous êtes tout juste bon à jeter. Je ne vais pas vous refaire le topo sur tous ces croutants de soixante et même cinquante-cinq ans, tous ces humilisés, nuque ployée sous le tranchant de la retraite coupée, marquée de l'étoile vermeil, qui n'ont plus qu'à croupir pendant un bon quart de siècle dans la solitude ou la promiscuité d'hospice-ghetto, en attendant de basculer de l'autre côté.

Et puis là, brusquement, un flash tombe dans les salles des rédactions : Dites donc, les mecs, vous savez, cette nana, près d'Arles, le centenaire, elle a réussi à tirer encore un an. Elle était en compétition avec une même américaine, elle l'a battue de six semaines. Faudrait envoyer une équipe lui demander comment elle s'entraîne, si elle suit un régime spécial et quelles sont ses chances de battre son propre record l'année prochaine.

Moi, je comprends pas. Qu'est-ce qu'ils attendent, les clubs du troisième âge, pour s'arrêter, à prix d'or, les championnes de la longévité, les super-vainqueuses de la course contre la mort. Ça redonnerait leur blason et ça remplairait les caisses de l'Etat. Après le Loto sportif, à quand le Loto vieillissime ?

CLAUDE SARRAUTE.

L'IDE, un parti transnational

Quand l'Europe fait encore rêver

AMSTERDAM
de notre correspondant

Les Etats membres de la Communauté européenne sont, comme des crabes sur une plage, ils se remouvent de temps à autre pour croquer ensemble un bout d'algue, mais dès qu'un problème surgit, ils se pincent et se jettent du sable dans les yeux. — du papipe de l'ouest, Andrew Oldham, avocat stagiaire à Londres, juge l'effet de sa formule sur la salle du centre des congrès de Noordwijkerhout (sur la côte néerlandaise), où sont rassemblés les deux cents délégués du jeune mouvement Initiative pour la démocratie européenne (IDE). Qui aime bien l'Europe des Douze châte bien. C'est parce qu'ils ont des idées visant à améliorer son fonctionnement qu'ils ont convergé du 17 au 19 février vers cette localité perdue entre Amsterdam et La Haye, depuis Athènes, Strasbourg, Hambourg ou Barcelone.

Agés pour la plupart de vingt-cinq à trente ans, en fin d'études supérieures ou au début de leur vie professionnelle, ils partagent une ambition sans frontières : « permettre aux habitants de reprendre le contrôle de la construction européenne », selon l'expression de leur président, les Parisien Francis Biancheri. Aujourd'hui, dans l'Europe des « autorités nationales et des entreprises multinationales », où est le citoyen ? « Nulle part ! » Réduit à l'état de spectateur du jeu institutionnel par l'indigence des pouvoirs du Parlement de Strasbourg, il semble n'exister que par sa qualité de consommateur du futur marché unique. Mais quelle place l'Europe réserve-t-elle « au travailleur, au père de famille, à l'homme

cultivé ? ». Bref, à la « société civile, sans laquelle il n'est pas de vraie démocratie ? ». Aucune.

C'est pour conquérir cette place que l'Initiative engagera quatre listes aux prochaines élections européennes du 18 juin en France, en Espagne, aux Pays-Bas et en République fédérale allemande, les seules listes transnationales au scrutin. Loi électorale oblige, les candidats auront bien la nationalité du pays où ils se présentent, mais ils seront désignés en avril prochain, à Paris, par un forum international d'IDE, et ils défendront tous le même programme, directement établi au niveau européen.

Un zeste d'optimisme

Favorable, notamment, à un transfert intégral des compétences des gouvernements nationaux aux instances européennes en matière de politique économique et monétaire, de défense, de politique étrangère et d'environnement, l'Initiative propose de faire du Parlement « le seul organe à tenir sa légitimité du suffrage universel », la pierre angulaire d'une Europe gérée comme un Etat, par un gouvernement responsable devant les élus du peuple.

Une bonne dose d'optimisme, on doit de candeur, un zeste d'optimisme — « Nous ferons de 2 à 5 % des voix » — tels sont les ingrédients de la recette politique d'IDE. Quelle mette ou non en appât les électeurs importe certainement moins que le fait d'avoir été préparée, au prix de leur temps libre, par de jeunes adultes agitateurs d'idées et que l'Europe fait encore rêver.

CHRISTIAN CHARTIER.

TRÉCA cad
à commande automatique
permet de relever la tête et les jambes SANS AUCUN EFFORT (toutes dimensions)
CAPÉLOU
37 AV. DE LA REPUBLIQUE 75017 PARIS TEL. 457 81 30 31 METRO PARNETIER

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER
Le Monde

Un second correspondant de « l'Humanité » à Moscou

Sous le titre « Retour en URSS », Serge Leyrac donne dans l'Humanité du lundi 20 février les « premières impressions d'un ancien correspondant de service ». Membre de la rédaction en chef de l'organe central du PCF, Serge Leyrac devient correspondant permanent en compagnie de Bernard Frédéric, en poste depuis plusieurs années.

L'hebdomadaire l'Express avait affirmé, il y a quelques semaines, que Bernard Frédéric, jugé trop favorable à la perestroïka, serait secondé par un autre journaliste. Le nom de Jean George était alors évoqué. L'Humanité explique que « l'abondance de l'actualité politique » conduit le PCF à « renforcer son bureau de Moscou ».

Le Musée du Louvre fermé pendant plus d'un mois

Le Musée du Louvre est fermé du 20 février au 30 mars pour permettre le réaménagement des salles d'entrées l'Ouvrière, à cette date des sous-sol de la pyramide. Celle-ci constituera, en effet, l'accès principal du musée.

Le numéro de « Monde » daté 21 février 1989 a été tiré à 535 877 exemplaires

A B C D E F G